J'AI LU

Général Bigeard

De la brousse à la jungle

Édition illustrée

De la brousse à la jungle

GÉNÉRAL BIGEARD

Aucune bête au monde
La piste sans fin
Contre-guérilla
Pour une parcelle de gloire
Ma guerre d'Indochine
(en collab. avec Eric Bouvet)
De la brousse à la jungle *J'ai lu* 3995/4

Général Bigeard

De la brousse à la jungle

Éditions J'ai lu

© Hachette/Carrère, 1994

AVERTISSEMENT

Le général Bigeard, figure de légende, appartient à l'histoire de la France. Il a combattu et commandé de 1939 à 1975 sur tous les théâtres d'opération où s'est dessiné le monde contemporain. Son précédent ouvrage, *Pour une parcelle de gloire*, immense succès de librairie, paru en 1975, a raconté cette période.

Avec l'aimable autorisation des éditions Plon, nous reprenons dans le premier chapitre du livre que nous publions aujourd'hui quelques passages de ce parcours militaire, celui d'un soldat qui n'a jamais déposé les armes.

Le président Valéry Giscard d'Estaing l'appelle en 1975 au gouvernement où il lui confie le secrétariat d'Etat à la Défense.

C'est la voie ouverte à un nouvel engagement, le passage de la brousse à la jungle que le général nous conte aujourd'hui.

L'ÉDITEUR

A ceux

qui n'abdiquent jamais

qui font un pas, encore un pas

qui ont tout donné sans jamais rien demander

qui montrent le visage d'une France propre, forte et généreuse

qui passeront un flambeau de lumière à la jeunesse de France

qui oseront se regarder dans une glace avant le grand saut dans l'inconnu

qui m'ont tellement aidé :

- *militaires de toutes armes, parachutistes en particulier,*
- *écrivains et journalistes en Indochine, en Algérie et à travers la métropole pendant quatre décennies.*

1

TRENTE ANS DE BROUSSE

1916
Toul, une jeunesse étriquée mais non sans grandeur

14 février 1916. Je vois le jour au début de la bataille de Verdun. Papa est aiguilleur à la Compagnie des chemins de fer de l'Est ; maman, la Sophie, commande et contrôle tout. Papa construit notre petite maison pierre par pierre au fur et à mesure des économies réalisées. Ce ne sera pas un château. Pas d'eau courante, elle est tirée dans le puits six pas derrière la case, les W.-C. au fond du jardin et la salle de bains « pour mémoire ». On se lave dans une grande bassine : visage, torse, jambe après jambe. Pour nourriture, harengs et pommes de terre du jardin, parfois, le dimanche, un poulet ou un lapin.

A quatorze ans, j'ai mon certificat d'études, suivi du premier ordre et d'une année d'école supérieure. Maman me dit : « Avec un tel bagage, il te faut travailler. »

Jusqu'à vingt ans, je serai employé à la Société Générale où je gravirai les échelons : coursier, puis service des portefeuilles, service des coupons, service des titres. Le directeur, M. Perriot, me considère comme son fils et me donne des cours pour devenir employé principal. Six années sans détente. A la mai-

son, aider mes parents au jardin, cueillir l'herbe pour les lapins, rentrer les foins pour l'hiver. La récompense, le cinéma le dimanche à la séance de l'après-midi. J'y vois les actualités avec de grands sportifs que j'admire.

Quand j'ai dix-huit ans, ma voisine Gaby en a quatorze. Elle aussi mène la vie des gens simples de l'époque. Son père est mort à la suite d'un gazage durant la Grande Guerre. Sa mère, son frère, sa sœur vivent de leur culture maraîchère. Gaby a une petite jument isabelle qui tire sa charrette de légumes qu'elle vend sur le marché de la ville. Nous nous voyons en cachette de maman qui rêve pour moi d'une fille à dot ! Lorsqu'elle apprendra notre relation, elle poursuivra Gaby en criant : « Jamais tu n'auras mon fils ! »

Comment imaginer, avec une telle enfance, cette vie qui va me prendre à bras-le-corps pendant près de soixante ans ?

Septembre 1936. Appelé au service militaire pour deux ans, affecté au 23e régiment d'infanterie de forteresse à Haguenau. La petite gare de Toul s'estompe, derrière moi ma vie de gosse fiche le camp. Là-bas sur le quai restent ceux que j'aime, tout mon univers. Le train s'éloigne, ils disparaissent peu à peu. Gaby et ses seize ans, papa si effacé, ma sœur Charlotte douce et affectueuse et ma chère maman qui les domine de la tête et de son autorité.

En quelques lignes, je passe sur ces deux années de soldat avec les bandes molletières, le calot bleu, les chaussures à clous. Je n'aime pas cette ambiance. Pour faire plaisir à maman, j'ai suivi le peloton de caporaux. Reçu premier, le capitaine me convoque et me dit : « Vous êtes le premier mais, hélas !, vous n'avez aucune attitude militaire. Vous serez néanmoins promu première classe. »

Je serai ensuite détaché aux avant-postes à Oberseebach, petit village alsacien. Là, je me sens devenir un autre : sec, musclé, tireur d'élite, bon boxeur,

champion de 100 mètres. Je me fais de vrais copains : Millot qui a quelques filles sur le turf à Paris, Bébert le boxeur, et bien d'autres qui m'écrivent encore en 1994. Je suis libéré caporal-chef en 1938 et je rentre à la maison vaguement antimilitariste.

Septembre 1938. Retour à la Société Générale avec plus d'assurance ; j'effectue mon footing tous les matins, et reçois les clientes avec le sourire le plus charmeur possible...

Tout baigne, et pourtant je manque d'espace. Maman, que j'ai souvent imaginée châtelaine, est toujours aussi autoritaire. Je lui donne ma paie et elle gère mon argent de poche pour le cinéma et quelques journaux sportifs. Sa dureté, son inflexibilité me serviront ; dans les moments les plus critiques, et il y en aura, je murmurerai : toujours plus facile que d'affronter la vieille. Merci, chère maman.

Mars 1939, Hitler fait des siennes. Nouvelle alerte. Rappelé pour six mois, je dois rejoindre mon 23e régiment d'infanterie. Mon état d'esprit n'est pas le même qu'en 1936. Je veux en découdre, défendre ma patrie. « Nous vaincrons, parce que nous sommes les meilleurs. » « L'armée française, la première armée au monde. » J'y crois maintenant fermement. Pas de problème, en avant pour les cheveux courts, l'attitude militaire. Cette vie virile, dure, me plaît.

Promu sergent, je suis les cours de brevet de chef de section pour devenir officier de réserve. Mes concurrents sont des sergents-chefs, des adjudants de carrière. Après trois jours d'épreuves, j'ai l'impression d'avoir réussi. Résultats : Bigeard premier.

1939
Baptême du feu dans les groupes francs

Septembre 1939. Hitler fait plus qu'aboyer. La Pologne est envahie et c'est la guerre. On demande des hommes pour les groupes francs, les commandos de l'époque. Je suis volontaire. On me confie un groupe de combat auquel je m'impose rapidement. Mon lieutenant veut en découdre. Nous ne chômons guère et le commandement nous demande beaucoup. Nous sommes peu nombreux à risquer notre peau et il faut bien quelques bulletins de victoire. Patrouilles sur la ligne de contact, embuscades se succèdent.

C'est parti... Je brûle les étapes. Promu sergent-chef, puis adjudant à vingt-quatre ans.

Le 10 mai 1940, les Allemands envahissent la France. C'est l'effondrement le plus total, la ligne Maginot contournée, des millions de civils sur les routes. Moi, j'y crois toujours, mais quelle pagaille ! Mon lieutenant a un cran extraordinaire, il veut arrêter l'invasion à lui tout seul. Nous réussissons quelques beaux coups. Par un bel après-midi de juin, il part seul en moto effectuer une reconnaissance. Il ne reviendra jamais, tué d'une rafale, écrasé par le soleil sur cette route goudronnée. Bel exemple. L'officier doit prendre des risques s'il veut que ses hommes le suivent. Je commande maintenant les trente hommes qui restent.

Le 22 juin 1940, les armes à la main, nous apprenons que l'armistice vient d'être signé. Nous faisons partie du dernier carré des Vosges. Les Allemands nous promettent de nous rendre les honneurs et la liberté. En fait, c'est la captivité, avec déjà trois croix de guerre et une première blessure. Direction l'Allemagne, camp de prisonniers de Limbourg. Je ne songe qu'à l'évasion. Deux échecs dont un le 14 juillet 1941.

Finalement, je réussis la troisième tentative, le

11 novembre 1941. Je suis accompagné de mon camarade Masbourian, niçois, une force herculéenne. Le Rhin, le Luxembourg, la France, nous prenons le train pour Toul, les Allemands sont partout. Troisième arrêt, la porte s'ouvre. Surprise incroyable, ma sœur et mon beau-frère montent dans le compartiment. Je ne dis rien, j'attends. Il y a d'autres personnes dans le compartiment. Ma sœur me regarde, verse une larme avant de me dire : « Monsieur, je m'excuse mais vous ressemblez tellement à mon frère prisonnier en Allemagne ! » Je lui dis : « C'est moi, mais écrase ! » Toul ! Enfin ! Le faubourg Saint-Evre, la petite maison, je frappe. Ma mère ouvre : « Vous désirez, Monsieur ? » Puis elle me reconnaît et éclate en sanglots : « Je savais que tu réussirais. » Les premières secondes d'émotion passées, elle m'engueule pour m'être laissé prendre. Elle n'a pas changé. Gaby n'est pas là. On l'envoie chercher à Nancy. Je passe la nuit avec elle et au matin, avec Masbourian, direction la ligne de démarcation, franchie de nuit, puis Nice.

La vraie France. Pour la première fois, je vois la mer. J'écris à Gaby : « C'est merveilleux. » Quelques jours plus tard, un télégramme d'elle : « Je te rejoins. » Elle arrive épuisée, les vêtements déchirés, ayant elle aussi franchi la ligne clandestinement. Partout, en Algérie, en Indochine, en Afrique noire, elle se débrouillera pour me rejoindre, risquant plus d'une fois, elle aussi, sa vie. Je lui dis : « C'est une preuve d'amour » et lui propose de nous marier. 6 janvier 1942, c'est fait. Nous voilà devant monsieur le maire, puis à l'église. Gaby y a tenu et je dois faire ma première communion. Mieux vaut tard que jamais. Merveilleuse journée. Mais que faire ? Travailler de nouveau dans une banque ? Non, le virus de l'aventure est maintenant bien là et, surtout, la France est toujours occupée. On demande des rengagés spéciaux pour l'Afrique Occidentale Française. Contre tous, je décide de partir.

Je devine que la chance sera avec moi. Cette débâ-

cle de 1940, 100 000 morts, 1,5 million de prisonniers, ceux de ma classe incorporés en 1936 et qui feront cinq années de captivité perdront leur jeunesse et ne retrouveront leur patrie qu'en 1945. Alors que moi, je suis libre et en superforme.

Je rejoindrai Dakar par mer puis un poste en pleine brousse à 30 km de cette ville. Adjudant chef de section, directeur des travaux, chargé des sports, je suis le roi dans cette compagnie de coloniaux. Gaby me rejoindra dans notre paillote au milieu de la forêt où rôdent hyènes et chats-tigres.

Octobre 1943, le régiment doit rallier Meknès au Maroc, je suis promu sous-lieutenant. Adieu à Gaby, je lui délègue les trois quarts de ma solde puis les semaines s'écoulent. Un soir, des officiers supérieurs parachutistes britanniques viennent nous voir. Ils cherchent des volontaires pour sauter en France. Chez nous, les officiers qui piaffaient pour se battre ne se manifestent guère. Seuls Reynal, mon lieutenant, et moi répondons présents. Nouveau départ et nouvelle séparation de Gaby qui venait d'arriver.

1944
Première mission para : libérer l'Ariège

Arrivée à Alger. Direction le club des Pins, lieu ultra-secret, cent pour cent anglais. Dès notre arrivée, ils nous mettent à l'aise : « Vous allez subir un entraînement rigoureux pendant trois mois. Pour nous, vos galons français n'existent pas, vous recevrez en fin de stage un grade fictif correspondant à la mission qui vous sera confiée, suivant vos aptitudes. »

C'est clair. J'ai mes chances au départ. En trois mois, je vais apprendre beaucoup : sauter en parachute, manier des explosifs, filer quelqu'un, échapper à une filature, marcher entre 50 et 80 km, me battre

au corps à corps, escalader une falaise... Les années passées m'ont terriblement endurci et je suis à l'aise. Fin du stage. Suis promu chef de bataillon à titre fictif. Quatre galons, moi, le saute-ruisseau de la Société Générale alors que mon lieutenant reste lieutenant.

Enfin, ma mission... Revoir la France... Etre de ceux qui libéreront le pays.

Mon nom de Résistance sera Aube. Mon ordre de mission est le suivant :

> Le commandant Aube de l'armée française est nommé délégué militaire départemental de l'Ariège. En conséquence, il assurera dans ce département les fonctions suivantes :
> 1 – Conseiller technique des F.F.I.
> 2 – Liaison entre les F.F.I. et Londres ou Alger.
> 3 – Commandement de tout le personnel français en mission venant de Londres ou d'Alger, et des services d'opérations.
> 4 – Financement du budget militaire dans la mesure où les fonds lui seront remis.

Quels sont mes moyens ? Mon brain-trust avec lequel je vis depuis un mois, suant, peinant en commun, les Anglais ne larguant que des équipes se connaissant et s'entendant parfaitement : Bill Probert, mon major anglais, trente ans, une gueule d'amour, a fait Tobrouk, l'Ethiopie, le Tanganyika, Madagascar et devait rejoindre les forces de Tito lorsqu'il fut désigné pour sauter en France. Une belle carte de visite. John Deller, vingt-huit ans, notre radio, Canadien d'Ottawa, géant blond, timide, imperturbable, parlant lentement avec un accent savoureux. Casanova, sergent-chef ariégeois, tout jeunot, vingt-deux ans, petit, râblé, solide. Et quelques moyens réduits : valise radio, codes de camouflage, 500 000 francs en bons de la Défense, 50 000 francs en pièces d'or.

Quatre hommes conditionnés, un poste radio, de

l'argent. C'est peu mais suffisant pour mettre le feu aux poudres dans ce département que je ne connais pas, mais dont j'ai étudié la carte pendant des heures.

Départ de Blida, près d'Alger. Un avion Halifax, une trappe ronde au bord de laquelle il faut s'asseoir et se jeter dans le vide au garde-à-vous. Nous survolons la Méditerranée.

Une heure du matin. La trappe est ouverte. On a l'air fin tous les quatre, assis, les jambes pendant dans le vide. Je suis numéro un, Probert deux, Deller trois, Casanova quatre. Go ! je pars suivi de mes coéquipiers. Sous moi, les trois feux allumés par les maquisards. Balancé au-dessus de la terre française, dans cette nuit d'encre, l'air vif, la tension ont fait disparaître toute fatigue. Où vais-je atterrir ? Attention, groupe-toi bien, serre les jambes. Les feux s'approchent, j'attends le choc à l'arrivée.

Pas de choc. Je reste pendu à un arbre, à une dizaine de mètres du sol... des bruits, des hommes parlent fort en langue étrangère. J'entends Probert qui gueule : « Marcel, où es-tu ? – O.K. Bill, là-haut. » Je déplie mon ventral, me dégrafe, me laisse glisser le long des suspentes. J'embrasse la terre française... ma patrie.

Sommes récupérés par les Espagnols dont le chef, le commandant Royo, deviendra un ami. Liaison radio avec Alger, demande de parachutage d'armes qui arriveront toujours à l'heure et à l'endroit prévus.

CALENDRIER – BILAN

8 août 1944 :	Parachutage dans maquis provenance Blida
9 au 15 août :	Contacts avec maquis. Parachutages et répartition matériel : 50 % F.F.I. 50 % Espagnols
19 août :	Attaque de Foix : 25 tués et blessés 150 prisonniers

20 août :	Interception convoi venant d'Ax-les-Thermes : 60 tués et blessés 50 prisonniers
21 août :	Bataillon Mongols venant Saint-Girons
22 août :	Combats à Castelnau Combats entre Castelnau et La Bastide-de-Sérou : 160 tués et blessés, 1 200 prisonniers
Bilan :	245 tués et blessés 1 400 prisonniers dont 30 officiers Pertes : 40 tués et blessés

Il faudrait un livre entier pour raconter dans le détail ce mois d'août dans la Résistance : le courage des Espagnols, le comportement de mon équipe, les démêlés avec certains F.F.I., F.T.P.[1] en particulier, l'accueil chaleureux des populations. Gonflé à bloc, toujours à la pointe des combats, le commandant espagnol veut m'emmener avec lui pour lutter contre Franco. « Je te nomme général. » Brave Royo. J'apprendrai qu'il sera tué quelques mois plus tard.

Pour conclure au plus vite, voici les textes de ma Légion d'honneur et d'une citation :

Citation à l'ordre de la Division

Commandant Marcel Bigeard, parachuté le 8 août 1944 dans l'Ariège comme chef de mission alliée, n'a cessé de prendre une part active dans les combats qui ont amené la libération de ce département. Le 19 août a attaqué Foix à la tête des F.F.I. ariégeois, le 20 s'est battu à Prayols, les 21 et 22 aux combats de Rimont a commandé une arrière-garde permettant le repli du gros de nos forces pour interdire à l'ennemi de reprendre Foix. Le commandant Bigeard, sous le pseudo de Marcel, est devenu pendant les journées de la libération de l'Ariège un héros légendaire dont le renom a passé les frontières du département.

1. F.F.I.L. : Forces françaises de l'Intérieur.
F.T.P. : Francs-tireurs partisans.

Nomination dans l'Ordre national de la Légion d'honneur

Jeune officier de valeur exceptionnelle dont les qualités d'allant et de mépris du danger font de lui un entraîneur d'hommes hors pair. Parachuté en territoire occupé par l'ennemi, pour prendre le commandement des F.F.I. du département de l'Ariège, a vigoureusement pris en main les troupes qui lui étaient confiées, leur donnant en peu de jours une cohésion et une combativité remarquable. En particulier le 19 août 1944 à la suite d'une manœuvre audacieuse à la tête d'un faible détachement, il s'est emparé de la ville de Foix, faisant prisonniers 120 Allemands dont 25 officiers. S'est de nouveau distingué les jours suivants aux combats de Prayols et de Rimont au cours desquels l'ennemi a subi des pertes considérables.

J'ai vingt-huit ans, chevalier de la Légion d'honneur, la Distinguished Service Order anglaise et suis déjà titulaire de cinq citations et une blessure. Le saute-ruisseau de la Société Générale s'estompe dans les brumes lorraines.

Direction Paris avec le coupé Mercedes pris aux Allemands en compagnie de Probert et Deller. En tenue de combat, avec notre béret para, nous sommes les vedettes.

Brève permission pour aller à Toul. « Marcel, c'est toi ! » Ma mère me serre dans ses bras. Mon père, comme à son habitude, ne sait quoi me dire et se contente de tirer sur sa cigarette. La vieille dure fond en larmes : « Je savais que tu réussirais avec l'instruction que je t'ai donnée. » Mais je pense surtout à Gaby, restée seule à Alger.

A Paris, nouvelle mission : monter à Bordeaux une école système anglais pour regrouper tous les officiers F.F.I., leur donner une véritable instruction militaire mais aussi éliminer les canards boiteux. J'ai l'autori-

sation de repasser par Alger où c'est enfin les retrouvailles avec Gaby. « Tu as été sérieux au moins ? – Je n'ai pas arrêté de penser à toi. » Puis, de nouveau la France. Direction Bordeaux avec ma Mercedes dont j'ai trafiqué l'immatriculation M.G. 6.1.42 (Marcel-Gaby et la date de notre mariage, 6 janvier 1942).

Au Pyla, lieu de mon école, tous les moyens nécessaires me sont donnés. Les militaires, on leur doit tout. Tout le monde veut les aider. Réquisition d'un hôtel, d'une dizaine de villas. Des véhicules mis à ma disposition, des bateaux pneumatiques pris aux Allemands serviront pour les exercices de débarquement. De nombreux crédits me sont accordés. Deux cent cinquante officiers à former. Une vingtaine d'autres pour m'aider. Surtout des saint-cyriens n'ayant pratiquement pas fait la guerre et quelques F.T.P. Pas gagné d'avance. Mais rapidement, l'ensemble du camp a une gueule terrible et l'ambiance est du tonnerre ! Les braves F.F.I. ne touchent pas terre. Décrassage au lever du jour, instruction dont 50 % dans le style anglais : tirs, explosifs, raids de 30 puis de 80 km, exercices de débarquement dans la baie d'Arcachon avec vent de force 8... Les instructeurs, saint-cyriens, lieutenants ou capitaines dans l'ensemble, s'en donnent à cœur joie, heureux de se trouver dans une telle ambiance. Castaing, mon adjoint que j'ai connu lors de l'entraînement commando en Algérie, fait un parfait coéquipier. Sommes toujours ensemble, ce qui fait sourire les stagiaires : lui, petit, 55 kg, et moi 1,80 m et mes 75 kg. Tout me paraît facile, suis à l'aise. Régulièrement, j'emmène mes stagiaires, pour les habituer au feu, à la pointe de Grave, toujours tenue par les Allemands. Cela me permet de détecter les plus courageux. Bien sûr, là aussi, je donne le ton, me déplace sous les balles. Le courage est facile lorsqu'on est chef et puis j'ai une réputation à défendre. Nous éliminons les F.F.I., qui dans mon secteur sont jugés incapables d'être officiers. Un semestre est passé, je demande à repartir au combat. J'obtiens satisfaction. C'est aussi

le moment où les situations se régularisent. L'armée n'a rien à faire de mes états de service. Elle me remet simple capitaine. Pour elle, ce qui compte, ce sont les années sur les bancs à apprendre des tactiques périmées depuis vingt ans.

Départ pour l'Allemagne. Je suis affecté au 23e régiment d'infanterie coloniale. Ces braves marsouins ont fait le débarquement de l'île d'Elbe et, à juste titre, ils en sont fiers.

Septembre 1945, départ pour l'Indochine. Une partie merveilleuse de notre empire. A l'époque, j'y crois. Gaby aimerait me voir rester. Pour moi, c'est impossible, j'irai là où la France se bat. Toute mon enfance, je l'ai vécue dans l'héroïsme des poilus de 14-18. Gamin, j'ai côtoyé les grands blessés, les mutilés, les gueules cassées... Nos instituteurs disaient : Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne. Tout ça, j'y ai cru. Ça m'a marqué.

Octobre 1945-Septembre 1947
(1er séjour indochinois)
La route coloniale

Octobre 1945. Long voyage en mer de Chine, enfin Saigon. Pour la première fois, à la tête de ma compagnie, je foule la terre indochinoise. J'ignore que j'y consacrerai dix années de ma vie, peut-être les plus belles entre trente et quarante ans, pour terminer vaincu et prisonnier après le combat de Diên Biên Phu.

Le bataillon doit s'installer en point d'appui fermé à Gia Dinh, à quelques kilomètres de Saigon. Mille hommes, les uns sur les autres. Je rêve.

Ici, j'ai l'impression d'être un robot... et pourquoi suis-je là ? par esprit d'aventure ? Non, par idéal, mais il ne faudrait pas trop me confiner dans une ambiance

manquant de réalisme. Enfin, j'ai mes hommes, mes officiers, il fera jour demain.

Footing prolongé au lever du jour. Je rends visite au capitaine Pascal, saint-cyrien, bel officier, solide, blessé sérieusement à l'île d'Elbe, qui commande la compagnie voisine. Quand j'arrive, il nettoie sa mitraillette, chargeur engagé, une rafale part qui m'encadre. Pascal, plus pâle que moi, gueule : « Quel couillon, j'ai failli te descendre. » Ma campagne d'Indochine aurait été écourtée.

La situation s'éclaircira doucement. Nous quitterons Gia Dinh pour ne jamais y revenir. Allons parcourir la Cochinchine de long en large, sans trop de difficultés pendant quatre mois. Le Viet en est à ses débuts, agit par petits paquets avec parfois quelques tireurs d'élite « snipers », souvent japonais, qui nous causent quelques pertes.

Mars 1946, départ pour Haiphong avec le général Leclerc. Nos compatriotes coincés entre Viêt-minh et Chinois explosent de joie à notre arrivée. Nous sommes des héros qui ont libéré la France.

La vie s'organise dans cette ville où règne un besoin de vivre, de crier, de s'évader pour ces gens qui ont souffert, pour nous également sevrés de toute détente depuis six mois. C'est le modus vivendi, le cessez-le-feu. Hô Chi Minh traite à Paris, la guerre semble terminée.

Nous cohabitons dans l'agglomération avec ces petits Viets. Les patrouilles en ville sont mixtes : six marsouins, six Viets, sur le même camion... soi-disant amis, mais se regardant en chiens de faïence. Les Chinois, également présents, tiennent des blockhaus construits sur les trottoirs. Quelle salade ! Bien sûr, quelques incidents, réglés par les échelons supérieurs, qui nous demandent d'être très diplomates et de faire l'impossible pour éviter de mettre le feu aux poudres.

Il est de bon ton, pour ne pas être ridicule, d'éviter de sortir non accompagné. Comme les autres, je finis par glisser. Ce sera à mon goût la plus belle : Odette,

dix-neuf ans, merveilleuse, pantalon blanc, chemisier bleu, sur lequel coulent ses longs cheveux blonds. Je la reverrai douze ans plus tard à la bataille d'Alger où elle me présentera son mari, nous évoquerons avec une certaine nostalgie cette ambiance tonkinoise.

Un télégramme m'annonce la naissance de Marie-France. C'est le détonateur qui me replace sur mon axe, presque sans faille jusqu'à cette date. Je sais par instinct que pour durer, dominer les problèmes, croire en sa baraka, il ne faut pas tricher. Je ne tricherai plus.

La Haute Région tonkinoise et le pays Thaï vont me prendre par les tripes pour ne plus me lâcher.

A cette période, le lieutenant-colonel Quilichini, « un de ceux de Leclerc », commande les troupes françaises repliées en Chine suite à l'offensive des Japonais qui viennent de réoccuper une partie du pays Thaï à l'ouest de Sonla. Quilichini, trente-quatre ans, déjà lieutenant-colonel, demande au corps expéditionnaire des capitaines volontaires, jeunes, sportifs, pour encadrer « avec un sang nouveau » quelques-unes de ses unités.

Je suis volontaire. La grande et vraie aventure commence. Hanoi. Dakota posé à Diên Biên Phu puis direction Thuan Chau distant de 100 km, parcours moitié à pied, moitié sur des petits chevaux locaux. Arrivée. Le commandant me demande de prendre la direction de Ban Chieng Puôc qui le couvre à l'est sur la route coloniale 41. Poste d'une centaine d'hommes au contact des Viets.

Mes 100 hommes, des coloniaux depuis des années en Indochine. Repliés en Chine face à l'offensive des Japonais puis revenus en pays Thaï. Ils marchent pieds nus, leurs uniformes en loques mais sont fiers de voir arriver ce jeune capitaine para avec sa Légion d'honneur. Quatre commandos de 25 sont formés rapidement. En avant pour les raids sur les arrières viets. Pendant quatre mois, chaque semaine, une sortie de deux à trois jours au minimum, 80 km parcou-

rus sur des pistes taillées au coupe-coupe dans les montagnes qui enserrent la route coloniale 41. Suis un vrai fauve, increvable. Mes pieds comme des griffes s'accrochent dans les pistes boueuses. Pas question de chaussures. Torse nu, carabine en bandoulière, grenades à la ceinture, serviette sur la tête, je suis un super Viet. Pareil pour mes hommes. Nos coups minutieusement préparés sont presque toujours payants. Constamment sur le terrain, on sympathise avec la population. Pour eux, nous ne sommes pas des conquérants mais des libérateurs. Mes merveilleux coloniaux sont enfin rapatriables. Ils vont revoir leur patrie après de longues années. Un demi-siècle plus tard, certains me suivent encore et m'écrivent.

Face à ma réussite, on me demande de rester en pays Thaï. Ce sera l'époque de la colonne Bigeard. Quatre cent cinquante Thaïs encadrés par quelques officiers et sous-officiers venant de débarquer. Les Thaïs sont résistants, gonflés à bloc sous réserve d'être vainqueurs, et nous le sommes. Les cadres provenant de France, tous volontaires, s'adapteront très vite, ils deviendront aussi résistants que le cuir, marcheront pieds nus et partiront à l'assaut, croyant en leur baraka. Sommes aidés par les civils thaïs qui nous tracent à travers les montagnes des pistes inconnues des Viets. Tout va aller très vite. D'octobre 1946 à octobre 1947, nous allons libérer le pays Thaï noir en refoulant les Viets de leurs positions de la route coloniale sur une profondeur de 120 km.

C'est à mon tour d'être rapatrié. Adieux déchirants à ma boutique si fière et si sûre d'elle. Une année contée en quelques lignes et pourtant que de choses à raconter : nos morts, nos blessés, nos souffrances, notre vie de moine sans amour, couchés n'importe où. Pour moi, peut-être les deux années les plus viriles de mes trois séjours. Nous sommes des loups vivant comme des bêtes, craints des Viets... Ma croix de guerre s'allonge. J'ai été mon maître pendant deux

ans, agissant à ma guise en évitant les pertes : renseignements d'abord, puis action rapide.

Terrain de Nasan que j'ai libéré. Un Dakota me ramène à Hanoi. Avion pour la France, le trajet dure trois jours à l'époque. Paris-Orly. Marie-France, deux ans, je la découvre, le contact est immédiat. Gaby égale à elle-même. Quelques jours à Paris. Toul, le quai de la gare puis la maison de Gaby et maman toujours aussi dominatrice. Quatre mois de permission dans la grisaille lorraine. Un jour, chez le coiffeur, je tombe dans les pommes. Je paie la facture de ces années de bandera.

Octobre 1948-Octobre 1950
(2e séjour indochinois)
Avec les bataillons vietnamiens

Octobre 1948. Quai de la gare. Je pars seul, toujours avec le même déchirement. Je suis capitaine, officier de la Légion d'honneur, onze fois la croix de guerre, la Distinguished Service Order, blessé deux fois. Mais je reste aussi sentimental et sensible qu'en septembre 1936.

Pourquoi rejoindre ce 3e bataillon para en formation ? Repartir encore en Indochine ? Laisser les miens ? Il n'y a rien à faire, une force me pousse à répondre présent chaque fois que l'armée ira se battre et malgré l'objection des miens. Je roule vers cette Bretagne. Que vais-je trouver à l'arrivée ? Qui sera mon chef ?

Je vais devoir former une compagnie de parachutistes au 3e bataillon de Saint-Brieuc. Je suis toujours capitaine. Huit mois d'entraînement poussé au maximum. Je sais ce qui nous attend. Gaby, Marie-France sont à mes côtés à Saint-Brieuc. Il fait bon vivre dans cette solide et attachante Bretagne.

Port de Marseille. Gaby, Marie-France agitent leur main puis disparaissent dans le lointain. Long voyage

en mer. Saigon. De nouveau, période d'acclimatation. Je songe à ma vie sur la route coloniale 41, où j'agissais seul. Patience, je fais confiance au destin. J'ai raison. Mon bataillon doit faire mouvement au Tonkin. De nouveau Haiphong, quelques missions dans le Delta, la routine. Suis entouré d'une belle équipe de lieutenants et de sous-officiers.

Vallet de Peyraud, une main abîmée à la campagne de France, de la branche très vieille France, surnommé « le vicomte », sera mon adjoint. Chevret, dit « la Biquette », sportif, beau garçon, encore jeune chien, reçoit avec délectation un volumineux courrier féminin. Emptoz, bouillant, dynamique, dégageur forcené, brûle la vie par tous les bouts. Lhuillier, beaux titres de guerre, brillante campagne d'Italie, un solide sur lequel je compte beaucoup. Rougier connaît bien son travail de fantassin. Dégage et boit sec.

Des sous-officiers, dont 50 % confirmés, titulaires de beaux titres de guerre, et des jeunes qui n'ont jamais baroudé mais rêvent d'égaler leurs anciens.

Nos jeunes engagés, dix-huit à vingt ans, appartiennent à une génération qui a souffert de l'Occupation et de l'après-guerre. Certains sans situation, d'autres ont eu quelques ennuis dans le civil, la majorité est là par esprit d'aventure. Il va falloir les modeler, leur donner un esprit, un idéal, leur apprendre à souffrir, à faire un pas, encore un pas, ce qui, je le sais par expérience, est facile. Il suffit de donner l'exemple, leur parler, les aimer, braves gosses si disponibles !

En pays Thaï, que j'ai libéré lors de mon précédent séjour, le poste de Yen Chau sur la route coloniale 41 vient d'être attaqué. Quelques Européens et une centaine de Thaïs tiennent le poste. Ma mission : remettre de l'ordre et sauver le poste. La compagnie embarque dans huit Dakotas. Haiphong disparaît. Deux cents kilomètres pour arriver à la verticale de Yen Chau. Saut dans une nuit d'encre. Rapidement, la situation s'éclaircit. Les Viets affolés décrochent. Arrivée en sauveurs. C'est merveilleux pour ma compa-

gnie. Evacuation de nuit des blessés sur Sonla, P.C. du colonel Lajoix. Au retour, les Viets nous tendent une embuscade au col de Conoï. A mes côtés, le commandant du sous-secteur, très détendu, vient de m'informer que les Viets ont disparu du secteur. Alors qu'ils sont planqués dans les rochers et font feu sur mes éclaireurs. Bilan : 4 tués et 2 blessés. Réflexes immédiats de mes 30 paras qui débordent les Viets. Il me faut repartir de zéro, le colonel Lajoix dégage le commandant et me donne la responsabilité du secteur.

J'installe mon P.C. sur le piton de Chien Dong. Nous allons rayonner, nettoyer ce secteur infesté par l'ennemi. Actions incessantes, nous surprenons les Viets. En deux mois, 200 tués, 100 armes saisies. Chez nous, pertes très légères. Des efforts surhumains, des nuits sans sommeil. Et aussi des pertes qui font mal. Le lieutenant Lhuillier, le merveilleux baroudeur, est tué dans une embuscade, 2 de ses paras blessés. En tout, je perdrai une trentaine d'hommes au cours de cette difficile mission. Un soir, à mon retour, un télégramme signé Gaby : « J'arrive. »

Gaby poursuit le forcing. Rien ne l'arrête. Elle se débrouille et réussit à rejoindre Sonla où, militairement, les épouses ne sont pas admises. Elle arrive à titre d'invitée de l'administrateur de Sonla dont l'épouse, Mme Riner, l'hébergera dans une petite dépendance de leur résidence. Elle est donc là, en pleine guerre, à 50 km de mon P.C. Je ne changerai pourtant pas le rythme de vie prévu. Mes hommes ne font pas l'amour, je jouerai donc le jeu et irai à Sonla seulement une fois tous les quarante-cinq jours.

Le 15 mars 1949 aura failli être ma dernière liaison. Je file sur la route coloniale 41 dans une Jeep. Près de moi, le chauffeur ; sur le siège arrière, Vallet de Peyraud et le médecin-lieutenant Bernasse. A 500 m derrière nous, une de mes sections (30 hommes) dans deux camions. Il doit être 9 heures du

matin, il fait encore un peu frais, le ciel est merveilleusement bleu.

Embuscade violente, meurtrière, le chauffeur et Vallet de Peyraud sont tués. A la première rafale, j'ai pu bondir dans le ravin avec ma carabine. Je fais un roulé-boulé. Mon épaule droite est à la hauteur de mon cou. Je souffre à hurler. Mes 30 paras manœuvrent vite et bien. On s'en sort.

Mais amour avec Gaby à Sonla, « pour mémoire ». A la place, quarante-huit heures d'hôpital pour remettre cette épaule en place. Réactions rapides de notre part. Raids de nuit, de nombreuses embuscades tendues en représailles. Nous sommes largement vengés. Cent Viets tués, 100 armes saisies. Il reste beaucoup à faire pour être vraiment le patron dans ce pays Thaï noir cher à mon cœur.

Le général Alessandri qui commande le Tonkin semble avoir les mêmes réactions. Il convoque le colonel Lajoix à Hanoi pour une réorganisation de l'ensemble. A son retour à Sonla, Lajoix me met au courant :

– Bigeard, vous allez former le 3e bataillon thaï, vous recevrez des cadres volontaires en provenance du Delta. Votre P.C. s'installera à Sonla et votre action s'étendra sur tout le pays Thaï noir.

– Et vous, mon colonel, que devenez-vous ?

– Hélas ! Bigeard, je devrai quitter Sonla, rejoindre Hanoi pour commander de loin le groupement Nord-Ouest, c'est-à-dire Laï Chau et Sonla. Vous resterez donc sous mes ordres.

– J'en suis heureux, mon colonel.

Professionnellement, former un bataillon en partant de zéro face à l'ennemi n'est pas pour me déplaire et puis j'aime ce pays Thaï.

Beau commandement sur les terres de mon ancien séjour. Le 3e bataillon thaï et les postes en place à diriger. Au total, 2 530 hommes avec renfort d'officiers et sous-officiers paras qui feront merveille. Rapi-

dement un même esprit, une même longueur d'onde. Gagner, mais dans l'effort et la souffrance. La population thaï est avec nous. P.C. Sonla, Gaby à mes côtés. « La guerre et l'amour ». De mars 1949 à avril 1950, le pays est de nouveau purgé des Viets. Nous sommes chez nous, et puis ma relève à la suite d'un rapport que j'avais adressé au commandement sur le trafic de piastres et d'opium.

Mes officiers, dans la plus totale ignorance, réagissent et écrivent au général Alessandri.

Sonla, le 18 mars 1950

Mon général,

Profondément touchés par la relève injuste de notre chef, le capitaine Bigeard, nous nous faisons un devoir de vous signaler l'état d'esprit qui règne actuellement parmi les officiers, sous-officiers et hommes de troupe européens et indochinois du 3e bataillon thaï.

Cette magnifique unité à laquelle nous sommes fiers d'appartenir est l'œuvre du seul capitaine Bigeard. Il l'avait forgée avec amour et intelligence. Au seul nom du capitaine Bigeard, les Viêt-minh ont senti que la situation qui existait dans le sous-secteur Sonla-Moc Chau allait changer. La population, derrière ses notables, a repris espoir, les Niaqués sont venus s'engager à Sonla si nombreux que nous avons été obligés d'en refuser. Le Chiao P'En Kham des Thaïs noirs, qui connaissait le capitaine Bigeard depuis plusieurs années, lui a personnellement confié plusieurs membres de sa famille.

Tous ces espoirs mis en lui, le capitaine Bigeard ne les a pas déçus. Sous la protection active de nos postes, le calme règne de nouveau dans le sous-secteur Sonla-Moc Chau.

Le départ du capitaine provoque, à tous les échelons, une grave crise morale que le bataillon aura du mal à surmonter. Les rebelles, dont les antennes nous entourent, vont certainement profiter de la situation, et il faut se préparer à une recrudescence d'actions

terroristes dans toute la région, surtout si, nos éléments appelés hors des limites de la province, nous étions obligés de dégarnir un quartier du sous-secteur.
La population de la province de Sonla se joint à tous les éléments du 3e bataillon thaï pour vous demander de maintenir le capitaine Bigeard, en qui seul nous avons confiance, à la tête du sous-secteur Sonla-Moc Chau.
Conscients de la faute que nous commettons contre la stricte discipline militaire, nous en acceptons toutes les conséquences, mais il nous a été impossible de rester muets devant l'affront public et injustifié fait à notre commandant de bataillon.

Signatures des sept lieutenants
et du lieutenant médecin.

Mon successeur arrivera quelques jours plus tard. C'est un brave capitaine qui vient de débarquer. Il va donc hériter de cet instrument que je croyais être mon bien. Mes officiers pousseront leur affection un peu trop loin en faisant mettre les drapeaux en berne dans tous les postes. Pauvre Dupont ! Par la suite, j'apprendrai qu'il n'arrivera jamais à remonter le courant et durera peu de temps en Haute Région.

Départ du terrain de Nasan. Mes cadres, des Thaïs, une foule nombreuse, des fleurs venues d'Hanoi pour Gaby émue jusqu'à en pleurer.

Dans l'avion, Gaby qui comprend mon désarroi se tait. Qu'allons-nous devenir ? Le pilote du Dakota, un vieux copain, survole tous mes postes en rase-mottes. J'aperçois mes hommes, perdus sur leur piton au milieu de cette jungle, agiter bras et serviettes pour me dire adieu. J'ai mal... mon cœur se serre. Je me suis trop passionné pour ce magnifique pays et ses habitants. Gaby est là, elle est tout ce qu'il me reste.

Retour à Hanoi. Je reçois le commandement du bataillon de marche indochinois à Haiduong, à mi-chemin sur la route reliant Hanoi à Haiphong. Bataillon composé d'une troupe de métier, bien rodée, enca-

dré par une trentaine d'officiers français. Pourtant, deux de mes prédécesseurs et le fils du général Leclerc y ont été tués. L'ambiance est terne mais j'ai le moral et suis bien décidé à terminer mon deuxième séjour en beauté et au sprint. Les ennuis me dopent au lieu de m'abattre. Très vite 5 sur 5 avec la boutique qui ne demande qu'à flamber. De mars 1949 à novembre 1950, date de mon départ, sans cesse des opérations dans le Delta. La réputation du bataillon est au maximum. Des centaines de Viets tués, des mortiers, des F.M., des armes individuelles récupérés.

Une anecdote pour terminer ce séjour. Au retour d'une opération qui a duré quinze jours, nous sommes regroupés vers 20 heures à Hanoi en attendant 8 heures du matin pour rejoindre Haiduong après les ouvertures de route.

Impatient de revoir Gaby, de courir quelques risques, de jouer le glorieux auprès de mes hommes, je décide de partir vers 22 heures en Jeep, accompagné seulement de mon petit chauffeur tonkinois. Je prends le volant. Deux mitraillettes et une dizaine de grenades nous servent d'escorte. Tout est normal jusqu'à une vingtaine de kilomètres d'Haiduong. J'appuie au maximum sur l'accélérateur lorsque, brusquement, dans la lueur des phares, une trentaine de Viets en train de scier les poteaux téléphoniques.

Pas question de mollir. Notre scénario est au point. Le chauffeur vide les chargeurs des deux mitraillettes, pendant que, tout en conduisant, je dégoupille et lance des grenades. Quel vacarme à nous deux ! Les Viets doivent nous prendre pour deux démons. Le temps qu'ils réalisent, nous sommes passés et les balles sifflent trop haut pour nous atteindre.

Aucune frayeur. Je savais au départ qu'il se passerait des choses mais que tout irait bien. Ce sixième sens qui, souvent, me fait sentir les événements. Mon petit chauffeur est détendu, souriant. Je le retrouverai égal à lui-même à mon troisième séjour où il fera Diên Biên Phu à mes côtés et, après la chute, me rejoindra

sur la piste pour m'apporter mon sac de couchage laissé, et pour cause, dans la fameuse cuvette.

Ces retours du guerrier sont extraordinaires et je surprendrai Gaby vers minuit en me glissant dans le lit. Effrayée ; je lui murmure : « Ne t'affole pas, c'est moi et pour te revoir j'ai voulu corser un peu mon retour. » Dans ces instants, c'est l'amour avec un grand A. Il est bon d'être jeune et un peu fou. Vu maintenant, avec un recul d'une quarantaine d'années, je regrette ces galons de capitaine et je souris tristement en évoquant de tels souvenirs de jeune fauve en pleine possession de ses moyens. C'était peut-être notre meilleur temps.

J'obtiens avant mon départ d'excellentes notes :

> Le capitaine Bigeard a confirmé les appréciations élogieuses déjà portées sur son compte. Ayant pris le commandement du B.M.I. le 5 avril 1950, s'est immédiatement imposé comme un chef indiscuté. Redressant une situation compromise, a redonné confiance aux cadres et à la troupe, enregistrant dans de courts délais les résultats les plus brillants : combats victorieux, captures de prisonniers, récupération d'un matériel de guerre important, pacification rapide d'une vaste région. Le capitaine Bigeard a définitivement acquis les titres les plus brillants pour sa nomination au grade de chef de bataillon.

Trois semaines en mer. C'est en fait notre véritable voyage de noces, avec quelque huit années de retard... Merveilleux voyage, gâché par quelques jours de mauvaise forme : paludisme, dysenterie et autres ennuis. On n'ose profiter des excellents menus, notre organisme a du mal à supporter bons vins et sauces diverses.

Marseille, Paris, Toul. Papa, ma sœur ne sont plus, lui mort d'un cancer, Charlotte décédée à son premier accouchement. Permission de quatre mois dans notre

austère Lorraine, aider ma vieille maman, aller sur la tombe des miens.

1936... 1951. Quinze années viennent de s'écouler, j'ai dû fixer synthétiquement de mémoire les souvenirs les plus marquants, les souffrances endurées, les kilomètres parcourus, mes rares instants de bonheur ; je ne suis à l'époque qu'un capitaine heureux de son sort, mordu par cette vie faite d'imprévus, de dangers.

J'ignore qu'un an plus tard, en 1952, mon nom éclatera dans l'actualité pour y figurer encore vingt années plus tard pour le meilleur et pour le pire. On n'échappe pas à son destin.

J'ai hâte de repartir. J'étouffe dans cette vie étriquée. De Lattre vient d'arriver en Indochine. J'établis une demande pour le rejoindre avant la fin de ma permission. J'aimerais servir sous les ordres d'un tel patron ! Gaby ne comprend plus. Elle espérait me voir un peu assagi. Mais je ne peux laisser les camarades se battre sans être présent. Le commandement doit estimer que j'ai besoin de souffler un peu et mon affectation sera la demi-brigade para à Vannes, quittée il y a trois ans et que je dois rejoindre en avril 1951.

Vannes. Pendant un semestre, je vais commander le bataillon de passage de la demi-brigade qui forme à jet continu des bataillons de volontaires pour l'Indochine. C'est un boulot de bureau. Bigeard le baroudeur sera-t-il un administratif ?

Le purgatoire est terminé. Gilles, mon supérieur, me crédite des notes suivantes :

> Le capitaine Bigeard a pris depuis six mois le commandement du bataillon de passage, unité administrative formant corps, lourde et compliquée. Apporte dans ce commandement ses qualités habituelles de dynamisme et d'élan. Réussit parfaitement et rend de grands services aux unités en cours d'orga

nisation et d'entraînement. Met un point d'honneur à devenir un administratif impeccable. Fait, dès à présent, un excellent commandant de bataillon.

J'en ai terminé avec l'administration. Je m'installe à Saint-Brieuc pour former le 6e bataillon para.

Je sais par expérience ce que je dois faire pour créer un bataillon souple, léger, félin, manœuvrier, possédant une foi inébranlable. Mon style sera bien différent de celui subi il y a trois ans dans cette même caserne. L'entraînement sera mené tambour battant, l'exemple donné par tous les cadres. Souffrirons, peinerons ensemble. La participation sera de rigueur : un pour tous, tous pour un.

Janvier 1952. Je reçois enfin mes quatre galons de commandant.

Juillet 1952-Septembre 1954
(3e séjour indochinois)
Avec le 6e bataillon para à Diên Biên Phu

20 juin. Un temps merveilleux. Le train. Adieu à Saint-Brieuc, la Bretagne. Gaby et Marie-France sur le quai. Au revoir, Gaby, tu as Marie-France, ta Lorraine, je reviendrai. Marseille. Le paquebot. Saigon, réembarquement sur un rafiot et troisième arrivée à Haiphong. Direction Hanoi. Je m'installe avec mon beau bataillon dans l'ancien séminaire et nous sommes immédiatement en opération dans le Delta tonkinois. De beaux bilans, une grande confiance de ceux qui m'utilisent. Je crois totalement en mon équipe.

15 octobre 1952. Alerte. A minuit, la totalité du bataillon est rassemblée. S'équiper, préparer l'avionage. Mes ordres donnés, je file au P.C. du colonel Ducournau que j'apprécie à 100 %. « Bigeard, les Viets font mouvement sur Ngialo. En raison de votre connaissance du pays Thaï, vous serez largué demain

matin sur le poste de Tulé, à 40 km nord-ouest de Ngialo. Votre mission : tenir Tulé et prendre liaison avec le poste de Gia Hoi à 15 km à l'est de Tulé. » Dès notre arrivée, Ngialo et Gia Hoi vont tomber. Du 16 au 23 octobre, avec mes 800 paras, je devrai me battre pendant une semaine non-stop en me repliant face à la fameuse 312e, quelque 12 000 hommes. Hanoi avait dit : Bigeard est foutu, il ne peut revenir. Faux. Grâce à un combat retardateur, 100 km de marche allure commando et malgré des accrochages incessants, nous nous en sortons. Tous ces combats sont détaillés dans ma *Parcelle de gloire*. Mon nom et celui de mon bataillon vont exploser à la une de tous les journaux. Hanoi vante nos exploits. Tout le monde veut nous voir, mais je devine que de nouvelles épreuves nous attendent et nous rejoignons le séminaire pour panser nos plaies. Remettre la boutique en état. Très vite, opérations dans le Delta.

Tout le pays Thaï noir est maintenant aux mains des Viets sauf le terrain de Nasan où le général Gilles les a tenus en échec. Nuit de Noël. Sommes parachutés à Ban Som, à 30 km au sud-est de Nasan et 15 km à l'est du col de Conoï. De nouveau cette Haute Région où, du 1er janvier jusqu'à la fin mars 1953, je devrai aérer Nasan : raids sur Chien Dong puis Sonla. Trois mois sans cesse en action, à dormir à même le sol, à creuser avant tout repos des trous en cas d'attaque viet et, pour toute nourriture, la boîte de ration. De beaux bilans avec peu de pertes. Avec nous, la journaliste Brigitte Friand brevetée para. Une fille formidable parmi tant d'autres en Indo.

Début avril, de nouveau une dure opération en Haute Région. Le général Linarès qui commande le Tonkin me convoque. Mission : situer l'offensive vietnamienne.

Avec moi, Schoendoerffer, photographe, vingt-deux ans, encore un gamin, mais terriblement gonflé. Il fera son chemin avec son film *La 317e section* et son merveilleux *L'Adieu au roi*. Je le retrouverai aux

combats de Diên Biên Phu, en captivité et en France. Quel chic garçon, sentimental, modeste, efficace, fidèle dans ses amitiés !

De nouveau un mois de galère pour aérer Luang Prabang. Retour à Hanoi. Les Viets ont maintenant leurs divisions, ils sont aidés par l'U.R.S.S. et la Chine. Entraînement de plus en plus poussé pour faire face à cet ennemi fanatisé. Nasan est abandonné. Le pays Thaï noir est aux mains du Viêt-minh. Pourtant, le moral de mon merveilleux 6e para est extraordinaire : à qui sa Légion d'honneur, sa médaille militaire... Le 14 juillet 1953. Défilé grandiose à Hanoi. Dans la foule, des commentaires : c'est Bigeard qui a fait Tulé.

Le 17 juillet. Saut sur Langson tenu par les Viets. Grosse opération avec le colonel Ducourneau, mon bataillon et le 8e bataillon parachutiste colonial commandé par Tourret, mon ancien adjoint. Largage et attaque des grottes où sont camouflés des dépôts. Bilan : 1 000 fusils-mitrailleurs, des camions et des tonnes de matériel que le génie fait sauter.

J'écourte pour arriver à Diên Biên Phu où je suis parachuté le 20 novembre 1953. Les Viets sont sur ma zone de sauts, de durs combats au corps à corps. Les Viets finissent par décrocher. Vont suivre d'autres arrivées de bataillons. Diên Biên Phu s'organise. Nous respirons et aérons le secteur.

Le 29 décembre, je dois rejoindre le Moyen Laos à la base de Séno. Mission : situer l'avance de sept bataillons du Viêt-minh. Avec moi et sous mes ordres, le fameux 1er régiment colonial parachutiste commandé par un roc, un chef formidable, le commandant Bréchignac. Nous prendrons contact avec les Viets, suivi d'un repli rapide aussi dur que celui de Tulé. Mission réalisée avec le 6e et le 1er, les deux bataillons vedettes d'Indochine. Très las, nous avons à peine le temps de souffler à Hanoi avant d'apprendre que nous renforçons notre base aérienne de Catbi. Cogny craint une attaque des Viets où sont alignés un maximum d'avions. Mission accomplie.

Le 14 mars 1954, mon bataillon doit rejoindre Hanoi. Cogny me dit : « Bigeard, tout va mal à Diên Biên Phu. Vous y sauterez de nouveau le 16 mars. Béatrice et Gabrielle sont tombées. Deux bataillons anéantis, artillerie inefficace... Prenez l'affaire en main. »

Retour à Diên Biên Phu. Les Viets arrosent notre parachutage de nombreux tirs d'artillerie. Du 16 mars au 7 mai 1954, nous tiendrons cinquante jours. De nombreux écrits sur ces combats. Bigeard redonne confiance, Bigeard attaque, Bigeard s'accroche... Je ne m'éternise pas. Il y a eu tellement de livres sur cette bataille et sur moi. Alors que, dans la citadelle, il y a des colonels, des lieutenants-colonels, des commandants plus anciens que moi, c'est le nom de Bigeard qui restera accroché à Diên Biên Phu.

Puis cette captivité inhumaine. Huit mille morts sur 12 000 prisonniers en quatre mois. Je m'évade, suis repris et condamné à mort puis libéré après les accords de Genève. Je rentre très amaigri mais j'ai un moral extraordinaire. Je tourne la page Indochine définitivement mais, en 1994, je suis souvent en pensée dans cette citadelle et je songe à tous les morts, tous les blessés et à ce cher bataillon para.

Que de kilomètres parcourus, de Noël, de Nouvel An sur les pistes, à coucher à même le sol. Une vie sans tendresse si ce n'est cette affection, ce respect entre nous. Pourtant, tous les survivants regrettent cette vie où l'on donne le meilleur de soi-même sans jamais rien demander. Une dernière anecdote. Je serai promu lieutenant-colonel dans les derniers jours de combat. Le commandement a dû se dire que je ne reviendrais pas. Ça ne leur coûtait pas cher. Mais je reviendrai !!!

Le 25 septembre 1954. La liberté. Paris. Ceux qui nous sont chers sont là alors qu'ils nous croyaient disparus à jamais.

Il nous faut essayer de tourner cette page sanglante d'Indochine ancrée à jamais dans nos cœurs, dans nos tripes ! Avons droit à quatre mois de remise en condition. Nos 8 000 camarades morts en captivité aimeraient être à nos côtés. Jules Roy, ce grand écrivain, écrira à l'époque : « Le général Cogny a maigri, le colonel Langlais n'est plus qu'un fantôme mais Bigeard a rapporté sa crête flamboyante et sa poignée. » Je glisse sur ces quatre mois de repos dont je n'avais nul besoin.

Février 1955. Mon affectation. Quelle déception ! Mis à la disposition de l'Ecole de guerre en qualité d'instructeur à l'Ecole d'état-major. Mon thème d'exposé : la division blindée dans l'offensive !!! Bien joué de la part du commandement pour calmer, étouffer les survivants de cette satanée cuvette qui veulent tous dénoncer les erreurs commises.

Je loge dans une piaule rue Vaneau avec Gaby. Maître Provost de Launnay, un grand monsieur, s'esclaffera quand il apprendra cela : « Comment peut-on loger Bigeard dans de telles conditions ! » Il m'installera à titre gratuit dans un appartement cossu boulevard Lannes à quelques mètres d'Edith Piaf. Je me donne à fond dans les blindés. Je dois faire aussi une conférence sur la bataille de Diên Biên Phu. Salle pleine, généraux, officiers instructeurs, stagiaires de la promotion de l'Ecole de guerre. En préambule, je leur dis : « Pour mieux vous faire comprendre le combat, nous allons faire comme si vous étiez dans un abri au milieu de vos morts, de vos blessés, abandonné du haut commandement. A cet effet, la salle va être plongée dans le noir. Seules les cartes seront éclairées. » Succès total. Je quitterai notre haut enseignement avec d'excellentes notes. Ma purge dans les grandes écoles est terminée.

L'Algérie. L'hélico
Les deux batailles d'Alger. Sentenac
Mes deux renvois en France

Octobre 1955, je rejoins l'Algérie pour prendre le commandement du 3e bataillon parachutiste qui rentre d'opérations et se trouve dans le Constantinois. Au total 600 hommes, tous écrasés sous leurs casques lourds, en pleine chaleur. En les passant en revue, je ne sens rien briller dans leur regard. Il n'y a pas cette flamme : fier d'être para, le plus fort, le plus beau. Le commandant Lenoir les dirige. Il devient mon adjoint et me brosse la situation. Bataillon mis à la disposition du général commandant la division de Constantine. Bilans inexistants. Des opérations effectuées de jour, des milliers d'hommes pour essayer d'écraser quelques rebelles insaisissables. J'ai de quoi faire. Suis rodé et l'Algérie c'est la France ; les fellaghas ne sont pas les Viets avec leurs divisions, leur artillerie. Très vite, entraînement poussé. Longues marches rapides. Les doper, en faire des tireurs d'élite, leur donner de la gueule surtout lorsque je les doterai de la casquette à la place du casque. Tout est facile, il suffit d'être avec eux, souffrir lorsqu'il le faut et être intouchable.

Je crée un véritable 2e Bureau pour le renseignement. Je détecte les gars de valeur et les affecte à mon brain-trust ; je me fais affecter une dactylo, un dessinateur et un photographe. Un insigne est dessiné. S'instruire, s'endurcir, voilà la priorité. Les combats viendront plus tard.

Le général Noiret, commandant du Constantinois, m'envoie cet ordre :

> Mon cher Bigeard, je vous mets à la disposition du général Beaufre pour aérer la région de Bône. Vous serez votre patron et organiserez votre affaire comme vous l'entendrez.

Le coup est parti, je vais agir à ma guise. Renseignements d'abord, puis attaques. Les opérations de jour seront rares. Le général Beaufre, mon chef provisoire, la grande classe, un de ceux avec lesquels je n'ai jamais eu de problèmes, créditera le régiment de cet ordre du jour :

> Le 3e régiment para colonial est resté en zone opérationnelle du 27 octobre au 5 décembre 1955. Il a accompli dans le massif de l'Edough un travail intense digne des plus belles traditions ; je remercie le lieutenant-colonel Bigeard et ses hommes pour leur combat efficace mené pendant plus de cinq semaines, pourchassant sans cesse les rebelles et ramenant la paix et la confiance dans cette région.

Le 3e R.C.P. sera cité en exemple dans toutes les unités de la zone. Au cours de la période, je mesurerai la profondeur du mal, ce cancer qui ronge l'Algérie. De gros colons qui versent de l'argent aux rebelles, des maires qui jouent double jeu.

Je rédige à ce moment « Flash sur l'Algérie ». Quelques lignes :

> Certains hommes politiques promettent une chose par déclaration personnelle puis se rétractent au sein de leur parti. Les mêmes peuvent émettre des avis différents suivant qu'ils sont en conférence de presse, siègent sur les bancs de l'Assemblée ou assument des charges importantes au sein d'un gouvernement. Ensuite, influencés par le vote de l'électeur, ils font machine arrière mais le grain est semé et pas évident qu'il meure !!! Aujourd'hui, les Algériens dans l'ensemble veulent l'indépendance en se référant à la réussite des Indochinois. Paradoxe, la France donne l'indépendance à la Tunisie et au Maroc !

Le 3e para progresse à pas de géant. Pendant un trimestre, les hommes vont s'endurcir. Progression de

nuit, apprendre à utiliser des itinéraires impossibles pour surprendre l'ennemi. La réussite arrive vite. Sommes déjà des super fellaghas. Dans peu de temps, ceux du 3e seront à la hauteur de ma merveilleuse boutique de Diên Biên Phu.

Le lieutenant Grillot sert à la 2e division motorisée ; il a été un moment sous mes ordres avec son peloton de chars. Il m'écrit :

> Merci, mon colonel, pour moi, pour mon peloton ; je croyais en Algérie après l'Indochine à des solutions dignes de grands chefs, je n'ai rencontré que des tueurs niais, des pacificateurs bonasses. Au bout de deux mois, j'étais écœuré. Je crois en des chefs comme vous. J'ai vécu peu de temps à vos côtés et je n'ai qu'un désir, vous servir de nouveau et vous rejoindre...

Il se révélera exceptionnel dès son arrivée à mon régiment. En 1994, il est général à la retraite.

En coopération totale avec mon ami, le colonel aviateur Félix Brunet, un ancien d'Indo avec lequel j'avais beaucoup travaillé, nous allons mettre au point l'hélicoptère armé et la doctrine d'emploi de l'hélico. Grâce à ces appareils, on réalise de jolis coups. Une compagnie de tirailleurs algériens vient de déserter après avoir tué ses cadres européens. Ils ont douze heures d'avance sur nous et se cachent dans le djebel. Ils seront vite rejoints. Bilan : 196 tués, 15 déserteurs prisonniers, 2 mortiers, 4 fusils-mitrailleurs, 18 pistolets mitrailleurs, 65 fusils de guerre et des quantités de munitions. La presse va relater abondamment cet exploit. Le haut commandement va acheter des hélicoptères. Les Américains viendront nous voir.

Suite à cette affaire, le général Beaufre donne une nouvelle mission au régiment : être prêt à agir partout dans la zone en cas de coup dur. En périodes non opérationnelles, assurer la sécurité du couloir entre Barral, Duvivier et Medjez Sfa. L'axe, route et voie

ferrée, est stratégique. Les rebelles le savent et leurs attaques sont fréquentes. Notre succès est rapide. Je continue mes rapports destinés aux autorités : s'adapter constamment, renouveler nos tactiques, évoluer. Ne pas sous-estimer l'ennemi de plus en plus aguerri. Que le pouvoir politique donne une mission claire aux militaires, un projet à long terme.

Juin 1956, le bataillon est mis à la disposition de la zone opérationnelle des Nementchas. Les rochers, les grottes, le sable, la chaleur où la goutte d'eau doit être économisée. Le chef rebelle du secteur, Laghou Abbès, est un dur. Renseignements, progression de nuit, embuscades. Cinquante-six rebelles tués, 6 prisonniers ; malheureusement 2 tués et 16 blessés chez moi. Je demande à rester afin de purger ce secteur à fond. Nous localisons une bande importante à 20 km à notre ouest. Vite, on fonce dessus. Elle est encerclée. Je gueule à l'assaut et je démarre. Un grand coup de fouet dans la poitrine. C'est une balle entrée juste au-dessus du cœur et ressortie dans le dos. Je tombe, j'arrive à me relever et je murmure à mon adjoint : « Tu prends le commandement. »

L'hélico, l'hôpital, les toubibs, les draps blancs. J'apprends que les rebelles ont eu 40 tués. Chez nous, 2 tués et 8 blessés. La France. Orly. Gaby est là, toute pâle. Repos à Toul. Lenoir m'écrit d'Algérie : « On nous use dans des opérations sans intérêt. »

14 Juillet. Paris. La presse me propulse de nouveau vers cette parcelle de gloire. Dans *Jours de France*, ma photo en couleurs : « Bigeard : premier para du monde ». Je suis décoré par Coty, le président de la République. Il y a de quoi avoir les chevilles enflées. Sanglé dans ma tenue para, l'émotion qui m'étreint lorsque le président me décore grand officier de la Légion d'honneur, en disant : « Bigeard, la France compte sur vous. »

Retour à Bône. Je rejoins mon bataillon dans les Nementchas. A la radio : « Bruno [mon indicatif

radio] à tous. Suis de retour. A nous de jouer. » Nous accrochons une nouvelle bande. Quatre-vingts rebelles tués, chez nous 10 hommes hors de combat. Les paras n'en reviennent pas ; la baraka Bruno continue. Le grand chef Vanuxem se pose à mon P.C. « Bravo, Bruno. Heureux de te revoir mais je dois punir le leader des hélicoptères du fait qu'il a travaillé directement avec toi alors que l'opération était commandée par untel !!! » Je sens que rien ne va être facile. Je suis grand officier de la Légion d'honneur alors que mes chefs ne le sont pas. Retour à Bône pour préparer d'autres missions. Nous devons nous préparer pour le Moyen-Orient, aller corriger Nasser. Véhicules peints en couleur sable, recevons des tenues kaki clair très légères. Massu et le général Beaufre viennent voir le régiment qui défile impeccablement. Massu écrira : « Le lieutenant-colonel Bigeard une fois de plus en tête par rapport aux autres régiments. » Brave Massu, je le considérais à l'époque comme un grand frère.

Le 5 septembre 1956, footing sur les quais du port de Bône. Suis seul. Mon adjoint, Lenoir, qui court en principe avec moi s'est fait une talonnade en sautant en parachute. Trois Arabes m'attendent, me laissent passer et me tirent dans le dos. Bras droit éclaté, j'ai mal aussi à côté du foie et le coup de grâce qui me brûle les cheveux.

De nouveau, relance du nom Bigeard. Toute la presse parle de ce lâche attentat. Les journalistes arrivent de France. Gaby l'apprendra par la radio. Le lendemain, elle sera à mes côtés. Télégrammes, lettres en provenance d'Algérie, de France. La baraka Bruno continue. Une balle dans le bras, l'autre près du foie, je reste seulement trois jours à l'hôpital. Etre décoré par le président de la République entre deux blessures, il faut le faire ! Massu rédigera l'ordre suivant :

> Au moment où le lieutenant-colonel Bigeard est atteint encore une fois, obligé de nous quitter de nouveau, je rends hommage à la haute qualité de son

action. Je souhaite que le commandement soit assez avisé pour le pousser rapidement à la tête de la famille parachutiste. Je suis sûr que le général Leclerc l'aurait fait avec acharnement. J'en suis persuadé.

Paris puis Nancy, son hôpital où je suis reçu en seigneur. Le préfet met à ma disposition une DS avec chauffeur. Je passe sur ces heures glorieuses. Vite, vite, rejoindre mes paras.

Retour à Alger, début janvier 1957. Nouvelle mission. Nettoyer non pas le bled, mais une ville. Alger. Un travail policier qui, a priori, me rebute. Massu nous donne une simple tâche : calmer le jeu. Patrouiller dans les rues pour rassurer la population et dissuader les terroristes. Très vite, nous allons plus loin. Comme dans le maquis, les fells sont organisés. C'est cette structure qu'il faut découvrir. Comme toujours, les renseignements sont indispensables. Premier objectif : avoir tous les moyens nécessaires. Ne pas être bloqué par la paperasserie. Perquisitionner comme on le veut. Ne pas avoir à attendre vingt-quatre heures l'autorisation d'un fonctionnaire pour pénétrer dans la maison où un terroriste vient de se réfugier ! La chance, quelques fouilles, des interrogatoires permettent de dresser l'organigramme de l'organisation terroriste. En trois mois, nous en avons presque terminé. Je n'ai pas aimé cette période. Face à nous, seulement quelques bombes, quelques grenades et pourtant chaque jour des innocents tués, des bras, des jambes arrachés. Quelques souvenirs de cette période ingrate. 23 février, nous arrêtons Ben M'Hidi. C'est l'âme de la résistance, un vrai fanatique, entièrement dévoué à la cause. Il arrive dans mon bureau, menottes aux poignets et aux chevilles. Je lui propose de les enlever s'il me donne sa parole d'honneur de ne pas se sauver. Il refuse et dit qu'il fera tout pour s'échapper. Cette réponse me plaît. C'est un chef. Nous allons discuter pendant des heures, des jours. Nous devenons des amis, j'ai de l'estime pour ce garçon brillant

et courageux. Dans les états-majors, on s'inquiète : Ben M'Hidi va devenir bigeardiste ou Bigeard fellagha. Massu a ordre de le récupérer. J'apprends plus tard sa mort dans des conditions que j'ignore encore.

Durant ces trois mois, les paras ont la vedette. Salan vient discuter avec moi. Massu, mon supérieur, commence à s'énerver. Je lui fais trop d'ombre. Il me conseille de partir sans fanfare ni trompette. C'était mon intention.

Mars 1957, de nouveau sur le terrain dans les massifs montagneux au sud de Blida. La vraie guerre, les armes à la main. Je respire. Mes gars aussi. Mon équipe est 5 sur 5, veut en découdre, un moral d'acier. Pourtant, on se pose tous des questions. Ne faut-il pas quitter ce pays ? Mais on est là pour redonner le moral à ceux qui flanchent, aux soldats du contingent qui commencent à arriver. Leur montrer que nous pouvons encore gagner. Nous multiplions les missions, les succès : avril 1957, opération « Atlas », puis opération « Agounnenda ».

Juillet 1957. Retour à Alger. Visite du directeur de la D.S.T. « Mon cher colonel, les attentats ont repris. Il faut que vous reveniez. » Pas question. Ce n'est pas un boulot de para. Massu va me fixer ma nouvelle mission. Impossible d'y échapper. « Grandeur et discipline militaire. » Nous devons reprendre notre travail à zéro. Nos organigrammes de janvier servent encore alors que les fells se sont visiblement restructurés. Nous décidons de faire notre maximum, de casser totalement leur dispositif. En France, l'opinion commence à être plus que partagée sur le sort de l'Algérie. Nous, sans instruction précise, ni ordre écrit, continuons à faire de notre mieux. Les hauts responsables commencent à se défiler. En quelques semaines, nous redevenons maîtres d'Alger : 90 % des effectifs fells sont arrêtés. Nouvelle victoire. Durant toute cette période, j'adresse des notes au haut commandement. Je les réunis dans *Contre-Guérilla* où j'attaque très vivement les méthodes utilisées jusqu'alors, propose mes solutions

et dresse le bilan de vingt mois d'actions. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

Pertes amies	40 tués 170 blessés Aucune arme perdue
Pertes rebelles	1 267 tués 1 595 prisonniers
Armement récupéré	1 665 armes...

Début septembre, retour aux opérations. La nature, l'air pur, le bruit des tirs, des mitraillettes. De nouveau, les victoires se succèdent. Les opérations héliportées se multiplient. Je ne les citerai pas. Il faudrait des chapitres entiers. A l'époque, je sais que nous n'allons nulle part, nous suivons cette piste sans fin entre nous avec seulement de la sueur, du sang et de l'amitié. Je rêve à une Algérie nouvelle où les meilleurs seraient promus. Mais la politique, ce n'est pas mon rayon. Mes remarques sont celles d'un homme de terrain. Une opération en plein désert. Celle de Timimoun où je vais perdre Sentenac. Je l'avais connu jeune sergent quand je formais le 6e bataillon parachutiste à Saint-Brieuc. Un cran admirable, solide, sportif. Nous serons ensemble en Indo. Il sera l'un des rares à réussir à s'échapper des camps viets.

Novembre 1957. Les rebelles montent une embuscade sur un convoi appartenant à la Compagnie des pétroliers algériens. Affolement général. Le pétrole est menacé. Par télégramme, Salan me fixe ma mission directement. « Carte blanche pour créer un choc psychologique, pour rassurer. Indispensable de retrouver les rebelles. » En quelques jours, je monte mon opération : 1 750 hommes, 11 avions et 6 hélicos et tous les véhicules nécessaires.

Arrivée le 13 novembre à Timimoun. Répartition de mes effectifs sur le terrain et travail de renseigne-

ments. Comme des fourmis, nous accumulons petit à petit les informations. Le 23 novembre, la colonne est repérée, l'opération immédiatement montée. Le soir, après une dure journée de combats, les rebelles sont anéantis. C'est au cours de cette opération que je perds Sentenac ; je lui dédierai le livre écrit en 1958, *Aucune bête au monde*, et écrirai en son honneur ces quelques lignes à défaut d'avoir pu en faire un officier de la Légion d'honneur :

> Il dut encore fournir un dernier effort pour mourir. Il savait bien qu'il avait gagné, et c'est pour ça que son visage apaisé nous parut si beau. Ce qu'il cherchait de l'autre côté de la crête, ce n'était pas une poignée de Bédouins et leurs fusils mais cette chose impossible qui le hantait depuis si longtemps et qui ne se trouve que dans le sacrifice et la mort. Seule elle permet de se confondre avec ce qu'il y a de plus grand, de plus inaccessible. C'était sa manière à lui, Sentenac, de comprendre Dieu, et ça, aucune bête ne pouvait le faire.

Retour dans les Nementchas. Nouveaux succès. Ma popularité s'accroît. En ville, mes paras sont les rois. Robert Lacoste, le ministre résident en Algérie, me rend visite en opération. *Le Monde* me consacre de longs articles. Le « fellagha de l'autre bord », le cas « Bigeard » irrite, particulièrement les généraux. Je ne suis qu'un colonel.

Retour à Paris au mois d'avril 1958. Les journalistes sont présents. Je ne comprends pas cette mesure. En réalité, je fais peur. La IV[e] République est déliquescente et craint les militaires. Une mauvaise interprétation sur moi. Je suis et demeure soldat, là pour servir sa patrie et non pour la diriger. Tout en criant ma vérité.

Chaban-Delmas, ministre des Armées, me convoque. Droit, direct, franc, il me précise sa pensée. Il faut gagner militairement pour, ensuite, régler l'af-

faire politiquement. « Un seul Bigeard ne suffit pas. Détectez-en d'autres et formez-les. Je supprime l'Ecole d'état-major à Paris et vous envoie les capitaines. »

Pour m'aider, les officiers que je veux, beaucoup anciens d'Indo. En quelques semaines, je forme près de 100 officiers. Nouvelles tactiques, nouvelles méthodes. Je leur enseigne mes convictions, fais passer ma foi. Début mai, je suis heureux, j'ai réussi ce que je m'étais promis à Diên Biên Phu : redonner à notre armée un esprit, le goût de l'effort, de la souffrance. Un pas, encore un pas. Les journalistes appelleront l'école : Bigeardville.

Puis c'est le 13 mai 1958, ce jour fatidique pour la IV^e^ République. Massu est à son apogée. Les comités de salut public fleurissent. Ce n'est pas pour moi. Je suis en dehors des complots et écœuré. Je préfère m'enfermer avec mes hommes à Philippeville, laissant tout ce beau monde à ses problèmes. J'ai une nouvelle équipe à former. Cent vingt capitaines. Entraînement mené tambour battant. Sauts en parachutes, raids de 50, 80 km. Je donne mon avis sur les méthodes désuètes de notre armée. Lartéguy, mon ami, vient nous voir à mon école. Je me confie à lui. Quelques jours plus tard, j'ai la mauvaise surprise de voir mes propos imprimés.

Salan me convoque :

– Bigeard, démentez ou quittez l'Algérie.

– Je l'ai dit, mon général. Je ne démens pas et maintiens ce qui est écrit.

Quatre mois d'exil à Toul. Le 2 décembre 1958, je bondis de joie. Un mot de Salan :

> Mon cher Bigeard,
> Vous allez rejoindre la 25^e^ division parachutiste où vous serez l'adjoint du colonel Ducourneau. Ainsi, vous allez reprendre votre place au combat aux côtés de vos camarades et je m'en félicite. Avec mon amical souvenir.

Alger, le général Allard, grand, distingué, ancien de de Lattre, me fait comprendre que Ducourneau et Bigeard au même endroit aurait été un gaspillage. Il me fait prendre le secteur de Saïda, en Oranie, un secteur pourri où le fellagha règne en maître.

Le lendemain de mon arrivée, à 5 heures du matin, se pointe le lieutenant Grillot. « Mon colonel, je suis à vos ordres. J'ai réussi à larguer mon commandement et n'ai qu'un désir, vous suivre. » Un jeune para blindé avec moi. Heureux présage.

Le département de Saïda : 170 km au sud-est d'Oran, 8 000 km^2 environ, 82 000 musulmans. Je commande en fait le 8^e régiment de tirailleurs algériens, le 23^e régiment de spahis sur ses chevaux et un groupe antiaérien qui braque ses canons vers le ciel... mais il n'y a pas d'avion ennemi !!! Au total, entre 5 000 et 6 000 hommes. Je n'insiste pas sur le rythme donné très vite à cet ensemble. Mon équipe réduite au 3^e para est là. Le fidèle Chevalier, Flament mon photographe, mon dessinateur Bourgevin.

En moins de quelques mois, nous sommes les maîtres. Les neuf dixièmes des rebelles anéantis. Le 27 août 1959, la première visite de de Gaulle en Algérie sera pour Bigeard. De nouveau en vedette. De Gaulle, un monument dont je ne cesserai de parler pendant des années. Le général Gambiez me propose général.

Décembre 1959. Mes adieux à Saïda. Les rebelles n'existent plus. Cassés à 98 %. Nouveau commandement : le secteur de Aïn-Sefra, Méchéria et Géryville. Quinze mille hommes sous mes ordres. Je demande un nouveau brain-trust pour commencer ce job. Accordé.

Un jour, la radio annonce la relève de Massu. Puis ce sont les barricades d'Alger. Des heures angoissantes. De Gaulle va-t-il s'en sortir ?

Je suis en dehors de tous les complots, mais je comprends le désarroi de ceux qui vivent en Algérie

et des militaires qui ont juré fidélité à l'Algérie française.

Réaction du commandement. Je dois rejoindre Oran et Paris. Puis de nouveau en Algérie. Depuis Oran, le général Gambiez exige mon retour : « J'ai besoin de Bigeard et il n'est d'aucun complot. » Je rejoins donc Oran puis Sefra avec ce merveilleux général Gambiez qui leur dit : « Je vous ramène Bruno. » Mais les généraux, le ministre et son entourage veulent la peau de Bigeard. J'apprendrai plus tard que de Gaulle n'y est pour rien. Bien au contraire. Bilan de tout ce cirque, je me retrouve en vacances forcées pour cinq mois à Toul. Puis suis affecté en Centrafrique pour prendre, à Bouar, le commandement du 6e régiment composé de dix compagnies. Au total, 2 000 hommes dont les trois quarts sont des Africains.

Cet exil dure de juillet 1960 à janvier 1963. Pendant ces trente mois, nous menons un rythme opérationnel et, très vite, le 6e devient un régiment d'élite doté de la casquette Bigeard. Avec ma compagnie du génie, nous faisons jaillir une véritable oasis en plein désert. Le président Dacko me fait commandeur du mérite centrafricain. En 1993, trente-trois ans plus tard, le président actuel, Ange Patassé, vient me voir à Toul avant les élections présidentielles pour me dire : « Vous avez laissé un tel souvenir dans mon pays qu'une lettre de recommandation de vous m'assurerait la victoire. » Je la lui fais. Il sera élu ! Il me remerciera par téléphone. Je lui répondrai : « Attention, ne jouez pas à Bokassa ou j'arrive ! »

Hiver 1963, retour en France, l'hiver glacial de l'austère Lorraine me fait regretter la forêt équatoriale. Mais il faut tourner la page. Nouvelle affectation. Autre déception. De nouveau l'Ecole de guerre où je serai auditeur libre pendant un an. Toutes mes expériences sur le terrain ne servent plus à rien, me

dit-on. Les guerres coloniales, c'est terminé. Je m'accroche, travaille dur. Fin de mon année, le général me convoque et me donne la lettre ci-dessous :

Ecole supérieure de guerre et Ecole d'état-major
Paris, le 1er juillet 1964

Au colonel Bigeard en témoignage de sympathie et en souvenir de cette année passée à l'Ecole supérieure de guerre où, par son expérience, son ardeur au travail et sa franche camaraderie, il s'est fait apprécier de tous.
Avec mon très amical et fidèle souvenir.

Il me lit mes notes qui sont excellentes. Je lui réponds :

Merci, mon général, je vous en suis très reconnaissant mais je peux vous affirmer que, heureusement, j'ai pratiqué votre Ecole la guerre finie, sinon je n'aurais jamais osé faire ce que j'ai fait !!!

Juillet 1966, nommé général à cinquante ans après avoir été dix ans colonel. Moi, l'anti-général, je suis fier de cette promotion. Gaby est en larmes car elle sait ce que j'ai enduré depuis trente ans. Hélas, maman n'est plus là ; elle n'aura pas eu cette joie.

Toulouse où je commanderai une brigade de paras. Coup de fil de l'Elysée. Retour Paris. Reçu par de Gaulle.
– Je vous affecte en Afrique, Bigeard. Etes-vous satisfait ?
– Non, mon général. Les bains de soleil, la facilité...
– Je vous arrête. Votre nom, votre réputation calmeront certains roitelets.
Il me dit ensuite combien il a souffert pour l'armée lors des événements d'Algérie.

Février 1968 à juillet 1970. Dix-sept mois à Dakar

où je commande les forces terrestres. Un séjour merveilleux. Plusieurs rencontres avec le président Senghor, un seigneur, ami de la France. Des Africains si attachants, qui m'écrivent encore vingt-cinq ans plus tard.

Retour en France. L'été 1970 est formidable en Lorraine ; ma petite villa me paraît étriquée en comparaison de ma résidence dakaroise, mon Zodiac, mes bains de mer au lever du jour, mes pêches miraculeuses. Octobre. Je suis mis à la disposition du patron de l'armée de terre. Chaleureux, direct, il me chargera de nombreuses missions.

Dix mois à Paris, renouer le contact avec mes vrais camarades. Je retrouve Massu, à la retraite, décidé à écrire sa vraie bataille d'Alger où, là et ailleurs, il me créditera de quelques vacheries. Nous déjeunons quand même ensemble avec nos épouses.

Pour la première fois de ma carrière, j'ai à choisir entre commander les paras ou être le commandant supérieur de l'océan Indien comprenant Madagascar, les quatre îles Comores et le département de la Réunion. P.C. à Tananarive. On me signale que la situation est loin d'être brillante. L'océan Indien, c'est de nouveau l'aventure. Je ne suis pas guéri. J'ai maintenant trois étoiles. Général de division. Les paras ne sont plus en guerre et demeurent dans mon cœur. Je choisis l'aventure.

Voilà, mon passage dans la brousse est presque terminé. Rédiger une synthèse de quelques pages de mon livre *Pour une parcelle de gloire*, édité il y a près de vingt ans, était nécessaire pour ceux qui ne l'ont pas lu et pour toute une génération. Les années s'écoulent si vite. J'ai tenu à les rappeler pour mieux faire comprendre la différence entre ces épreuves de sang et de souffrance et le monde feutré de la politique.

2

LA FIN DE LA PISTE

Mon commandement dans l'océan Indien

1971. J'arrive à Tananarive. Un ciel bleu magnifique, le soleil éblouissant. Toute la famille descend de l'avion : Gaby, Marie-France et notre petite chatte siamoise. L'accueil est simple. Tout de suite, je me sens attiré par ce pays. Le contact passe immédiatement avec les Malgaches. Pourtant, deux ans plus tard, nouveau départ. Après avoir été un des derniers dans les groupes francs en 1940 puis en Indochine et en Algérie, je vais être celui qui devra faire partir nos forces de Madagascar et amener une dernière fois nos trois couleurs. Ainsi va cette vie. Grandeur et discipline militaire.

En ce mois de février, mon ami le général Ramanantsoa est toujours l'homme fort de Madagascar. L'année précédente en mai, après plusieurs jours d'émeute, il a pris les pleins pouvoirs et mis fin à la révolution malgache. Le président Tsirana éliminé, le calme est revenu. Mais nous sommes toujours dans l'incertitude. Dix longs mois à vivre dans le flou, à faire l'impossible pour conserver le moral de nos unités et des familles présentes. Les Français sont de moins en moins bien supportés. Dans un ordre daté de décembre 1972, je disais notamment à ceux de l'océan Indien :

Gendarmes, marins, aviateurs, marsouins, légionnaires, parachutistes ! Je vais entamer le dernier semestre de mon séjour à « suspens » qui nous aura vus tous ensemble nous extirper de l'ambiance somnolente des séjours confortables d'une époque révolue. Je vous en félicite, vous ne m'avez procuré que des satisfactions. J'ai trouvé ici des personnels disponibles, dans l'attente d'une orientation précise. Je n'insisterai pas sur ce qui a été réalisé à tous les échelons afin d'avoir des unités possédant un esprit de corps, supérieurement entraînées, prêtes à démarrer au top, des P.C. légers sous pression, des états-majors terre-air-mer supérieurement entraînés également, et disponibles. Malgré les difficultés passées, celles à venir dans l'océan Indien en pleine ébullition, le coup est bien parti. Nous sommes parés. Continuez dans cet esprit, améliorez-vous sans cesse, parlez à vos jeunes, élevez-les, faites-leur crever leur plafond. Plus tard, ils vous diront merci et c'est bien là le rôle essentiel de notre armée : transformer et armer la jeunesse pour affronter la vie. Jouez d'abord ce qui est pour ! N'ignorez pas ce qui est contre, mais sans jamais le faire passer en urgence n° 1. Vous avez toute ma confiance, en avant pour un premier semestre 1973 qui, quoi qu'il arrive, nous verra au coude à coude, prêts à faire ce qui devra indiscutablement être fait...

Oui, nous sommes parés mais nous vivons dans un contexte liquéfiant, dans un labyrinthe, à la recherche perpétuelle de la sortie. Les alertes, les quartiers consignés, les manœuvres annulées, la scolarité des enfants à assurer (car des écoles ont fermé et les autres vont vers la malgachisation de l'enseignement), l'incertitude du lendemain montrent que la merveilleuse grande île ne nous aura pas particulièrement gâtés. Au cours de ce séjour, nous aurons suivi les événements minute par minute. Nous serons restés calmes, intouchables, au-dessus de la mêlée, ne prêtant le flanc à aucune critique. Mais quel rôle ingrat

et délicat pour des soldats ! Eviter les provocations en ville, se faire le plus discret possible. Notre ligne de conduite restera la même : durer dans une décontraction apparente, conserver une stricte discipline. En fait, il s'agit de maintenir une activité militaire sérieuse dans cette île, certes indépendante depuis 1960, mais qui conserve une forte présence française.

Militairement et politiquement, Paris a-t-il fait jusqu'ici ce qui méritait de l'être ? Je ne le pense pas. L'ambiance, partout décontractée, faisait croire que tout allait pour le mieux ; quant à notre présence, elle a été trop marquante, jusques et y compris dans l'entourage direct du président Tsirana, si bien que nous n'avons pu que durer et non aller de l'avant.

Les négociations concernant la révision des accords de coopération traînent en longueur. Sur décision du gouvernement français, elles sont reportées au mois d'avril 1973. Quand aboutiront-elles ? Nul ne le sait. Nous vivons au jour le jour, sans jamais être sûrs du lendemain. En attendant, conserver son dynamisme, s'occuper de la scolarité des enfants. Je demande à Michel Debré, mon ministre de la Défense, qu'il m'envoie de jeunes professeurs effectuant leur service militaire. Grand patriote, homme de cœur et de parole, Debré va m'aider au maximum. Nous devons alors trouver des locaux, meubler les classes, établir les plannings. Je réunis souvent ces jeunes professeurs, dévoués, efficaces : « Je compte sur vous, votre réussite doit être totale, vous êtes mon commando d'intellectuels. » Ils feront merveille et les résultats aux examens seront sensationnels.

Je suis également responsable militaire des Comores et de la Réunion et, à ce titre, je me déplace fréquemment sur ces terres, à trois heures d'avion de Tananarive. En ce qui concerne les Comores, j'écris dans un rapport adressé à Paris : « Les dernières élections ont démontré que le processus de l'indépendance, malgré les atermoiements, est en route. »

J'écris aussi :

> Madagascar, avec son ambiance, son charme, sa tranquillité tant vantée par nos prédécesseurs, s'est brusquement réveillée, a pris conscience de sa personnalité. Le Malgache fier de l'être veut partir seul sans qu'on le tienne par la main. C'est normal qu'il en soit ainsi. Malgaches, nous agirions de même.

Souvent Ramanantsoa et moi, nous nous informons, soit par téléphone, soit au cours de discrètes visites que je lui rends et où nous pouvons en toute franchise échanger nos points de vue. J'imagine ses angoisses. Général formé à Saint-Cyr, il s'est battu à nos côtés, y compris en Indochine ; aujourd'hui, en fin de carrière, il se trouve à la tête de cette révolution qui veut notre départ. Durant cette période, je fais la connaissance de M. Deniau, secrétaire d'Etat aux Départements et Territoires d'outre-mer, responsable de la révision des accords de coopération. Il viendra plusieurs fois discuter avec le gouvernement malgache. Homme de classe, tout en finesse, subtil, sportif, adorant piloter un avion, il a des contacts amicaux avec les autorités malgaches, mais je sais combien ces discussions sont stériles. Les Malgaches veulent notre départ et rien ne les arrêtera. Ramanantsoa lui-même, dont une partie du cœur nous reste acquise, n'y peut rien ; il est en fait prisonnier de sa junte, obligé de suivre. Je dis souvent à mon équipe que Ramanantsoa durera au maximum deux années. Personnellement, je souhaite du fond du cœur que le vieux ménage franco-malgache se retrouve plus tard, après ce divorce qui finalement se passera sans effusion de sang. Ici encore, comme ailleurs, je vais laisser une partie de moi-même. Quelques années plus tard, secrétaire d'Etat à la Défense, je recevrai Ramanantsoa. Nous évoquerons, au cours du déjeuner, ce cher pays malgache. Comme je l'avais prévu, il aura duré deux ans avant d'être dévoré par ses jeunes loups.

Début juin 1973, j'apprends donc officiellement que les forces françaises et tout leur matériel doivent évacuer la grande île pour le 31 juillet, soit dans un délai de deux mois, à l'exception de la marine, maintenue provisoirement à Diégo-Suarez. Nous multiplions les mesures pour régler sans aucune faille le départ de nos forces. Au milieu de cette agitation, nous parvenons quand même à organiser un défilé du 14 Juillet avec les troupes restant à l'intérieur de la caserne où se trouve mon état-major. Au cours de la prise d'armes, très émouvante, dominée par la statue de Gallieni sur son cheval, je remets quelques Légions d'honneur et ordres du Mérite. Que c'est triste une liquidation, l'abandon de nos cantonnements, des villas bâties par nos anciens ! La statue, le bureau, les archives de Gallieni... Je dois les renvoyer en France. C'est pour moi un véritable déchirement, mais sans rancœur. Le vent de l'Histoire a tourné. Nous sommes loin des épopées de nos grands anciens qui ont vécu pour ces pays, ont donné le meilleur d'eux-mêmes à ceux qui maintenant veulent notre départ, malgré tous les bienfaits apportés.

Avant de prendre l'avion, le 31 juillet, derniers adieux à la Réunion et à son préfet, un homme charmant, très coopératif. Adieu aussi aux Comores, dont le président me fait grand officier de l'Ordre comorien. Entouré de ses ministres, Ramanantsoa me reçoit dans son P.C. et, après un discours émouvant et sincère, me fait grand officier du Mérite malgache. Un dernier ordre du jour à mes troupes, comme il se doit :

> Il est toujours inhumain et pourtant normal de quitter un commandement. Personnellement, malgré une longue expérience, cette épreuve demeure un véritable déchirement, bien plus profond cette fois du fait de l'éclatement de nos forces et de l'abandon des réalisations de nos grands anciens. Ensemble, depuis ce

fameux 13 mai 1972, nous venons de vivre en terre malgache une épreuve difficile, souvent liquéfiante, qui nous a rapprochés davantage et a mis en relief notre très grande cohésion interarmées. Vous avez été bien, aucune faille ne s'est déclarée, aucune erreur n'a été commise. Vous avez toujours répondu au top avec spontanéité et efficacité. Vous vous êtes toujours conduits en seigneurs, en dignes représentants de « notre » France humaine et généreuse. Que vous soyez aviateurs, marins, légionnaires, marsouins, gendarmes, parachutistes, dans mon cœur et mon esprit, vous ne faisiez qu'un : ceux de l'océan Indien. Je sais que sous d'autres cieux, avec d'autres chefs, vous continuerez à être des soldats plaçant leur idéal très haut, au-dessus des vicissitudes de la vie quotidienne. Avec toute ma confiance, ma reconnaissance et mon immense chagrin de vous quitter.

Et ce sera le grand départ. Après l'Indochine et l'Algérie, j'aurai liquidé Madagascar. Quel palmarès ! Les personnels de l'ambassade, avec à leur tête l'ambassadeur Delaunay – efficace, fidèle dans ses amitiés, gabarit para commando, jamais aucun problème entre nous –, m'accompagnent. Les plus hautes autorités malgaches et de nombreux amis m'escortent jusqu'à l'avion. J'ai la gorge serrée, adieu, chère grande île.

Mais je ne peux la quitter sans une pensée émue pour le président Tsirana. Lorsque, en mai dernier, la foule malgache très excitée progressait vers le palais du président, je recevais un télégramme de Paris signé Michel Debré et disant à peu près ceci : « Sauvez la vie du président Tsirana. » En quelques minutes, j'arrive en hélicoptère dans la cour de son palais et me précipite vers son bureau.

« Mes respects, monsieur le Président. » Et je lui précise ma mission.

Il ouvre alors son tiroir droit, sort un pistolet et me répond :

– Mon cher général, je saurai mourir à mon poste.

– Bravo, c'est courageux, monsieur le Président, mais soyez certain que je remplirai ma mission.

Et en souriant, j'ajoute :

– Quitte à vous mettre K.-O. et à vous déposer dans l'hélico !

Finalement, la foule sera arrêtée à quelques centaines de mètres du palais.

Mais j'avais pu apprécier le courage de cet homme.

La presse, quant à elle, interprète mon départ selon ses tendances :

> C'est le nouveau drame de Bigeard le para ; lui qui s'est battu en Indochine et en Algérie pour le maintien de la présence française, il s'accroche désespérément à un de nos bastions, Diégo-Suarez.

> Pour Bigeard, Madagascar était devenu une seconde patrie. Les larmes aux yeux, il raconte à ses intimes la chute l'an dernier du président Tsirana...

> Bataille désespérée pour Diégo... C'est à croire qu'on a besoin du fonceur Bigeard à Madagascar...

Bien d'autres articles me donnent une image de colonialiste qui se cramponne alors qu'en fait j'ai été si près de mes frères malgaches, prêt à les aider, à les comprendre.

Que faire de Bigeard ?

1er août 1973, aéroport d'Orly. Je suis accueilli par Gaby accompagnée de deux de mes officiers supérieurs déjà rapatriés. Un chauffeur. Une vieille 403. Aucun représentant de l'état-major de Paris. Il est vrai qu'ici ce sont les grandes vacances. Peu importe, j'ai

une permission pour trois mois. Je n'irai donc pas faire carpette à l'état-major et rejoindrai directement Toul et son immuable quai de la gare qui n'a pas changé depuis mon départ au régiment, en 1936. Pris par l'action, les responsabilités, je n'ai pas vu les années défiler, les arbres bourgeonner, les feuilles tomber. Oui, c'est effarant, j'aurai bientôt cinquante-huit ans ! Encore deux ans avant une retraite que je n'envisage pas de gaieté de cœur.

La grande case que m'a construite un architecte pendant mon séjour à Madagascar est presque terminée. Je vais avoir de quoi m'occuper pour la meubler, la rendre agréable, mais mon capital est presque réduit à néant et je vais devoir y aller doucement. J'ai du pain sur la planche pour mes quelques mois de permission. Je sais qu'à l'issue de cette détente je devrai rejoindre la 1re Région militaire de Paris en qualité de deuxième adjoint du général d'armée Usureau, le gouverneur militaire de Paris.

Je sais aussi que mon retour a posé des problèmes à mes grands chefs. Que faire de Bigeard ?

De Gaulle

Les journaux parlent de mon arrivée à Paris. Jacques Fauvet, directeur du journal *Le Monde*, rédige un méchant éditorial intitulé « Bigeard à Paris » :

> Bigeard a pour lui une silhouette et une légende, et contre lui un passé qui n'est pas, hélas !, que le sien, un passé de défaites et de replis ; il le confesse et l'égrène lui-même : la débâcle de 1940, la chute de Diên Biên Phu et la captivité, l'Algérie, perdue après que la bataille d'Alger eut été gagnée – mais à quel prix ? – et qu'eut avorté l'insurrection des barricades, qui le fit limoger par de Gaulle...

L'Histoire est souvent racontée n'importe comment. Je n'ai jamais participé à aucun complot contre la République. Quelques jours plus tard, le général d'armée de Boissieu, gendre du général de Gaulle, à l'époque chef d'état-major de l'armée de terre, adresse une lettre au *Monde* dans laquelle il dément ces affirmations :

> Bigeard n'a jamais été sanctionné pour avoir participé aux « barricades d'Alger ». Son premier départ a eu lieu avant ces événements, en raison d'une interview jugée irrévérencieuse par l'armée. Le général de Gaulle n'a jamais été mêlé à cette sanction. Au contraire, il a toujours apprécié l'esprit de discipline et de loyauté du général Bigeard dans toutes les épreuves qu'a traversées la France. La preuve : le général de Gaulle parle de lui dans ses *Mémoires d'espoir* en l'appelant « l'héroïque Bigeard », qualificatif particulièrement élogieux venant de lui.

Merci, cher général de Boissieu. Vous étiez digne d'être le gendre d'un grand homme vénéré dans le monde entier. Des années plus tard, je parlerai partout de la grandeur du Général. En 1994, en réponse à l'article de Fauvet, je peux lui crier : « Vous êtes dangereux en écrivant n'importe quoi » et lui préciser mes contacts avec le Général.

En 1959, la première visite qu'il fait en Algérie le conduit chez moi, qui commande alors le secteur de Saïda. Il passe six heures avec mes officiers et moi, partageant notre déjeuner. Je lui remets un dossier de quarante pages dont je possède encore le double. Sur la couverture : « Visite du général de Gaulle, président de la République, à Saïda ». Avec, en photo, ma flamme : « Croire et oser ». Un très court extrait :

> Mon général,
> Vous avez bien voulu nous faire le grand honneur de venir nous voir à Saïda. Nous mesurons pleinement

ce que cela représente. Humblement, modestement, nous vous prions de bien vouloir croire en notre dévouement sans limite pour vous aider à accomplir votre immense tâche. Quelques idées d'exécutants qui tournent inlassablement depuis bien longtemps pour que la France soit encore la France.

Quelques lignes de cette brochure montrent que j'étais dans le même état d'esprit que le Général à l'époque :

> Bref, la population doit se sentir soutenue et encadrée dans tous les aspects de son existence au sein d'une Algérie nouvelle. Cette notion se traduit par des besoins considérables en personnel qualifié. Il semble hors de question que la métropole puisse fournir dans l'immédiat les cadres nécessaires. La seule solution consiste donc à faire appel à la masse musulmane par la promotion des élites naturelles en précisant qu'il ne s'agit pas des pseudo-élites semi-intellectuelles aigries contre notre tutelle. Bien sûr, il faudra du temps pour déceler et former ces cadres mais il faut voir concret, il n'y a pas besoin d'un diplômé pour apprendre aux enfants à lire, écrire et compter. L'expérience de nos moniteurs militaires le prouve. Progressivement, nous arriverons ainsi à donner à l'Algérie une structure adaptée à ses besoins, tout en associant les Algériens à leur propre direction. Des esprits inquiets diront que c'est ouvrir la voie à l'émancipation puis à l'indépendance. L'heure est venue de choisir si l'on préfère une Algérie nouvelle dans un contexte français ou si l'on veut risquer de tout perdre.

Vivant sur le terrain au contact de la population, je devinais que c'était la meilleure solution pour l'Algérie et pour la France. Sans le savoir, j'étais dans l'esprit de ce que pensait le Général.

Lorsque je suis promu général de brigade, en 1966, le général de Gaulle me convoque à l'Elysée pour me

dire : « J'ai besoin de vous en Afrique et je vous affecte à Dakar. »

Nos routes vont encore se croiser, un mois avant que le Général nous quitte à jamais, le 9 novembre 1970. En effet, le 8 octobre, je reçois ses *Mémoires d'espoir-Le Renouveau 1958-1962*. A la première page, la dédicace suivante écrite de sa main : « Pour le général Bigeard, en bien cordial souvenir et témoignage ». Et à l'intérieur de son livre, page 78, il écrit : « A Saïda où l'héroïque Bigeard me reçoit... »

Non, monsieur le journaliste, vous n'avez pas le droit d'écrire n'importe quoi ! Je reparlerai du Général au cours de mes deux cents discours à travers l'Hexagone.

Septembre 1973-Février 1974
A Paris, avec le gouverneur militaire

A Toul, l'été est merveilleux. Installer la case, cueillir les mirabelles et les quetsches, effectuer de longs itinéraires de footing, revoir les amis, nager dans la Moselle. Les semaines s'écoulent rapidement et je ne suis pas pressé d'aller jouer les utilités comme deuxième adjoint du gouverneur militaire de Paris, malgré toute l'estime que je porte au général Usureau. Un vrai général comme je les aime, qui a payé de sa personne, guerroyé sous bien des cieux, apprécié et respecté par tous ceux qui le connaissent. Avant de rejoindre Paris, je dois trouver de quoi me loger. Le Service des logements militaires ne dispose que d'un seul petit appartement, dans le XV^{e} arrondissement, au sein d'une grande bâtisse où sont logées les familles de militaires. Appartement minuscule, peintures défraîchies, aucun meuble, pas de papier aux murs. Je m'arrangerai avec l'intendant et percevrai un mobilier pour sous-officier. Il m'enverra quelques ouvriers. Je suis loin de la résidence Gallieni à Tananarive. Je n'aurai une cuisinière à gaz qu'un mois plus

tard. Je vais devoir me débrouiller avec mon réchaud de camping que j'utilise au cours des manœuvres.

De nouveau un départ de zéro. Un nouveau patron. Une nouvelle mission, a priori loin d'être passionnante. Des images défilent : hier encore responsable d'un immense territoire avec à disposition des unités très affûtées, me voilà maintenant dans cet Hexagone où tout semble étriqué. Enfin, nous verrons bien ; si je tourne trop en rond, je quitterai l'armée deux ans avant l'âge de la retraite. Mais le général Usureau me connaît et devine ce que je pense. Je reçois un chic accueil et il me donne de quoi m'occuper. Le P.C. de la 1re Région qui se trouve au camp des Loges à Saint-Germain, à une heure de voiture de Paris. C'est une nouvelle vie triste et monotone qui s'organise. Lever à 6 heures, trois quarts d'heure de sport sur le Champ-de-Mars, départ en voiture à 7 h 30 et retour le soir à 18 h 30. A midi, je déjeune légèrement et nage chaque jour 500 m dans la magnifique piscine de Saint-Germain, dotée d'un bassin de 50 m. Gaby ne me rejoindra pas avant un mois. Je dois faire mon café le matin, préparer mon dîner le soir après avoir effectué mes achats entre 19 heures et 19 h 30, laver mon linge. Retour aux sources. J'aime assez mener une vie de chien. J'y trouve toujours un certain réconfort. Peut-être parce que ça me rappelle mon enfance.

Je vous ferai grâce de mes activités au cours de ces cinq mois passés dans cette Région où je ferai pour le mieux, jouerai le jeu en faisant taire une certaine rancœur de me retrouver vague deuxième adjoint. De nombreux journalistes essaient de me contacter, de savoir ce que je pense. Cela bouge un peu dans tous les coins de France. L'armée est particulièrement visée. Les gens manifestent pour que le sursis soit plus long. Et, surtout, prennent prétexte de la transformation du Larzac en zone militaire pour appuyer un grand mouvement antimilitariste. Les gauchistes sont partout. Ils ne sont pas nombreux, mais on n'entend

qu'eux. Le service de presse de la Région filtre la plupart des journalistes. Je ne fais d'ailleurs aucun effort pour les rencontrer, je préfère me taire en attendant d'autres fonctions plus sérieuses. Deux fois par semaine, le général Usureau vient déjeuner avec nous, ses généraux, au camp des Loges. Au cours d'un de ces repas, il nous quitte pour aller répondre au téléphone. Il revient tout souriant nous annoncer que son premier adjoint, le général Buttner, et moi-même serons promus généraux de corps d'armée à partir du 1er mars 1974. Ma quatrième étoile. Allons bon, tout arrive. Il suffit de durer. J'apprends très vite que je dois commander, à partir du 1er mars, la 4e Région de Bordeaux. Je patiente donc, et j'essaie d'aider au maximum mon général qui prendra sa retraite au moment de mon départ.

Il me créditera d'excellentes notes :

> J'ai eu la chance d'avoir à ma disposition le général Bigeard comme adjoint pendant cinq mois, chargé de rénover et d'activer l'instruction. Il a fait rapidement le tour du problème, puis il a relancé toute l'instruction dans la Région sur les nouvelles bases que je souhaitais. Il l'a fait avec la même passion que s'il avait exercé un commandement important, infusant sa foi, ses procédés méthodiques, son goût de l'action directe et du travail d'équipe à tous, des généraux commandant les divisions jusqu'aux petits cadres des centres mobilisateurs. Quel chef incomparable et combien sympathique et agréable à commander ! Totalement disponible et discipliné, indifférent ou blasé aux remous que continue à provoquer son nom – on peut tout lui demander. Plafond : le maximum, général cinq étoiles.

Merci, mon général. Je n'ai jamais eu de problème avec les seigneurs, les grands. Seuls les petits, les jaloux ont essayé de me faire quelques croche-pieds. Si je relate ces notes dont je suis crédité à cinquante-

sept ans, c'est pour mieux faire comprendre que « ceux de la brousse » sont notés jusqu'à la fin de leur carrière. Il n'est pas possible d'être une vedette, en tout cas pas jeune. Dans la jungle, c'est presque le contraire. Beaucoup explosent en quelques années et connaissent la gloire à trente-cinq ou quarante ans.

Adieu, la capitale. En quarante années de service, j'aurai rarement été à Paris : un an comme instructeur à l'Ecole d'état-major, un an comme auditeur libre à l'Ecole de guerre et dix mois à la disposition du chef d'état-major de l'armée de terre, avant de rejoindre Madagascar. Au total, trois années. Jamais je ne me serai adapté à cette vie, cloîtré dans les écoles ou à l'état-major. J'apprendrai, lorsque je serai secrétaire d'Etat, que le commandement avait envisagé de me nommer gouverneur militaire de Paris. Mais j'ignore toujours les raisons pour lesquelles on m'affectera à Bordeaux. Peut-être l'article de Fauvet... De toute façon, si j'avais eu le choix, j'aurais pris Bordeaux.

Mars 1974-Février 1975
Bordeaux : commandant
de la 4e Région militaire

Fin 1973, la cote de l'armée est en baisse dans la nation, la propagande antimilitariste marque des points. C'est l'époque où des gauchistes entrent dans la cour d'une caserne à Paris et y mettent une grande pagaille. Quelle salade ! Qui commande donc ? Je suis personnellement décidé à ne pas m'en laisser conter et à tout faire pour redonner confiance à nos cadres et accrocher notre jeunesse. Une fois encore, donner l'exemple. Etre un modèle. Ayant rarement vécu en France, je suis surpris par l'ambiance qui y règne en 1974. J'en suis resté à la Résistance, ou à nos épopées entre 1940 et 1944. Pauvre France ! Aujourd'hui, ton patriotisme fout le camp et tu as des complexes de-

vant une poignée d'agitateurs. Tout compte fait, j'étais bien avec mes amis sénégalais, malgaches, centrafricains. A Bordeaux, je serai mon propre patron. Le milieu m'est familier. J'y connais déjà :

Chaban-Delmas, mon ancien ministre des Armées en 1958, avec lequel j'ai toujours entretenu d'excellentes relations.

La presque totalité de la 11e division parachutiste où j'ai servi de longues années.

Le département de l'Ariège où j'ai été parachuté sur les Allemands en 1944.

Le Pyla, site charmant près d'Arcachon, où j'ai créé une école des cadres pour officiers F.F.I. en 1944.

Et puis, quel commandement ! Cette vaste région militaire s'étend sur le quart de la France : vingt-deux départements. Sous mes ordres, 18 généraux, 660 officiers supérieurs, 1 900 officiers subalternes, 16 655 sous-officiers, 2 818 jeunes engagés et 16 231 hommes du rang effectuant leur service militaire. Au total, près de 40 000 hommes dont 50 % de cadres d'active. Parmi cet ensemble, 10 000 paras et 10 000 gendarmes. Un beau commandement.

C'est donc le cœur léger que, le 6 mars 1974, je rejoins Bordeaux dans la DS venue me chercher. Adieu, Paris, c'est bien fini. Il me reste deux années avant la retraite. Ma carrière se terminera dans ce Sud-Ouest qui m'est cher. Trajet effectué en compagnie de mon chauffeur, le gendarme Fillon. Assis à l'avant à côté de lui, j'ai de quoi discuter, lui demander des tuyaux sur l'ambiance, le moral des unités. Excellent chauffeur, en place à Bordeaux depuis de nombreuses années, il a vu se succéder les généraux Katz, Revol, Lavergne et Clave. Il est bien placé pour me donner le point de vue du bas de l'échelle, ces hommes du rang auxquels j'attache une telle importance. Nous déjeunons dans un modeste restaurant et reprenons la route pour arriver vers 18 heures. Temps gris, ciel couvert. Me revoilà à Bordeaux. Bordeaux

où, en 1944, je me présentai au premier commandant de Région, désigné après la Libération, pour voir dans quelles conditions je pourrais lancer mon école des cadres. Bordeaux où je me retrouvai en 1966. Commandant une brigade para à Toulouse, j'avais reçu une invitation du général Katz pour participer à une course relais dans les rues de Bordeaux, au cours de laquelle je m'étais claqué le tendon d'Achille. Prise de contact avec les personnels présents à mon P.C., installé dans un magnifique hôtel, rue Vital-Carles. Ce sera aussi ma future résidence. Le petit appartement du XV[e] arrondissement s'estompe dans le souvenir de l'agitation parisienne.

Le lendemain, je vais voir les autorités civiles. Je suis heureux de bavarder avec le préfet, homme de cœur, de caractère, particulièrement efficace et qui a eu l'occasion de barouder en Indochine. Et notre ex-Premier ministre, maire de Bordeaux, notre Chaban-Delmas toujours aussi dynamique, sympa, direct.

Mais vite, j'arrête les mondanités. Je tiens à terminer au sprint ces deux dernières années avant la retraite. D'autant plus qu'une nouvelle fois – et ce n'est pas prétentieux de le dire –, ce que je trouve sur place est loin de me satisfaire. Ma magnifique résidence est à quinze minutes de l'état-major situé à la caserne Xaintrailles. J'ai l'impression de vivre en dehors de ma boutique. Le général chef d'état-major ne vient me voir que le matin pour me donner le courrier et le soir pour le reprendre et me faire signer les papiers de l'état-major.

Mission : faire passer le courant

Rapidement, je réunis mon brain-trust et précise mes projets.

Primo : je vais m'installer dans un bureau à la caserne au milieu de mon état-major.

Secundo : le briefing au cours duquel m'ont été

exposés l'organisation, les moyens, les missions de la Région est loin de m'avoir satisfait.

Tertio : donner une autre allure à la caserne. Pour l'instant, la cour centrale sert de parking.

Gentiment, je fais comprendre à ma nouvelle équipe qu'un nouveau style s'impose. C'est le mien et il a fait ses preuves. Ceux qui ont servi avec moi l'approuvent. Seuls ceux qui se contentent du minimum et ne vont pas de l'avant le craignent. Ceux-là, bientôt, auront disparu de cette Région. Une de mes notes d'orientation résume bien ma pensée : « Fais ce que tu dois. Des faits et non des mots. » Et puis une nouvelle fois, tout va aller très vite. Mes cadres me sont dans l'ensemble inconnus mais je les sens désireux de vivre dans une autre ambiance, moins liquéfiante que celle qu'ils ont connue jusqu'à maintenant. Une ambiance reposant sur la camaraderie et l'efficacité.

6 mars-6 juin. Trois mois seulement à la tête de cette 4e Région militaire. Un premier bilan positif peut déjà être dressé, et ce grâce à deux points. D'abord la disponibilité de mon état-major, de mes adjoints, des services et des quatre divisions militaires. Ensuite, mon expérience de la 1re Région m'a considérablement servi. Aucun temps n'a été perdu. J'ai immédiatement pris contact avec toutes les unités, tous les échelons pour mieux les connaître et aussi mieux me faire connaître. Dix journées passées dans les quatre divisions militaires à voir le maximum de gens. Dix journées passées pour les visites d'avancement des cadres supérieurs (Poitiers, Limoges, Pau, Toulouse, Bordeaux). Dix journées consacrées aux visites officielles et aux autorités que j'ai reçues.

Dans chaque garnison, j'ai tenu à me faire présenter les officiers et les sous-officiers. Je leur ai montré que, dans le contexte actuel, il faut travailler, s'épauler, s'imposer. Et aussi durer en souhaitant une revalorisation de la condition militaire.

Je connais mieux mon équipe, je peux donc commencer à la souder. Les raids ou courses d'orientation constituent un excellent moyen. Tout le monde y participe, y compris les officiers, les sous-officiers et le personnel féminin. La boutique commence à tourner. Le commandant de Région et son état-major sont plus proches. Habitant le même endroit, nous voyant en permanence, nous commençons à ne former plus qu'un. Nous disposons de salles de travail adéquates : des cartes de la région au mur, des organigrammes, les coordonnées de tout le monde. Nous sommes ainsi parés à réagir très rapidement. Sommes devenus réellement opérationnels. J'insiste particulièrement sur la polyvalence. Dernier détail : la caserne a maintenant de la gueule. C'est important car elle est l'image de notre Région.

Mais ce n'est qu'un début. Je veux aller bien plus loin. Imprimer à toute ma Région un style nouveau, qui doit se manifester à tous les échelons et dans toutes les occasions. Créer l'esprit de ceux de la 4e R.M., « Un pour tous, tous pour un », comme j'ai créé un esprit 6e bataillon en Indochine ou 3e bataillon en Algérie. Pour cela, il faut commencer par activer le caractère opérationnel de l'état-major et des services. Ils doivent s'imposer par leur sérieux, la présentation impeccable de leur travail, leur condition physique parfaite. Ils pourront rayonner sur toute la Région et la troupe suivra l'exemple. Chaque semaine, je réunis l'état-major, toutes les deux semaines, les services. Nous devons ne faire plus qu'un, penser, marcher, agir ensemble. Cette nouvelle dynamique doit ensuite être communiquée aux cadres. Il faut les mettre en confiance, leur apprendre à faire face à leurs responsabilités. Ils doivent rechercher le maximum de contacts avec leurs unités. Par cette méthode, rendement et efficacité seront considérablement améliorés. Ils devront revoir l'instruction des soldats compte tenu de tous ces nouveaux objectifs. Ce que je veux, c'est avoir sous la main des unités souples, légères,

manœuvrières, parfaitement entraînées et se présentant remarquablement. Je veux être certain de la qualité de la préparation de notre mobilisation. Au top, tout le monde doit être prêt. Que chacun connaisse son rôle, sache ce qu'il doit faire. La 4e R.M. doit être une Région d'élite, citée en exemple. Pour cela, il nous faut profiter de la présence de la 11e division parachutiste pour organiser avec elle des exercices dynamiques qui marqueront nos hommes, et entretenir avec cette grande unité des relations enrichissantes. Le fonctionnarisme doit disparaître. Si nous atteignons cet objectif, les appelés reviendront à la vie civile fiers d'avoir appartenu à leur unité. Ils doivent retourner dans leur famille plus forts physiquement et moralement. En un mot, les éternelles mêmes idées, qui ont toujours réussi : aller de l'avant, améliorer, innover, travailler avec la passion des contacts et le souci d'obtenir la participation des subordonnés, en particulier des sous-officiers et des hommes.

Ces objectifs ne sont pas seulement militaires. Ils sont aussi politiques. Trop de batailles ont été perdues parce que les objectifs de l'armée n'ont pas suffisamment été expliqués. L'armée est aujourd'hui sévèrement critiquée. Il faut faire face. Nous serons ses ambassadeurs. Notre tenue, notre efficacité inspireront le respect. Une relance sérieuse à l'échelon national est également indispensable. Mais commençons par ce qui nous est possible. Le reste suivra. Il faut créer un effet de boule de neige. Par notre sérieux, notre travail, nos réactions saines et justifiées, nous dominerons les agissements éventuels d'une poignée de perturbateurs qui ne reflète en rien l'opinion du pays sur l'armée. Si nous y parvenons, notre mission sera accomplie.

Très vite, je vais faire vibrer ce vaste ensemble. Je réussis à faire passer mon message. Pour cela, j'utilise toujours les mêmes méthodes. Elles ont marché en

Indochine quand il s'agissait de sauter sur des régions infestées de Viets. Mes gars étaient tous volontaires ; alors ici, en période de paix, loin du danger... J'exige le maximum mais je suis aussi là en cas de coup dur. Les gars savent que je les épaulerai, que je comprends leurs problèmes. Tout se passe impeccablement. J'aurai attendu longtemps pour être nommé général quatre étoiles mais je suis servi. Je suis heureux chaque fois que je vais voir mes différentes unités. De Limoges à Toulouse et de Pau à Bayonne. Mon fidèle gendarme chauffeur ne chôme pas, c'est un bon copain, m'emmenant toujours à la minute précise aux rendez-vous prévus. La 4e R.M. commence à montrer un véritable esprit de corps. Tous les mois, raid de mon état-major d'une quinzaine de kilomètres. Le ton donné à la tête est évidemment suivi par tous les états-majors et services de la Région avec participation de nos filles secrétaires. Gaby, qui m'a rejoint un mois seulement après mon arrivée, participe également à ces courses d'endurance. A environ une centaine, nous déjeunons dans la nature – la forêt des Landes –, et nous nous baignons à l'arrivée. Rapidement, tout le personnel y prend goût. Maintenant, dans ma Région, le moral est bon et les patrons sous mes ordres réagissent bien. La 4e progresse et tourne rond. Entouré d'officiers généraux qui, dans l'ensemble, n'hésitent pas à retrousser leurs manches, à rechercher le contact, secondé par un état-major d'officiers supérieurs et subalternes de qualité, ma boutique va de l'avant. En ce qui me concerne, tout est clair lorsque je suis vraiment le seul responsable. Le rôle d'adjoint ou de second m'a toujours paralysé.

Inquiétudes

Mais ce nouvel esprit semble malheureusement ne régner que sur ma Région. Avril 1974. Georges Pompidou, le président de la République, meurt. Je fais

observer une minute de silence. Nous n'avons pas à faire de politique, mais je suis touché par la disparition du chef de l'Etat, mort debout, après avoir fait preuve d'un grand courage face à la maladie qui le rongeait. Oui, Pompidou n'est plus. Qui va lui succéder ? Chaban, Giscard, Mitterrand ? Que va devenir notre France ? Règnent partout une certaine inquiétude, un certain relâchement en haut lieu alors que s'intensifie la propagande antimilitariste. Des gauchistes vendent leur prose dans la rue, à la sortie des gares. J'ai l'impression que rien n'est fait pour colmater ce pourrissement lent et méthodique de notre armée. Je suis de très près la campagne présidentielle : j'ai voté Chaban-Delmas car je le connais et il a toujours été extrêmement bienveillant à mon égard. Hélas, son score ne sera pas brillant ; la chance l'aurait-elle abandonné ? Je lui écrirai pour lui dire qu'une vie, c'est bien long, que rien n'est jamais fini, qu'il ne faut pas baisser les bras. Il a dû sourire !

Giscard passe de justesse avec 50,8 % des voix. Il agit rapidement, prend un train de mesures, nomme des ministres jeunes, cherche lui aussi à donner un nouveau style. Mais l'armée semble oubliée. Pourtant ce n'est pas le moment. Inquiet, en septembre, j'écris à mes cadres :

> La Grande Muette fait parler d'elle. Parlementaires, généraux à la retraite ou en activité, officiers ayant quitté l'armée et contestataires s'en donnent à cœur joie. Les idées fusent : armée de métier, service de six mois, S.M.I.G. pour les appelés, service militaire inutile. Chacun détient la vérité. Que vous dire modestement dans ce contexte, dans ce monde en ébullition où tout est remis en cause ? Dernièrement, dans *Match*, on pouvait lire : « L'armée est une société fermée, mal aimée, mal connue, une grande communauté triste. Le président de la République se retrouve à la tête de ce grand corps malade, mal remis de ses déchirements, de ses passions et parfois de ses erreurs

et inquiet de surcroît sur sa raison d'être et son avenir (...) Et cette communauté pauvre, oubliée, anachronique, ravagée par le doute et parfois la rancœur, le président, homme d'efficacité, l'a maintenant sur les bras (...). »
Personnellement, j'ai répondu présent toute ma vie au gouvernement du moment : groupe franc en 1940, évadé en 1941 après deux tentatives ratées, parachuté en France en 1944, dix années consacrées à l'Indochine, cinq à l'Algérie et sept à l'Afrique noire et à Madagascar. Je me retrouve en France depuis un an sans me considérer comme un grand malade. La situation actuelle est ce qu'elle est, elle fait partie d'un ensemble en mouvement : famille, religion, enseignement, justice, etc. L'armée n'a fait que suivre les ordres reçus, elle n'a pas décidé de la guerre de 1940, elle n'a pas demandé de conserver l'Indochine et l'Algérie à la France ; si nous sommes allés en Afrique noire et à Madagascar, c'est sur les ordres du gouvernement de l'époque. Alors si l'on nous considère comme de grands malades, ce que nous ne sommes pas, il ne faut pas en rendre la Grande Muette responsable. Aujourd'hui, en septembre 1974, il appartient au gouvernement de préciser sa pensée : que veut-il, où va-t-il et comment y va-t-il ? Les militaires exécuteront dans la plus grande discipline.

Bien sûr, comme beaucoup d'autres, j'ai des idées sur ce qu'il faudrait faire et surtout ne pas faire, mais qui peut détenir seul la vérité ? J'aime beaucoup la chanson de notre inégalable Gabin : « Je sais... mais maintenant que les soixante coups ont sonné, ce que je sais bien c'est que je ne sais rien. » Comme il a raison. Pour l'instant, retrousser ses manches, faire notre travail à fond là où nous sommes en attendant les ordres du gouvernement. Inutile de parler dans le vide ; il est urgent d'informer, d'améliorer ce qui existe, de préciser à la jeunesse de France ce qu'on attend d'elle et de redonner confiance aux cadres qui actuellement, et c'est normal, se posent des questions.

Certes, il y a beaucoup à faire pour que le courant passe, que les cloisons tombent, que cette armée de citoyens cadres et appelés forme une grande famille confrontée aux mêmes problèmes et consciente de son utilité. Ce problème est complexe, il mérite une étude approfondie et j'estime qu'une cellule de travail civilo-militaire très sélectionnée, très informée de tous ces aspects, devrait être réunie dans un lieu tranquille, afin de plancher sur ce problème, dégagée de toute responsabilité.

Comme dans le maquis, en Indochine ou en Algérie, je ne désespère pas et décide de mener ma propre guerre. Remporter le plus de victoires possible afin de redonner courage aux autres. Je m'assigne un nouvel objectif : communiquer. Il faut rapprocher l'armée et la nation. Le 9 octobre 1974, j'adresse une note d'orientation à tous mes cadres, dont dix-huit généraux. Elle commence par cette phrase d'Abraham Lincoln : « Avec l'opinion publique, rien ne peut échouer. Sans elle, rien ne peut réussir. » Le problème n'est pas nouveau. Pour nous, il est particulièrement d'actualité et chacun sent bien que dans le contexte actuel s'engage un nouveau combat qu'il faut essayer de gagner avec beaucoup de doigté. Dans les notes suivantes, je précise toute l'importance que j'attache à l'information interne et aux relations publiques externes. Il vaut mieux faire passer le courant à l'intérieur de nos unités et vers le monde extérieur. S'agissant de leurs entreprises, les industriels parlent de « maison de verre ». Nos régiments, nos unités, nos écoles, nos centres d'instruction, nos services doivent eux aussi être une vitrine et une fenêtre. Je suis de nouveau constamment sur le turf. La boutique tourne à 3 000 tours. Toujours avec Gaby qui, discrète mais efficace, sait trouver les mots qu'il faut. A Pau, j'organise même une rencontre entre mes paras et des universitaires. A un dîner-débat, nous parlons tous ensemble des problèmes que rencontre actuellement

l'armée. Et ça marche. Paras et universitaires s'apercevront qu'ils ne sont pas aussi éloignés les uns des autres. Je termine par un extrait de ma toute dernière note d'orientation :

> Il faut que le courant passe. Dans un style nouveau, évolutif et efficace. Le propre du vrai militaire est de s'adapter, faire face, vivre avec son époque, dans le but de gagner dès maintenant un nouveau combat dans un contexte mouvant et évolutif. Au départ, l'essentiel est de s'aligner sur la même longueur d'onde, avec modestie, sans être persuadé, chacun à son échelon, de détenir la vérité (...). Une tâche énorme nous attend. Bannissons le matérialisme et partons en croisade avec la certitude que nous réussirons à améliorer ce qui existe, en souhaitant qu'aux plus hauts échelons tout soit fait pour changer nos structures, notre style de vie et mettre en place là où il le faut de véritables chefs capables de s'imposer et de réussir. Ne vivons pas sur un passé. A compter de demain, nous aurons tous vingt ans.

Si je me suis volontairement étendu sur ces quelques notes d'orientation, c'est pour bien situer mon état d'esprit de l'époque, mon souci de constater qu'à l'échelon gouvernemental rien de très profond ni de très sérieux n'était entrepris pour redonner confiance à cette armée et la revaloriser.

Fin septembre, je suis convoqué à Paris pour être fait grand-croix de la Légion d'honneur par le président de la République. Tout arrive. Général de corps d'armée, grand-croix de la Légion d'honneur, commandant de Région. Belle fin de carrière pour l'ex-saute-ruisseau de la Société Générale. Mais cela reste une fin de carrière et le simple mot de « retraite » me donne des frissons. Pourtant, ces notes d'orientation, qu'on peut trouver ennuyeuses, seront sûrement pour quelque chose dans le nouveau job qu'on va me proposer.

3

PREMIÈRE MISSION EN JUNGLE

Un para ministre

30 janvier 1975, le président Giscard me convoque à l'Elysée. Il y a quelques jours, j'ai organisé à Niort un débat sur l'armée en présence des officiers de réserve de la 4e Région militaire. Quelque 600 participants auxquels j'ai dit en toute franchise ce que je pensais du gouvernement : que fait-il, où va-t-il ? Nous ne sommes pas défendus, le budget est insuffisant, le malaise s'installe dans nos armées. Propos repris par la presse locale et nationale. Dans le train qui nous emmène vers Paris, je dis à Gaby : « Prépare tes valises, le président va me dégager. » Peu importe, je suis à un an de la retraite. Le président m'est inconnu ; à l'élection présidentielle, j'ai voté Chaban-Delmas. En ce dernier jour de janvier, à la nuit tombée, un froid humide enserre la capitale. Le général Méry, patron des armées, m'attend à l'entrée de l'Elysée. Méry, la grande classe, intelligence fine, un peu le Giscard de nos armées, un de ces généraux pour lesquels j'éprouve de la sympathie. « Je vous conduis au président. » Je ne pose aucune question.

Me voilà en face du chef de la France, comme je l'ai été face au président Coty et au général de Gaulle. La discussion s'engage courtoisement. Giscard me rappelle qu'il suit ma carrière depuis longtemps, qu'il

m'avait envoyé ses vœux alors qu'il n'était qu'un jeune député. Très vite, il va droit au but. Quelle surprise quand il me fait comprendre qu'il a besoin de moi comme secrétaire d'Etat à la Défense afin de redonner confiance et moral à l'armée... « Je vous propose Yvon Bourges comme ministre. Vous verrez, mon général, il y a un tel décalage entre le politique et le militaire qu'il faut, à la tête de cet important ministère, un homme rodé à un jeu que vous découvrirez. » Comme il avait raison.

A demi K.-O., je reprends mon souffle et lui donne ma réponse. Je ne peux qu'accepter, espérant que ce poste me permettra d'aider notre armée à retrouver sa place dans la nation, faire vibrer les jeunes avec lesquels j'avais toujours eu la chance de vivre. J'ai souvent apprécié en eux désintéressement et spontanéité. Sous réserve de mettre en place des cadres officiers et sous-officiers aimant le contact, amoureux de leur métier, plaçant la patrie bien haut, capables de payer d'exemple, de rechercher la participation, de faire équipe avec leurs cadets.

Je quitte le président transformé, décidé à aller vite. Pour moi, c'est peut-être la plus belle et la plus difficile des missions, peut-être aussi la dernière. Je n'ai pas encore conscience qu'on vient de me parachuter en pleine jungle. La jungle de la politique, avec ces escarmouches incessantes, épuisantes, mais où la mort n'existe pas. Pour moi, c'est un nouveau job à effectuer, à mener à bien, toujours pour aider ma patrie. Me voilà donc secrétaire d'Etat sans, du reste, trop savoir ce que cela représente exactement. Gaby m'attend à la sortie de l'Elysée. Je lui raconte l'entretien. Elle n'en revient pas. Nous sourions, songeons au passé et au chemin parcouru depuis nos débuts dans la vie. Il y a quarante-cinq ans, à Toul, moi sauteruisseau à la Société Générale, courant à travers la ville pour porter plis et lettres, et elle se rendant au marché pour vendre les légumes de ses parents. Combien de souvenirs fusent devant nos yeux ! Nous

rejoignons l'hôtel mais impossible de trouver le sommeil. Nous sommes sous pression, discutons inlassablement. Quelle va être notre vie dans ce monde inconnu ? Qu'est-ce qu'un secrétaire d'Etat ? Comment mener à bien ma mission ? A 2 heures du matin, nous parlons toujours.

Le lendemain, 31 janvier, retour à Toul pour récupérer quelques affaires et trier des photos qui doivent figurer dans mon livre *Pour une parcelle de gloire*. Le téléphone sonne. J'entends mon interlocuteur me dire : « Mes respects, Monsieur le Ministre. » Ce sont les journalistes parisiens, ma nomination vient d'être annoncée. Pendant quarante-huit heures, le téléphone ne cessera de sonner, reporters, mais aussi proches me félicitant, ou encore Chirac, alors Premier ministre, qui me souhaite la bienvenue dans son gouvernement et Chaban-Delmas qui se rappelle à mon bon souvenir.

Retour à Paris avec Gaby pour nous rendre au dîner intime donné par Yvon Bourges, mon ministre. Je ne le connais pas vraiment. Je n'ai fait que l'entrevoir à Dakar quand il était secrétaire d'Etat à la Coopération. Il parle sans arrêt, lit et relit le discours qu'il doit prononcer le lendemain au gratin des officiers généraux des trois armées... Rodé aux postes ministériels, il ne perd pas son temps. Son laïus est très bien, mais ce n'est pas le langage du cœur, si peu payant en politique. Le lendemain, il me faut rejoindre Bordeaux pour prendre mes affaires et régler certains problèmes. Adieux en coup de vent à ma merveilleuse équipe, au préfet Doustin puis de nouveau journalistes, radios locales. Entasser les affaires dans les cantines. Régler en quelques minutes un planning de quarante-huit heures. Songer aussi à Marie-France, qui travaille dans une pharmacie de Bordeaux, logée avec nous dans notre magnifique résidence. Mon équipe me garantit qu'elle va s'occuper de tout ça. Fin de journée, le Mystère 20 m'attend sur

le terrain de Mérignac. Un détachement de l'armée de l'air me rend les honneurs. Le général Blanc, commandant la Région aérienne, parfait camarade, me dit : « Mon général, l'armée compte sur vous. » Toute mon équipe est là. Mon chef d'état-major, le colonel para Combette, décide de me suivre. Il veut continuer à travailler avec moi. O.K., je ne démarrerai pas seul cette nouvelle mission. Paris, direction le cercle militaire, place Saint-Augustin. Pour l'instant, je ne sais où m'installer et comment former mon cabinet.

Mon brain-trust

Dès le lendemain, un nouvel élément vient étoffer mon équipe. Le colonel Hovette, para d'Indochine et d'Algérie, mon chef d'état-major lorsque je commandais une brigade parachutiste, se pointe au cercle Saint-Augustin. « J'ai réussi à quitter mon commandement à Pau pour me mettre à votre disposition. » Combette, Hovette : deux parachutistes c'est bien, mais c'est suffisant. Nous partons reconnaître mon nouveau domaine au ministère de la Défense. Voir mes bureaux. Surprise, ils sont occupés ! Cela fait un semestre que le poste de secrétaire d'Etat est vacant. Depuis Achille Fould qui faisait équipe avec Galley. Les personnels du ministère ont profité de ce vide pour occuper le terrain. Là encore, il va falloir mettre de l'ordre. Ce n'est pas prioritaire. Pour l'instant, je dois former le plus rapidement possible mon équipe. Bourges n'a pas ce problème. Il n'a plus qu'à presser sur le bouton pour que toute sa boutique fonctionne.

Moi, c'est différent. Je n'ai eu que des P.-C. opérationnels et là, pour une fois, il faut que je choisisse. Je reçois de nombreuses candidatures de sous-préfets, de militaires, de civils. Tous veulent venir travailler avec moi. Il me faut trancher et composer une équipe. Pas trop nombreuse pour que nous soyons vraiment

unis. Interarmées, cela va de soi. Composée d'hommes faisant passer la France avant leur carrière.

Une semaine plus tard, l'affaire est bouclée.

Bourdin, contrôleur général des armées, devient mon directeur de cabinet. Je l'ai connu en 1954 quand j'étais instructeur à l'Ecole d'état-major. Discret, un peu timide mais très au courant des ambiances ministérielles et très compétent en de nombreux domaines... Il reste un de mes plus fidèles amis.

Garonne, un civil qui travaille au ministère, aura en charge toutes les questions administratives : budget, revalorisation de la condition militaire. Garçon charmant, séduisant, toujours tiré à quatre épingles et possédant un remarquable esprit d'équipe.

Combette, avec lequel j'ai l'habitude de travailler, s'occupera des missions délicates. Il est mon homme de confiance.

Hovette est chargé des relations avec la presse. Nouveau job pour ce colonel para auteur de plusieurs livres.

Il me faut aussi des représentants des deux autres armées. Le chef d'état-major de l'air, le général Grigaut, que j'apprécie beaucoup, m'affecte le colonel Gueguen. Pilote de chasse, breveté de l'Ecole de guerre, dynamique, efficace, rapide, très doué. D'emblée, il va se révéler un collaborateur exceptionnel.

Enfin, j'obtiens auprès de l'amiral Jouar Noulens, patron de la marine, le commandant Bonavita qui a été à lui seul mon 2e Bureau à Tananarive. Il a vécu avec moi la révolution malgache. Depuis, il a effectué son temps de commandement sur la *Galissonnière*. Officier supérieur de grande classe, très évolutif, très à l'aise dans notre époque. Il a conscience de ce qu'il peut faire pour rénover notre armée.

Le secrétariat s'étoffe lui aussi rapidement avec comme leader la capitaine France Gorny. Une fille sensationnelle ! Dix ans à l'Elysée avec de Gaulle et Foccart. Très au courant des problèmes politiques.

Connaît les hommes, les rouages. Très vite, elle va devenir une conseillère indispensable. Avec elle, Dominique, Carole, Christine, Chantal. Mes secrétaires sont toutes jolies, ce qui est agréable, particulièrement dévouées et d'une grande efficacité. Ce personnel féminin aura beaucoup à faire pour aider mon équipe, faire face aux milliers de lettres, filtrer les appels téléphoniques. Et participer, le sourire aux lèvres, à nos cross mensuels. Voilà donc mon brain-trust.

J'imprime très vite mon style à cette petite équipe. Réunion tous les matins à 8 h 30 où, cartes sur table, je la mets au courant de mes problèmes. Les six de mon brain-trust sont là, ainsi que mon aide de camp. Le capitaine parachutiste Lafourcade qui vient du 3e para, mon régiment en Algérie. Direct, spontané, sportif, disponible, il aura vite fait de se mettre dans l'ambiance. Il note mes rendez-vous, prépare mes déplacements, mon planning pour la semaine. Aucune faille. Pas de problème, l'intendance suit. Rapidement, il sera pour moi un jeune frère, m'accompagnant dans tous mes déplacements, surveillant ma santé, m'obligeant à prendre mes médicaments. Il faut que ma « pompe à huile » continue à fonctionner toujours aussi bien. Pour cela, j'entretiens ma condition physique. Tous les matins, à 6 heures, accompagné de Gaby, une heure de footing. Pendant ces dix-huit mois, il n'y aura pas un jour, dimanche compris, où je ne courrai pas. Sur notre trajet très vite connu, les lève-tôt parisiens, balayeurs, éboueurs, clochards nous donnent du « Bonjour, mon général ». La forme est bonne. Trois fois par semaine, 500 m de natation.

Cette forme, je veux la communiquer à mon équipe. Chaque mois, nous faisons un raid. Tout le ministère ou presque est là. Personnel civil et militaire. Généraux et appelés du contingent. D'autres personnes, d'autres ministères vont bientôt nous rejoindre. Ils suivront, courront avec moi partout. Dans la neige, la boue, la caillasse et ce sur plus de 15 km. Qui a

dit que les fonctionnaires étaient des ronds-de-cuir ? En fait, sport et travail sont mêlés. En effet, chaque mois, nous courons dans un secteur différent de la région parisienne. A la fin de tous ces raids, nous sommes accueillis par une unité. Les chefs de corps, les directeurs d'établissement, sont heureux de nous recevoir. A moi et à la centaine de personnes qui m'accompagnent, ils exposent leur organisation, leurs missions, le moral de leurs unités. Cette formule me permet d'inspecter dans la décontraction. Puis nous prenons un repas en commun. Un sous-officier à ma gauche, une jolie fille à ma droite. Au dessert, laïus d'un quart d'heure pour les remercier, les encourager, les mettre au courant de notre progression. Nous passons parfois à la télévision et sommes souvent suivis par des journalistes.

Vive la presse !

Pour l'instant, Hovette a de quoi s'occuper. La presse nous assaille de toute part. Sur tous les kiosques, de grandes affiches en couleurs avec ma photo. Pareil sur les couvertures de *Paris-Match*, du *Point*... Ma nomination fait du bruit et étouffe celle des autres ministres, dont Bourges qui doit avaler la pilule. Je vais finir par avoir les chevilles enflées. Pour cela, merci, président Giscard. Les journaux tirent selon leur orientation, mais dans l'ensemble ils sont plutôt chics avec moi. Ils l'ont toujours été et j'ai un certain respect pour les journalistes. Beaucoup d'entre eux n'ont pas hésité à nous suivre, mes gars et moi, durant les guerres. Même dans les coups les plus durs. Ils avaient du cran. Et puis, c'est grâce à la presse que je suis devenu ce que je suis aujourd'hui. C'est elle qui m'a permis de toujours faire ce que je voulais, de suivre mes propres règles, de faire mes guerres et mes paix. Sans elle, l'état-major m'aurait cassé plus tôt et pour toujours. C'est à partir de la retraite de Tulé, en

1952, que mon nom a commencé à être propulsé dans toutes les colonnes. On cherche à m'interviewer, des articles me sont consacrés. Non seulement par des journalistes, mais aussi par des écrivains, des grands. Souvent, ce sont eux qui m'ont le mieux pigé, qui ont bien vu comment je faisais marcher mes hommes, qui ont compris mes méthodes. Jules Roy me consacre un long papier dans la *Revue de Paris*. Il évoque avec talent « La retraite des Mille ». Puis Joseph Kessel vient me voir en Algérie, juste quelques mois après mon arrivée. C'est peut-être lui qui m'a le mieux compris :

> Je dis encore ce souvenir à Bigeard. Mais cette fois, il tressaillit. En effet, quand Mermoz s'était abîmé dans l'Atlantique, Bigeard avait atteint déjà l'âge d'homme. Il connaissait la vie et les figures épiques. Et il murmura doucement, respectueusement :
> « Ah, Mermoz, lui aussi... »
> Il me sembla qu'un lien invisible, singulier, se nouait en cet instant.
> Je dis comme malgré moi :
> « Vous savez, Mermoz détestait la guerre. »
> Bigeard me considéra de son regard bleu sourd, magnétique.
> « Et vous croyez, demanda-t-il, que nous l'aimons ? »

J'aime aussi les journalistes pour leur cran, leur courage, comme ceux qui étaient avec nous à Diên Biên Phu. Ils étaient plus reporters, filmaient pour l'armée. Mais ils faisaient le même métier. Je me souviens particulièrement de Schoendoerffer. Après mon évasion ratée des camps viets, je me suis retrouvé attaché avec lui, dos à dos pendant quatre jours. Lui aussi avait essayé de s'échapper. Quatre jours comme ça. Pas pratique pour manger, boire, se déplacer, faire ses besoins. Mais ça crée des liens. C'est pour ça que je ne leur en ai jamais voulu de leurs indiscrétions. Ma traversée du désert pendant dix ans, c'est un

peu leur faute. Mes chefs n'ont pas accepté que tout le monde puisse lire ce que je pensais d'eux, de la situation en Algérie. Malgré cela, les journalistes restent de chics gars. Pour l'instant, ils me gâtent et posent les bonnes questions, font les bonnes remarques. Un papier, au hasard : « Bigeard sera-t-il encore Bigeard ? » avec comme conclusion :

> Cela dit, il reste à Bigeard à nous prouver, au poste ministériel qu'il occupe, qu'il est et reste Bigeard. A cette épreuve, il risque gros. Il risque de ternir, dans la jungle politique, son image historique de chef de guerre de classe exceptionnelle. Le seul qui aurait eu, en 1957, la capacité de faire de l'armée française une armée opérationnelle.

Georges Suffert titre dans *Le Point* : « Bizarre Bigeard ».

Lartéguy écrit un long article : « Quand mon centurion devient ministre ». Les journalistes font leur métier. Dans notre pays, on a la chance de connaître la liberté de la presse.

A marche forcée dans la jungle

Il ne s'agit pas de se contenter de parler à droite et à gauche. J'ai une mission à accomplir et j'ai bien l'intention de la mener à bien. Je me suis assez souvent plaint de la manière dont fonctionnait notre armée pour ne pas hésiter à la réformer maintenant que j'en ai la possibilité. Un ancien deuxième classe, un soldat du rang à la tête des armées ou presque, voilà qui fait pâlir certains, les rend prêts à entraver ma progression. Mais tous ces généraux qui risquent de s'inquiéter, cela me laisse indifférent car l'expérience acquise dans le sang et la sueur, les responsabilités que j'ai pu assumer dans des commandements très différents me rendent tout à fait apte à exercer

ces nouvelles responsabilités. Si je me retrouve « Monsieur le ministre », tant pis pour eux. J'ai de très bons amis parmi les généraux mais seulement chez les vrais, les opérationnels, ceux qui ont su répondre présent et payer de leur personne. Je reconnais effectivement avoir peu d'amis parmi les carriéristes, ceux qui disent : pas de remous, pas d'ennuis, contentons-nous de bien sentir d'où vient le vent. Heureusement, c'est une race qui disparaît et on constate actuellement une nette évolution. Le but est bien de nommer aux vrais postes à responsabilités ceux qui les aiment, les recherchent. Ce qu'il faut, c'est détecter les de Lattre, les Leclerc, les gabarits Rommel ou Guderian. C'est-à-dire les vrais chefs qui sauraient faire face si cela se révélait nécessaire. Il faut reconnaître qu'en temps de paix, ce n'est pas toujours facile.

Ce n'est pas grave car ce qui importe c'est la paix.

Enfin, ma mission d'abord. Très vite, je m'aperçois que les choses ne sont pas si simples. Mon poste est délicat et je suis loin d'avoir les coudées franches. Il y a en effet au-dessus de moi mon ministre puis le Premier ministre et surtout le président de la République, chef de toutes les armées. Le jeu est donc faussé dès le départ. Pour l'opinion publique, pour ceux qui espèrent un renouveau, le raisonnement est le suivant : si Giscard met Bigeard à ce poste, c'est pour que les choses changent, pour que l'armée reprenne confiance. Pas évident. Les tactiques de la jungle sont parfois plus tordues que celles de la brousse. Mais peu importe, j'ai une mission à remplir, je ferai mon maximum. Tant pis si je découvre après que c'était une mission suicide. Pour l'instant, il faut avancer.

Premier objectif : réunir au plus vite les chefs des armées terre-air-mer-gendarmerie, tous les généraux et amiraux pour leur dire où nous allons et comment nous y allons. Redonner l'impression à l'armée qu'on s'occupe d'elle. Qu'en haut, on sait ce que l'on attend

d'elle. Le 15 février, à peine deux semaines après ma nomination, la réunion a lieu. On sent que les chefs commencent déjà à reprendre confiance. Nous sommes sur la même longueur d'onde. Ces premières semaines de secrétariat d'Etat avec Bourges sont correctes. Nous mettons au point les mesures à prendre : prêt au soldat, revalorisation de la condition militaire, attribution des postes à responsabilités aux généraux les plus capables, les plus à même de réussir auprès des jeunes.

Je vois fréquemment le général Maurin, chef d'état-major des armées. Le général de Boissieu me rend aussi de fréquentes visites avant son départ en retraite. Même eux me flanquent du « Monsieur le ministre ». Il m'arrive de sourire mais sans jamais me prendre au sérieux et en restant toujours très déférent envers ceux qui hier encore étaient mes supérieurs hiérarchiques. D'ex-saute-ruisseau, je me trouve au sommet. Mais dans un poste qui ne me convient pas très bien. Je ne peux agir comme je le veux. N'étant pas le premier, je ne peux imposer mon style. Il vaut ce qu'il vaut mais il a fait ses preuves.

C'est dans ce rythme endiablé que sort mon livre *Pour une parcelle de gloire*. C'est un vrai succès. Et un surcroît de travail. Les samedis et les dimanches à dédicacer des exemplaires. Les lettres d'admirateurs, de félicitations auxquelles il faut que je réponde. Des jeunes de seize ans, des anciens de 14-18, des femmes, des paras anciens ou tout neufs m'écrivent. Il y a des centaines de milliers de lettres, toutes chaleureuses et émouvantes.

Une femme écrit :

> J'ai eu dix-sept ans le 7 mai 1954, date de la chute de Diên Biên Phu. Depuis, j'ai toujours aimé cette armée, j'ai depuis longtemps votre livre *Aucune bête au monde* et je viens de lire « à marche forcée » *Pour*

une parcelle de gloire, talonnée par mon mari et par mon fils, et je voulais vous dire :
CHIC à la France
CHIC à l'armée
CHIC à Bigeard.

Un professeur de français âgé de quatre-vingt-cinq ans :

Merci, mon général, quel bain de jouvence ! J'ai maintenant cinquante ans et non quatre-vingt-cinq moralement ; c'est extraordinaire... mais au point de vue français, je vous mettrai la moyenne.

Le commandant Botella, vétéran parachutiste de la campagne de France, qui a quitté l'armée au moment de l'O.A.S. :

J'ai bien sûr lu ton livre et eu la fierté de voir mon nom cité. L'orgueil de ma carrière para est d'avoir été du nombre de tes compagnons. J'ai admiré la sérénité avec laquelle tu parles de ceux, nombreux, qui voulaient avoir ta peau. Pour moi comme pour tous tes fidèles, tu resteras Bruno et aucun titre, aucune formule ne pourront rien ajouter à l'image que nous conservons de Bruno.

Dans l'ambiance actuelle, c'est un précieux réconfort pour moi. Mourousi sur TF1, les journalistes parisiens et provinciaux sont tous extrêmement bienveillants envers ce livre. Allons bon, je vais pouvoir meubler ma villa avec mes droits d'auteur.

Mais le ministère reste prioritaire. Les réunions succèdent aux réunions, une sélection de six visiteurs par jour, agitation permanente, déjeuners, cocktails obligatoires. J'ai parfois l'impression d'étouffer, de piétiner : bureau, appartement, avion, réception. Néanmoins, la revalorisation de la condition militaire avance, un nouveau règlement de discipline générale

est en route, les chefs ont des consignes. Yvon Bourges travaille dur, il aime rassembler beaucoup de monde autour de lui, cela ressemble parfois aux réunions électorales. C'est un pur politique mais il est très doué, efficace et très manœuvrier.

Si, pêle-mêle, j'ai mélangé ces deux premiers mois d'intense activité ministérielle, c'est pour montrer qu'en fait je me suis jeté à l'eau dans un monde nouveau où il fallait vraiment partir de zéro, sans grands moyens à ma disposition. Dans une ambiance où il était difficile de travailler dans l'ombre, loin du bruit, loin de cette fébrilité qui règne dans les ministères.

Un monde à part

Mars 1975. Deux mois que je suis au gouvernement, mes premiers pas dans la jungle. Un monde bien différent de celui de la brousse. J'ai troqué le commandement pour une parcelle de pouvoir. En fait, on n'agit vraiment sur rien. Dans la brousse, en Indochine, je commandais mes hommes, je montais mon embuscade puis faisais un bilan. Tués, blessés chez l'ennemi, dans nos rangs. On mesurait son action. Ici, rien à voir. L'impression de patiner, de faire du surplace. On s'agite mais rien ne bouge.

Ma position est encore plus inconfortable. Je ne suis que secrétaire d'Etat. Au-dessus de moi, le ministre. Bourges, véritable professionnel, tient à conserver l'ensemble de la boutique sous sa coupe. Je le comprends, il ne veut pas être débordé. J'agirais peut-être de même à sa place et j'imagine que, souvent, ma présence doit le gêner. Mais ça ne change rien. Je n'aime pas être second.

La marche continue. Toujours plus vite. Rythme commando maintenant. Je m'enfonce plus profondément dans la jungle. C'est avec Bourges que j'atteins un de ces camps retranchés. Nous allons nous expli-

quer à l'Assemblée nationale devant la commission de Défense nationale et au Sénat face à la commission des Finances. Je découvre des députés, des sénateurs très pénétrés de nos problèmes. Dans ce milieu, j'ai l'impression de nouer de vraies amitiés. Plus tard, comme député, je retrouverai des figures connues et appréciées.

Je fais mon premier exposé à l'Assemblée nationale, au groupe Réflexion et Proposition présidé par Hector Rolland. Une des figures de l'Assemblée, le verbe haut, la critique souvent pleine de bon sens et d'humour. En tout, une quarantaine de députés sont présents. J'expose mon point de vue. Comme d'habitude, je dis ce que j'ai sur le cœur, avec mes mots. La situation matérielle des armées est critique. On n'a pas assez de moyens. J'en choque certains, la plupart apprécient. Je rétorque à un député P.S. qui m'attaque : « Camarade du Parti socialiste, pour dégraisser l'administration centrale, il faudrait réquisitionner les Khmers rouges... » A la fin, je suis chaleureusement applaudi. Rolland adressera une lettre au président de la République en précisant que si le budget des armées n'obtient pas telle somme, son équipe ne le votera pas. Un argument toujours efficace chez les politiques. Mon premier débat à l'Assemblée s'est plutôt bien passé. Beaucoup d'autres vont suivre.

Le rythme d'enfer se poursuit. Toujours des réunions, plusieurs fois par semaine, sous la présidence de Bourges. Elles durent parfois quatre ou cinq heures. Mise au point du budget, revalorisation de la condition militaire.

Beaucoup de mondanités aussi. Grand gala de l'Opéra en l'honneur du président de la République fédérale allemande. Un autre gala à l'Ecole militaire, puis à la Conciergerie. Toujours en grande tenue, avec queue-de-pie et col cassé, je regrette bien souvent ma tenue camouflée et les djebels où le terrain était moins glissant. Déjeuners, dîners dans diverses ambassades,

cocktails, questions-réponses avec la presse étrangère aux Champs-Elysées où je suis l'invité d'honneur.

J'ai besoin de m'aérer, voir les troupes, leur parler, les écouter, les rassurer. Visites des unités terre-air-mer-gendarmerie-services de santé pour découvrir leurs problèmes et sentir leur moral. Visites des hôpitaux de Bercy et de Bégin. Excellente ambiance, toubibs militaires de grande classe, disponibles, désintéressés. Visite en 5e Région à Lyon commandée par le général d'armée Thenoz. Ancien du secrétariat particulier de Pompidou, on a parlé de lui pour succéder au général Maurin à la tête de nos armées... Solide, sportif, excellent montagnard. Thenoz était un de mes supérieurs il y a encore cinq mois. J'ai beaucoup d'estime pour lui. Il est un de ceux qui ont joué le jeu. Il me reçoit amicalement, heureux de ma visite. Nous rejoignons en hélicoptère ses chasseurs alpins en manœuvre dans les Alpes. Le cadre est grandiose. Retour à Paris en Mystère 20. J'ai pleinement savouré cette journée d'évasion qui m'a permis de reprendre contact avec un vrai patron.

Mai déjà. Trois mois au gouvernement, l'armée va un peu mieux, les choses avancent, les objectifs sont fixés, un planning est établi et nous savons où nous allons. Mais comme il ferait bon vivre dans la nature ! Durant toutes ces décennies, c'est au milieu d'elle que je me battais. Pourtant, je n'ai fait que l'apercevoir, je n'avais pas le temps de regarder. Voir fleurir les arbres au printemps, se promener dans les bois par un bel automne. La vie m'a projeté sous d'autres cieux et, depuis de longues années, je n'ai guère eu l'occasion de souffler. Mai 1975, le rythme intense se poursuit. Visites toujours aussi nombreuses, multiples réunions sur la réorganisation de l'armée de terre. La rendre plus souple, plus mobile et n'en faire qu'un seul bloc. Revaloriser aussi les forces du territoire. Apprendre à défendre sa maison, son village, sa ville. De nouveau, réunion des généraux commandant les

régions militaires terre-air-mer et les préfets maritimes. Vérifier une nouvelle fois que nous sommes toujours bien sur la même longueur d'onde.

7 mai 1975. Il y a vingt et un ans déjà, c'était la chute de Diên Biên Phu. Suivie de cette courte mais terrible captivité de quatre mois où 8 000 de mes camarades s'éteindront. Les Viets nous laissaient crever de faim. Diên Biên Phu. Par la pensée, j'y suis encore. Mais je dois continuer. Ce combat de rénovation de l'armée, je le mène aussi pour eux, morts là-bas. Tournées à travers la France. Le courant passe. Nous sommes sur la bonne voie. Cette armée, cette France ne demandent qu'à vibrer, à croire... Giscard place l'armée dans une de ses priorités. Il préside une magnifique prise d'armes à Mourmelon. Elle est retransmise à la télévision. C'est bien. Il faut que l'armée sache tout l'intérêt que les politiques lui portent.

Le 31 mai, retour dans mon cher Sud-Ouest pour y présider le Congrès des officiers et sous-officiers de l'armée de l'air. Ils sont plus de 2 000, venus de tous les coins de France. Là encore, accueil très chaleureux, applaudissements.

Malgré cela, je trouve que nous n'allons pas assez vite. En Indochine, je montais une attaque en quelques minutes. Ici, il faut des jours simplement pour se dire qu'on va se rencontrer. Et toujours le même problème, pas d'objectif assez clair. J'estime que nous travaillons d'une façon décousue. J'en ai ras-le-bol. Si j'avais joué ce jeu pendant la guerre, j'aurais conduit les jeunes paras à la catastrophe.

La jungle ne me plaît pas. Pas possible d'y avancer à son aise. Les activités sont si nombreuses et si souvent inutiles que l'on n'a aucun moment pour prendre du recul, pour réfléchir. Quand j'étais en opérations dans la brousse, après les coups, je prenais toujours quelques minutes pour penser à ce qui venait de se passer : comment éviter les pertes ? comment faire

mieux la prochaine fois ? Même dans le djebel, sur le terrain, je prenais le temps d'écrire. *Aucune bête au monde*, *La Piste sans fin*, *Contre-Guérilla*, les trois ont été écrits en opérations. La vie était autrement plus dangereuse, plus remplie, plus intense. Et puis, il y a toutes les escarmouches auxquelles je ne suis pas encore habitué.

Bourges me fait aménager un magnifique appartement aux Invalides. Je suis loin de ma paillote à Bandia au Sénégal en 1942. Immédiatement, *Le Canard enchaîné* publie un article : « Bigeard crapahute maintenant dans la soie ». Sacré *Canard*. En fait, je n'occuperai jamais cette superbe demeure. Mais l'attaque porte. A cette époque, je suis encore peu habitué à ces titres à sensation. Dans cette jungle, l'ambition règne. Cœur et fidélité sont des mots qui n'y ont pas de sens. Je m'y sens mal à l'aise.

Un article de Montvalon dans *Le Point* se termine ainsi :

> Alors Bigeard, nouveau champion de la droite ? Successeur de Jean Royer ? L'intéressé s'en défend. En soulignant, par exemple, qu'il n'a pas la moindre ambition politique. Mais son courrier le prouve, même à son corps défendant, le secrétaire d'Etat mobilise un mélange de rancunes, de lâchetés et aussi la recherche d'une certaine noblesse. Bref, ce qui fait les démocraties fortes et parfois les fascismes. Un phénomène qui dépasse de loin sa personne.

Si j'avais été un vrai politique, j'aurais pu profiter de cet engouement. De même vingt ans plus tôt en Algérie, quand les gens descendaient dans la rue avec des pancartes « Bigeard à Paris – Bigeard au pouvoir ». J'ai toujours refusé. Je me contente de crier ma vérité avec ma conscience, sans aucune ambition. La France passe avant tout. Après quelques mois au gouvernement, j'en ai marre.

Je demande un entretien au président de la République. Avec sa haute stature, son élégance, sa distinction que j'envie, il me reçoit avec sympathie. Je lui exprime ma pensée : « Monsieur le Président, ne pouvant aller plus loin, je considère ma mission terminée. »

Le président m'écoute attentivement puis me parle. Beaucoup a déjà été fait en quatre mois et, en politique, rien ne va aussi vite qu'on le voudrait. Il me convainc. Je resterai donc au gouvernement. Je continuerai à me déplacer, à regonfler les troupes, à me battre contre les agitateurs, ceux qui ne me font pas de cadeaux mais qui, à mes yeux, ne représentent qu'une minorité.

Devant mon ministre, au hit-parade politique

Je commence par aller faire ma visite de politesse au président Edgar Faure. On est en juin et je ne l'ai toujours pas vu. J'arrive en m'excusant de cette impolitesse. Avec beaucoup de gentillesse, il saura me dire les mots qu'il faut. En le regardant, je pense qu'il est normal que sa souplesse, son habileté lui aient permis de durer à travers de nombreuses tempêtes et de se retrouver, à son âge, égal à lui-même et encore président de l'Assemblée nationale, ce qui confère une notoriété évidente et une vie de grand seigneur. Il m'offre une cigarette. Je refuse en lui expliquant que je ne fume que la pipe et que, par politesse, je n'ai pas emporté la mienne. « Allez-y, si vous le permettez, je vous en offre une fabriquée dans mon pays. » Je fume donc la pipe d'Edgar. Il a su garder une grande simplicité.

Toujours courant juin, deux nouveaux Conseils de la défense à l'Elysée sous l'autorité de notre président. A chaque fois, j'admire sa connaissance des dossiers

et son esprit de synthèse. Je continue à me déplacer au maximum à travers toute la France.

Les cérémonies du 14 Juillet. Défilés militaires à la caserne de Vincennes. A un certain moment, le président de la République me demande de venir à côté de lui. Je revois avec émotion défiler mon 3e régiment para d'Algérie. A sa tête, le colonel Datin, un de mes anciens lieutenants. Puis les Champs-Elysées. Dans les tribunes, en civil, au milieu des quarante-trois membres du gouvernement, je songe au 14 juillet 1957 où, avec Massu, nous défilions à la tête de la 10e division parachutiste. A cette époque, tous les Parisiens nous applaudissaient. Les journaux titraient : « 300 000 Parisiens applaudissent Bigeard ». Je regrette ma tenue camouflée et cette période où, colonel à la tête de mon régiment, j'étais certainement plus heureux qu'aujourd'hui, coincé dans ces tribunes, habillé en clerc de notaire.

Vite, le rythme infernal reprend. Juillet... août... septembre. Ces beaux mois d'été pourraient être un peu moins agités, mais il n'en sera rien et une activité intense va se poursuivre. Mois menés tambour battant.

A la rentrée, nous avons droit au hit-parade des ministres dans *L'Aurore*. Numéro cinq sur quarante-trois ministres et secrétaires d'Etat. Devant moi, seulement quelques grandes stars de la politique : Lecanuet, Poniatowski, Fourcade... J'ai beau ne pas faire partie de la jungle, mon succès est éclatant. Mon ministre, Yvon Bourges, n'est que dix-huitième. Je souris alors que je ne suis qu'un sous-ministre avec un demi-portefeuille et que je suis « balisé » dans un cadre qui n'est pas le mien et où jamais je ne me sentirai à l'aise. Je dois bien gêner Bourges. Début septembre, il est radioscopé par Jacques Chancel :

– Depuis que vous êtes ministre de la Défense, avez-vous l'impression que l'armée a déjà changé ?

– D'abord je ne suis pas seul ministre de la Défense, j'ai un secrétaire d'Etat que vous connaissez bien.
– Le général Bigeard.
– Oui, le général Bigeard qui est un homme assez exceptionnel.
– Vous n'êtes pas un peu agacé par sa gloire ?
– Pas du tout ! Le général Bigeard, en effet, a un nom, un prestige et un passé qu'il mérite d'ailleurs tout à fait, et j'en suis heureux. Non, si quelqu'un bénéficie dans notre équipe d'un concours, c'est moi. Je profite de son expérience, de ses connaissances et de son intuition, qui est fort grande. Son mérite est évident car vous savez, être secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense n'est certainement pas, pour un homme comme lui, la position la plus facile. Vous connaissez aussi sa très grande loyauté, sa simplicité, sa gentillesse et nous travaillons tout à fait la main dans la main.

Là comme en bien d'autres occasions, Bourges sera d'une correction parfaite à mon égard. Mais jamais il ne voudra me laisser des responsabilités bien définies. « Mon cher ami, nous faisons tout ensemble. » Elevons le débat. Bourges est un bon ministre, un grand monsieur, doué d'une énorme puissance de travail. Sans rien connaître de l'armée au départ, il a rapidement pigé ce qu'il fallait faire et surtout ne pas faire. Tacticien habile, il sait présider une séance, faire parler les participants et sentir la décision qu'il faut prendre. A l'Assemblée nationale, au Sénat, il sait faire face, répondre aux questions fusant de toute part. Il ne vit que pour sa mission et sa mairie. Il adore sa famille. M. Bourges, j'ai une profonde estime pour vous et beaucoup d'affection pour votre famille.

La tournée des popotes

Fin septembre, neuf mois après notre arrivée, l'armée va incontestablement mieux, les cadres reprennent confiance, l'opinion dans son ensemble est redevenue favorable à l'armée. Le président de la République nous a bien aidés. Bourges et moi faisons, tout compte fait, bon ménage. Autour de moi, c'est l'équipe de « copains » où nous jouons cartes sur table. L'important est d'aller voir le plus d'unités possible, leur montrer qu'ils sont épaulés. Pour eux, je suis le général et non le ministre. Les heures en avion, en hélicoptère, s'accumulent. Partout il faut parler, faire vibrer notre armée et les civils qui sont souvent là eux aussi. En août, je suis retourné à la 11e division para, voir mon copain le général Le Borgne. J'avais envie de sauter. Aussitôt dit, aussitôt fait. Largage en mer sous une pluie battante. Oui, je suis heureux de retrouver les jeunes paras et leur montrer que le vieux Bruno est encore avec eux. Chez eux, pas de problème de moral qui flanche. Ce sont les troupes d'élite, des hommes d'acier. Pas d'inquiétude à avoir. La tournée continue.

Inspection des forces françaises en Allemagne : prises d'armes, défilés, remises de décorations, discours, conférences de presse. Sur cette visite s'enchaînera la présidence du Congrès des médaillés militaires à Baden-Baden. Cérémonie au cours de laquelle leur président me remettra la médaille militaire en or. Repas, discours où ces merveilleux anciens combattants m'applaudiront à tout rompre en scandant « Vive Bigeard ».

Visite à l'Ecole navale de Brest afin de présider la cérémonie de présentation au drapeau des promotions 1975 de l'Ecole navale et de l'Ecole militaire de la flotte. Cadre magnifique. Accueil de grand style comme savent le faire nos marins.

Un autre soir, je parle à quelque 250 officiers de réserve de l'Ecole polytechnique. Accueil spontané,

applaudissements nourris qui m'aident bien dans ma tâche. J'appréhende parfois un peu ces meetings, moi le fils de cheminot. Mais à chaque fois, ça se passe 5 sur 5.

Octobre. Discussion du budget des armées à l'Assemblée nationale. Je monte à la tribune comme à l'assaut. Je finis mon intervention par « Votez le budget, en râlant peut-être, mais votez-le tout de même... » Michel Debré le votera en râlant. Peu importe. Nos crédits sont de nouveau en hausse.

Il reste novembre et décembre 1975 à avaler pour boucler cette année menée au sprint malgré ma « pompe à huile ». Elle fonctionne à peu près correctement grâce au professeur Hildenbrann du Val-de-Grâce. Je suis allé le voir trois ou quatre fois pour faire le point sur ma machine. Il estime qu'en surveillant de près et en suivant strictement le traitement, je peux me maintenir au même rythme. Pas de problème, je prends mes pilules quand il le faut. Mon aide de camp n'oublie jamais de me le rappeler.

Début novembre, mon admirable colonel Gueguen, notre aviateur, m'a préparé une visite à la base de Toul. Vol en Jaguar avec ravitaillement en l'air.

Cérémonies du 11 Novembre. Matin à l'Etoile sous l'Arc de Triomphe. Après-midi présidant cette même cérémonie au carrefour de Rethondes en forêt de Compiègne. Comme d'habitude, mon équipe a bien fait son boulot et m'a préparé un petit laïus. Mais comme d'habitude aussi, je laisse le papier plié en quatre dans ma poche. Je préfère mes mots qui viennent droit du cœur. Ma conclusion :

> Je nous abjure, des plus anciens aux plus jeunes, de nous montrer chaque jour plus résolus, chaque jour plus fraternels, chaque jour plus responsables. Car nous le savons tous, ce n'est qu'au prix d'un civisme retrouvé, de l'attachement résolu aux valeurs traditionnelles que nous léguerons à nos enfants une

France où il fait bon vivre. Je salue nos jeunes en leur disant tout l'espoir et toute la confiance que je place en eux pour que vive la France et vive la liberté.

Quelques jours plus tard, je me rends à Caen pour visiter notre école interarmées de personnels féminins. Plus de 300 jeunes filles m'attendent, remarquablement alignées. Leur chef, le commandant féminin Delpesch, me les présente. Minutes réconfortantes qui sentent bon la France, le patriotisme, la disponibilité de ces filles âgées en moyenne de dix-huit ans.

Toutes ces visites à l'extérieur me dopent et je rejoins Paris regonflé. Mais pour retomber dans la politique. Vais parler à l'Institut des hautes études de la défense nationale dirigé par mon camarade le général Etcheverry, qui vient de sortir son pamphlet *Lettre ouverte à ceux qui la ferment*. Etcheverry, un général de classe exceptionnelle, au franc-parler. Il fait partie de ces non-carriéristes que j'affectionne. Exposé sans fioritures, très applaudi par un auditoire a priori difficile.

Retour à la 11e division para à Pau pour assister à la prise d'armes d'adieu du général Le Borgne. Il quitte son commandement pour prendre de nouvelles et hautes fonctions. Défilé impeccable des unités de cette magnifique 11e division. Pas de changement par rapport à ceux qui couraient avec moi dans le djebel. Le Borgne quitte ses paras le cœur gros. J'ai connu ça. Là aussi, un vrai général qui a payé de sa personne.

Décembre est aussi très agité. Plongée à bord du sous-marin *Flore* au large des îles d'Hyères et déjeuner à bord. Chaude ambiance qui me rappelle un peu celle des paras. Cadres et hommes sont en effet soumis aux mêmes risques. A 300 m de plongée, on me baptise. Un grand verre d'eau salée à avaler. Pas particulièrement agréable. Le lendemain, départ pour Marseille où je dois retrouver Mark Linski. Magnifi-

que athlète et merveilleux navigateur qui est venu me voir à Paris. Il m'a demandé d'inaugurer sur le *Pen Duick III* le premier stage de haute mer pour huit jeunes appelés qui vont voguer vers les Baléares. En quelques jours, ils auront attrapé le virus.

Puis retour à Paris, ses servitudes, son rythme, ses interviews, ses dîners, cocktails, débats à l'Assemblée nationale. Déjà la fin de l'année. Quarante-huit heures de repos à Toul avant de rejoindre Paris le 2 janvier, afin d'être présent aux vœux du gouvernement à notre président. J'arrive avec des boutons de fièvre sur le visage. J'ai 41° de fièvre et tiens à peine debout. Le toubib m'a ordonné quinze jours au lit suivis d'une convalescence. Bien faiblard, il me faut pourtant continuer, ma carcasse en a vu d'autres. Les activités se poursuivent, facilitées par ce merveilleux Mystère 20 qui vous trimbale à vitesse grand V à travers la France, sans aucune fatigue : Chambéry, visite à mes amis les aviateurs. Saint-Maixent, notre Ecole nationale de sous-officiers d'active dont j'ai confié le commandement au colonel para Lemaire. Classe exceptionnelle, le sens de l'humain. Il réussit admirablement à former dans le style « 1976 » nos futurs sous-officiers, la cheville ouvrière de nos unités.

Fin janvier, de nouveau Toulon. Vol en hélico pour rejoindre le porte-avions *Clemenceau*. L'amiral me fait faire un catapultage et un appontage à bord d'un avion Alizé. Suis heureux de passer une journée au milieu de nos marins. Avant de rejoindre Toulon, je m'adresse par radio aux quelques milliers d'hommes à bord pour les remercier de leur chic accueil, leur dresser un bilan de la situation et leur parler de la contestation.

Même si les choses se sont nettement améliorées dans l'armée, il reste encore quelques agitateurs. En septembre 1974, à peu près 200 appelés manifestaient dans les rues de Perpignan. Puis ça s'était calmé, mais la subversion gauchiste continuait. Un peu plus d'un an après, au mois de novembre, on peut voir les ravages de cette agitation. A Besançon, une section syndicale est montée par des appelés en collaboration avec la C.F.D.T. Cette affaire fait grand bruit et les journalistes braquent leurs projecteurs sur ce problème. Cela m'agace un peu.

Primo. Ces gens-là ne sont qu'une toute petite minorité. Les comités de soldats révolutionnaires ne sont le fait que de quelques agités. L'ampleur massive donnée à leur action par les moyens d'information est sans rapport avec les troupes dont ils disposent. D'ailleurs rapidement, tous les partis politiques y compris le Parti communiste sont contre cette forme d'action. Ces soldats révolutionnaires ne représentent pas la jeunesse. Dans l'ensemble, je fais confiance aux jeunes de France. Ils sont sains, évolués et représentent l'avenir. Mes visites, mes réunions, mes meetings, mon courrier me le prouvent.

Secundo. Je suis résolument hostile à ce genre de manifestations et il faut tout de même prendre garde à ces mouvements qui veulent casser l'armée. L'armée, c'est la nation et attaquer cette armée c'est attaquer la démocratie. Je trouve leur attitude inconvenante. D'abord, ce qu'on demande aujourd'hui aux appelés n'a plus rien à voir avec ce que l'on exigeait d'eux il y a encore quelques années. Combien de ces jeunes gars ont-ils frôlé la mort, comme ceux d'Algérie par exemple ? Ensuite, il ne faut pas oublier que souvent c'est l'armée qui a sauvé la France. Son honneur et ses libertés. En 1944 qui, si ce n'est le général de Gaulle, a permis à notre pays de retrouver son rang après la victoire sur les Allemands ? Toute cette

affaire est difficilement supportable. C'est oublier les sacrifices faits par nombre de nos soldats pour la liberté et surtout oublier qu'à quelques centaines de kilomètres de la France existent de nombreux pays totalitaires, sans la moindre liberté. L'armée est nécessaire pour échapper à ce triste sort dans lequel sont tombés plusieurs pays, pourtant valeureux, comme la Pologne.

C'est tout cela que je dis aux marins du *Clemenceau*. Je le dis d'autant plus librement que la contestation a nettement diminué et que l'armée est en pleine rénovation. L'agitation commence à faire partie du passé. Ce ne sont pas les 0,92 % qui ont voté pour Krivine ou ceux qui ont voté pour la charmante Arlette Laguillier qui doivent vous faire baisser les bras. J'ajoute sous forme de boutade et sans aucune méchanceté de ma part : « Mlle Laguillier, il faut la marier à un para ou à un marin et l'on n'en entendra plus parler. » Presse, radio, télévision vont faire des gorges chaudes de cette affaire Laguillier. *Le Canard enchaîné*, qui me fait beaucoup d'honneur en me chambrant chaque semaine, me représentera en para, tenant Françoise Giroud en robe de mariée. Jacques Martin dans son *Petit Rapporteur*, à la télé, me met en boîte pendant de longues semaines. Jean Ferniot dans son éditorial sur R.T.L. ne me fera pas de cadeau, s'insurgera contre mes propos. Françoise Giroud dira : « En ce qui concerne les femmes, Bigeard est en retard d'une guerre. » Je suis malheureux face à toutes ces attaques. Au fond, j'estime beaucoup Arlette qui s'est toujours battue avec cran sans changer de cap. J'ai une grande admiration pour les femmes que je citais et cite en exemple dans mes débats. En disant à ces messieurs : « Que ceux qui vraiment font la loi chez eux se lèvent. » Jamais un seul ne s'est levé. Oui, les femmes, lorsqu'elles le veulent, vont plus loin et plus fort que nous. Quelques années plus tard, Mrs Thatcher et son expédition aux Malouines...

Et puis tout passe mais ce fait divers me fait mieux saisir qu'un membre du gouvernement doit peser ses mots, s'étudier, utiliser la langue de bois, donc manquer de spontanéité. Et puis, zut ! en ce qui me concerne, je resterai ce que je suis : un homme qui fait les choses sérieusement sans jamais se prendre au sérieux.

Dans le Pacifique

Toujours ma tournée des popotes au même rythme. Je sens que le moral des troupes remonte sérieusement. Du 2 au 14 mars 1976, accompagné de quelques-uns de mes collaborateurs, inspection de nos forces dans le Pacifique. Voyage très dur sur le plan physique mais très réconfortant moralement. D'abord Papeete, à Tahiti. Visite de l'état-major, dépôt d'une gerbe aux monuments aux morts, remise de décorations, visite de la base marine, de l'hôpital Jean-Prince... et diverses mondanités. Ce rythme sera maintenu tous les jours.

Mururoa où je vois nos installations pour les essais nucléaires. Fangataufa, Hao, Tureta et la Nouvelle-Calédonie. Le Caillou est alors bien calme et bien heureux. Partout, des anciens de toutes les armes et de toutes les campagnes. A chaque fois, la même émotion. Nos yeux sont humides. Nous nous rappelons ces moments qui nous ont forgés dans la souffrance, la mort, la poisse ou la bêtise mais aussi la gloire et la baraka.

A Nouméa, je retrouve Paul Demene. Un de mes lieutenants en 1946. J'étais capitaine dans la Haute Région tonkinoise. Mes premiers pas en Indochine. Quelle joie de se revoir : « Allez, on est un peu ridés, mais on se reconnaît encore ! On se fait la bise ! » La veille de mon retour en France, j'ai prévu un saut en mer avec quelques paras, suivi d'une conférence de presse ; mais les choses évolueront différemment.

Bronchite et coup de palu. Me voilà au tapis et je reçois les journalistes dans mon lit. Les camarades de la presse, il faut les recevoir quoi qu'il arrive. Le toubib me soigne énergiquement. Un traitement de cheval afin de me permettre de prendre l'avion. Trente heures de trajet, c'est long lorsqu'on est fiévreux et mal à l'aise.

Je débarque à Paris, bien fatigué. Chaude alerte en décembre, une autre en mars, je sais qu'il faut stopper. Mais à quoi bon. Je veux continuer. Un pas, encore un pas. J'ignore que dans quatre mois j'aurai volontairement quitté le gouvernement. Quatre mois que je dois retracer dans les grandes lignes. Si je situe en gros mes activités, c'est pour bien faire comprendre la vie que peuvent mener ceux qui nous gouvernent et montrer à quel point elle diffère de la vie de ceux qui se battent pour nous.

Le voyage en Arabie Saoudite

Avril, mai, juin, juillet... Au cours de mes nombreuses visites, je constate une amélioration sensible ; les cadres ne sont plus inquiets, les contacts armée-nation bien renoués. Dans l'ensemble, nos jeunes appelés ne conservent pas un mauvais souvenir de l'armée, pour peu qu'ils aient servi dans des unités dynamiques commandées par des chefs dignes de ce nom. Avril avec son cortège de visites, de réunions diverses, de dîners-débats...

C'est aussi en avril que je reçois dans mon petit appartement le général Ramanantsoa, ancien grand maître de Madagascar lorsque je commandais les forces de l'océan Indien. Il n'est plus qu'un général à la retraite, dévoré comme je l'avais prévu par ses jeunes loups. Nous replongeons en arrière, évoquons cette attachante grande île où nos Gallieni, Lyautey ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour pacifier, organi-

ser ce peuple malgache qui a fini par nous rejeter. Il vole maintenant de ses propres ailes dans la misère et l'insécurité. J'ai aimé ce peuple et je souhaite que ce vieux ménage franco-malgache se remarie un jour.

Avril, c'est surtout ce fabuleux voyage officiel en Arabie Saoudite. Tout se déroule sans faille et je suis reçu extraordinairement par la famille royale. L'accueil est parfait. Suis salué par Son Altesse royale le prince Turki, vice-ministre de la Défense, accompagné du chef d'état-major général et commandant de l'armée de terre, du commandant de l'armée de l'air et d'une vingtaine d'officiers généraux. Je ressens partout une amitié profonde pour la France et un désir de collaboration plus étroit. Pourtant, le premier choc pétrolier n'est pas loin mais tout ça est oublié ; l'Arabie fait bien partie de nos alliés. Durant toutes mes visites, j'ai l'occasion de converser avec les Saoudiens. J'ai l'impression de sentir l'âme de ce peuple dont l'armature est constituée par la trilogie « Dieu, Roi, Patrie ». Sortis il y a peu de temps du Moyen Age, possesseurs d'immenses richesses, gardiens de la foi islamique, les Saoudiens semblent avoir compris qu'ils ne pouvaient rester en retrait de l'évolution du monde. Sous l'impulsion des rois Ibn Seoud et Faiçal, ils ont entrepris de construire un pays d'avant-garde et les réalisations que j'ai vues m'ont confirmé cette volonté d'aller toujours de l'avant. Chez eux, tout sort du sable, comme par miracle. Magnifique évasion de quelques jours. Reçu en chef d'Etat. Séduit par leur esprit, leur orgueil, leur désir de réaliser. Je suis fier que notre armée forme en partie celle de ce beau pays.

Mai, joli mois de mai. Coincé rue Saint-Dominique. De ma chambre, je me contente de voir pousser, dans le square Sainte-Clotilde, les feuilles d'un marronnier dont les branches sont à quelques mètres de nos fenêtres. Je vis dans un songe. Visites, réceptions, réunions, allocutions à l'Assemblée.

Début juin, je rentre un soir très fatigué, me couche sans dîner avec 41° de température. C'est la troisième alerte en six mois. Le toubib m'ordonne impérativement le repos et je me laisse hospitaliser quelques jours au Val-de-Grâce pour des examens. C'est bon, ça tient encore. Je rassure tout le monde. Tout va pour le mieux. Je tenais simplement à vérifier ma vieille machine avant de repartir pour une nouvelle année...

L'impossible démission

En fait, c'est à cette période que je décide, seul, de donner ma démission du gouvernement. Non pour raison de santé, mais j'estime que j'ai fait ce que je pouvais pour nos forces armées. Il m'est impossible d'aller plus loin. Je préfère tourner la page. Le 1er juin, je téléphone à M. Brossolette, chef du secrétariat du président, pour lui dire qu'il prévienne Giscard que je compte reprendre ma liberté à compter du 15 juin. Pour l'instant, cette décision reste entre lui et moi car je n'ai pas encore informé Yvon Bourges. Les 2 et 3 juin, pas de réponse. Nouveau coup de fil à Brossolette. Il m'informe que le président reverra ma demande après le 14 juillet.

Commence alors une période pénible. Moralement, j'ai décroché. Les résultats de mes examens sont bons mais je dois me ménager. Certes, je paie toutes les années de bandera, de captivité, les séquelles de mes diverses blessures, mes sauts en parachute, tous ces kilomètres à mon compteur. Mais il faut poursuivre, jouer le gars en pleine forme. Quatre jours de repos à Toul : sport, bains de soleil... Me refuse à songer à Paris. Remis à neuf ou presque, retour à la capitale pour continuer le cirque, mais sans flamme car ma décision est bien prise. Je dois partir et ne tiens pas à continuer à jouer les « Monsieur le ministre ».

Bronzé, costume clair, je me rends à l'Elysée où le président des médaillés militaires remet à notre pré-

sident de la République la plaque en or de la médaille militaire. J'ai eu l'honneur de la recevoir quelques mois avant lui. Echange de propos avec Giscard qui ne dit mot de mon départ.

Les jours passent. Cocktails divers, cross mensuel qui se finit à l'école de Fontainebleau où je rencontre nos meilleurs athlètes effectuant leur service. Reçois le secrétaire d'Etat à l'armée allemande et l'accompagne à travers toute la France. Homme de contact, très simple, il m'invite à venir passer quelques jours en R.F.A. A son avis, il faut intensifier les relations entre les armées de nos deux pays. Nouvelles mondanités. Présidence de la soirée de gala des transmissions à Montargis, smoking, nœud papillon, soirée de grande classe remarquablement organisée par le très sympathique général de l'école.

Et puis, du 28 juin au 3 juillet, je reçois Son Altesse royale le prince Turki d'Arabie Saoudite, suite à l'invitation que je lui avais formulée lors de mon voyage dans son pays. Je tiens à ce que l'accueil soit d'une classe exceptionnelle. Le colonel Gueguen, l'aviateur de mon équipe, est chargé de planifier ce voyage. Il n'omettra rien et tout se déroulera à la minute près selon le scénario prévu. Visites dans différentes unités de nos trois armées à travers toute la France, le tout agrémenté de réceptions au Cercle national des armées, à l'hôtel *Crillon*, chez les paras à Pau, à l'hôtel de Brienne chez Bourges, à la S.N.I.A.S. de Marseille, chez Baumanière aux Baux-de-Provence. Dans une ambiance de parfaite camaraderie. Les unités visitées se surpassent pour présenter leur affaire. Au moment de son départ, Son Altesse sera devenue pour moi un véritable ami. Chez Chirac, nous ferons le point de ce voyage et Son Altesse précisera combien il a été heureux de me connaître. Je le vois, avec un certain regret, décoller vers son pays. Pendant ces quelques jours, sa compagnie m'a permis de ne pas songer à mon départ.

La routine continue et toujours pas de rendez-vous avec Giscard. Remise à jour des différentes affaires en suspens avec mon équipe et départ pour la Bretagne où je remets le trophée de l'équipe au 41e R.I. désigné comme le régiment le plus sportif de notre armée. Puis nouveaux conseils des ministres et conseils de défense à l'Elysée sous la présidence de V.G.E. C'est ensuite la revue navale entre Nice et Toulon sur le *Clemenceau*. Chirac, Bourges et moi-même suivons, dans l'ombre du président. Journée sensationnelle, grosse affluence. Sommes escortés par des centaines de petits bateaux de vacanciers, de riverains. L'organisation a été parfaite. Nos marins sont sans faille. Au large de Toulon, nous quittons le porte-avions pour rejoindre le port à bord d'une vedette rapide où n'ont pris place que le président, Chirac, Bourges et moi-même. J'ai le sentiment que la lune de miel entre V.G.E. et Chirac est terminée. Foule innombrable sur les quais. « Vive Giscard » mais aussi des « Vive Bigeard ». Réception à la mairie, un millier de personnes nous attendent. Poniatowski nous a rejoints. Discours du maire qui nous remercie tous. A chaque nom, la foule applaudit. Bourges se tourne vers moi et me dit : « Mon cher ami, vous êtes le premier à l'applaudimètre... »

Journée réconfortante et pourtant il faut que je décroche. J'ai fait ce que j'avais à faire. Ma mission est remplie. Pas question de tricher, de profiter de ce poste. Puis c'est le défilé du 14 Juillet. Une pluie torrentielle. Alors que nous sommes en pleine sécheresse et que toute la France en souffre. Disciplinée, toute l'équipe gouvernementale suit l'exemple du président qui, sans imperméable, reste stoïque sous l'averse. Le défilé terminé, mon costume neuf est bon à tordre. Passage rapide à l'appartement pour me changer, puis réception traditionnelle à l'Elysée. A 21 heures, je saute dans l'avion.

Destination l'île de la Réunion où je dois présider

le Congrès annuel des officiers de réserve qu'ils ont tenu à célébrer dans ce lointain département français. Avec quelques membres de mon cabinet, nous voyageons toute la nuit. Le personnel nous gâte. Pouvons dormir et récupérer un peu. Nouveau marathon jusqu'au 21 juillet : prises d'armes, séances de travail, discours, réceptions. C'est avec émotion que je reprends contact avec ce caillou qui était militairement sous mes ordres il y a moins de quatre ans. J'en profite pour effectuer un saut en mer avec quelques paras dont le régiment est commandé par le lieutenant-colonel Subregis, un de mes anciens lieutenants au 3e para en Algérie. C'est un vrai bain de jouvence. Paris s'estompe durant cette semaine sensationnelle au milieu de mes chers camarades de réserve et de ces unités de la Réunion. Paras, aviateurs, marins, fantassins. Tous, je les connais.

Puis retour à Paris. Il faut absolument que je parte. Nouveau coup de téléphone à Brossolette à l'Elysée. Alors mon départ, où ça en est ? Vous m'aviez dit après le 14 Juillet... Mais Brossolette a la tête ailleurs. Il quitte bientôt l'Elysée pour aller prendre la direction du Crédit Lyonnais. Pourtant, cette affaire doit absolument être réglée entre nous deux. Sinon, il n'y aura plus de secret. Il me promet d'essayer de voir le président. Le lendemain, toujours pas de nouvelle. Nouveau coup de fil à l'Elysée. Enfin, une réponse. Le président me recevra le lendemain à 16 h 30.

Me voilà de nouveau en tête à tête avec le président. Je lui confirme mon départ, les regrets que j'ai de quitter ce poste et tous mes remerciements de m'y avoir nommé... Il me dit : « Réfléchissez encore et revenez me voir le 2 août. » Mais ma décision est irrévocable. Mon brain-trust ne se doute de rien mais se demande ce que j'ai bien pu aller faire chez le président. Bourges est maintenant dans la confidence. Je l'ai mis au courant après l'entrevue. Il me demande cependant de n'en rien dire. 2 août, 17 h 45. « Mon-

sieur le président, je maintiens ma décision. Je vous quitte. » Très libéral, notre président n'est pas homme à aller contre une décision mûrement réfléchie... « Monsieur le secrétaire d'Etat, puisqu'il en est ainsi, j'annoncerai demain votre départ lors du Conseil des ministres. » Ça y est, c'est fait. Retour rue Saint-Dominique. Je convoque mon équipe au complet et leur annonce mon départ. Surprise totale de mes merveilleux collaborateurs. Je me retiens de ne pas chialer et je sens qu'ils font de même.

Mercredi, 4 août. Conseil des ministres. Comme d'habitude, le président fait le tour de la table, serre la main à chacun... Le président s'assoit, nous faisons de même et il précise ce qui sera examiné au cours de la séance. Oui, ces conseils sont ainsi, froids, rigides, avec à l'époque autour de la table des hommes qui ont des orientations politiques différentes tout en étant dans la majorité. Aucune allusion à mon départ. Les sujets annoncés sont passés en revue. Les problèmes en Corse. L'accord avec l'Union soviétique sur les armements. Les heures passent. Bientôt la fin du conseil, et toujours rien à mon sujet. Ce n'est que dix minutes avant la fin que le président annonce ma décision de départ. Ses termes sont élogieux. Il me remercie pour ce que j'ai fait. J'ai subitement envie de chialer, je cache mon visage dans mes mains. J'ai les yeux humides et mesure tout à coup ce que signifie ma démission. Je ne participerai plus aux affaires de l'Etat, je ne serai plus rien. Plus de rencontres avec les soldats de nos trois armées, ni avec nos chers gendarmes. Juste un général à la retraite dans ce trou de Toul, à attendre que la fin arrive. Soudain, c'est un véritable déchirement. Devant mes yeux embués, les jardins de l'Elysée que je ne verrai plus. Un vertige qui dure trente secondes peut-être. Un film se déroule devant mes yeux et puis la réaction : « Allez, Bruno, accroche-toi. Tu en as vu d'autres : ton pourrissement dans les camps de prisonniers, ta vie au milieu de tes blessés, de tes morts à Diên Biên Phu, ta traversée du

désert. Dix ans colonel avant d'être promu général. Il fallait que tu prennes cette décision. » Et ce sixième sens qui me souffle : « Repars à zéro. » Rien n'est jamais fini. Il faut durer.

Sortie du conseil, journalistes, radios m'assaillent. Alors c'est vrai, vous quittez le gouvernement. Pas envie de répondre. Je m'engouffre dans ma DS et rejoins rapidement mon appartement. Là, Gaby m'attend. « Alors, c'est fini... – Oui, il le fallait. » Pour elle non plus, tourner cette page n'est pas facile. D'un coup, elle doit mesurer tout le chemin parcouru. Elle voit des images défiler devant ses yeux. A quinze ans, aidant sa mère maraîchère à bêcher le jardin. Mais malgré tous ses souvenirs, pas toujours faciles, elle ne pense pas à elle et comme à son habitude trouve le mot : « Si tu l'as fait, c'est que tu devais le faire. »

L'appartement est inondé de coups de téléphone. Conférence de presse. 14 heures. Toute mon équipe est là, y compris mes efficaces et si jolies secrétaires. Cavalcade des journalistes, des radios, de la télévision. Prévoyant cette marée et afin d'éviter les discours inutiles, j'ai fait photocopier un exemplaire de la note que j'ai remise au président de la République et la lettre personnelle qu'il vient de m'adresser. Je veux montrer que mon départ n'a rien à voir avec les magouilles politiques. Je pars parce que j'estime que ma mission est accomplie. L'offensive des radios et des journalistes se poursuit. Je les reçois avec émotion car, tout compte fait, ils ont dans l'ensemble été chics avec moi. Les témoignages s'accumulent par centaines sur mon bureau. Ils viennent de toutes les couches de la société : anciens de 14-18, jeunes de onze, douze ans, jeunes filles, vieilles dames. Bien sûr, tous les militaires qui me sont fidèles. Tous ceux que j'ai pu croiser durant mes vingt années de guerre. Du deuxième classe au général. Ma fidèle capitaine France Gorny prépare des réponses pour chacun. Je n'ai plus qu'à y ajouter quelques mots affectueux de

ma main. Période pénible où tout s'écroule pour faire face à des lendemains bien sombres dans ma Lorraine. Dans quelques jours, l'hibernation va débuter.

L'empreinte Bigeard

Je voudrais terminer ces dix-huit mois d'une parcelle de pouvoir par un article profondément humain qu'Antoine Coletta fait paraître dans *Le Journal du dimanche*. Je crois qu'il résume parfaitement mon style :

> Il repart pour Toul et son équipe dit « Il était formidable. »
> Dominique est une jeune femme mince et blonde, moulée dans un jean. Une silhouette de mannequin, un physique à séduire Saint-Germain-des-Prés... Ça ne l'empêche pas d'être sergent dans l'armée de l'air. A ce titre, elle sert au ministère de la Défense comme secrétaire du général Bigeard. Mais Bigeard s'en va... Alors Dominique a demandé sa mutation à Bordeaux. Pas seulement pour rejoindre son mari affecté là-bas, mais aussi parce qu'elle sait que la rue Saint-Dominique sans Bigeard va singulièrement manquer de piment. Avec un rire admiratif, elle ajoute :
> – J'ai travaillé avec trois ministres de la Défense et je n'ai jamais vu ça.
> « Ça », c'est le style personnel de ce diable d'homme qui, dix-huit mois durant, a été un secrétaire d'Etat pas comme les autres.
> Son équipe : une vingtaine de personnes, du colonel au chauffeur, de la secrétaire à l'huissier. Le dernier « commando Bigeard », « la bande à Bruno ». Un cabinet de ministre pas ordinaire, sur lequel souffle une ambiance assez inhabituelle dans ce genre de lieu. Jugez plutôt. Bigeard est avec moi dans le couloir. Il m'accompagne dans la cour où le photographe va prendre une dernière photo-souvenir de tout ce petit

staff. En passant, le général envoie une grande bourrade dans l'estomac de l'appariteur à chaîne :
– Je vous présente Michel, le plus bel huissier du ministère, dit-il en riant.
Dans la cour, c'est une joyeuse pagaille. Comme des collégiens lors de la traditionnelle photo annuelle. Tout le monde est maintenant à peu près dans les rangs. Alors, Bigeard appelle un gendarme du poste de garde :
– Il me faut un poulet sur la photo, crie-t-il.
Puis à moi :
– Ils sont formidables les gendarmes. Ce sont des copains. Eux aussi ont participé à mon action. Comme toute l'équipe.
Après la photo, j'ai bavardé avec ces hommes et ces femmes qui aujourd'hui se séparent. En les écoutant, j'ai vu se dessiner le portrait d'un Bigeard inconnu. Bigeard et l'amitié. Le colonel Hovette, qui a baroudé un peu partout avec lui, raconte :
– Bruno adore être entouré de jeunes, et lui-même n'a pas changé. Je l'ai connu en 1947 au Tonkin. Il était capitaine et moi sous-lieutenant. Eh bien ! aujourd'hui, trente ans après, Bigeard secrétaire d'Etat est exactement le même homme que le parachutiste qui crapahutait en Indochine. Ni l'âge, ni la fonction ne l'ont entamé. En fait, Bruno a une passion, toujours la même : être son patron. Il lui faut une « boutique » bien à lui, une mission précise à accomplir. Alors il est à son aise et fait des miracles.
Michel Charpigny, chauffeur, raconte :
– On sent qu'il a toujours vécu près de ses hommes. Avec nous, il avait le contact.
Julien Dumilieu, l'autre chauffeur, ajoute :
– Contrairement à ce qu'on peut penser, il n'aime pas la vitesse. Il trouve stupide de prendre des risques inutiles... Avec moi, il parlait surtout sport parce qu'il savait que j'aime ça.
Pour France Gorny qui dirige son secrétariat particulier, Bigeard a été le patron le plus facile à vivre :
– Il est parfaitement organisé et ça arrange les cho-

ses. Le général a également une énorme qualité. Il juge très vite les gens. Et, surtout, il est doté d'une sorte de sixième sens qui lui fait sentir les êtres et les choses.
Les secrétaires aussi gardent de lui un souvenir ravi. Bigeard est en effet très prévenant avec les femmes. « Il a beaucoup de délicatesse », m'a dit l'une d'elles. « Et c'est pourquoi il a été très peiné lorsque, à la suite d'une boutade sur Arlette Laguillier, on l'a fait passer pour une sorte de butor phallocrate. »
Le capitaine parachutiste Lafourcade, son aide de camp, est sans doute l'homme qui pendant ces dix-huit mois a vécu le plus près de Bigeard. Il raconte :
– Je ne connaissais pas le général. On m'a simplement choisi parce qu'il fallait un célibataire, et surtout quelqu'un de disponible. Pour Bigeard, en effet, les vacances, les week-ends, ça ne compte pas. C'est un rythme difficile, mais on s'y fait. Bigeard dégage un tel magnétisme. C'est sans doute ce magnétisme qui a fait passer la dure pilule du cross. Obsédé par l'idée de « dégraisser », au propre comme au figuré, les états-majors, un jour, Bigeard a décidé que tout le monde irait courir une fois par mois dans les environs de Paris. Inutile de dire combien cette mesure a cassé le doux ronron du ministère où l'on a un peu tendance à pantoufler.
Dominique raconte :
– J'ai des copines dans d'autres services qui râlaient parce qu'elles ne sont pas sportives. Mais leur patron les a obligées à y aller.
Dans un premier temps, en effet, tout le monde a enfilé le survêtement contraint et forcé, pour ne pas mécontenter Bigeard qu'on craignait un peu à son arrivée. Et puis, c'était une occasion de rencontrer « Bruno » ; mais, très vite, tout le monde y a pris goût.
– On partait le matin vers 9 heures dans des cars, raconte le capitaine Lafourcade. On chantait en chœur, pas toujours des chansons avouables, bref, une ambiance folle. On courait deux heures, puis on mangeait à la bonne franquette, avant de revenir au

ministère. Tout le monde s'asseyait comme il voulait : secrétaires, simples soldats, généraux et Bigeard mélangés. Finalement, le cross de Bigeard a eu tellement de succès que des gens des autres ministères ont demandé à s'y joindre. Au dernier, on a enregistré 150 participants. Ça permettait aussi de casser un peu le rythme de travail harassant. Parfois, je suis resté deux mois sans prendre une journée de repos, raconte-t-il.

A ses rares moments de liberté, Bigeard faisait des courses avec sa femme et de temps à autre une escapade à Toul. A chaque fois il partait seul avec son épouse et le chauffeur qui, d'ailleurs, mangeait à leur table. Jamais il ne prévenait le garde du corps fourni par la préfecture de Police. Aujourd'hui, Bigeard est presque redevenu un citoyen comme un autre. Avec Gaby, il boucle ses cantines sous l'œil blasé de la chatte Nouchka qui a connu plus d'un déménagement. Dans les jours qui viennent, il va partir pour Toul. Une retraite bien méritée ?

Bilan

Une nouvelle page vient d'être tournée. Dix-huit mois vécus intensément : tourbillon permanent dans les domaines civils et militaires pour parler, expliquer, avec la chance d'être soutenu par la presse. Un grand merci au président Giscard d'Estaing pour avoir osé me confier un tel poste. Ça m'a permis de jauger le monde politique. Après ces dix-huit mois dans la jungle, je n'éprouve aucune attirance pour ce monde. Je dirai même une certaine méfiance. Cela peut faire sourire quand on sait que dix années de vie parlementaire m'attendent. Mais les événements sont parfois maîtres de votre destin.

Dans ma retraite, j'écris de temps à autre et me demande s'il serait possible d'envisager une carrière

politique. A soixante-deux ans, serait-ce raisonnable ? Cela me semble bien tard. Je suis trop marqué par cette vie au milieu d'êtres exceptionnels, que ce soit au cours de mes combats ou en captivité. Entre nous se créaient des liens pour la vie. Dans ces situations extrêmes, nous nous révélions tels que nous étions, dépouillés de tout artifice. Combien cette existence est loin de celle des parlementaires et de leurs empoignades où il est facile de démolir, d'attaquer car s'il faut tout de même du cran pour le faire, ce n'est jamais trop dangereux. Aucun risque d'y laisser sa peau. Sauf parfois...

Ceux de la Résistance ou de la période 1940-1960 ont laissé les jeux de la politique à d'autres professionnels, élevés dans le sérail... là où le langage n'est pas le même, où il faut savoir louvoyer, taire ses sentiments, parfois endormir ceux qui vous font confiance, trahir ceux qui vous ont fait roi. Et pourtant, pour celui qui y a goûté, ce qui fut mon cas pendant dix-huit mois, c'est un virus auquel il est difficile d'échapper.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'homme politique, je veux parler de celui qui émerge du lot, qui arrive à se faire un nom, devient une vedette. Il figure dans un hit-parade comme les stars du cinéma ou de la chanson. Il lui faut aussi être un véritable acteur qui passe ou non à la télévision, galvanise les foules ou les laisse indifférentes et auquel les journalistes ne pardonnent pas la moindre faiblesse.

C'est certainement la vocation la plus difficile, la plus ingrate mais aussi la plus honorifique où l'homme, s'il n'y prend garde, se croit un être exceptionnel. Et pourtant, souvent, au bout de quelques années, quelques mois, tout le monde l'a oublié. Aussi faut-il parfois s'interroger, se demander quel jeu on joue, si on n'est pas en train de tricher vis-à-vis de soi-même, de recevoir plus qu'on ne donne, d'oublier que ces postes sont faits pour servir son pays.

C'est à mon modeste échelon la raison essentielle qui m'a poussé à donner ma démission car, hélas !, je sentais que je ne pouvais aller plus loin, réaliser ce que je voulais au plus profond de moi-même. Il m'a fallu peut-être plus de courage pour annoncer ma démission au président que pour vivre pendant quatre mois dans cette satanée cuvette de Diên Biên Phu car je savais combien j'allais souffrir de vivre sans responsabilités...

A la retraite, je reviens à Toul. Une grande ombre surgit devant mes yeux et je revois le général de Gaulle, son interminable silhouette protégée par un pardessus grand et triste dans le vent, le froid d'Irlande lorsqu'il entreprit son dernier grand voyage après son départ définitif des affaires de l'Etat. Je devine son état d'esprit, se retrouver seul si loin de la France qui, bêtement, égoïstement, ne lui aura pas fait de cadeau. Il nous aura quittés en doutant du peuple de France, sans savoir qu'après sa mort le monde entier viendra s'incliner devant le monument irremplaçable qu'il représente. Puis tous ces hommes politiques qui ne cessent de se référer à son action, à ses idées, à sa grandeur. Il doit murmurer : Vous êtes bien petits pour faire du de Gaulle sans moi.

Et pourtant, la politique mène le monde. Il faut des hommes capables d'en faire. Même si, en fin de parcours, le bilan de leur vie se traduit toujours par de l'inachevé et que l'oubli les ensevelit, les ramène à l'existence du commun des mortels. Comme je comprends la tristesse, parfois la rancœur, de ceux qui ont été mais ne sont et ne seront plus.

4

MON PREMIER MANDAT DE DÉPUTÉ

Brève retraite et souvenirs

15 août 1976, Toul. Chez moi, dans ma Lorraine natale. Est-ce la fin ? J'ai quitté volontairement le gouvernement. Ma retraite de général de corps d'armée a sonné le 14 février 1976, jour de mes soixante ans. Plus aucune responsabilité. Il me faut maintenant vivre dans le calme, la sérénité, avec mes souvenirs. En suis-je capable ? Non. Pour l'instant, ils m'aident à tenir.

Je pense souvent à mes paras. Après avoir fréquenté pendant dix-huit mois la jungle, leur bravoure, leur désintéressement m'apparaissent encore plus éclatants. Sentenac, dont j'ai déjà parlé, me hante tout particulièrement. Je me revois dans ce désert du Sud algérien. En plein combat, un appel radio : « Bruno, Sentenac est sérieusement blessé. » Tout de suite, je cours vers lui. J'arrive pour le voir rendre son dernier soupir... Lui l'indomptable, adoré de ses hommes. De nous tous, il est celui qui a eu la plus grande chance. Il a réussi sa mort. Debout, au milieu de ses hommes, dans un cadre grandiose. Oui, il a réussi sa mort comme il a réussi la vie tourmentée qu'il avait choisie. La sérénité de son visage nous le prouvait. Je cite Sentenac, mais je pourrais en évoquer beaucoup parmi nos 100 000 morts pour rien. On parle peu

d'eux et pourtant ils ont sauvé l'honneur au cours de cette débâcle de 1940. Et puis ceux de la Résistance, de la campagne d'Italie, de France, d'Indochine et d'Algérie. Tous ces soldats morts pour que tout simplement la France soit encore la France. Ils ont fait confiance à nos gouvernements, persuadés de défendre de justes causes. Après avoir accompli leur mission, fait ce qu'on leur demandait, ils sont rentrés sans bruit dans le rang. Et pourtant, ce sont eux qu'on accuse quand on met en cause l'armée, les guerres de décolonisation... Eux, les plus humbles, les plus dévoués.

Mais qui en fait était responsable de toutes ces guerres perdues ou inutiles ? Il ne faut pas avoir peur de le dire, nous avons été indiscutablement écrasés par Hitler dans sa guerre éclair et par Giap, sa doctrine et son peuple. L'Algérie est une défaite politique. En 1960, le fellagha était vaincu, à bout de souffle. Pourtant deux ans plus tard, accords d'Evian et indépendance. Je salue ceux qui se sont mouillés, disparus dans ces conflits. Leclerc d'abord. Dès 1946, il avait compris qu'il fallait traiter avec Hô Chi Minh. Personne ne l'a écouté et cela a été le début d'une longue guerre. Leclerc disparaît brutalement. En 1947, un accident d'avion. Cet esprit clair, ce chef intransigeant nous manquera durant toutes les années de guerre qui vont suivre. Il nous quitte au sommet de sa gloire. Il a réussi sa mort après avoir mené une vie exceptionnelle, à la mesure de ses immenses possibilités. Quand tout est déjà fichu, on va chercher de Lattre. Pour durer encore. De Lattre, l'homme providentiel... Il meurt trop jeune. En 1952, la situation en Indochine paraît sans issue. Dès le départ, le jeu est faussé. La France est indifférente, l'U.R.S.S. et la Chine sont contre nous... Voilà deux merveilleux généraux, futurs maréchaux à titre posthume. Ils sont entrés dans l'Histoire en pleine jeunesse. Ce sont de rares exceptions. Combien de nos chefs ont vraiment trans-

piré, dormi à demi éveillés pendant des mois, des années, n'importe où ? Sur des cailloux, sur une piste, dans un coin de forêt avec pour lit une toile de tente, pour nourriture une boîte de ration et toujours l'arme à portée de la main. Il leur était plus facile de dire : « Cette guérilla n'est pas notre guerre. » En Algérie, les haut placés proclamaient que c'était une guerre de lieutenants, de capitaines. Faux. Longtemps, le haut commandement ne comprendra rien à ce conflit. On ne leur a pas appris ce qu'était la guerre subversive dans leurs écoles.

En 1957, j'adressais au général commandant de l'Ecole de guerre, le général Lecomte, mon livre *Contre-Guérilla*, expliquant dans le détail cette guerre subversive. Il me répondit la lettre suivante :

Mon cher Bigeard,
Vous avez eu l'aimable pensée de m'adresser votre très bel ouvrage *Contre-Guérilla*. Je vous en remercie très vivement. Ce document, fruit de votre expérience, présente le plus haut intérêt. Alors que depuis de nombreuses années l'étude de la contre-guérilla aurait dû être au centre de nos préoccupations, nos écoles de guerre l'ont négligée. Vous savez que je m'efforce ici de mettre ce problème sur le devant de la scène, et je suis heureux de profiter de vos cas concrets si vivants et si bien présentés. Si la chose vous est possible, il est évident que j'aimerais recevoir encore quelques exemplaires de votre ouvrage de manière à les répartir dans les différentes divisions de mes écoles.
Encore merci, mon cher Bigeard. Toutes mes félicitations pour vos derniers succès.
Bien cordialement à vous.

Les vrais responsables sont d'abord les politiques, qui auraient dû trouver la solution. Il a fallu attendre l'arrivée du général de Gaulle. Je demeure fidèle aujourd'hui à ceux qui se battent sans autre calcul que le sens du devoir. Jamais je ne me ferai à la jun-

gle. Pour Malraux aussi, ses meilleurs souvenirs sont ses combats, les hommes qu'il a rencontrés en Chine, en Espagne... Et non son épopée ministérielle. Cette existence, ces sensations, cette amitié, on ne peut les retrouver dans la vie de tous les jours dans notre monde matérialiste. A périodes exceptionnelles, hommes exceptionnels ! Quelle pureté, quel don de soi ! Et c'est à 10 000 km de la France que j'ai pu sentir vraiment ce qu'était l'idéal, chez ces hommes, constituant indiscutablement l'élite.

Enfin, il n'y a pas que les souvenirs. Mes journées passent en réunions à travers tout l'Hexagone, en discussions avec les journalistes et surtout en temps consacré à répondre à mon courrier toujours aussi abondant. Spécialement en cette fin d'année. Je rédige aussi des notes sur l'actualité politique, sur les petites querelles de la jungle. C'est l'époque du duel Giscard-Chirac. Chirac est parti quelques jours après moi, en claquant la porte. Maintenant, les deux hommes sont à couteaux tirés et se battent pour la Mairie de Paris. Giscard a lancé son poulain d'Ornano à la conquête de la capitale. Le tandem Giscard-Chirac s'estompe dans les potins parisiens. Giscard, le roi, toujours brillant, veut paraître dominer les événements. Chirac, bouillant, fonceur, a l'impétuosité de la jeunesse. Deux hommes auxquels tout a réussi, sans pépin sérieux, sans traversée du désert. Parfois si nécessaire...

J'ai à cette époque une profonde estime pour eux. Mais pour moi, il y a d'abord – et c'est normal – le président. C'est lui le seul vrai chef. Jusqu'à maintenant, il s'en est parfaitement sorti dans un contexte plutôt difficile. Je suis cette actualité politique à la minute. Le virus, peut-être. Mais, de toute façon, il est trop tard pour moi. Il m'arrive de songer à des hommes comme Chaban, Debré, Mitterrand et bien d'autres. Ils ont vécu, ils ont eu leur heure de gloire, mais leur avenir est derrière eux. Ecrire cela en 1977,

je suis bien mauvais prophète alors qu'en 1994 Mitterrand est toujours président de la République. Depuis treize longues années...

De février à juillet 1977, beaucoup de visites, vingt à trente lettres par jour, et toujours des réponses manuscrites. Réunions diverses. Débats à Thionville chez les paras. Bruxelles, pour participer aux *Dossiers de l'écran* en vue de commenter le film *Les Centurions* où Anthony Quinn joue Bigeard. Lartéguy est présent. Puis Le Raincy, Lunéville, Briey, Lausanne, Sens, Commercy, Vittel... Salles combles. Excellents articles dans la presse.

Un jour, une invitation à déjeuner de l'Elysée. Probablement un repas protocolaire en l'honneur du départ d'un grand chef militaire. Je déteste toutes ces cérémonies. Mais j'y vais. On ne refuse pas une invitation du président... Imaginez ma surprise lorsqu'il m'annonce : « Nous déjeunerons tous les deux. » Repas très agréable où je lui dis ce que je pense de la situation du moment : la visite à Paris du Premier ministre vietnamien, l'indépendance de Djibouti, la venue de Leonid Brejnev à Paris, accueilli avec des égards exceptionnels. Pourquoi tout ce protocole pour le chef du premier pays totalitaire au monde ? Doté d'une puissance militaire si dangereuse. Le président m'écoute, me répond. Quel seigneur ! L'Elysée lui va si bien... Mais pourquoi ce tête-à-tête ? Pour voir comment je digère ma retraite ? Peu importe. Merci, Président.

Au 14 Juillet, à l'encontre du protocole en vigueur, il me place au milieu des ministres. Après le défilé, réception à l'Elysée. Me voilà de nouveau pour quelques heures dans la jungle. Je ne m'y sens toujours pas à mon aise.

Eté 1977, Erwan Bergot, ancien officier à Diên Biên Phu devenu un excellent écrivain, sort son *Bataillon Bigeard*. Me voilà de nouveau plongé dans

mes souvenirs. A sa demande, j'en ai rédigé la préface. Quelques extraits :

> La gorge serrée, je viens de lire d'une traite le livre d'Erwan Bergot... Et revivre avec mes frères parachutistes cités ou non, vivants ou disparus à jamais, ces longues années de combat dans le froid, la neige, la chaleur, la jungle, le désert ! Epoque déjà lointaine où nous étions avec beaucoup de camarades des trois armées persuadés de défendre de justes causes en faisant confiance à ceux qui nous gouvernaient. Ce long témoignage me laisse et laissera un grand froid aux lecteurs qui poseront la question : « A quoi bon ces sacrifices inutiles ? » Rien ne fut inutile. Pour qu'un pays soit respecté, il faut qu'il possède des hommes de cette trempe, prêts à tout donner. Lorsqu'on a eu le privilège de vivre avec cette élite, on a l'impression qu'ils sont toujours présents à vos côtés et souvent l'on regrette d'être de ceux que la baraka a protégés.

En 1994, Bergot n'est plus. Une grande figure, merveilleux écrivain et héros de Diên Biên Phu, nous a quittés sans bruit.

Le temps passe, je reprends mon souffle, prends du recul, remets de l'ordre dans bon nombre de domaines. Mais confusément je devine qu'il n'est pas possible que ma vie, la vraie, s'arrête là. Soixante et un ans. Un nouveau destin m'attend au coin du bois. Et ce, grâce à un grand monsieur, le président Giscard d'Estaing.

« *Bigeard à Verdun* »

J'avais toujours clamé : « Jamais je ne me présenterai à la députation. » Alors que j'étais secrétaire d'Etat, *Le Figaro* titre : « Bigeard se présente à Belfort contre Chevènement ». Le lendemain, je démens fermement. La jungle est trop différente de la brousse.

Idem pour les hommes qui y sont. Les uns à la une des journaux, les autres toujours dans l'ombre. La preuve : qui connaît aujourd'hui les noms de nos chefs militaires ? Même les plus importants ? Par exemple, le nom du patron des armées, celui du chef des armées de terre, de mer, de l'air, de la gendarmerie... Un Français sur mille. Je dirai même un sur dix mille. Ce n'est qu'en temps de guerre que ça change. Quelques noms de chefs explosent : Leclerc, de Lattre, Juin et d'autres. Mais mieux vaut la paix, et ignorer le nom des généraux. En politique, la gloriole même éphémère porte au sommet. Chaque Français connaît le nom du Premier ministre, de celui de l'Economie, de la Santé, le nom de chaque chef de parti. Souvent de très jeunes : Fabius, Léotard, pour ne citer qu'eux. A leur âge, dans nos armées, ils seraient au mieux colonels, malgré leur valeur.

Non, je suis décidément trop habitué à la brousse pour vouloir faire carrière dans la jungle. Pendant ces quarante ans, j'ai été façonné par les lois, les coutumes, la discipline, la hiérarchie propres à l'armée. Un monde protégé, à part, très loin de la jungle. D'ailleurs, à l'Assemblée, il n'y a pas de vrais militaires. Un ou deux, égarés par erreur. A la proportionnelle en 1986, j'ai vu arriver l'ex-capitaine Sergent sous l'étiquette Front national. Ancien de l'O.A.S., un vrai combattant, excellent écrivain qui a servi courageusement dans les paras de la Légion. Il y a aussi Robert-André Vivien. Guerre de Corée, commandeur de la Légion d'honneur. Une gueule, un vrai chef, un pote. Indispensable à l'Assemblée pour, de temps en temps, la réveiller. Mais c'est tout. C'est facile à comprendre d'ailleurs. Je vois mal un colonel, un général à la retraite, faire une campagne électorale, de Gaulle tenir des réunions dans les villages, serrer les mains sur les marchés ou faire du porte-à-porte... C'est pourtant indispensable pour ceux de la jungle.

Alors pourquoi aujourd'hui, en janvier 1978, cette campagne à la députation ? Parce que Giscard me le demande. Il me convoque à l'Elysée et me dit : « Bigeard, il faut que vous vous présentiez. » Je lui donne tous mes arguments pour refuser. Mais, une fois de plus, il me convainc. C'est mon devoir. Il faut faire barrage à la gauche qui risque de remporter les élections. Je me laisse faire. Je lui suis trop reconnaissant de m'avoir nommé à la Défense. Je lui resterai toujours fidèle. Une fidélité de soldat. Il veut que je me présente à Verdun. Ça aura de la gueule. Bigeard à Verdun. Au milieu de ces merveilleux anciens de 14-18 ensevelis à jamais dans cette terre meusienne.

Toul-Verdun, trois quarts d'heure en voiture. Je tourne dans cette circonscription un mois avant le départ de la campagne. En reconnaissance. Immédiatement, des gens chaleureux prêts à m'aider. Vite aussi, des problèmes. Les partis politiques locaux se manifestent. Vous êtes giscardien. Nous présenterons un R.P.R. contre vous. Le sortant, M. Beauguitte, quatre-vingts printemps, député depuis des décennies, maintiendra sa candidature pour un nouveau mandat. Pendant une semaine environ, je prends contact avec les maires, les politiques et diverses personnalités. Je me sens mal dans ma peau. J'ai l'impression de quémander des voix. Moi qui n'ai jamais rien demandé à personne. Et puis le contexte ne me plaît pas. Etre l'adversaire de Beauguitte – dont la députation est toute la vie – me semble incorrect. En outre, c'est un R.P.R. Trois candidats pour la droite. Je me vois mal dans ce cirque. Je jette l'éponge. Sans moi. J'ai eu trop de chance. Jusqu'à maintenant, j'ai toujours mené ma vie dans l'honneur, la grandeur, au milieu d'hommes exceptionnels. Je n'ai pas envie de commencer à me compromettre. Gaby approuve. Nous retrouvons notre vie de retraités. Footing, courrier, réunions...

Mais les événements vont se précipiter et mon destin va encore me jouer un tour. Un matin, de retour de mon footing avec Gaby, nous trouvons sur la pelouse une cinquantaine de tracts. Dessus en gros : « Bigeard à Toul ». Signé : Comité de soutien pour la candidature du général Bigeard à Toul, 14, avenue Foch, 54200 Toul. Ces gens-là ne manquent pas de toupet ! Je ne suis au courant de rien. Qu'est-ce que cette manigance ? Je téléphone à ce monsieur du 14, avenue Foch et lui demande de passer me voir immédiatement.

J'ai pour habitude de porter un jugement rapide sur les hommes. En face de moi, un jeune B.C.-B.G., trente-cinq ans environ, beau garçon, d'un calme olympien, d'une excellente éducation. Il respire la gentillesse et m'inspire une totale confiance. « Oui, mon général, nous avons besoin de vous. Vous devez vous présenter. – Merci, cher ami, mais de quel droit une telle initiative ? Je vais immédiatement démentir cette rumeur. » L'affaire ne s'arrête pas là. Le lendemain, j'apprends que le comité de soutien se gonfle rapidement, nombreuses visites, coups de téléphone de la région, de Paris... « Mon général, il faut y aller. » Ma réponse, toujours la même : « Pas question. J'ai largué Verdun, ce n'est pas pour recommencer à Toul. De toute façon, il y a déjà une candidature U.D.F., Mme Leclerc. » Une nouvelle fois, le destin va me téléguider.

Quelques jours plus tard, Mme Leclerc se tue dans un accident de la route. Un drame affreux comme tant d'autres sur nos routes. J'assiste à ses obsèques à Vézelise. La petite église ne peut contenir l'immense foule du département, de la région venue s'incliner devant cette grande dame. Jean-Jacques Servan-Schreiber assiste aux funérailles. Le soir, il vient à ma villa : « Paris et les Lorrains tiennent absolument à ce que vous soyez le candidat U.D.F. de la circons-

cription. Avec et pour le président. » J.-J. S.-S. est à l'origine du tract largué par milliers d'exemplaires. A mon avis, une erreur. Le Lorrain, et j'en suis un, n'aime pas qu'on lui force la main. Jean-Jacques, vous étiez trop doué, trop imaginatif, trop impatient pour vous poser quelque part et faire une carrière tranquille, progressive. Vous brûlez tout ce qui vous entoure et vous vous consumez vous-même. Ce qui est certain, c'est que vous êtes d'une intelligence rare et que j'aime vous rencontrer. Malgré cela, vous ne m'avez pas convaincu ce soir-là.

De nouveau, appels téléphoniques émanant des plus hauts échelons. Il faut y aller. Dans le contexte actuel, c'est nécessaire. Finalement, je me jette à l'eau une nouvelle fois. J'étais autrement plus fana pour prendre Diên Biên Phu et sauter sur la cuvette alors que tout s'effondrait.

Le bruit se répand vite. Radio, télé, presse... Le téléphone sonne sans cesse. Je suis débordé et pourtant je me sens bien seul. Je ne connais rien de ma circonscription. Toul, j'en suis parti à vingt ans. J'y suis revenu à soixante et un ans. Une campagne électorale pour moi, c'est de l'hébreu. Aucune indication, aucune carte, aucune consigne à suivre. Pas d'ordre de mes chefs : Bigeard, nettoyez-nous cette région des Viets ! Enfin, il faut y aller. J'applique mes vieilles méthodes militaires qui ne m'ont jamais fait défaut. Identification de la mission, des moyens, des adversaires et du terrain.

Mission : gagner au mieux les législatives de 1978. Cela va de soi.

Moyens : aucun pour le moment. Mais je suppose qu'ils vont se pointer. Après, les organiser, les faire intervenir selon le plan prévu.

Adversaire : le R.P.R., maire de la ville. Pas un tendre. Un véritable bulldozer qui fonce sans humour.

Et le socialiste Paul Challogneaud. Doyen de la faculté de droit à Nancy, le successeur de Jack Lang.

D'après les renseignements, un adversaire de classe, très royal.

Terrain : un corridor de 80 km de long sur 25 de large, 7 cantons, 180 communes. En tout, 80 000 habitants. Cours d'eau, reliefs, voies de communication à étudier.

Très vite, l'équipe s'étoffe. Mon nouveau brain-trust se constitue rapidement :

Luc Delestre, vingt-cinq ans, prépare H.E.C. Tient à participer à une campagne, pour voir. En fait, il deviendra mon attaché parlementaire. Je le laisserai partir avec regret lorsqu'il sera reçu.

André Pagnoux, le suppléant de Mme Leclerc. Se révélera un collaborateur dévoué et efficace.

Un retraité militaire, André Jeannot, un ami d'enfance. Un soir, il m'appelle : « Marcel, j'avais ma carte du R.P.R., mais je suis à ta disposition. »

Et puis un numéro exceptionnel va arriver : Jean-Jacques Pommier. Cadre de haut rang, provisoirement au chômage. Il me téléphone : « Mon général, je suis disponible pour votre campagne. J'ai lu vos livres, j'aurais aimé être des vôtres au cours de vos combats. » Il passe me voir le soir même. La trentaine, une carrure de demi de mêlée, direct, brillant, le punch, un certain magnétisme, une force de la nature. Il deviendra vite un collaborateur sans prix. Véritable chef, galvanisant ses bénévoles un peu plus nombreux chaque semaine.

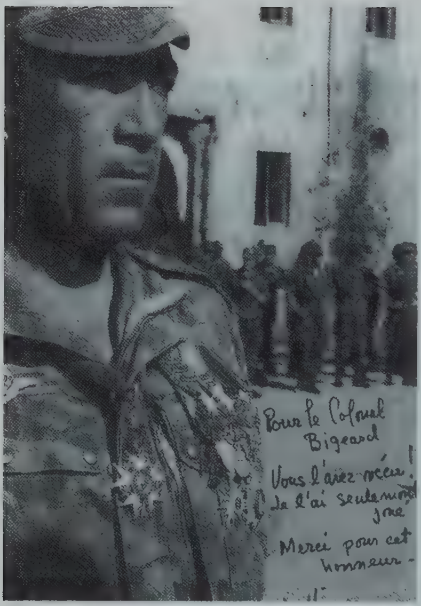
Il me faut vite un suppléant. Je choisis Georges Husson. Maire d'un regroupement de quatre villages. Gros cultivateur. Le pacha d'une merveilleuse famille très croyante. Bachelier à une époque où l'on disait : « Il est bachelier ! » C'est le début d'un sacré tandem et d'une fidélité vierge de toute magouille. Fidélité de toujours, aussi vivace seize années plus tard.

Cent quatre-vingts villages : 180 réunions à prévoir, 10 villages par jour. Première réunion à 9 heures. Dernière à 20 h 30. Retour à la villa vers 23 heures.

On m'avait précisé : en principe, quatre ou cinq personnes par réunion. En fait, les habitants de chaque village viendront nombreux. A la fin, les salles sont archicombles. A chaque fois, je vends ma salade. Laïus sobre, sans prétention, le baratin du cœur. Pourquoi je me présente. Ce qu'est cette circonscription et quels sont ses problèmes. Comment je vois mon action. Je suis là par devoir. La tenue de général, les étoiles, la grand-croix de la Légion d'honneur, le sous-ministre, c'était hier. Aujourd'hui, je ne suis plus qu'un pékin qui démarre à zéro pour être à leur disposition. Je raconte pas mal d'anecdotes pour les faire sourire. Le courant passe. Je prends goût à tout ça. J'aime ces réunions dans des petites salles de villages, souvent isolés. Je me sens à l'aise au milieu de cette race solide et fière.

Je passe ensuite la parole à mon suppléant : « Georges, à toi de jouer. » Je précise qu'il est plus qualifié et plus brillant que moi. Lui est bachelier de la grande époque, alors que j'ai démarré seul à quatorze ans. Georges parle le langage du cœur avec cette droiture qui le caractérise tant. La nuit, je vais parfois donner un coup de main à Pommier. J'accompagne ses commandos-colleurs d'affiches. Un vrai convoi avec radio en tête et en queue. Indicatif « Bruno ». Pommier va aussi être très précieux lors des coups fourrés qui ne vont pas manquer. Au début, je tombe souvent dans les embuscades tendues par l'adversaire R.P.R. Des kamikazes sont envoyés pour saboter la réunion. « Bigeard a trahi sa parole... Que veut Bigeard ? Général, ministre et maintenant député, où va-t-il s'arrêter ? » Tout cela vole bas et je ne suis pas encore rodé. Décidément, cette jungle est loin de la brousse militaire. Mais rapidement, les parades sont trouvées. Pommier ne cesse d'innover pour saboter les réunions de l'autre en représailles. L'ennemi va vite s'écraser. Paradoxe, l'autre adversaire, le vrai pourtant, le candidat socialiste, apparaît d'une totale correction. C'est

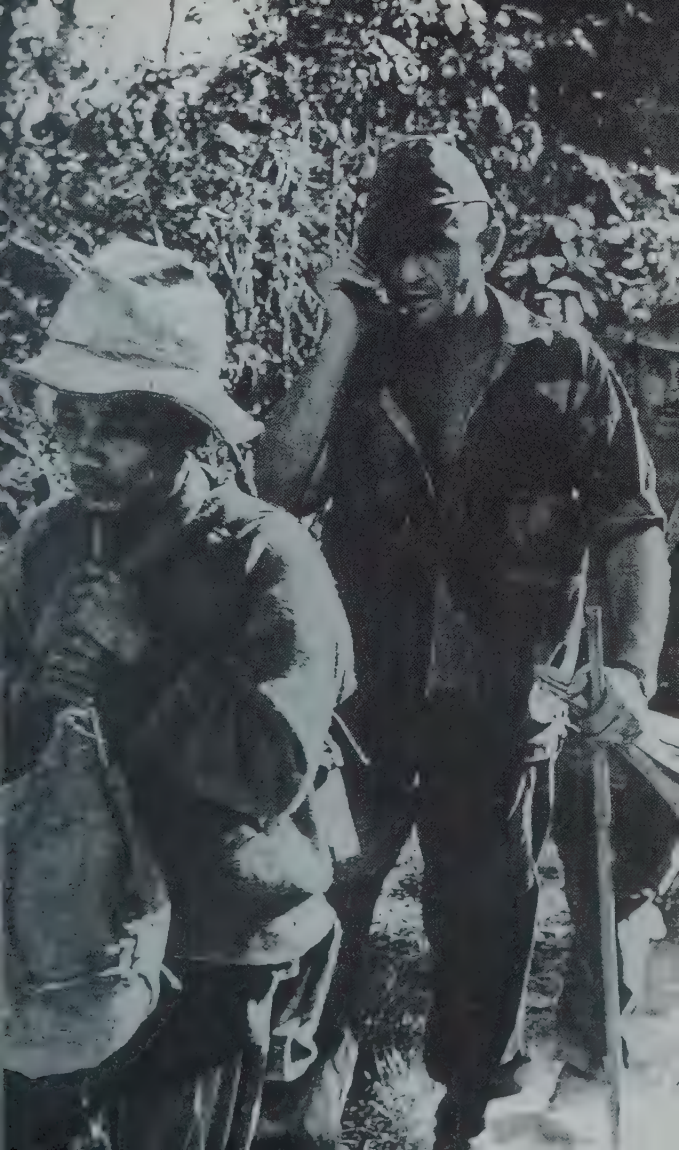
En 1944, déjà presque dix ans d'armée.
Chef de mission interalliée, entre le major anglais Bill Probert
et le lieutenant canadien John Deller.



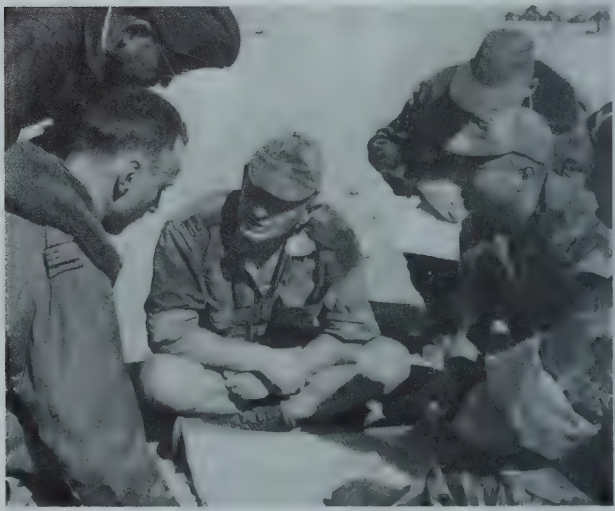
Anthony Quinn interprète le rôle du commandant Bigeard dans *Les Centurions*. Déjà la célèbre casquette.

Des centaines de kilomètres parcourus à pied dans la brousse en Indochine. Indicatif radio : Bruno.

En 1954, à Diên Biên Phu, quelques jours avant la chute.



Opération dans l'Atlas, autour de Blida, en 1956.

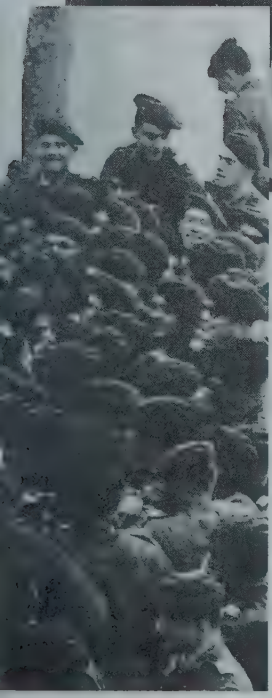


En 1957, préparation d'une opération de contre-guérilla à Timimoun, dans le sud de l'Algérie.

En Centrafrique.

Visite du CIMP, en 1974.

Arabie Saoudite, 1975 : voyage officiel du secrétaire d'État à la Défense, ici avec le prince Turki de la famille royale.



Porté en triomphe par les paras, au cours d'une revue.

Le cabinet du secrétaire d'État à la Défense au grand complet, en 1975.

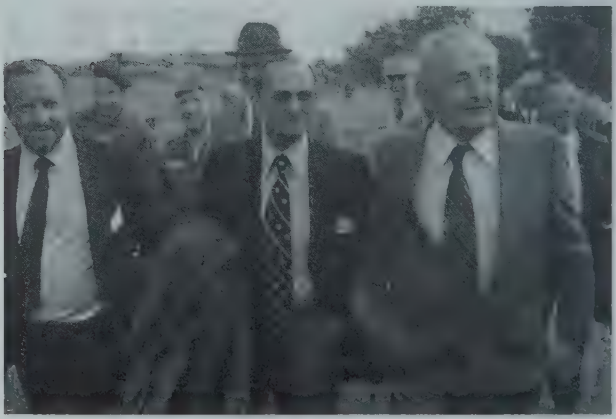
Conseil des ministres, à l'Élysée.

Le président Valéry Giscard d'Estaing et le général Bigeard : une fidélité qui ne se dément pas.

Avec Gaby et M. et Mme Chaban-Delmas.

Dans les salons de l'Élysée, avec Valéry Giscard d'Estaing et le général Maurin.

Raymond Barre apporte son soutien au général Bigeard lors des élections législatives de 1978.



En 1977, avec Charles Hernu *(à gauche)* en Dordogne.

Le secrétaire d'État passe en revue la 11e division parachutiste.

Footing quotidien,
quel que soit le temps,
avec Gaby.

Entre Gaby et Marie-France.

Gaby toujours, depuis un demi-siècle.

La piste continue. Un pas, encore un pas.

inouï. C'est ça la démocratie. Je ne cesse de m'interroger : que fais-tu dans ce cirque ?

Les coups bas continuent. J'apprends avec étonnement que Chirac arrive à Toul pour soutenir le candidat R.P.R. Chirac, j'étais dans son gouvernement. Lorsque je suis parti le 4 août 1976, il m'a serré longuement la main et m'a dit : « Nous nous reverrons bientôt. » J'ignorais à l'époque qu'il allait donner sa démission quelques jours après moi. Et aujourd'hui, il est là sous une tente, à quelques centaines de mètres de chez moi, à faire un meeting pour soutenir mon adversaire. Peut-être enrage-t-il de constater ma fidélité au président Giscard ? Pas question de se laisser abattre. Je contre-attaque immédiatement. La sœur de V.G.E. vient me soutenir et Raymond Barre effectue aussi le déplacement. Je vais l'accueillir à l'aéroport. Le préfet de Meurthe-et-Moselle est également là. Juste avant l'arrivée du Premier ministre, il me montre une lettre du concurrent R.P.R. qu'il doit remettre à Barre. Le contenu est clair : Monsieur le Premier ministre, ne perdez pas votre temps avec un futur perdant. Barre arrive, nous nous asseyons ensemble dans la voiture officielle. Il lit la lettre que vient de lui donner le préfet, sourit, la déchire en disant : « Pas très élégant. » Le meeting se passe impeccablement.

La campagne se poursuit à un rythme effréné. Les articles locaux et nationaux sont légion. Cette campagne est aussi une grande leçon d'humilité. Ce n'est pas le défilé de 1957 avec 300 000 Parisiens applaudissant Bigeard. Tous les gens ne me sont pas favorables. Mais, dans l'ensemble, c'est 5 sur 5 : bon accueil, presse sympa. Parfois aussi de l'imprévu. Dans un bourg, un costaud se lève et se met à pleurer : « Mon général, que faut-il faire ? J'ai une carte du Parti communiste, mais j'ai été para et je veux voter pour vous. »

Arrive le jour fatidique. Le 12 mars 1978, premier tour.

Résultats :	– Bigeard	13 208 voix
	– Chagnollaud (P.S.)	10 064 voix
	– Maire de Toul (R.P.R.)	9 526 voix

Ça semble dans la poche. Mais pas de repos, ni de temps mort. La campagne se poursuit activement. Le socialiste est plus que correct et je suis fier d'avoir un adversaire de cette trempe. Malgré ça, c'est moi qui l'emporte largement au second tour. Me voilà député à soixante-deux ans – et pour dix ans, mais je ne le sais pas encore.

Président de la commission de Défense

Trois coups. Lever de rideau. Une nouvelle scène commence. Paris, l'Assemblée nationale, le 3 avril. Je l'ai pratiquée comme secrétaire d'Etat. Rien à voir avec ce nouveau départ. Je suis maintenant dans la cuvette, sur de petits bancs étroits, presque au coude à coude avec d'autres députés. C'est l'élection du président de l'Assemblée. Edgar Faure est battu, Chaban élu. Edgar s'en va, Jacques revient au perchoir qu'il a déjà occupé de 1958 à 1969. Un qui dure... Député de la Gironde depuis 1946, maire de Bordeaux depuis 1947, plusieurs fois ministre et Premier ministre de 1969 à 1972. Toujours aussi franc, aussi direct, fonceur. On sent ses années de rugby, et puis sa carrière me plaît ! Mobilisé comme deuxième classe en 1939, il finit la guerre avec le grade de général de brigade. A vingt-neuf ans ! Les députés U.D.F. doivent maintenant élire leur président de groupe. Tout est déjà paré, prévu. Roger Chinaud est élu à mains levées. Bernard Stasi, vice-président, également. J'ai appris la veille que la présidence de la commission de la Défense nationale serait donnée à Jean-Marie Daillet. Giscard m'avait laissé entendre que cette commission me reviendrait. Mais chaque parti doit recevoir un morceau du gâteau. Et moi, je ne suis qu'apparenté U.D.F.,

donc en dehors du coup. Réunion des députés de la majorité. Chinaud propose Jean-Marie Daillet à la présidence. J.-J. S.-S. demande la parole et entame un brillant exposé, comme à son habitude. Sa conclusion : la France ne comprendrait pas que Bigeard ne soit pas nommé président de cette commission. Très sport, Jean-Marie se désiste. Me voilà président ! Il ne manquait plus que ça. Je vais retrouver Bourges, toujours ministre de la Défense. Il aura certainement besoin de mon appui.

Cinquante-sept députés ont choisi de faire partie de cette commission R.P.R. et U.D.F. pour la droite, socialistes et communistes pour la gauche. Il faut maintenant élire les vice-présidents et les secrétaires. Là aussi, c'est vite réglé. Les groupes politiques ont déjà donné leurs consignes aux députés. Pas de surprise. La droite majoritaire prend tous les postes. Juste une fausse note. Charles Hernu demande un poste de vice-président. J'approuve. Pourquoi pas ? J'ai un faible pour le camarade Hernu. Objection sans appel de la droite : pas question de donner un poste à la gauche. Dommage, j'étais pour une ouverture vraie et sportive. Je suis bien d'accord avec le président qui veut poser les jalons d'une large ouverture politique. Il y a des gars 5 sur 5 à gauche et d'autres 1 sur 5 à droite. Il faut dépasser les clivages. Ce qui compte, c'est la France.

Réélu à cette présidence en 1979, 1980 et 1981, je vais conserver ce poste jusqu'à la dissolution de l'Assemblée en 1981. Selon les bons usages, la présidence passera alors à un socialiste. Ces trois années vont me permettre de servir mon pays tout en étant proche des militaires. L'idéal. Du beau monde m'entoure dans cette commission. Je n'en cite que quelques-uns, car ils sont très nombreux. Presque tous à la fin sont devenus des amis, et ce malgré nos orientations politiques différentes.

L'inégalable Hernu, qui deviendra ministre avant de couler en Nouvelle-Zélande.

Beucler, ancien officier en Indochine, prisonnier de longues années. Remarquable au milieu des privations, des malades, des morts.

Daillet, qui spontanément m'a laissé le champ libre et sera un de mes vice-présidents. Un ami vrai.

Loïc Bouvard, C.D.S., secrétaire de la commission. Très humain et chaleureux, passionné par tout ce qui se passe dans le monde. Un grand voyageur. Il m'accompagnera dans la plupart de mes déplacements à l'étranger.

Mauger, chef du groupe R.P.R. à la commission. Ancien déporté. A beaucoup vu, beaucoup entendu. C'est la force tranquille, le calme des vieilles troupes. J'aime lui dire : « Pierre, tu es ma conscience. »

Florence d'Harcourt, député de Neuilly. Une battante de charme au regard si bleu.

Girardot, communiste, chef de bataillon F.T.P. pendant l'Occupation. Sérieusement malade depuis la guerre, il continue quand même à se battre pour ses idées. Une estime réciproque. Souvent, il me dit : « Je vous considère comme un maréchal d'Empire. »

Edwige Avice, si jolie quand elle veut bien sourire. Bûcheuse, socialiste doctrinaire. Pour elle, la droite c'est l'ennemi. Au cours d'un voyage à Lomé au Togo, elle me dira : « On a l'impression d'être dirigés par Jean Gabin. » Je ne sais s'il s'agit d'un compliment. Si oui, j'en suis fier.

Avec ce groupe, nous n'allons pas arrêter de bouger. A l'intérieur, au moins trois visites par mois dans les armées et aussi chez nos chers industriels. A l'extérieur se succèdent voyages aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, Chine, Allemagne de l'Ouest et de l'Est, Centrafrique, Gabon, Sénégal. J'en reparlerai. Ces voyages sur le terrain éclairent nos députés sur nos forces et leur permettent de prendre contact avec les industriels travaillant pour notre défense. En quelques semaines, visites des Mirages IV à Orange, des fusées sol-sol au plateau d'Albion, des sous-marins nucléaires à l'île Longue. Sommes reçus par la 4e divi-

sion blindée à Mailly, par le centre commando à Givet. Ces inspections où nous sommes tous ensemble créent petit à petit des liens d'amitié. Loin de la fébrilité de l'Assemblée et des dissensions politiques. Je me sens à l'aise, entouré de ces députés de qualité, s'intéressant à nos armées. Souvent, je leur dis pour rire : « Si nous restons ensemble dix ans, nous arriverons à être "Un pour tous, tous pour un". » Je me souviens avec nostalgie de l'ambiance, de l'esprit que j'avais su créer dans tous mes régiments. Enfin, les bagarres de bas étage de la campagne électorale s'estompent dans le brouillard, la neige, le verglas de cet hiver lorrain de 1978.

Pendant ces trois années, je vais consacrer en moyenne deux journées par semaine à cette commission. Réunions diverses, accueil de différentes personnalités, de chefs d'entreprise – Matra, Dassault –, les spécialistes du nucléaire, des chefs d'armée et, bien sûr, débats avec Bourges et son équipe. Plusieurs fois, ils viennent s'expliquer devant nous sur le budget, les grandes orientations. L'exercice n'est pas évident. Les critiques et les questions fusent. En plus du clivage droite-gauche, c'est la guerre entre le R.P.R. et l'U.D.F. Depuis avril 1978, Chirac ne manque pas une occasion d'attaquer le gouvernement, et avec lui la plupart de ses troupes.

J'essaie d'éviter ces guerres de clan au sein de la commission. Nous avons tant d'autres choses à faire et de problèmes à résoudre. Le malaise de l'armée n'est plus. Mon passage au ministère aura été efficace, mais les questions sont encore nombreuses. La Défense, au centre des débats, mobilise en France et dans le monde entier les plus grands. Carter, Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, le chancelier allemand, se réunissent à la Guadeloupe en janvier 1979 pour en parler. Le désarmement est très à la mode. Les mouvements pacifistes s'agitent en Europe. Je suis sceptique. L'U.R.S.S. a toujours une armée redoutable et n'a aucune envie de s'en débarrasser. Au contraire.

Depuis 1977, elle installe des missiles SS 20 en Europe de l'Est. Je suis toujours très méfiant à l'égard de la patrie du communisme. Les camps vietnamiens m'ont prouvé l'inhumanité de cette doctrine. Je n'ai pas tort. Fin 1979, les Soviétiques envahissent l'Afghanistan. Non, il faut que notre armée dispose des moyens nécessaires pour se moderniser, être prête à faire face.

A chaque fois que j'en ai l'occasion, je défends le budget de l'armée. En trois ans, je vais aborder plus de vingt fois ce sujet à l'Assemblée. Il ne s'agit pas de relâcher l'effort. Le budget de l'armée devrait passer à 4,4 % du produit intérieur brut, minimum nécessaire pour remplir notre contrat : avoir six sous-marins nucléaires dont trois en mer, disposer de missiles sol-sol mobiles, de bombardiers modernes et ne pas être à la traîne pour la bombe à neutrons. Mais surtout, il faut continuer à former des troupes d'élite, prêtes à intervenir n'importe quand, n'importe où. Kolwezi en est la preuve. Grâce à l'intervention de nos parachutistes, des centaines d'Européens ont pu être sauvés du massacre. Parfaitement rodés, supérieurement entraînés, sachant garder leur sang-froid en toutes circonstances, les hommes du 2e R.E.P. ont accompli un boulot admirable. Chapeau ! Ils ont mis en fuite les Katangais, puis ont su rassurer la population. J'aurais aimé être avec eux. Ça me rappelle mon séjour à Madagascar où là aussi, dans un environnement agité, on cherchait à rassurer la population ; certains d'entre nous se transformaient même en profs !

Sur tous ces sujets, nous planchons avec mes 57 députés. Bref, dans notre commission, on ne chôme pas. Dans les autres non plus d'ailleurs. C'est une erreur de dire que les députés ne font rien.

Il me paraît nécessaire de mettre quelques coups de projecteur sur certains de nos voyages. Plus particulièrement Chine, Etats-Unis et Afrique. A chaque fois, ce sont de véritables épreuves physiques et intellectuelles. Souvent des milliers de kilomètres à parcourir, quelques jours seulement sur place à visiter le maximum d'installations, à voir le maximum de personnes et de nouveau un long trajet en avion. Des missions épuisantes. Intellectuellement, il faut être toujours en alerte, tout noter, tout consigner, être prêt à répondre aux questions de ses interlocuteurs. Il ne s'agit pas de décrocher un instant, ni de relâcher son attention. On représente là-bas les ambassadeurs de la France et aucune défaillance n'est admise.

Au départ pour la Chine, six députés, dont un commissaire, un colonel et moi. Daillet, Mauger, d'Harcourt, Girardot déjà cités et Louis Darinot. Socialiste. Pharmacien. Je le traite toujours d'affreux capitaliste. Il tient à faire son footing avec moi tous les matins. Gabarit lord anglais. De l'humour, très agréable en voyage, toujours impeccable dans ses costumes. En revanche, à l'Assemblée, 100 % anti-droite. Magnien est commissaire civil à la C.D.N. (commission de la Défense nationale). Garçon d'élite qui a préparé le voyage dans le détail. Et le colonel Laffont est colonel de mon brain-trust. Discret, efficace, largement admis par les députés de la commission. Bref, la bande des huit pour aller dans le pays dirigé il y a encore quelques mois par la bande des quatre.

Seize journées d'avril 1979 menées tambour battant. Planning sérieux et minuté, réceptions chaleureuses, séjour sans aucune faille. Pékin-Nankin, Hang Chox, Shanghai. Contacts aux plus hauts niveaux avec le monde militaire. A chaque étape, nous sommes reçus par le directeur des bureaux des Affaires étrangères du gouvernement provincial. Nombreuses pri-

ses de contact avec des responsables de brigades de travail et des directeurs de communes populaires. Toute la Chine paraît organisée à la manière d'une énorme armée. Plus d'un milliard de soldats. Le plus effrayant, c'est que cela semble être la vérité. La Défense civile réalisée en une dizaine d'années est impressionnante. Des villes entières peuvent disparaître à 8 ou 15 m sous terre en quelques minutes. Deux autres éléments rendraient cette armée redoutable. Primo : l'excellente forme physique des Chinois – nourriture saine et suffisante (le riz), sport tous les matins et déplacements à bicyclette. Secundo : le patriotisme extrême. Ils sont tous prêts à mourir pour leur pays. Ils l'ont appris à l'école dès leur plus jeune âge. Heureusement, ils se veulent pacifiques et affirment qu'ils le resteront. Je le souhaite ardemment, car dans une ou deux décennies ce pays pourra représenter une force indestructible. Chaque jour, nous constatons le décalage entre la France et la Chine. C'est une autre échelle dans un autre monde.

Ce voyage éveille aussi de très nombreux souvenirs. A chaque pas, je pense à l'Indochine. C'est cette Asie si captivante d'où se dégage quelque chose d'indéfinissable qui nous envoûte. Ce fameux mal jaune qui a tant marqué mes compatriotes. Je ne manque pas de parler avec mes amis chinois de cette terre à laquelle je suis tant attaché. Ils sont d'autant plus intéressés que les Chinois viennent d'intervenir au Viêt-nam et de prendre Langson. Nous parlons longuement de ce haut pays tonkinois où j'ai passé presque dix ans. Je devine que leurs pertes ont dû être sérieuses. Les Vietnamiens sont maintenant des troupes d'élite, aguerries par plus de trente ans de conflits. Les Chinois acquiescent. Toujours la même tactique. Les Viets laissent passer l'ennemi, puis l'attaquent sur ses arrières. Nous évoquons aussi la bataille de Diên Biên Phu. Ils m'avouent qu'effectivement leur haut commandement avait conseillé Giap pour prendre notre camp retranché. Le temps passe, l'herbe

repousse. Il y a toujours une certaine estime entre les vrais combattants.

Déjà le départ ! Quel séjour merveilleux et quel pays fascinant, mais aussi quel danger !

Je ne m'étendrai pas sur le voyage aux Etats-Unis qui fut chaleureux, riche d'enseignements. Là aussi, un autre monde avec d'autres échelles. Juste quelques propos lors du dîner d'adieu. Vingt personnes, dont 50 % d'autorités américaines. Ambiance décontractée, le courant passe. Pour nos amis américains, je suis le Bigeard de Diên Biên Phu. Après les avoir remerciés pour leur accueil, je conclus par une boutade. Lorsque le général de Gaulle vous a dit : « *Go home !* Quittez la France ! », je crois qu'il avait raison. Je viens de passer quelques jours dans votre immense et merveilleux pays. Vous êtes d'une telle puissance que vous pourriez nous détruire simplement d'une tape amicale dans le dos. Pourtant, que ferions-nous sans vous ? La Grande Guerre, la Seconde Guerre mondiale... Heureusement que vous étiez là pour nous aider. Pareil pour l'Europe de demain. *We need you*, comme disent vos affiches de l'*Uncle Sam*.

Puis du 19 juillet au 1er août 1980, le voyage en Afrique noire, si chère à mon cœur. Là encore, je quitte Paris entouré d'une équipe de choc. Les fidèles, Mme d'Harcourt et Bouvard. Plus deux autres. Tourain, R.P.R., député du Doubs, gaulliste d'abord, direct, franc, digne de ceux de la brousse. Il m'avait fait la gueule pendant huit jours quand j'avais dit : « Si de Gaulle revenait, il enverrait Chirac jouer au cerceau. » Goulet, député R.P.R. de l'Orne, dynamique, chic copain, les pieds sur terre. Loin du gabarit politicien.

Centrafrique d'abord, où j'ai vécu en exil pendant près de trente mois, vingt ans auparavant. Arrivée à Bangui : tapis rouge, télé, radio, je suis reçu comme un chef d'Etat. Je dîne seul avec le président Dacko

et ses enfants dans le palais de Bokassa. Il y a quelques mois, les paras français sont intervenus pour chasser ce fou sanguinaire. Je l'avais eu sous mes ordres quand j'étais en Afrique. Toujours au garde-à-vous, très discipliné, presque fayot. Il m'avait offert des défenses d'éléphant. Mon équipe de parlementaires, elle, est prise en main par le colonel Chabanne, conseiller militaire à Bangui. Un de mes copains au 3e para en Algérie, dit Raymond « le chat-tigre ». Le lendemain, plusieurs de mes anciens soldats centrafricains du 6e régiment interarmes d'outre-mer viennent me voir. Certains sont devenus capitaines, commandants, voire généraux. Tous me disent : « C'est vous qui nous avez formés. » De Bangui, vol en hélico pour Bouar, distant de 400 km. Mon ancienne garnison du 6e régiment interarmes d'outremer où se trouvent de nouveau des forces françaises en raison des événements du Tchad. Atterrissage au camp Leclerc sous une pluie diluvienne. Puis en route pour le camp de Roux, distant de 6 km. Les Africains ont vu se poser les hélicos. C'est Bigeard de retour. Par centaines, ils sortent des cases et bloquent la route. Ils veulent me toucher, m'embrasser. Tous crient : « Bigeard, reviens ! » Mes yeux se brouillent. A Bouar, discours du maire. Il rappelle comment j'ai transformé ce coin perdu d'Afrique. Avec mes 3 000 hommes, nous avions construit au milieu de rien un stade, une chapelle, un temple, une piscine et même un club hippique, le *Liberty Club*. Il était digne de ce qui se faisait de mieux en France. Nous avions aussi fait sortir de terre une immense ferme : culture de légumes, élevage de porcs et de bœufs. Tout Bouar vivait de cette exploitation. Une plantation de 20 000 manguiers aussi. L'endroit était cité en exemple. On venait de Bangui pour y passer quarante-huit heures.

Je dors dans mon ancienne case, toujours debout, solide. Là, quoique en exil, j'ai été heureux bien loin des luttes politiques de l'époque : l'O.A.S., les attentats,

la suspicion. Je me revois entouré de Gaby, de Marie-France, du colonel Waroux mon adjoint. Puis départ le lendemain en Jeep. Déjeuner au bord du fleuve Oubangui-Chari avec des militaires français et africains. Retour à Bangui et soirée à l'ambassade de France. Adieux émouvants. Chaque parlementaire reçoit un cadeau simple mais venant droit du cœur, comme les Africains savent si bien le faire.

Décollage vers le Gabon. Atterrissage à Libreville où tout est paré. Le président Bongo, un « seigneur », commande. Il voit loin et grand, et a fait du Gabon un pays vedette en Afrique grâce aux richesses naturelles de son territoire. Il nous reçoit en grande tenue et bottes de cuir blanc, assis dans un fauteuil impérial. Nous subirons un long exposé sur ses problèmes, ses relations avec la France, pays frère. Bongo connaît mon attachement à l'Afrique. Le matin, footing et bains de mer. Invitations midi et soir, mais aussi travail. Journées merveilleuses, loin de l'agitation parisienne. Le président Bongo décide de nous offrir une véritable détente : l'autorisation d'aller tuer un buffle dans ses réserves en pleine brousse. Vol en avion jusqu'à la réserve personnelle. Comité de réception : le gardien, un homme d'une quarantaine d'années en tenue camouflée para, bottes de saut, une force de la nature. A ses côtés, sa femme, sa fille. Sommes surpris de voir cette petite famille seule dans la jungle. Une séquence digne de *Daktari* à la télé. Quelques cases remarquablement installées : salle de bains en marbre, lits à baldaquin. Dehors, des cages avec de superbes fauves : panthères, tigres. C'est le dépaysement total. Je devine combien le président doit apprécier de temps à autre cette véritable évasion, loin du bruit, des humains. Dîner avec le gardien et sa famille. Le lendemain, partons tuer le buffle. Le gardien en a besoin pour nourrir les fauves. Suis à ses côtés dans la Jeep. Ce baroudeur de la jungle a une arme redoutable, un pistolet à la ceinture et une grenade à sa portée. Je lui précise qu'en ce qui me concerne, pas

question de tuer un animal. Je suis soldat, pas chasseur. Apercevons biches, zèbres et autres animaux. Enfin le troupeau de buffles qui fuit devant nos Jeep. Seuls quatre ou cinq d'entre eux font face, à 50 m environ. Notre guerrier camouflé fait arrêter les voitures. Il tire et blesse légèrement un animal. Furieux, souffrant, celui-ci se rue sur nous. J'épaule. Tire. L'animal est foudroyé. Une balle dans l'œil gauche. Mes collègues sourient : « Marcel, tu n'as pas perdu la main. » Nos émotions ne sont pas terminées. Au retour de la partie, le gardien lâche son tigre qui a l'habitude de vivre en liberté près de sa femme et de sa fille. Une bête superbe de quelque 60 kilos, prétendument inoffensive. Elle tourne autour de nous, nous sent, grogne, se place derrière Goulet, se met debout et enserre notre camarade. « Surtout, ne bougez pas ! », crie le gardien. Goulet, stoïque, immobile. Finalement, le gardien fait lâcher prise à son gros chat.

Quelques heures dans cette brousse, loin de la jungle politique. Il fait bon, nous apprécions. Discutons entre copains. Je parle du livre que j'aimerais écrire quand je m'arrêterai. Si je m'arrête. Son titre *De la brousse à la jungle*. C'est Yves Lancien qui me l'a suggéré. Député R.P.R., présent à mes côtés à la commission. Yves, un ami, pas facile à vivre. Rien d'un politicien, droit, direct et, lorsqu'il le voulait, plein d'humour.

Retour à Libreville et départ pour le Sénégal. Nous quittons ce merveilleux pays et son président à la main de fer. C'est nécessaire dans ces jeunes pays qui ont besoin que l'autorité règne. La vraie démocratie fera son chemin, mais plus tard. Il faut d'abord développer les richesses nationales. Le président Bongo l'a bien compris.

Dakar... Le Sénégal où j'ai vécu en amoureux avec Gaby. Comité d'accueil impressionnant. Direction mon ancienne résidence. Le lendemain, déjeuner à l'île de Gorée offert par les militaires français et séné-

galais. C'est là que j'avais ma résidence secondaire quand j'étais en poste à Dakar. Puis retour aux affaires. Longue réunion avec le président Abou Diouf que je connais de longue date. Discussions avec les anciens combattants sénégalais qui ont tant servi l'armée française. Réception au parlement sénégalais. Que de chemin parcouru depuis mon arrivée dans ce pays en 1942. Jeune adjudant, évadé d'Allemagne.

Puis le départ. Paris, temps gris. Enfin, direction la Lorraine où mon travail m'attend.

Au service des Toulois

Les voyages, les travaux de la commission de Défense ne constituent pas toute mon activité de député. Je suis d'abord là pour servir les habitants de ma circonscription. En Lorraine, je dois en effet remplir bien d'autres obligations : recevoir, écrire, assister à toutes les cérémonies. Et il y en a : assemblées générales des anciens combattants, ceux du maréchal de Lattre, de Leclerc, d'Afrique du Nord, d'Indochine. Commémorations du 11 Novembre, du 14 Juillet, fête de Jeanne d'Arc. Inauguration du terrain de sport, de la salle polyvalente, d'aménagement de la mairie, de réparation de l'église. Sans oublier l'assemblée annuelle des associations, qui réunit sous-préfet, député, maire, conseillers généraux, etc. Le député doit y consacrer parfois une matinée. Mais il est bon que ces associations existent. Elles sont nécessaires. Elles ont une mission : faire passer un message à notre jeunesse. Avec 180 communes, les samedis et dimanches sont là pour mémoire. L'accueil est certes toujours chaleureux. Mais c'est un peu le train-train. Ces cérémonies se terminent généralement par un baratin, toujours improvisé. Ce qui permet de l'adapter à l'ambiance. Mon attaché parlementaire reste toujours à Toul et me seconde ou me remplace. Il a aussi fort à faire : préparer mes déplacements, essayer

de régler les problèmes soulevés par la dizaine quotidienne de visiteurs. Logement, chômage, rivalités de voisinage. Ecrire aux différents ministères. Il est secondé par mon vieil ami Jeannot qui traite de tous les problèmes militaires locaux, voire nationaux. On me sollicite pour tout : pensions, indemnités, médailles, etc. Ma permanence est ouverte tous les jours, y compris le samedi et le dimanche, de 9 heures à 17 heures.

Mais le député ne se contente pas de régler les problèmes individuels. Il doit aussi penser à sa circonscription dans son ensemble. Là encore, il faut agir dans l'union. J'invite à déjeuner tous les maires du Toulois et du Saintois : 180. Nous avons des intérêts communs à défendre et il faut apprendre à se connaître. Nous évoquons au cours de ce déjeuner les problèmes routiers, la nationale 4 qui doit contourner Toul, la liaison Lorraine-Bourgogne avec la B 33. Puis d'autres sujets qui intéressent localement : la taxe professionnelle, la loi d'orientation agricole, etc. Une affaire agite ma circonscription : des forages dans les soudières. Tout le monde craint une pollution de la nappe phréatique. Un comité de défense s'est même créé. Je l'ai soutenu durant ma campagne même si ces essais ne sont pour l'instant qu'une goutte d'eau. Cette affaire va vite prendre des proportions nationales et je devrai me battre à l'Assemblée. Le ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, cherche à me faire changer de position. Il propose même des compensations pour les maires des communes concernées. Pas question, je ne reviens pas sur une parole donnée. Finalement, grâce au comité et à mon intervention, les forages n'auront jamais lieu. Il faut comprendre qu'un député est toujours débordé. Coincé entre les problèmes de sa commune et ceux de son pays. Entre un comice agricole et un débat sur la politique étrangère de la France. Les deux lui sont indispensables. Il ne peut avoir d'avis sensé sur telle

ou telle question nationale s'il ne connaît pas d'abord bien les problèmes locaux. Question de logique. Et les débats à l'Assemblée lui donnent le recul nécessaire pour régler les problèmes de sa circonscription.

L'Assemblée : une autre cuvette

J'ai gardé mes observations sur l'Assemblée nationale pour la fin, cette autre cuvette. En effet, la disposition est la même. La comparaison s'arrête là. On peut sortir sans problème du Palais-Bourbon et pas question de canons pour vous bombarder. Et si les députés connaissent parfois un sentiment d'enlisement, d'embourbement comme j'ai pu le sentir à Diên Biên Phu, c'est de leur faute. Ils l'ont choisi. Ils sont enlisés dans les consignes de leurs partis qui leur laissent peu de marge de manœuvre. Pas une tête qui dépasse des rangs de l'U.D.F., comme de ceux du R.P.R. Idem à gauche, au P.S. ou au P.C. Partout, la discipline de parti. Durant toutes ces années de députation, je ferai exception. N'appartenant à aucun parti, seulement apparenté U.D.F., je conserve une totale liberté. Je suis un cas à part, un gars en dehors, refusant tout compromis ou aventure qui pourrait ternir mes quarante années de vie militaire. J'agis à mon habitude, selon ce que me dicte mon cœur. Ça ne plaît pas toujours. Dans une intervention de juin 1978, je rappelle la longue série de défaites connues par la France et son armée : débâcle de 1940, guerres d'Indochine, d'Algérie. Je pose des questions, lance des affirmations qui visiblement gênent.

> Comme certains d'entre vous, j'ai connu la débâcle de 1940. Pourtant, notre ligne Maginot était prétendument imprenable. J'y croyais aussi à cette époque. Mais qui est vraiment responsable de cette défaite, sinon le pouvoir politique ? Il est facile de rejeter la responsabilité sur l'armée, mais qui nomme les

grands chefs militaires, sinon le pouvoir politique ? On ne peut non plus oublier cette longue guerre d'Indochine. Le Parlement qui siégeait dans cette salle pendant cette guerre porte une lourde responsabilité dans ce conflit. Je ne parlerai pas de la guerre d'Algérie encore toute proche et pourtant il y a vingt ans déjà que le pouvoir politique affolé et à la recherche d'un homme providentiel faisait appel au général de Gaulle. Oui, notre armée a subi de rudes chocs que j'ai vécus intensément ; je peux dire que ces chocs procèdent en grande partie des erreurs politiques...

Ce jour-là, les applaudissements fusèrent moins qu'à l'accoutumée. Mais il n'est pas question que je me compromette pour quelques honneurs de plus.

A chaque fois que je m'exprime, j'essaie de rappeler à tous mes collègues que nous n'avons qu'un but commun, qu'une personne à servir, la France. Il faut aller au-delà de nos rivalités. Voici un extrait de mon intervention sur la politique africaine à laquelle je suis tant attaché :

« France terre de liberté, France qui ne cherche querelle à personne, France qui souhaite un désarmement général, France qui agit humainement et avec doigté, France prête à secourir ceux qui ont besoin d'elle. Je suis un défenseur acharné de notre politique africaine. J'ai toujours agi avec conscience. Si je raconte ma vie, de façon quelque peu impudique, c'est qu'il faut parfois s'y résoudre pour toucher le cœur des gens. Des jours difficiles nous attendent. Nous ne sommes pas sortis de l'auberge. Aussi faut-il nous serrer les coudes. Présentons un front uni devant l'adversité, camarades communistes et amis socialistes ! Je sais que vous avez envie de m'applaudir, M. Chevènement aussi. »

Pour moi, ce n'étaient pas des vains mots.

Au cours de ces trois années à l'Assemblée, j'essaie d'intervenir sur les grands problèmes : défense, poli-

tique étrangère, peine de mort, I.V.G., motions de censure. Toujours avec mes mots. Simplement, directement. Un débat m'a particulièrement gêné, celui sur l'avortement que Mme Veil, ministre de la Santé, veut rendre légal. Je suis perplexe. Ma conclusion : « Le problème est grave. Je suis pour la vie, pour la famille. J'ai vu tant de jeunes rendre le dernier soupir en murmurant : maman. Aussi, je ne pourrai voter la loi en l'état. » Si constamment je fais appel à mon expérience personnelle, ce n'est pas par vantardise. Seulement je pense que plus de soixante années vécues, dont vingt à faire la guerre, à voir mourir mes camarades, à me battre pour des idéaux que plus tard on m'arrachera, m'ont donné une vision au moins aussi valable que celle acquise par certains dans leurs seuls livres ou leurs seules salles de cours. C'est pour cette raison que mes interventions sont parfois un peu sentimentales. Mais je les préfère à celles politiciennes, parfaitement rodées, calculatrices, ne visant qu'à assurer des voix. Ce n'est pas ainsi que l'on peut redresser un pays. L'Histoire le prouve. Il faut prendre des risques, oser pour vraiment réussir et faire confiance à son cœur.

Et puis tout se précipite, s'accélère. Les élections présidentielles qui mobilisent tout le monde. Giscard battu. La trahison de Chirac. J'en suis malade. Les Français veulent la rose ? Qu'ils la prennent ! Personnellement, je décroche. J'étais présent avec et pour Giscard. Il est battu. Je pars avec lui. Je me considérais en mission pour la France. Elle s'est terminée le 10 mai 1981.

5

RÉAGIR

Juin 1981
Rescapé

21 mai 1981, Mitterrand entre officiellement en fonction. Giscard part. C'est la fin du roi. Lui si brillant, si intelligent et tellement majestueux dans son poste. Une allure indiscutable. Et pourtant le seigneur s'est fait abattre. Deux coups de poignard dans le dos. D'abord, l'affaire des diamants. Cela n'aurait dû être qu'une égratignure. En effet, quand on réfléchit un peu, qu'est-ce que Giscard aurait eu à faire de quelques diamants donnés par Bokassa, lui si haut, si jeune... Il n'a pas voulu se défendre face aux diverses accusations. Il s'est abstenu de dire quoi que ce soit. Il ne voulait pas s'abaisser. Malheureusement, dans la jungle il faut parer toutes les attaques, même les plus basses. Puis le coup de grâce. Donné par son allié, celui sur qui il aurait dû se reposer : Chirac. La guerre des chefs nous a fait perdre le pouvoir. La France est maintenant aux mains des socialistes. A Diên Biên Phu, la trahison nous était inconnue. On était 15 000 dans la cuvette à se battre, à survivre, à sauver l'honneur. Les hommes étaient admirables. Les blessés sortaient de l'hôpital pour retourner au combat, sachant très bien qu'au prochain coup ils n'en réchapperaient pas.

Mitterrand avec ses 110 propositions veut faire table rase, sans jamais avoir dirigé. C'est l'aventure. Bien dangereuse, semble-t-il. Alors que Giscard après sept années d'expérience au poste suprême, et encore si jeune, était paré pour faire un deuxième et brillant septennat. En 1988, il nous aurait livré une autre France que celle des socialistes. Pour l'heure, le nouveau président dissout l'Assemblée afin d'avoir les mains libres.

Deux solutions possibles pour moi :

1. Me présenter avec pas mal de chances de succès. Je serai alors un député parmi les autres. Me confondrai dans une atmosphère qui, a priori, risque fort de rappeler celle de la IV^e^ République.

2. Reprendre ma liberté, du recul, lire, écrire, me tenir informé, être dans une parfaite forme physique. En espérant avoir peut-être à servir encore ma patrie à mon modeste échelon, toujours dans le plus grand désintéressement.

Je décide de choisir la deuxième formule.

Pourtant ça va être un nouveau départ : les visites, le courrier, le téléphone fusent de toute part. « Général, vous n'avez pas le droit. Il faut réagir contre cette poussée de la gauche. C'est votre devoir. » Allons bon, j'y retourne. Je me présente une nouvelle fois. Fin mai, je reçois une lettre de Chirac qu'il a dû adresser à tous les candidats uniques R.P.R.-U.D.F. : « Le Rassemblement pour la République a décidé d'apporter son soutien, dès le premier tour, à votre candidature dans la 5^e^ circonscription de la Meurthe-et-Moselle (...). Nous formons des vœux pour votre succès qui sera celui de la liberté, du progrès et de la grandeur de la France... » La trahison serait-elle déjà oubliée ? U.D.F. et R.P.R. à nouveau main dans la main.

Nouveau départ donc, par devoir, sans enthousiasme. Je sais ce qui m'attend : cinq ans dans l'opposition comme député. Je me revois luttant pour survivre dans les camps viêt-minh. Vingt-sept ans déjà ! Enfin, le coup est parti. Allez, Bruno, malgré tes

soixante-cinq ans, au boulot ! L'action, les emmerdes conservent ! Cette fois, plus de complexes. Je suis rodé et décidé à gagner ce nouveau combat face à un électorat séduit par tant de promesses. Tout va aller pour le mieux dans une France nouvelle et heureuse, clament haut et fort les socialistes. Mon baratin est plus sobre, plus réaliste. Ma campagne est digne, sincère et faite dans l'amour de la patrie qui est mon seul et véritable parti. J'essaie de convaincre mes électeurs de ne pas se laisser aller à l'aventure socialo-communiste, de ne pas se laisser chloroformer par quelques mesures démagogiques. Enfin, je leur fais confiance, je me fie à leur bon sens. Je ne m'étendrai pas sur cette campagne, une parmi tant d'autres. Tout est simple. Je suis le candidat unique de la droite. Mon adversaire socialiste est à nouveau Jean-Paul Chagnollaud, doyen de la faculté de Nancy. Toujours très correct. Jamais une attaque ou un coup bas de sa part ni de la mienne. C'est une campagne propre, sans problème, comparée à la bassesse de celle de 1978 face au candidat R.P.R.

Dimanche 14 juin, premier tour, il fait un temps splendide. C'est l'ouverture de la pêche. Les électeurs iront-ils voter en masse ? Le soir, j'attends les résultats, détendu, à ma permanence, entouré de mes fidèles. A 20 heures, le verdict tombe : Bigeard élu au premier tour. Hélas, à l'échelon national, c'est la marée socialiste. L'hécatombe de l'ex-majorité. Le P.S. remporte 285 sièges, la majorité absolue. Il peut aussi compter sur ses amis communistes : 44 députés en tout. Ils ne manqueront sûrement pas de faire payer tout ce qu'ils donneront. Nous ne sommes plus que 152 R.P.R. et U.D.F. A peine une goutte d'eau dans un océan. Nous ne pourrons rien faire. J'aurais mieux fait d'aller à la pêche ! Mauroy forme son nouveau gouvernement avec 4 ministres communistes.

2 juillet 1981, la première session de cette Assemblée rose et rouge. Même cirque qu'en 1978. Election du président de l'Assemblée, Louis Mermaz, et des présidents de toutes les commissions. Les socialistes au pouvoir squattent tous les postes, c'est normal. Ils nous offriraient, paraît-il, la présidence de la commission de la Défense. Mon nom est avancé. Pas question. Je risquerais de démissionner très rapidement. A ce poste, on doit discrètement être avec et pour le président de la République, chef des armées. Pas de compromis. Je ne veux pas ternir mes quarante années de carrière militaire. Ce n'est pas le cas de tous. Certains généraux vont louvoyer dans les hautes sphères du pouvoir, quel que soit le gouvernement. Le général Norlain servira Chirac pendant la première cohabitation, puis Rocard tout de suite après. L'amiral Lanxade sera le directeur du cabinet militaire d'André Giraud, puis de celui de Jean-Pierre Chevènement. Il deviendra même chef d'état-major de l'armée. Idem pour le général Schmitt. Est-ce bien respecter la fidélité de la brousse ? Je me contente de poser la question. Finalement, les socialistes désignent Darinot à la présidence. J'en ai déjà parlé. Il était avec moi à la commission et dans plusieurs de mes voyages. C'était même mon coéquipier au footing. Où mène la pharmacie, cher Louis !

Pour moi, cette nouvelle Assemblée correspond à un vrai changement de vie. Je ne suis plus qu'un simple député. Adieu bureaux, chauffeur, coéquipiers. Nouveau départ de zéro. J'ai aimé, j'aime redémarrer, mais à soixante-cinq berges cela commence à bien faire. Un petit bureau m'est tout de même affecté, au troisième étage de l'Assemblée, presque sous les toits. Dans ces mêmes couloirs, Gaudin. En fait, ce corridor est le cimetière des ministres !

Début juillet, laïus du Premier ministre à l'Assemblée. Il vient nous présenter son programme et nous

demander notre confiance. Pierre Mauroy à la tribune, c'est un spectacle. Sa carrure, sa voix grave et suave lui donnent un côté tragédien. Il nous désigne, nous montre du doigt, nous les rescapés de la droite. Vous êtes les responsables, les profiteurs, les incapables. Il tonne. C'est du délire sur les bancs socialistes. Enfin, tout va changer. Le chômage va disparaître, une grande France va renaître. Je me demande ce que je fais dans ce cirque. J'ai envie de me lever, de crier mon indignation et de foutre le camp. Je n'ai toujours pas digéré *l'Internationale*, le drapeau rouge à la Bastille après la victoire socialiste. Mais une autre voix en moi, plus raisonnable, me dit : « Calme-toi, Bruno, laisse venir, tu en as vu d'autres. » C'est la voix de la raison qui l'emporte. Je reste et m'évade par la pensée vers des souvenirs de la brousse, laissant notre Premier ministre jeter sa rancune. Pendant plusieurs mois, il ne fait que ça. La droite a ruiné la France. Giscard nous a conduits à la catastrophe. J'en ai marre. C'est indigne. J'ai mené beaucoup de combats. Quand ceux d'en face se battaient bien, je leur rendais toujours hommage. Ici dans la jungle, on dirait qu'il faut absolument abaisser l'autre.

Mauroy est décidément trop sous le signe de la rose. Il n'est pas le Premier ministre de la France. Ce n'est qu'un des chefs des camarades socialistes ; je crains le pire pour notre patrie. Pourtant, je souhaite sincèrement que les socialistes réussissent. Ce qui compte, c'est notre pays et non le nombre de députés R.P.R. ou U.D.F. Je lui dis même un jour à la tribune : « Si vous réussissez, je me mettrai au garde-à-vous, cinq pas derrière vous. » Mais c'est mal parti.

Quelle est l'équipe au pouvoir ? Savary à l'Education, à la tête d'un ministère si important. C'est lui qui est chargé de la formation, pas seulement scolaire mais aussi morale, de la jeunesse. C'est à l'école que l'on nous apprenait : « Mourir pour la patrie est le sort le plus beau. » Plus rien de semblable aujourd'hui. Les seuls pays où le patriotisme existe encore

sont les pays communistes, comme la Chine. Cela fait leur force et accentue donc le danger pour nous. Delors à l'Economie. Defferre à l'Intérieur. Sacré Gaston ! Mais est-ce bien raisonnable de le mettre à la tête de toutes les polices ? On aurait pu trouver plus intègre ! Hernu à la Défense. Plutôt rassurant. J'ai pu l'apprécier quand on était ensemble à la commission de la Défense. Mais aura-t-il assez de pouvoir, de gueule pour sauver l'armée ? Les socialistes semblent bien décidés à lui faire la peau. D'autres encore, moins rassurants : Chevènement, Rocard, Jobert. Et Régis Debray comme conseiller à l'Elysée. Pourquoi pas Fidel Castro à la tête de la France ? Tout cela me semble bien mal engagé.

La politique des socialistes est incohérente. Ils changent constamment d'avis. D'abord contre le nucléaire, ils deviennent ensuite pour. Pareil pour les ventes d'armes à l'étranger. Le service national devait passer à six mois. Il reste à un an. Cela ne me choque pas, mais ce n'est pas sérieux. Beaucoup de promesses, aucune de tenue. Un jour, Mitterrand semble avoir des positions proatlantiques, proaméricaines. Il fait un grand discours pour expliquer que l'amitié franco-américaine n'est en rien menacée. Le lendemain, il donne son appui à des mouvements soutenus par l'U.R.S.S. La politique extérieure est sens dessus dessous. Dans le domaine européen, je note aussi des contradictions entre les belles déclarations théoriques visant à relancer la construction européenne et les actions concrètes qui détruisent les bases du Marché commun. En résumé, je sens dans leurs actions une réelle sincérité, beaucoup de rêves, mais aussi de la démagogie et une bonne dose de pommade passée aux Français. Et puis pourquoi cette précipitation sans queue ni tête ?

Je n'hésite pas à prendre la parole à l'Assemblée pour leur dire leur fait. Je tiens à leur montrer que nous existons toujours. A droite, même si nous sommes submergés par le nombre, notre compagnie, dont

les effectifs se montent tout de même à 150, saura mener le combat. Je suis sûr que le renfort ne va pas tarder à arriver. Ceux qui vont comprendre et ceux qui ont déjà compris vont nous rejoindre. Chacune de ces interventions me détend ; je suis heureux de leur dire quelques vérités.

Pourquoi tous ces changements ?

Les socialo-communistes semblent vouloir tout changer à vitesse grand V. C'est la chasse aux sorcières partout. A la radio, à la télévision, dans la presse. C'est la valse des recteurs, des préfets. Paul Quilès, lors du congrès du P.S. à Valence, demande que des têtes tombent. Plus personne de droite à des postes de dirigeant, quel que soit son mérite. C'est de nouveau la terreur politique. On se croirait revenu à la Révolution. Si je me sens mal dans ma peau, ce n'est pas tellement à cause du changement du premier responsable de la nation. Cela ne m'inquiète pas vraiment. Mais pourquoi ces changements de société si rapides qui vont sûrement aller en s'amplifiant ? Pourtant, en mai 1981, la situation de la France n'était pas catastrophique. On vivait en paix. Le franc se tenait. Les réserves d'or étaient en place. Nous étions les premiers en énergie nucléaire, les troisièmes exportateurs mondiaux, la troisième puissance militaire mondiale. Le pouvoir d'achat avait été maintenu malgré la crise et la forte inflation. Un effort sérieux avait été accompli en faveur des personnes âgées, des handicapés. Même s'il restait beaucoup à faire, le bilan de Giscard était largement positif. Il y avait bien sûr le chômage dont on parlait beaucoup, mais tout le monde sait qu'il arrive chaque année sur le marché du travail 250 000 jeunes de plus qu'il ne part de gens à la retraite. Et puis, nous n'avions que 7,4 % de chômeurs contre 9,5 % en Grande-Bretagne. Il faut être honnête. Giscard avait bien manœuvré la

barque France alors que c'était la pleine tempête. Les socialistes, eux, veulent tout changer.

Tout s'enchaîne très vite. Mauroy fait le forcing. Le 16 septembre 1981, c'est le débat sur l'abolition de la peine de mort. Monsieur Badinter, garde des Sceaux, fait un exposé extrêmement brillant, comme à son habitude. J'interviendrai quelques heures après lui, dans la soirée. Quelques extraits :

> Monsieur le garde des Sceaux, j'ai entendu votre brillant exposé de cet après-midi. Vous êtes un avocat de renom, de grande classe. Percer dans cette profession, il faut le faire. Mais ce soir, nous sommes tous en face de notre conscience. Personnellement, j'ai suivi ce débat avec beaucoup d'intérêt. Je ne reçois aucune directive de parti ; cela me permet d'être très détendu. Le militaire est apolitique. Il exécute les ordres du gouvernement quel qu'il soit. Heureusement d'ailleurs, et nos amis socialistes sont bien heureux d'avoir actuellement une telle armée à leur disposition. Mais le problème que nous traitons est grave et j'ai l'impression que l'on oublie un peu trop les victimes. Vous avez parlé avec émotion de ce sacrifice à l'aube. Le petit matin, le col de chemise découpé, le crâne rasé, tout cela a été très bien rendu au cinéma, dans de nombreux films. C'est quelque chose d'horrible qu'il vaut mieux éviter de voir. Vous y avez été contraint, Monsieur Badinter, et je comprends que cela a dû être pénible. Mais n'oublions pas les victimes. Imaginez, par exemple, ce qui a dû passer dans le regard de ce petit garçon d'Auriol quand il a vu sa famille se faire massacrer, puis quand il a vu l'assassin se diriger vers lui pour le poignarder. Et ça, Monsieur le garde des Sceaux, ce n'est pas un crime d'un autre âge, dans un autre pays. C'était il y a quelques semaines, chez nous, dans le Sud de la France. Quel sort méritent de tels monstres ? Certes, il est impératif de changer le mode d'exécution. La guillotine est presque un instrument de torture et je ne comprends pas pourquoi on a gardé le système du docteur Guil-

lotin. Il existe des systèmes bien plus rapides, moins douloureux (...) La mort, quand on l'a frôlée, Monsieur le garde des Sceaux, on sait que ça peut se passer très vite. Si ce soir j'ai voulu être présent, c'est donc pour défendre surtout les victimes, leur famille. Mesdames, Messieurs de la majorité, imaginez que cette petite fille que vous adorez, que votre grand-père, que votre grand-mère soient massacrés... Que penseriez-vous ? En conclusion, c'est pour les victimes que je suis intervenu et en leur nom je voterai contre votre projet.

Mais les jeux étaient faits. L'abolition est votée par 360 voix. Même certains de mes collègues de l'U.D.F. et du R.P.R. ont voté pour cette loi. Je ne les comprends pas. D'autant que l'insécurité est de plus en plus inquiétante. Un jour, je lance à M. Mauroy comme une boutade : « Si ça continue, nous allons nous flinguer les uns les autres. » En effet, tout semble fait pour que les criminels puissent agir à leur guise. J'essaie de faire sourire comme d'habitude, mais le problème est particulièrement grave. Déjà en 1980, de nombreux maires de mes 180 communes me disaient : « Agissez auprès du gouvernement, il y a trop de laxisme, il y a trop de relâchement en France. » C'était vrai. On a dénombré 280 hold-up en 1970 et plus de 1 000 en 1975, une criminalité trois fois plus importante. Depuis le 10 mai, j'ai l'impression que ce laxisme a encore été multiplié et par un coefficient énorme. Aujourd'hui, je constate une évolution inconcevable : attaques de banques en plein jour, hold-up, commando pour dévaliser les coffres. Une insécurité pire que jamais dans la banlieue de Lyon, à Villeurbanne, dans la banlieue parisienne et jusque dans mon secteur, celui de Nancy, à Commercy où un commissariat a été attaqué. La pègre en 1981 n'a plus ni lois ni traditions. Elle ne connaît aucune limite, puisqu'elle n'hésite pas à tuer gendarmes, policiers et magistrats. Et pour réprimer ou

essayer de redonner confiance aux citoyens, que fait le gouvernement ? De nouvelles lois pour faciliter la vie des criminels. Mitterrand et l'Assemblée ont déjà amnistié plus de 6 000 détenus. Dans ces conditions, à quoi sert que les tribunaux condamnent les délinquants ? La police est mal dans sa peau, trop souvent désavouée et recevant suivant les semaines des indications contradictoires.

Mais les socialistes n'en ont cure et tout continue à aller très vite. Un débat abracadabrant sur l'énergie. Après avoir écrit le contraire, les socialistes disent qu'ils vont continuer à faire tourner les centrales nucléaires. Mieux, ils vont en construire cinq nouvelles. Puis les nationalisations de nos plus grandes banques, de nos plus grandes industries. On coupe les jarrets de nos grands capitaines d'industrie. Le fleuron de notre économie est dans les mains d'un Etat – décidé à tout changer – qui est loin de m'inspirer confiance. On cherche à faire disparaître l'esprit d'initiative de la France. On veut la transformer en un pays d'assistés. L'armée aussi est au centre de nombreuses discussions, cela fait beaucoup de bruit. J'y reviendrai plus longuement.

Dès que je peux, j'essaie de faire barrage aux iniques lois socialistes. Mais sans grande illusion. Ces combats donnent à ma vie un rythme endiablé. Toul-Paris (gare de l'Est) et Paris-Toul. Deux voyages par semaine. Le métro, le studio, l'Assemblée, les débats... Le footing à Paris et à Toul. Présent dans ma ville les samedis, dimanches, lundis et vendredis. Le reste du temps, à Paris. Souvent, je dis à Gaby : « J'en ai ras le bol. » J'ai l'impression de me donner beaucoup de mal pour déboucher sur le néant. Il me semble que nous faisons trop de bruit dans cette Assemblée sans vraiment agir. Le sérieux, l'efficacité, l'intérêt même de notre patrie sont submergés par des clans et des partis. Enfin, en un semestre, je me serai adapté à ce rôle de député solitaire. Ne demandant rien à personne.

J'aime bien Gaudin, le patron du groupe U.D.F. Sou-

vent, il me dit : « Vas-y, Marcel, monte à la tribune, chauffe la salle. » A chaque fois, mes interventions sont suivies avec sympathie. Jean-Claude, c'est la Canebière, le soleil du Midi, la poignée de main facile, l'éternel sourire, le bon vivant marqué par une certaine baraka et un savoir-faire remarquable. Je l'apprécie et j'ai un faible pour lui. Il est d'autant plus chic avec moi que je ne lui pose aucun problème et ne lui réclame rien.

A partir du 10 décembre et jusqu'à fin janvier, je suis submergé par les vœux que je reçois de toute la France et même du monde entier. Ceux du roi Hussein de Jordanie me touchent beaucoup. J'ai toujours admiré le courage, le caractère et le côté sportif de Sa Majesté. Aussi habile aux commandes d'un avion que dans la jungle politique.

1981 s'estompe dans la grisaille de ce long hiver lorrain. Les fatigues accumulées et ces soixante-cinq berges qui fichent le camp pour entamer ma soixante-sixième année. Cette année-là, je parcours la France et participe à plusieurs débats. Toujours le même rythme pour ces soirées. Laïus du cœur, réponses aux questions, dédicaces de bouquins. Retour au studio à Paris vers 1 heure du matin. Réveil à 6 heures et footing.

Fin juin, je retrouve le président Giscard d'Estaing à la fête du Parti républicain à Romorantin : 3 000 personnes environ sont présentes. Avant son arrivée, avec Thierry Le Luron nous faisons patienter cette immense foule. Je viens de passer vingt minutes avec l'artiste dans son camping-car. Il m'a dit : « Il faudra que l'on fasse quelque chose ensemble. » Thierry l'irremplaçable, pétillant d'intelligence. Le soir, dîner : 1 200 convives. Giscard très détendu. Il y a un an, il était battu. Je le trouve en pleine forme, égal à lui-même. Vous dominant tout naturellement.

Un semestre écoulé en cette année 1982. Je tourne à 3 000 tours. J'ai retrouvé un certain équilibre, je me

sens à l'aise. La presse locale, nationale et les médias me suivent. Je reste dans l'actualité malgré mon âge et ma solitude politique. Seul comme je l'ai toujours été suivant mes propres règles : ne dépendre de personne, ne pas trahir ceux qui m'ont suivi, être mon propre juge.

« Monsieur le Président, rectifiez le tir »

Automne 1982. Presque dix-huit mois que le gouvernement socialo-communiste dirige la France. Où en sommes-nous ? Toutes les promesses semblent s'être envolées. Seuls restent des résultats catastrophiques. En juin, j'adressais une lettre ouverte au président de la République qui se concluait par :

> Un vieux soldat vous crie : « Monsieur le Président, rectifiez le tir », pour le bien de la France qui, sinon, court à la catastrophe.

Le tir n'a pas été rectifié. Alors :

> Monsieur le Président, vous seriez tellement grand si vous pouviez dire : « Je m'en vais. » Le général de Gaulle, dont vous admirez la stature et bénissez la constitution, doit vous le crier bien fort.

En septembre, je publie un article dans le *Figaro Magazine*.

> Le 10 mai 1981, notre France démocratique a fait son choix. A 20 h, le score annoncé par des mines défaites tombe sur le petit écran. Mitterrand est notre président...
> C'est l'explosion de joie pour 52 % des Français et pour les autres la stupeur, la gorge serrée et parfois des larmes.
> Quinze mois se sont écoulés, et pourtant c'était hier

que nous découvrions à la télé un président changé. Il était enfin arrivé au bout d'un long chemin. Il était le premier Français, ce qui automatiquement transforme un homme, même le plus blasé, même celui qui a « la force tranquille ». Une onde de choc l'a métamorphosé : le visage, le regard s'étaient modifiés... Entre le 10 mai et les législatives du 21 juin, nous glissions rapidement vers un changement de société total qui allait bien au-delà du remplacement d'un chef par un autre chef. La Bastille, le poing levé, l'Internationale, le Panthéon, les invités spéciaux à l'Elysée, tout était fait pour nous le montrer. C'était pour certains l'espoir...

Un an et demi plus tard, les résultats sont là, chiffrés et indiscutables. La France s'étiole, baisse les bras, l'initiative fiche le camp, la paralysie gagne progressivement toutes les couches de la société productive. A l'extérieur, nos amis, après avoir douté de l'expérience socialo-communiste, ont maintenant parfaitement compris que la barque France prenait l'eau. Le franc, dévalué deux fois en un an, a perdu 20 % de sa valeur par rapport au mark et 30 % face au dollar. Les faillites ou défaillances d'entreprises ont augmenté de 27,7 % par rapport à juillet 1981. Dix mille cessations d'activité au cours du premier semestre 1982. L'emploi ne cesse de se dégrader, le cap fatidique des 2 millions de chômeurs est nettement dépassé. Chaque mois, il y en a 23 000 de plus contre 14 000 sous le règne Giscard-Barre. La balance commerciale, je n'ose en parler... Il faut remonter à 1968 pour trouver un taux de couverture aussi médiocre : 43 milliards de déficit pour le premier semestre 1982. Pour limiter l'inflation, les salaires ont été bloqués, ce qu'aucun gouvernement n'avait osé faire depuis 1945. C'est ça le progrès social promis ? Enfin, pour terminer ce tableau dantesque, le budget. Il accuse un déficit prévisible de 150 milliards pour 1982 contre 30 seulement en 1980. L'échec est indiscutable. Il est déjà assimilé par les Français qui ont sanctionné

durement le pouvoir en place aux législatives partielles de 1981 et aux cantonales de 1982.
En ce mois de septembre 1982, la réussite est d'ores et déjà bannie. Le laxisme est poussé si loin que les honnêtes gens se demandent où se trouve la justice. L'effort est considéré comme une tare. Le nouveau slogan est : travailler moins, gagner plus. Mais il ne faut pas rêver, face à une jungle, à une guerre économique où nos partenaires ne ménagent pas leur peine, prétendre cela, c'est endormir un peuple qui, dans son histoire, avait su s'imposer et payer d'exemple. Les chefs, les responsables, ceux qui font vivre notre pays se sentent brimés et ils finissent par faire des complexes. Entreprendre, aller de l'avant devient suicidaire en l'an 1982.
De quoi demain sera-t-il fait ? Honnêtement après un tel bilan, il ne semble pas possible de poursuivre dans la même direction. Vers qui faut-il se tourner ? L'opposition, seulement 153 députés R.P.R.-U.D.F., représente quand même une grande partie de la France qui est loin d'être socialiste. Et il est probable que si les élections législatives avaient lieu demain, notre Assemblée nationale serait transformée. R.P.R. et U.D.F. doivent donc être prêts à retourner au pouvoir. Mais pour cela, ils doivent eux aussi changer leur attitude. Les Français à la base souhaitent ardemment l'union de l'opposition. Ils sont las des querelles des dirigeants, ils souhaitent un chef qui ne vivrait que pour sa patrie et qui saurait créer un grand souffle, redonner confiance en s'entourant d'hommes et de femmes compétents et désintéressés. Les clubs divers fusent un peu partout, chacun veut refaire une nouvelle France et il est bon d'exiger que l'opposition élabore un nouveau projet de société afin d'être crédible. Mais pas un projet élaboré par des comités et des sous-comités. Laissons ce genre d'exercice à ce qu'on appelle la gauche et ses idéologues. Il faut savoir s'adapter et faire face aux circonstances du moment. Il faut informer nos concitoyens en toute franchise. Préciser les moyens d'atteindre les objectifs

proposés et définir les libertés qu'il faut défendre : liberté d'entreprendre, liberté de l'enseignement, de l'information audiovisuelle, etc. Il faut défaire en partie ce qui a été mis en place par les socialo-communistes. Enfin, il faut s'appuyer sur une justice comprise et admise par l'ensemble des Français et surtout redonner confiance par l'exemple, la sincérité, le bon sens et ne pas penser qu'au pouvoir pour le pouvoir. Peut-être que je rêve, que je crois au Père Noël et à mon âge c'est ridicule, mais j'ai toujours agi ainsi, et cela m'a permis d'être et de durer, et c'est pourquoi je crois aujourd'hui en une vraie France qui se retrouvera peut-être plus vite que nous le pensons.

A peine cet article paru, des centaines de lettres m'arrivent. Je ne suis pas seul. Je suis en phase avec le peuple de France. Je n'en cite qu'une :

Mon général,
Vous ne me connaissez pas, je ne vous connais pas, mais j'ai envie de vous écrire. Je vous avoue être écœuré quand je vois et entends nos leaders de l'opposition recommencer à jouer devant nous. Ils me donnent l'impression de se moquer de la France comme d'une guigne et de ne s'occuper que d'eux-mêmes et de leur carrière.
Le baptême de la France, c'était à Reims, celui de Clovis le guerrier, notre premier roi. Vous êtes de leur race, mon général. Pourquoi ne seriez-vous pas roi à votre tour, non pas pour votre gloire mais pour celle de la France ? Les Français ont toujours eu besoin d'un roi ou d'un « père de famille ». Je suis simple, mon général, mais c'est vous qu'il faut à la France. Vous feriez l'unanimité comme vous l'avez toujours fait. Entourez-vous bien, mon général et avancez. Si ma lettre vous arrive, ne m'en veuillez pas de vous avoir écrit mais sachez que vous seul pourriez rendre à la France un peu et peut-être beaucoup de sa grandeur.
Croyez, mon général, en mes sentiments respectueux.

Je pourrais en citer des dizaines d'autres. A toutes, je réponds à la main et ne peux que leur dire : je suis seul, je dis ma vérité sans prétendre détenir toute la vérité. Je n'ai aucune ambition et ne veux pas gâcher une carrière militaire par une aventure sans lendemain. Je me contente d'alerter politiques et opinion. Contribuer à faire bouger les choses.

Sauver l'armée

Rentrée parlementaire de septembre 1982. Le pays commence à payer les pots cassés de la désastreuse gestion des socialo-communistes. Le budget que propose le gouvernement en est la preuve. Il cherche à faire des économies sur tout ce qu'il ne juge pas essentiel. En premier lieu, la Défense. Les crédits sont en très nette baisse. Je pique ma gueulante.

Pourtant, au début, Hernu s'était plutôt bien débrouillé. Je lui avais même rendu hommage à l'Assemblée car il n'avait pas cassé notre Défense. Au contraire, on le sentait content au défilé du 14 Juillet comme un gosse devant ses cadeaux de Noël. J'avais fait une longue intervention à l'Assemblée pour que l'U.D.F. vote le budget de la Défense, contrairement aux socialistes qui n'ont jamais voté un budget Défense depuis des décennies. Dans la première copie de Hernu, le budget était à 3,8 % du P.I.B. Nous savions tous qu'il fallait doter nos armées de 4 % puis 4,5 % du P.I.B. pour qu'elles puissent tourner correctement. C'est-à-dire posséder des sous-marins nucléaires en mer, des porte-avions dignes de ce nom, et pas à bout de souffle, et avoir au moins 60 000 hommes vraiment entraînés, prêts à partir au top et à vraiment se battre. Enfin avec 3,8 %, on était à peu près au même niveau que sous Giscard qui avait fait un sacré effort pour revaloriser nos armées.

Mais très vite, tout s'est gâté. Hernu n'allait pas améliorer notre armée. Mes inquiétudes sont reve-

nues au galop. On avait échappé au service militaire à six mois à cause du chômage. Les socialistes avaient aussi vite compris que ça allait leur coûter cher. 55 % des Français étaient favorables au maintien du service à douze mois. Finalement, ils étaient aussi contents d'avoir une industrie d'armement. Vendre 150 Mirages à l'Inde, c'est toujours bon à prendre. Un contrat de plusieurs milliards de francs.

Mais si les socialistes n'ont pas touché à la durée du service ou à l'industrie d'armement, ils ne se sont pas non plus attaqués aux vrais problèmes. Car en dehors des milliards, des matériels, des efforts à faire pour rester à la pointe de la technicité, le facteur numéro un est bien la volonté du pays tout entier, difficile à capter en temps de paix et sans danger imminent. Pourtant, il suffit parfois d'un seul homme pour galvaniser et faire comprendre. J'ai peur qu'en France, en Europe, on saborde cet esprit de défense, ces notions de patriotisme qui font vieux jeu. Ce déferlement de vagues de centaines de milliers d'hommes dits pacifistes m'inquiète. Jeunes idéalistes, écologistes aux idées généreuses et souvent sincères rêvent d'un monde désarmé, marchant la main dans la main, sans se rendre compte qu'ils servent un impérialisme décidé à imposer son hégémonie et qui poursuit sa guerre de jour en jour.

Malheureusement Hernu n'a rien fait pour redresser la barre. Au contraire, les magouilles ont vite commencé et l'armée, comme prévu, a été sacrifiée. Dix-sept milliards de francs de crédits pour l'armée au titre du budget 1982 sont annulés. Puis les tribunaux militaires sont supprimés. Enfin, ce nouveau budget nettement en baisse. La catastrophe. Je tiens une conférence de presse où je ne manque pas de dire ce que je pense de celui-ci et de Hernu. Le problème est simple. Avec un tel budget, il n'est pas possible de maintenir l'armée en l'état. Il va falloir préparer une opération chirurgicale. Couper un bout, enlever quelque chose. Je ne sais pas encore quoi, mais c'est clair

que cela se prépare. Il existe une autre solution, peut-être pire, reconsidérer l'organisation dans son ensemble. C'est sans doute ce qui va se faire. Ce sera peut-être le nouveau modèle d'armée annoncé par le Premier ministre en septembre dernier.

La Grande Muette est inquiète. J'ai souvent l'occasion de rencontrer les hauts responsables de nos forces et des cadres aux échelons plus modestes. Ils semblent paralysés et ne posent qu'une seule question : que va-t-il se passer ? Ils n'ont rien contre le gouvernement, mais ils attendent qu'il leur dise ce qu'il compte faire. Nous sommes actuellement dans les brumes. Il est souhaitable que, dans les plus brefs délais, un débat sur la défense éclaire les intentions « vraies ». Tout cela me conduit à ne pas voter ce nouveau budget. En fait, l'avenir montrera que je ne me suis pas trompé sur les projets de réforme de l'armée.

A peine un an plus tard, Hernu va présenter à l'Assemblée son projet de réforme du code du service national. Un véritable kaléidoscope. Il y en a pour tous les goûts. En fait, c'est un bon camouflage en attendant le service à six mois annoncé dans les 110 propositions de Mitterrand et qui tarde à venir. Les effectifs vont être réduits. Le pourcentage de ceux qui ne font pas leur service va augmenter, ce qui est démoralisant pour ceux qui l'effectuent. Les appelés vont faire leur service plus près de leur domicile. Cela au moins c'est un soulagement pour tous les députés qui passent la moitié de leur temps à essayer de pistonner leurs jeunes électeurs pour leur service. Bizarrement, alors qu'on va réduire le nombre d'hommes sous les drapeaux, on cherche à augmenter celui des femmes soldats. Mais il y a longtemps qu'elles se sont fait un nom dans nos armées. En réalité, c'est une bonne pub. Tout cela n'est pas très consistant ni très sérieux, juste quelques mesures, des mesurettes qui ne vont aboutir qu'à une seule chose. Les jeunes de vingt ans arrivant dans leurs unités vont se mettre à compter les jours et ne vivront que pour la quille. Dans ce cas-là, il vaut

mieux une armée de métier. Il y aurait peut-être moins de problèmes au jour le jour. Mais sûrement plus à terme. Les Etats-Unis regrettent leur conscription. Leur armée de métier a montré ses limites au Viêt-nam alors qu'à l'Est le service militaire est obligatoire et quel service ! Personnellement, j'ai toujours prêché pour le service militaire à un an, car la nation doit être présente dans l'armée avec les siens. Enfin, là encore j'ai un peu l'impression de prêcher dans le désert. Pourtant si l'on examine la situation internationale, on se rend bien compte que l'on a besoin d'une armée forte. Avec des troupes d'élite prêtes à aller se battre dans les plus brefs délais à l'autre bout du monde. Mais ça non plus M. Hernu ne l'a pas compris. Pour lui, seul le nucléaire compte. C'est déjà pas mal, mais nettement insuffisant surtout si l'on rabote le budget de son ministère à vitesse grand V.

Pour une vraie politique extérieure

1982 se termine. En dehors des débats parlementaires, j'ai beaucoup tourné, constamment sous pression. Pas le temps d'aller à un spectacle, de voir un film. Toujours respecter le planning, parfois dans un état fiévreux, se présenter à un débat, face à une salle archicomble de 21 heures à 23 heures, en donnant l'impression d'être en superforme. A quoi bon m'être tant dépensé ? Cependant, je devine que rien n'est jamais inutile et qu'il en restera certaines traces chez les purs, les vrais.

Déjà 1983. Il y a trente ans, j'étais un jeune commandant guerroyant au Tonkin et au Laos dans des conditions difficiles, face à un ennemi de plus en plus fort et pourtant avec un moral à tout casser, au service de nos dirigeants. C'est l'intersession. Je passe beaucoup de temps à ma permanence : courrier aux ministères (Défense, Affaires étrangères, Intérieur), pour une affectation militaire, une demande de déco-

ration, de naturalisation, des autorisations diverses, etc. Mon équipe rodée fait face. Les ministères de gauche très corrects me donnent satisfaction à chaque fois qu'ils le peuvent.

Les meetings se succèdent. A Bourg dans l'Ain, Charles Millon m'invite à sa fête de l'opposition où Barre est la vedette. Millon, c'est un jeune qui a du pétrole. Faut qu'il fasse gaffe à ne pas se brûler d'un coup.

10 mai 1983, deuxième anniversaire du fameux 10 mai. Le Parti républicain et le Mouvement des jeunes giscardiens organisent à Toul un « dîner de l'espoir ». François Léotard viendra à ma villa et nous partirons ensemble vers la salle Valcourt où un millier de personnes l'attendent. Soirée très réussie. Léotard a bien progressé depuis 1978. J'en suis fier et heureux pour lui.

A chacun de mes meetings, un accueil très chaleureux. Toujours le même laïus sur la situation de la France et sa place dans le monde. Après deux ans de pouvoir, les socialistes ont clairement montré l'échec de leur politique. C'était un peu couru d'avance mais pourtant j'avais vaguement espéré, faisant toujours passer l'intérêt de la France avant ma carrière. En effet, comment pouvait-on espérer créer la prospérité en décourageant l'épargne ? Favoriser la fraternité humaine en encourageant la lutte des classes ? Aider le pauvre si on ruine le riche ? La politique socialo-communiste, c'est d'abord toutes ces contradictions. La déroute financière est grave, très grave, mais la France en a vu d'autres et elle a su se relever après 1944 et 1968. Ce qui m'inquiète davantage, c'est le pourrissement du pays où toutes les valeurs fichent le camp : notions d'idéal, de patrie, de grandeur de la France, de respect des anciens, de fierté pour ceux qui réussissent. La formation civique est délabrée, sans consistance.

C'est d'autant plus grave que la situation internationale est pour le moins alarmante. Notre planète vit

sur une véritable poudrière où l'on meurt, où l'on s'entre-tue un peu partout. Plus de vingt guerres et guérillas dans le monde : Afghanistan, Liban, Iran-Irak, Salvador, Nicaragua... Et que fait notre gouvernement ? Il essaie désespérément de s'adapter à la situation. Il est bien loin de toutes ces belles déclarations du temps où il était dans l'opposition, mais ne se comporte pas encore en équipe avertie et responsable. Pour lui, il fallait faire disparaître l'armement au Salon de l'aviation du Bourget. C'était simple, plus d'armes, plus de guerres. Yvon Bourges, ministre de la Défense, était traité de marchand de canons. Là il faut rendre hommage à M. Hernu qui le bat de pas mal de longueurs. Le commerce de la vente d'armes n'a jamais été aussi florissant. Dans quelques semaines, la France va livrer six Super-Etendards à l'Irak. De même, la période colonialiste devait enfin se terminer. A l'Assemblée, les socialistes, dans l'opposition, posaient sans cesse la même question : que font encore nos soldats sur cette terre d'Afrique ? Pourquoi Kolwezi, ce relent de colonialisme ? Le député Mitterrand était intervenu en demandant ce qu'on faisait là-bas et en soulignant que le Parlement n'avait pas été prévenu. Pourquoi ce coup de main en Centrafrique pour remettre en place le président Dacko ? Encore une arrière-pensée colonialiste ! Pourtant, dans les faits, Bokassa était prêt à vendre la République centrafricaine à la Libye. Mais ce sont des réalités et les socialistes sont avant tout de beaux parleurs. Pour eux, là aussi il aurait fallu convoquer le Parlement. M. Rocard demandait : « A quelle heure sauteront les parachutistes ? » Or une opération comme celle-là ne se traite qu'entre le président, le ministre de la Défense et le chef d'état-major, autrement ce n'est pas possible ! Les belles paroles du début ont donc été oubliées. Notre dispositif en Afrique, bien conçu, a été préservé. Dakar permet de jouer dans l'ex-A.O.F., nos troupes en Centrafrique sont maintenues, Djibouti idem. En fait, presque rien n'a changé

alors qu'ils annonçaient le contraire. Et que font-ils aujourd'hui ? Ils envoient des soldats au Tchad pour contrer Kadhafi. Trois mille exactement en août 1984. Ainsi une nouvelle fois, les socialistes qui ne veulent pas la guerre sont devenus champions pour la faire, sans la faire, tout en la faisant. Après l'Indochine, l'Algérie et l'expédition contre Nasser, toutes ces guerres avec des socialistes au pouvoir. Aujourd'hui, 12 000 combattants, des combattants d'élite, sont engagés hors de France au Liban et au Tchad. Il n'y en a jamais eu autant depuis la guerre d'Algérie.

Je ne porterai pas de jugement sur ces actions, car la critique est facile lorsqu'on n'est pas responsable. Surtout, en politique étrangère, il y a mieux à faire que d'user notre énergie dans nos querelles, dans cette lutte des classes qui peut être lourde de conséquences. Il y a même en la matière un certain consensus et je crie bravo ! Mais il faut aller plus loin. La politique étrangère, la défense, pour être fortes, doivent s'appuyer sur un pays informé, préparé moralement, prêt à comprendre qu'en dehors de nos problèmes quotidiens il est bon de savoir ce qui se passe dans le monde et que la grandeur d'un pays, sa fierté, dépendent de chacun de nous qui avons le privilège de vivre libres. Aux yeux du monde la France doit paraître unie et forte. C'est pour cela aussi que les socialistes ne doivent pas changer sans cesse leur politique, car cela nous discrédite considérablement. Faire bloc et garder le cap me semblent deux bons impératifs pour notre politique étrangère. Et surtout arrêter de penser que nous sommes le nombril du monde et bien prendre conscience que nous ne pouvons pratiquement plus rien faire seuls. Nous avons besoin des Etats-Unis ou de l'Europe.

Malheureusement, quelques semaines plus tard, les événements vont encore me donner raison. Ils vont montrer qu'en matière d'intervention à l'extérieur le gouvernement agit trop souvent à la légère. C'est la tragédie libanaise qui va faire la une de tous les journaux. Près de 300 morts français et américains, paras et marines. Chez les paras, plusieurs du 3e R.P.I.M.A., mon régiment en Algérie. L'année d'avant, j'étais allé chez eux à Carcassonne fêter la Saint-Michel, le patron des paras. Quelques jours plus tard, ils étaient envoyés pour imposer la paix dans ce merveilleux Liban saisi par la folie des hommes depuis presque dix ans maintenant. Deux cent trente-neuf marines et 58 paras tués en quelques secondes sans pouvoir réagir en ce dimanche 23 octobre 1983 à 6 h 20. Impossible de lutter contre des camions-suicides bourrés d'explosifs. Michel Bassi, directeur de *France-Soir Magazine*, un de mes anciens lieutenants lorsque je commandais Saïda en Algérie, me téléphone : « Mon général, êtes-vous prêt à filer sur Beyrouth ? » Réponse : « Aucun problème, quand et à quelle heure ? »

L'avion atterrit, voici Beyrouth où m'attend l'état-major parachutiste. Je vois aussi le général Cann qui commande nos troupes. Un de mes lieutenants en Algérie. Tous ont la mine sombre. Je les comprends. Je souffre avec eux : 58 tués, 15 blessés en une seconde, sans rien pouvoir faire. J'ai le même sentiment d'impuissance qu'eux. Ces 58 hommes morts pour rien, c'est un peu ma sixième blessure. Morale celle-ci, mais tout aussi douloureuse et qui ne se cicatrise pas. Le souvenir toujours présent de mes camarades morts dans les camps viets me l'a assez prouvé. Je discute avec les survivants. Ils sont inquiets. Demain, que va-t-il se passer ? Lorsque, carte en main, on examine la situation de ce malheureux Liban occupé au nord par les Syriens, au sud par les Israéliens, la guerre religieuse ou civile qui oppose les fac-

tions du peuple, on ne peut être qu'effrayé. Et au milieu de tout cela, nos 2 000 paras noyés dans une population de plus d'un million de personnes. Que peuvent-ils faire ? Je ne peux m'empêcher de repenser à toutes les fois où le pouvoir politique a sacrifié des militaires, presque pour rien. Car la situation est quasi intenable. Qui sont-ils donc ces soldats dits de la paix ? Des soldats pour s'interposer entre deux factions, c'est une bien belle idée. C'est même parfait tant que les balles ne sifflent pas, tant que les canons ne tonnent pas, tant que le terrorisme ne se déchaîne pas. Mais dès que les hostilités démarrent, les soldats de la paix sont désemparés, ils ne peuvent presque rien faire. De toute façon, ils n'en ont pas le droit. Déjà depuis plusieurs jours, nos troupes étaient bombardées. La veille de l'attentat, notre aviation avait effectué un raid sur des batteries d'artillerie. Probablement un coup d'épée dans l'eau.

Aujourd'hui, quand je vois dans le détail l'implantation de nos postes, je comprends que nos paras soient soucieux. Il est urgent, dramatiquement urgent de revoir la mission du contingent français. Sinon, on peut s'attendre à de nouvelles catastrophes. Il n'est pas possible de les laisser tels qu'ils sont aujourd'hui, pratiquement sans aucun moyen pour mener une action efficace, à peine s'ils peuvent se défendre. Et puis des erreurs tactiques ont été faites. Comment Américains et Français ont-ils pu commettre l'imprudence d'entasser tant d'hommes d'élite en étages dans des immeubles aussi exposés que ceux du Hilton et du Drakkar ? Pourquoi ne s'est-on pas enterré ? Dès qu'on arrive quelque part, il faut creuser, ça évite les surprises. Je l'ai toujours imposé à mes hommes. Finalement, en six ans en Algérie, j'ai eu parmi mes hommes moins de dégâts qu'ici en quelques mois. Quel gâchis !

Retour le lendemain à Paris. Je viens de vivre quelques heures inoubliables avec ceux de la brousse empêtrés avec grandeur dans ce guêpier. J'aurais aimé rester avec eux. Quelques jours plus tard, on

verra à la une de tous les journaux une photo bouleversante. L'immeuble du Drakkar effondré avec juste une main qui en sort. Elle est serrée par celle d'un autre, un para qui a échappé au massacre. Pendant des heures, ce para va parler à celui qui est enseveli, pour l'aider à tenir. C'est ça la fidélité, l'amitié de la brousse que j'apprécie tant. Dans la jungle où je dois retourner, qui chercherait à sauver un autre si ça ne lui apportait rien ? Ce chacun pour soi que je supporte toujours aussi mal. Je pense à tout cela dans l'avion. A mes côtés, Bassi. Michel, la gentillesse, l'élégance, la facilité, la distinction. Voici Orly. Comité d'accueil. Généraux en tête. Hernu aimerait vous voir, il vous attend au ministère. D'accord, mais je dois d'abord passer à R.T.L. pour les infos de 13 heures. Le ministre Hernu, le général en chef des armées, un photographe m'attendent. Le ministre veut une photo entouré du chef des armées et de Bigeard. Pas question. On n'est pas là pour le cinéma. Je ne tiens pas à ce que la jungle profite des drames de la brousse. Dans le ciel libanais, j'ai dû croiser Mitterrand qui venait aussi voir les paras meurtris. Véritable compassion ou coup de pub pour pas cher ? Je confirme à Hernu ce que j'ai dit et écrit. Les paras n'ont pas de mission précise, il faut leur en donner une ainsi que des moyens. Sinon, il faut les faire rentrer. Inutile qu'ils continuent à jouer aux pigeons d'argile. Je devine l'état d'âme de Hernu, si fier à ce poste mais malheureux face à un tel drame qui aurait pu être évité comme auraient pu l'être ces longues guerres d'Indochine et d'Algérie.

Quelques jours plus tard à l'Assemblée nationale pour les questions au gouvernement, l'admirable et chaleureux Gaudin dira : « Bigeard, notre envoyé spécial de l'U.D.F. au Liban, nous tient informés. » Je souris, mais je suis trop meurtri. Je pense à tous ces sacrifices inutiles. Dans peu de temps, Anglais, Italiens, Américains et Français vont se sauver du Liban en laissant mourir tant d'innocents. A nouveau l'aban-

don de ce monde libre face à quelques enragés sans loi ni honneur.

Star de l'audiovisuel

Il ne faut pas faiblir. Je reprends mes tournées à travers toute la France. Les médias me sollicitent aussi beaucoup. Presque à chaque fois, j'accepte. Par tous les moyens, diffuser mon message. Je suis même invité à *Gym Tonic* par Véronique et Davina. Les deux n'en reviennent pas. J'exécute les mêmes exercices qu'elles. Et ce, à soixante-sept berges ! Cette présence fait partie de la ligne que je me suis tracée : montrer une autre image que celle du guerrier ne vivant que sur son passé.

Quelques semaines après, je suis l'invité de *Sept sur Sept*. C'était l'ancienne formule sans l'adorable Anne Sinclair. Le temps de parole était beaucoup plus limité. L'émission sera suivie de nombreuses lettres : « Merci mille fois. Vous avez dit à la télé ce que tous ceux qui croient en la France pensent. »

Janvier 1984. Pas une minute à perdre pour continuer à répondre aux vœux : anciens de la ligne Maginot, groupes francs de 1939, Indochine, Algérie, jeunes de quinze à vingt ans, dames de soixante à quatre-vingts ans. Cartes, lettres émouvantes.

20 janvier, c'est *La clé sous le paillasson*, une nouvelle émission de Nicolas Hulot sur France Inter. L'animateur vient chez moi et décrit ma maison. Les auditeurs appellent et essaient de deviner à qui appartient la maison. En une heure de temps, 1 233 appels et 448 gagnants. Les Français me connaissent bien. J'aime recevoir les journalistes toutes tendances confondues qui, dans l'ensemble, m'auront toujours maintenu dans l'actualité pendant des décennies, avec une certaine sympathie. *Le Canard enchaîné* y compris ! Ils ont rapidement détecté que je n'avais aucune ambition politique. Pourtant, je tourne de plus en

plus. En mai, 23 meetings déjà à travers toute la France et encore 28 prévus.

Juin 1984
Contre l'Europe pantouflarde

En effet, dans deux mois ce sont les élections européennes. Une bonne occasion de montrer aux socialo-communistes que les Français en ont assez de leur politique irresponsable. La droite devrait remporter une large victoire. Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. Les chefs continuent à s'entre-déchirer. Dans les sondages, l'U.D.F. ne recueille que 16 % des intentions de vote pour d'éventuelles législatives. Alors que ce mouvement est fortement enraciné à travers tout le pays. Il faut absolument cesser les jeux politiciens, les magouilles, oublier les problèmes de personnes. Il faut s'épauler les uns les autres, s'unir. Sinon, c'est Le Pen qui risque de gagner des voix. Comme les Français se foutent de l'idée européenne, certains vont profiter de la consultation électorale pour régler leur compte aux politiciens. L'opposition a aujourd'hui besoin d'une bonne douche, d'une cure de désintoxication, d'une promenade dans les bois, d'un coup de pied quelque part. Sinon, ça va être la catastrophe. L'opposition ne retirera pas les fruits du mécontentement populaire.

Je soutiens donc la liste d'Union de l'opposition dirigée par Mme Veil. Ce n'est pas de gaieté de cœur. Là encore, des compromis pires que sous la IV^e^ République, mais c'est la seule liste qui soit capable d'accélérer la chute des socialo-communistes. Il s'agit de voter utile sans faire la fine bouche. Le rythme effréné des galas, des meetings, s'intensifie encore. On me désigne responsable pour la Lorraine de la campagne de Simone Veil. Je vais donc l'accompagner à Verdun et Nancy. Le jour de son arrivée, brouillard intense. Impossible de se poser en avion. Elle arrive finale-

ment par la route à Verdun. Je l'accueille et c'est moi qui fais l'ouverture de son meeting. Je chauffe la salle. Elle en a bien besoin. Rossinot cueille Mme Veil à la sortie de cette première réunion, l'engouffre dans sa CX et file à près de 190 km à l'heure vers sa ville. A l'arrivée, les photographes sont là. Il est content : Mme Veil avec le maire de Nancy en première page de nombreux journaux. Sacré Rossinot, imbattable à ce jeu. Cela, je ne sais pas le faire.

Simone Veil repartie, je continue mes réunions. Je suis pour l'Europe. Car c'est dans l'union des Français et dans l'union de l'Europe que notre pays peut espérer avoir un avenir à sa mesure. Le Rhin, l'Hexagone ? A mon avis, c'est dépassé et le général de Gaulle tiendrait maintenant un autre langage sur l'Europe, j'en suis sûr. Oui, mais aujourd'hui notre Europe des dix et bientôt des douze, que fait-elle ? Elle constate, elle frétille. Et pourtant, la guerre est là, économique, scientifique, démographique, monétaire et militaire. L'Europe des dix : 280 millions d'habitants, autant que l'U.R.S.S. et davantage que les Etats-Unis. Nous sommes les plus nombreux. Cette Europe, avec ses richesses, sa matière grise, son passé, sa culture, sa domination encore si récente entrera dans seize ans, c'est-à-dire demain, dans l'an 2000. Aujourd'hui, en 1984, elle est là pantelante, endormie dans ses pantoufles, sans avoir encore compris qu'unie et consciente, elle pourrait représenter une force indiscutable et respectée au service de la paix. Aujourd'hui, le monde est malade de cette absence d'Europe. Il faut vraiment s'unir et vite, surtout avec les Allemands qui sont les plus fiables et se débarrasser de cette Europe frileuse, pantouflarde, aux négociations interminables qui ne débouchent sur rien.

Le 17 juin, plusieurs dizaines de millions d'Européens vont aux urnes. Les résultats tombent. Une vraie claque pour la majorité de gauche. Moins de 35 % des voix. L'opposition n'a pas de quoi pavoiser, avec un peu plus de 43 %. Non, malheureusement, le

grand vainqueur, c'est Le Pen. J'avais prévenu, les Français ont voulu marquer leur ras-le-bol des socialo-communistes et plus largement de toutes les magouilles politiques. L'opposition toujours déchirée n'a pas su inspirer suffisamment confiance. C'est notre faute. Passons.

D'autres événements bousculent l'actualité. Les socialo-communistes doivent faire face à une menace plus grave, les manifestations monstres pour l'école libre. Fin juin 1984, c'est le défilé à Paris. Plus de 1,5 million de personnes dans l'ordre et la sérénité. Je suis à la tête des 10 000 Lorrains. A mes côtés, François Guillaume. A la Bastille, une délégation de l'Union nationale des parachutistes me salue. De longs articles dans les journaux sur ces manifs.

Une nouvelle session extraordinaire à l'Assemblée. Elle s'ouvre en fanfare, ça crie, ça tape sur les pupitres, Madelin, d'Aubert, Toubon, Labbé parlent. Ducolonné, député communiste, accroche Claude Labbé de sa voix puissante. Quel cinéma ! A moi de jouer :

> J'ai fait quarante réunions en province, le ras-le-bol des Français c'est du vrai. Et on est là à discuter à perte de vue sur la presse et l'enseignement au moment où c'est la bérézina, où ça craque de partout. J'ai souhaité la réussite du gouvernement ; si tout baignait dans l'huile, je dirais bravo, mais soyez sérieux, messieurs. C'est désastreux. Je vous plains d'être députés socialistes. Dans vos circonscriptions, aujourd'hui, ça ne doit pas être gai. On ne peut rien sans la confiance ; visiblement votre gouvernement ne l'a plus. La volonté d'une faction, d'une idéologie, ne peut rien contre l'opinion de la majorité du peuple. Vous avez d'autres chats à fouetter que d'abolir les libertés.

Juillet 1984, rien ne va plus. Le 17, Alain Savary, le ministre de l'Education, donne sa démission. Le reste du gouvernement suit. Le 19, les communistes

refusent de participer au nouveau gouvernement. Mauroy s'en est allé. Il était temps !

Le président a sorti son joker, Fabius. Nouveau style, nouvelle orientation. Il doit être assez facile de faire mieux que notre Mauroy à la voix si envoûtante. Je souhaite sincèrement que Fafa réalise des prodiges. La France en a bien besoin.

Juillet 1984
Fabius, joker du président

Lors de sa première intervention à l'Assemblée, Fabius déclare vouloir agir dans la décrispation. Ça tombe bien, ça a toujours été mon point de vue. Premier contact pourtant assez dur. Au micro de France Inter, Lionel Jospin, alors premier secrétaire du P.S., déclare : « Les valeurs de la droite se sont épanouies dans le pétainisme et la collaboration. » Je me fâche, j'apostrophe Fabius le lendemain à l'Assemblée. Lui demande qui a relevé l'honneur de la France en 1940, sinon de Gaulle, de Lattre et Leclerc. Comme un chef, il ferait bien de rassembler ses troupes. Fabius rend alors hommage à ces grands hommes, au rassemblement. Jospin est désavoué. Fabius alors au sommet. Si jeune. Cette gloire si rapide, sans épreuve de vérité, sans souffrances, sans la moindre traversée du désert. Vous êtes béni des dieux, cher et brillant produit de l'E.N.A.

Fin novembre, nouvel accrochage à la séance des questions au gouvernement. Mitterrand vient de rencontrer Kadhafi. Dans l'opposition, nous sommes contre. Fabius esquive. Relative indulgence des cadets. Ils étaient sur les bancs de la même école. Les vieux sont plus sévères, moi le premier : qu'est-ce qu'on est allé discuter avec Kadhafi, le chef des révolutionnaires du monde entier ? Un autre député me soutient, s'agite aussi, celui du Puy-de-Dôme. Valéry Giscard d'Estaing, de nouveau à l'Assemblée. Prince,

roi, pendant sept ans à l'Elysée pour se retrouver sur ces bancs étroits. Il faut le faire, un courage que je n'aurais jamais eu. Le courage politique n'est pas celui de la brousse. Ici, on s'étripe mais jamais on ne meurt. Quelques jours auparavant, le président Giscard m'avait fait passer un papier : « Cher ami, enfin un peu d'air pur sous la verrière. Merci de nous l'apporter. V.G.E. »

Fin novembre : Rambouillet. Allocution dans la section locale du club Perspectives et Réalités. La présidente, la pétulante Christine Boutin, m'accueille. Du cran, de l'autorité et de l'ambition. A ses côtés, Alain Lamassoure. La classe. La facilité. Un superdoué, poulain de Giscard. Au bras de Christine, j'entre dans la salle comble. Les chœurs de *Nabucco* résonnent. Contact 5 sur 5. Pendant plus d'une heure, rires, applaudissements, mais aussi attention soutenue. Tous m'écoutent et m'approuvent quand je dis que le réarmement moral de la France est indispensable. Comme à mon habitude, je dis ce que j'ai sur le cœur, honnêtement, sans détour. Je donne mes impressions sur les membres de la majorité présidentielle. La presse reprend largement mes propos.

Sur Mauroy : « Déjà avant les vacances, il était là pour mémoire. »

Sur Defferre : « Gaston, c'est un cas, s'il n'existait pas, il nous manquerait. Il faut le garder. Il est sympa mais aussi terriblement dangereux. »

Sur Jean-Pierre Chevènement : « Il paraît qu'il est aux ordres, quand on le connaît. Plus rocardien que Rocard et plus moderniste que Fabius. »

Sur Edith Cresson : « Du cran et des dossiers chauds. »

Sur Charles Hernu : « Je le défends. Au 14 Juillet, il jubile au défilé. Tout ça pour moi. »

En 1978, Jean-Jacques Servan-Schreiber disait à Gaby : le problème pour le général sera de s'exprimer devant les foules. C'est tout le contraire. J'aime faire

vibrer la salle, la détendre tout en diffusant mon message pendant une heure trente, ensuite répondre aux questions avant de dédicacer livres, programmes ou menus. Bien souvent, il est minuit et demi quand je rentre chez moi et je suis K.-O. Virage à 180 degrés après vingt ans de guerre où les ordres doivent être les plus synthétiques possibles. Pas question de perdre du temps à discutailler quand on est en opération. Alors qu'à un meeting...

20 décembre, je suis l'invité de M. Alain Peyrefitte. Ancien grand ministre, académicien, écrivain, un grand monsieur qui m'a fait beaucoup d'honneur. Un de ces rares hommes dont la classe s'impose comme ça, sans effort. Merci pour votre si chic accueil. Là aussi, à Montereau, salle comble et public O.K. Tous ont conscience des problèmes de la France au plan national et international.

Fin 1984. Année dans l'opposition où je n'ai pas vu défiler le temps, j'ai essayé de dire ce que j'avais sur le cœur, merveilleux contacts avec mes compatriotes. Mais que de discussions, de magouilles, de combines dans les états-majors politiques où se jouent d'abord les carrières, en oubliant la France.

1985 déjà. Il y a dix ans, Giscard me faisait secrétaire d'Etat, une décennie de plus sur les épaules. Je vais avoir soixante-neuf ans, je n'y crois pas. Je me revois avec mes vingt ans sur le quai de la gare de Toul, direction Haguenau pour effectuer mes deux années de service militaire. C'était hier. Je me revois aussi avec mes trente-neuf ans, tout juste remis de ma captivité dans les camps vietnamiens après Diên Biên Phu. Je pense à mes 8 000 camarades qui y sont restés. C'est aujourd'hui.

Comme chaque année, des milliers de vœux. 3 000 ce coup-ci. De toutes les régions de France : des jeunes qui me demandent conseil, disent leur désarroi mais aussi leur foi pour relever notre pays, des anciens également. Je réponds à tous à la main. Ce

sont eux qui me permettent de tenir, de durer, d'aller toujours plus loin. Un exemple :

> Comme au temps de vos nombreux Noëls de guerre, vos fidèles aiment profiter de cette soirée pour vous témoigner leur respect. La vie s'est chargée de les écarteler et, pour beaucoup d'entre eux, l'âge de la retraite, condition bien terne, où il leur faut d'abord lutter contre eux-mêmes, ne pas écouter les muscles qui se vengent, les vieilleries qui arrivent et ne pas se laisser aller. Sport quotidien, tenue impeccable... du cran, dirait Bruno ! C'est cela qu'il faut que vous sachiez et qui doit vous rendre heureux : vous êtes resté dans le cœur de tous ceux qui ont servi sous vos ordres comme un chef exemplaire et aimé.
>
> Georges Grillot

Georges Grillot était le lieutenant patron des commandos Georges, en Algérie, un chef exceptionnel. A la retraite comme général. Un vrai produit de la brousse.

Salan, Langlais : l'adieu aux armes

Malheureusement, ceux de la brousse disparaissent petit à petit. En juillet 1984, Salan meurt. Il a finalement droit aux honneurs militaires. Il a été réintégré dans ses droits en 1982 après avoir été amnistié en 1968. Je n'ai pas approuvé le putsch. Quand même, six ans de prison après son échec ! La dernière fois que je l'ai vu, c'était à Paris dans les couloirs d'un éditeur. On s'est serré la main. Bonjour, content de vous voir. Des banalités, quoi ! Il avait beaucoup vieilli. Passer six ans en taule, ça use terriblement. Et, dans la clandestinité, il devait se réveiller tous les matins en se demandant s'il ne serait pas capturé dans les heures qui viendraient : une épreuve... En fait, avec sa mort, c'est toute une époque qui se fait la valise.

Toute une épopée. Nous l'appelions le Chinois. Il était froid, secret, réfléchi. Ce n'était pas un tribun comme de Lattre. Pas un meneur d'hommes comme Leclerc. Non, c'était un homme de marbre, il parlait peu.

Il a toujours été très chic avec moi. Il m'a souvent confié des missions très difficiles : « Vous avez le radar, un sixième sens, cher Bigeard, et vous réussirez. » Il me faisait confiance. Pendant la bataille d'Alger, nous nous rencontrions régulièrement. Nos filles étaient amies. Il m'invitait à dîner. Il recevait simplement. Rien de théâtral. Il se montrait affable, gentil même. Je crois que, derrière la façade de l'officier parvenu au sommet, c'était un sentimental. Nous ne parlions que d'opérations militaires. Il voulait connaître tous les détails sur la bataille d'Alger : la guerre subversive le passionnait. En Algérie, nos premiers contacts avaient pourtant été mauvais. Il m'avait viré. Deux mois plus tard, il m'a donné un commandement plus important. Après une embuscade, il m'avait chargé de retrouver 200 fellaghas qui s'étaient repliés dans le Sahara, du côté de Timimoun. Le style mission impossible. Ensuite, ça s'est gâté pour lui. Mais il avait donné sa parole aux partisans de l'Algérie française. Et il a jugé que la parole donnée, ça se respecte. Une question d'honneur. Il faut être dans le bain pour juger. C'est très complexe ! Ce qui aurait pu lui arriver de mieux, c'est de mourir au combat.

Une autre disparition va m'affecter bien plus encore. Début janvier 1985, le général Langlais, le colonel para de Diên Biên Phu, m'écrit pour me signaler son désarroi, lui l'indomptable, le merveilleux de Diên Biên, mon frère dans l'adversité, dans nos combats. J'étais devenu son adjoint à partir du 7 avril et jusqu'à la chute, un mois plus tard, on ne s'était pas séparés. Puis la captivité, où il avait beaucoup souffert et des difficultés personnelles. Je le retrouve en 1964 chez les paras à Pau. On se jette dans les bras l'un de l'autre.

Bruno à gars Pierre (*nos indicatifs radio à Diên Biên Phu*)
La vie est parfois injuste et tu ne méritais pas de vivre de telles difficultés. Tu as été un grand chef de guerre, un vrai soldat. Il te faut retrouver ta grandeur en balayant tout ce qui a pu te diminuer. Accroche-toi, mon général, et très vite tu redeviendras, malgré les années, ce que tu as été. Courage ! Je t'embrasse.

Bruno

Mot de Langlais :

Mon cher Bruno, ta lettre, les sentiments qu'elle exprime à mon égard me touchent plus que tu ne le penses... Alors je te dis merci de grand cœur et je constate que cette fraternité, cet amour d'il y a trente-deux ans n'est pas un vain mot. Fidèlement.

Oui, c'est l'amitié de ceux de la brousse, de ceux qui ont failli crever ensemble, cette fraternité d'armes comme disait Malraux. Dans quelques mois hélas, Langlais, à soixante-seize ans, effectuera son dernier saut. Sans parachute, en se jetant dans le vide du troisième étage. Tu es et resteras présent parmi nous. Au revoir, gars Pierre.

Jusqu'à fin juin, le rythme va encore s'accélérer. Débats, radio, télé. C'est dingue : 26 réunions à travers la France, de Fréjus à Abbeville, d'Antibes à Châlons-sur-Marne, d'Angers à Saint-Ouen. Passages à France Inter, Canal Plus, R.T.L. et j'en oublie. Des heures dans les trains, les avions, le métro, à préparer seul mes discours que souvent je finis par improviser à la tribune. Le train surtout, où je lis également toute la presse, gauche-droite, sans distinction. Peu importe. L'essentiel est de dire ma vérité au lieu de coincer la bulle à regarder la télé.

Les trajets Toul-Paris. Le métro, direction La

Motte-Picquet, une dizaine de stations, cinq minutes de marche jusqu'à mon studio, rue du Laos – encore un nom à souvenirs –, préparer mes repas. A nouveau trois stations pour arriver à l'Assemblée. Puis retour.

A Toul, je dis à Gaby que j'en ai ras le bol, que j'arrête. Elle doit songer : cause toujours. Tu aimes ça. C'est vrai. Je dois me mentir à moi-même sans m'en rendre compte. J'aime l'ambiance de ces débats. Ça me permet d'oublier ces décennies qui s'écoulent si vite et durant lesquelles j'ai tant donné et tant laissé mais aussi que j'ai tellement aimées. *Le Quotidien de Paris* du 14 janvier écrit :

> Depuis que *L'Oreille en coin*, diffusée chaque week-end sur France Inter, reçoit des hommes politiques à son micro, ceux-ci se bousculent au portillon pour être mis sur la sellette. Les prochains volontaires pour le gril sont le général Bigeard, Robert-André Vivien, Alain Madelin, Jean-Pierre Chevènement...

Faux en ce qui me concerne ! Je n'ai jamais demandé. J'ai même refusé une fois, faute de temps. C'est vrai, les hommes politiques défileront ayant « chiadé » leur affaire. Produits locaux offerts à l'équipe et autres coups bien préparés. Moi, je me jetterai à l'eau comme ça, sans savoir, prêt à faire face, rodé par tous ces meetings, je ferai un tabac et ferai même danser l'animatrice Françoise Morasso, « la classe souriante ». Ce passage à *L'Oreille en coin* fera du bruit pendant une dizaine de jours. Des centaines de lettres reçues.

Invitation à déjeuner de Paul Wermus. Difficile de refuser alors que je préfère faire la tambouille dans mon studio. Il m'avait déjà invité à dîner chez *Maxim's* en compagnie de notre merveilleux Jean-Claude Brialy, de l'inégalable Alice Sapritch et d'Yves Saint-Martin, si modeste sous le parapluie de la gloire.

Wermus, *L'Oreille en coin*. Des occasions pour moi de délivrer mes messages à défaut de pouvoir le faire

à *L'Heure de vérité*. Pourtant, ce serait vraiment une heure de vérité si j'avais l'occasion d'y passer.

Je gomme de nombreuses réunions et invitations, mais il est bon de citer l'essentiel. En particulier, un jeune que j'estime. De la gueule, du panache, François Léotard. Le 12 février, je fais un rapide saut à Fréjus pour déposer une gerbe au monument des anciens d'Indochine. Léotard, député-maire de Fréjus, m'accueille. De nombreux camarades de combat sont là. Je les salue avec émotion. François me remet la médaille d'honneur de la ville et, tout en le remerciant, je rappelle ce qui me tient à cœur : « A l'armée comme dans la politique, je me suis toujours éloigné des magouilles. Bigeard ne peut vendre que du Bigeard. Dans les cinquante villes où je suis allé donner des conférences, je n'ai défendu qu'un programme, celui d'une France forte et fière de ses enfants », et je remercie Léo. C'est vrai que j'aurais bien voulu avoir François comme fils. C'est un jeune loup, il me rappelle ma jeunesse. François, ça reste un cas à part dans la jungle. Sensible, il a besoin de se sentir aimé. De l'allure, de la présence, un orgueil courageux. S'imposer des marathons et des sauts en parachute, je ne peux qu'être d'accord. Son parler est facile, élégant, paraît vrai. J'ai beaucoup d'affection pour lui et je souhaite qu'il ne se brûle pas les ailes. La vie est vache, Léo, et elle ne fait pas de cadeau. « Méfiez-vous de vos amis. »

Giscard à la villa

A ma permanence à Toul. Coup de fil du chef de cabinet du président Giscard : celui-ci sera à Toul le samedi 23 février. De retour à la maison, je préviens Gaby. Elle a du mal à me prendre au sérieux. Oui, il dînera et couchera chez nous. Belle panique alors que tout est, à mon avis, 5 sur 5 à l'intérieur de la case. De toute façon, nous avons une bonne semaine pour

nous retourner. A Saïda, en Algérie, la presse titrait : « De Gaulle chez Bigeard. » Maintenant, Giscard chez Bigeard, il faut le faire ! Le grand jour arrive.

Merveilleux temps, sec et beau, une vingtaine de personnes sont présentes, apéritifs, discussions. Gaby est dans ses petits souliers, Marie-France fait le service. Dîner dans l'intimité comme le président l'a demandé : Georges Husson, mon suppléant, son épouse, Maître Anne-Marie Quenette, Marie-France, Gaby et moi. Gaby, merveilleuse cuisinière, avait, Dieu sait pourquoi, demandé un traiteur. Longueur du repas, et préparations quelconques. 4 sur 10, alors que Gaby, c'est 11 sur 10, enfin le problème n'est pas là.

Le lendemain, dimanche 24 février, Gaby et moi, nous quittons doucement la maison à 6 heures pour notre footing. Au retour, café pris avec le président. Un des rares hommes qui me créent des complexes. Je reste le jeune apprenti secrétaire d'Etat de 1975 face au président, le seigneur de l'Elysée. Les jeunes giscardiens ont parfaitement organisé la journée. A midi, repas sous un chapiteau à Colombey. Deux mille cinq cents personnes sont là. Giscard entame les discours et me rend un hommage appuyé : « Lorsque j'ai eu le privilège de vous décorer dans la cour des Invalides, le plus intimidé c'était moi. » Mon admiration pour lui est sans limite : « Giscard, c'est mon président à moi, je le garde pour la vie. Vous m'avez mis au sommet. Avec vous, je me suis toujours senti à l'aise. Le fils du peuple et le vieux soldat que je suis n'oublieront jamais. » Nous dressons ensuite tous les deux un tableau alarmant de notre pays. C'est la bérézina. Le paquebot France n'est plus qu'une barque qui prend l'eau. Oui, la France a besoin de retrouver sa grandeur. Il nous faut un homme et une équipe. La salle chauffée à blanc scande « Giscard-Bigeard ». La veille, le président avait dit à Gaby : « Il faut que votre mari se présente en 1986. » A son départ, un pincement au cœur. Merci, président. Une belle jour-

née. Je reste émerveillé comme un gosse et songe à mes quinze ans. Un président chez moi ! Gamin, j'enviais les grands, les sportifs surtout, les boxeurs et les rois de la petite reine, les Leducq, Bartali, Coppi, Antonin Magne. Je rêvais de me faire un nom. Un stimulant lorsqu'on est en bas de l'échelle.

Sur les routes

Ma campagne à travers la France se poursuit. Il s'agit d'enfoncer le clou du mécontentement pour les cantonales. Partout un accueil chaleureux, des gens prêts à me suivre, comprenant, partageant mes inquiétudes. Il faut réarmer moralement la France, empêcher les choses de continuer à se dégrader, trouver un homme qui pourrait changer cela. Mais qui ? A chaque fois que ça allait vraiment mal, c'est un militaire qui nous a sauvés, les politiques se défilaient.

Où en sommes-nous en 1985 ? Loin du Congrès de Valence, du refus de vendre des armes à l'étranger, de l'arrêt du nucléaire, du recrutement en force des fonctionnaires, du service national à six mois, des fameuses trente-cinq heures, de la gabegie financière, de la lutte des classes si chère au Premier ministre de l'époque, de l'influence du Parti communiste. A cette époque, nous glissions vers un ersatz de démocratie populaire. Aujourd'hui, après quatre années de pouvoir absolu du président, où en sommes-nous ?

Des échecs retentissants sur l'enseignement, la liberté de la presse, et toutes les consultations qui ont vu fondre l'électorat attiré en 1981 par la « force tranquille » sonnent le glas des fausses promesses.

Le flou de la politique étrangère se traduit par un bilan très inquiétant : à quoi ont servi les brillants communiqués sur le Liban, sur le Tchad ? La France généreuse était présente, elle allait faire comprendre, elle allait s'imposer ! Et nos Français de Nouvelle-

Calédonie largués dans ce terrible drame, que peuvent-ils penser de notre comportement ?

La France est la lanterne rouge des pays industrialisés, que ce soit par la croissance, l'inflation, le chômage (seule la Grande-Bretagne nous dépasse de peu) ou la compétitivité mondiale. En 1981, nous occupions la 8e place, aujourd'hui la 19e. Le commerce extérieur, 20 milliards de déficit en 1984 contre 170 milliards d'excédent pour la R.F.A. et plus de 300 milliards pour le Japon. L'investissement où nous sommes loin derrière le Japon, la R.F.A., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Notre patrie s'étiole de jour en jour et ce n'est pas le show de l'inégalable Mourousi ou l'intelligence et la finesse de M. Fabius, champion pour chloroformer les mass média, qui feront renverser la vapeur. Le président est un grand professionnel de la politique, peut-être le plus habile de tous, gauche-droite confondues. Mieux que quiconque, il sait que l'après 1986, où seront perdues les élections, lui permettra jusqu'en 1988 de retarder le véritable redémarrage de notre patrie. Il serait tellement grand s'il pouvait dire : Honnêtement, j'ai cru en cette gauche, en ses idéologies qui piaffaient depuis un quart de siècle. Effectivement, l'alternance, pourquoi pas ? Mais elle a lamentablement échoué. Aussi je me dois de passer la main à plus heureux que moi.

Aucun temps mort : les tournées dans l'Hexagone, la permanence à Toul, l'Assemblée nationale (les mardi, mercredi, voire jeudi de chaque semaine). Que l'on ne vienne pas me demander ce que font les députés. C'est à qui prend le plus le train ou l'avion venant de Lille, Marseille, Bordeaux. Leur permanence, leur courrier, etc. Une vie de famille en pointillé. C'est un boulot de dingue. J'ai l'impression de porter la France sur mes épaules, alors qu'à 90 % le député est un pion qui exécute les directives de son parti. Cela sans moi. Sans appartenir à aucun de ces partis, agissant toujours seul. 1981, 1983, 1984, 1985 m'ont vu souvent

à la pointe de l'actualité, ce qui doit énerver les pros de la politique. Je reste à part.

Si j'insiste tant sur ces débats, ces interventions, ce périple à travers l'Hexagone, c'est pour bien faire comprendre que je ne joue aucun jeu. Je dis tout simplement ma vérité. A soixante-neuf ans, après ce que j'ai enduré, je poursuis le combat que j'ai toujours mené dans l'esprit de ceux qui ont tout donné en croyant en « Madame la France ».

L'affaire Greenpeace : adieu, Charles, bonjour, Quilès

1985, c'est aussi l'époque du scandale du *Rainbow Warrior*, ce bateau de Greenpeace coulé en Nouvelle-Zélande par nos services spéciaux. Un fiasco total et une triste affaire pour la France. Le nom de certains de nos agents, parfois parmi les meilleurs, dévoilé, et de la publicité gratuite pour les écologistes. Le fusible Hernu a sauté. C'était prévisible et je l'avais souvent dit à la presse qui me questionnait tout le temps. Même aujourd'hui, on ne sait pas qui a donné l'ordre. Ce n'est pas possible que le pouvoir suprême n'ait pas été au courant. Seul Hernu a payé. Dommage, je l'appréciais, l'armée l'estimait. Il faisait ce qu'il pouvait avec le maigre budget qu'on lui donnait. Il avait quelques bonnes idées comme cette Force d'action rapide composée d'infanterie et d'hélicoptères qu'il avait créée. Cela ne pouvait pas me déplaire. Infanterie plus hélicos, j'en ai été le précurseur. C'était en Algérie, en 1959. Plus tard, les Américains reprendront l'idée au Viêt-nam, mais avec moins de succès.

Hernu n'a pas assez fait attention au plus important, le moral. Tant que les appelés ne finiront pas leur service plus forts physiquement et moralement, fiers d'avoir servi dans tel régiment, tout le reste ne servira à rien. Le char le plus perfectionné ne vaut presque rien s'il n'est pas conduit par un soldat qui y croit,

veut se battre pour sa patrie, est prêt à mourir pour elle. Toutes nos guerres d'indépendance perdues nous ont bien prouvé que nos avions, canons et mitrailleuses n'étaient presque d'aucune utilité face à l'idéologie des indépendantistes. Enfin, adieu, Charles.

Paul Quilès le remplace. Pour moi, c'est le socialiste pur et dur. Dès qu'il est ministre de la Défense, il me téléphone : « Mon général, mes respects. Le ministre à l'appareil. Je dois aller à Mururoa assister à un essai nucléaire, j'aimerais que vous veniez avec moi. » Maintenant les socialistes sont prêts à mourir pour le nucléaire. Tant pis pour Quilès. Je ne pourrai y aller.

Dans le Pacifique, début octobre. Quilès entame son nouveau poste par une démonstration de force. L'affaire du *Rainbow Warrior* n'empêchera nullement la France de continuer ses essais nucléaires. Fafa fait partie du voyage. Peut-être qu'il a été irradié car quelques jours après son retour, dans son face-à-face télévisé avec Chirac, il ne sera pas au mieux de sa forme.

J'aurai d'autres occasions de découvrir Quilès que je vais très vite apprécier, notamment son sérieux, son efficacité, son cran. Plus rien à voir avec le tueur de Valence. En peu de mois, il a bien défendu son budget. Il a sauté en parachute. Il faut le faire ! Il a volé en avion. Ravitaillement en l'air. Il faut déjà oser parce que ça chahute derrière. A la fin de l'année, *Le Figaro Magazine* me demande si j'accepterais de passer Noël avec un ennemi politique. Je n'ai pas d'ennemi. Nous sommes tous des Français. Je réponds : « Quilès. Il me botte. »

Fin septembre-10 décembre 1985. Fin d'année au sprint : Libourne, Paris, Auxerre, Clermont-Ferrand et Epinal où je retrouve mon ami Philippe Séguin. Je lui donne du Monsieur le Ministre prévoyant qu'il le sera sous peu. Séguin, un autre jeune loup d'un bon quintal avec de l'ambition, du coffre. A priori, un de ceux de demain. Mais il faut durer, cher Philippe. Ne va pas trop vite.

Vendredi 8 novembre, c'est le débat sur le budget

de la Défense présenté par Quilès. Son récent vol en Jaguar et son saut en parachute me l'ont rendu encore plus sympathique. J'essaie sous forme de boutades et avec le sourire de faire comprendre que, sur ce terrain, il est nécessaire de faire une trêve et que le combat gauche-droite est ridicule.

Je termine mon tour de France par Auxerre où Jean-Pierre Soisson est député-maire. Je l'ai connu lorsque j'étais secrétaire d'Etat en 1975. Nous lançons ensemble la campagne pour les législatives de 1986. Quelques années plus tard, Jean-Pierre collera au Parti socialiste. Pour durer, cher ami, il faut suivre la même ligne et souviens-toi qu'on ne fait rien de grand sans une parcelle de cœur.

1986. Soixante-dix ans déjà. C'est pour moi l'automne, le crépuscule. Je me dis que si je plante un arbre fruitier, je n'en verrai peut-être pas les fruits. Tout autour, les rangs s'éclaircissent, tous ces héros qui ont écrit une page d'histoire disparaissent comme ça, presque en s'excusant : Langlais n'est plus, Jean Pierre, ce merveilleux colonel de la Légion tué en Algérie, le colonel Trinquier, campagne de Chine puis guerres d'Indo et d'Algérie, se tue accidentellement. Le colonel Godard de la bataille d'Alger nous a quittés. Pareil pour François Fossey, tué au cours d'un saut, Bréchignac, le roc de Diên Biên Phu, l'increvable n'est plus. Combien d'autres encore ? Tous, je les ai connus en Indo. Les généraux Challe, Salan, Zeller, trois membres du putsch d'Alger, morts eux aussi. Leur détention, les années passées en prison, leur fin de vie dans une brume épaisse, un labyrinthe sans fin. La vie est vache. Enfin, le grand, notre monument national, le général de Gaulle, parti seul, doutant du peuple de France. Cette France qu'il a portée à bout de bras et qui serait loin d'être ce qu'elle est, Messieurs les politiciens, sans sa vision du monde. Sans sa constitution, Monsieur le Président Mitterrand, où seriez-vous ?

6

DE NOUVEAU DÉPUTÉ SOUS LA COHABITATION

Nouvelle campagne

1er janvier 1986. Reagan et Gorbatchev adressent des vœux télévisés respectivement au peuple russe et au peuple américain. Ils expriment l'un et l'autre leur volonté de paix. Qu'en penser ? L'U.R.S.S. a toujours cent fois plus de missiles nucléaires que nous, cinquante fois plus de chars, vingt fois plus d'avions. Mais l'actualité française est surtout occupée par nos problèmes politiques. M. Mitterrand est devenu un virtuose de notre constitution. Celle-là même qu'il critiquait si vivement quand de Gaulle l'avait proposée aux Français. Alors que c'est, entre autres, grâce à elle que le Général a pu rebâtir une France politique stable après les errements et les magouilles de la IVe République. Aujourd'hui, à peine seize ans après la mort de de Gaulle, le président nous annonce que ce texte a tout prévu, que la cohabitation n'est pas un problème. La constitution est devenue une bible pour le vieux ! En clair, pas question pour lui d'abandonner le pouvoir si la droite gagne les législatives. Et c'est bien ce qui risque de se passer !

Le R.P.R. et l'U.D.F. semblent décidés à ne pas commettre les mêmes erreurs que dans le passé. Ils se présenteront unis aux Français. Une fois n'est pas coutume. Dans la plupart des cas, il n'y aura qu'un seul

candidat et des désistements pour le second tour sont prévus. Début février, Chirac et Lecanuet signent même un accord contenant toutes ces belles résolutions. Peut-être pourront-ils ainsi désamorcer la bombe de Mitterrand. Le scrutin proportionnel. Grâce à cette manipulation politicienne, les députés du Front national risquent d'entrer par légion à l'Assemblée nationale. D'autant que de nombreux Français pourraient voter Le Pen pour montrer leur ras-le-bol, même si ça ne les avance pas à grand-chose. Mitterrand espère ainsi que la droite sera débordée par le Front national. Diviser pour mieux régner. Alors qu'il faudrait nous unir pour sortir notre pays de cette crise.

Loin de ces tactiques et de ces intrigues politiciennes, je décide de me présenter une nouvelle fois. Ai-je définitivement attrapé le virus ? Probable que oui. J'espère aussi pouvoir continuer à servir mon pays. Avec une majorité de droite, je serais sûrement plus écouté, je pourrais mieux faire circuler mon message, participer à mon modeste échelon au réarmement moral de la France. Mi-février, je reçois une lettre de Lecanuet, le président de l'U.D.F. :

> Cher ami,
> J'ai le plaisir de vous informer que le bureau politique de l'U.D.F. vous a accordé l'investiture pour conduire la liste de l'U.D.F. dans votre département pour les prochaines élections législatives.
> Cette lettre vaut investiture de l'U.D.F. et explicitement de chacune des familles politiques qui la composent. Aucune autre liste ne pourra bénéficier d'une investiture ou d'un soutien national ou local d'un des partis composant l'U.D.F.
> En vous remerciant de bien vouloir nous tenir au courant de l'évolution de la campagne, je vous prie de croire, cher ami, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs et les plus cordiaux.

Lecanuet semble avoir tout fait pour bien border son parti et éviter les guerres de clans. En tout cas, voilà Bigeard tête de liste de l'U.D.F. à l'échelon départemental sans appartenir à aucun parti et sans avoir jamais rien sollicité. Il va falloir sillonner une fois encore tout le département. Repartir en campagne. Je suis parfaitement rodé. Dernière semaine de février, ça y est, le coup est parti ! Mes gars et moi commençons à parcourir la région du nord au sud, d'est en ouest. Sur notre planning, trente ou quarante réunions d'ici le 16 mars. Baratin dans les villes, les chefs-lieux de canton, les villages les plus importants. Beaucoup de monde, des salles favorables dans l'ensemble. Même dans les villes les plus à gauche comme Longwy. Dans la plupart des meetings, je suis accompagné par quelques ténors de la droite. Souvent André Rossinot, le maire de Nancy. Toujours aussi politicien... Février, début mars sur les routes. Je me crois ramené à ma campagne de 1978. Le froid, la neige, le verglas, le retour à la maison vers une heure du matin. Et toujours cette nécessité d'être en superforme chaque soir, sinon le message passe mal. Une différence cependant. Georges Husson, mon fidèle suppléant pendant huit ans, ne m'accompagne plus. Ainsi le veut la proportionnelle. Je dois aussi lui manquer. Il m'écrit une lettre sentimentale et affectueuse qui reflète ce qu'il est : un homme de bien avec un cœur gros comme ça.

Mon général,
Au moment où se termine notre amicale collaboration, permettez-moi de vous dire combien j'ai été heureux et fier à la fois de travailler à vos côtés durant ces huit années, trop courtes à mon gré.
J'espère ne pas avoir trop déçu votre attente sur mon rôle de suppléant. Sans doute mon action fut-elle bien modeste, comparée à la vôtre et à l'audience, nationale et internationale, attachée à votre nom.
Ce fut pour moi un inoubliable et unique honneur que

de partager, en totale confiance, les sentiments et les actions, non du plus grand soldat de notre temps, mais d'un homme pour qui l'honneur, le respect de la parole donnée, le sens de l'effort, du bien commun, de la patrie sont des valeurs auxquelles il a consacré le meilleur de lui-même.
Vous redisant, une fois encore, ma très grande admiration pour la sincérité et la foi de vos convictions, pour l'ardeur avec laquelle vous savez les transmettre, notamment aux plus jeunes...

J'aimais sentir Georges moralement près de moi. Je porte toujours sur moi sa lettre comme celle du commandant Botella. Botella, un de ceux de la brousse, Georges, un de ceux de la jungle ! En tout cas, deux êtres exceptionnels ! Loyaux et francs. Merci, Georges. Vous êtes un diamant dans ce monde politique. Avec vous à mes côtés, j'avais l'impression d'être dans la brousse avec l'un de mes hommes. Vous êtes digne d'en faire partie !

Je ne m'étends pas sur cette campagne. Déjà la troisième. Tête de liste, c'est l'élection assurée.

Chirac

16 mars, 20 heures. Les résultats tombent. Comme prévu, je suis élu ; Rossinot, second sur la liste, aussi. Haby, le troisième, va devoir attendre que Rossinot devienne ministre pour pouvoir prendre son siège. A l'échelon national, la droite l'emporte mais de peu : 114 U.D.F., 147 R.P.R. C'est surtout une grande victoire pour Le Pen – 35 sièges pour le Front national – et pour le président qui a plutôt bien réussi son coup. Avec la proportionnelle, le Front national est entré massivement au Parlement et l'U.D.F. et le R.P.R. n'ont qu'une majorité casse-cou de quatre sièges. Nous voilà donc arrivés à une quadripolarisation de notre vie politique avec les blocs U.D.F.-R.P.R., socialistes, com-

munistes et Front national. Une majorité parlementaire ne s'appuyant que sur quatre députés ne permettra pas au nouveau Premier ministre de se payer le luxe de mécontenter une frange des partis politiques. Il devra louvoyer, faire des compromis. On est bien loin du chef dont je rêve à la tête d'un parti recueillant 65 % des voix. Seul un homme ayant une large confiance des Français pourrait prendre des mesures impopulaires mais indispensables, pourrait nous tenir ce discours qu'on a besoin d'entendre : « Retroussons nos manches. Serrons-nous la ceinture. Il faut consommer moins et travailler plus. Ensemble, redressons la France. » Avec quatre malheureux sièges d'avance, que faire ? Comment, dans ces conditions, redonner l'élan indispensable à la France ? A moins de s'arranger avec Le Pen. Impensable ! Il représente maintenant deux ou trois millions d'électeurs.

La proportionnelle affaiblit les gouvernements. Elle favorise les partis au détriment des hommes et encourage les magouilles pour constituer les listes. On se croirait sous la IV^e^. Il est urgent de revenir au scrutin majoritaire ! Enfin pour le moment, comme prévu, Mitterrand ne part pas, il se cramponne.

Le 20 mars, Chirac est nommé Premier ministre. Pas de temps à perdre. Le gouvernement est tout de suite constitué. Tout était déjà arrangé. Les partis avaient fait leurs petites négociations. Le résultat : 40 personnes font partie de l'équipe Chirac – ça fait du monde – dont 20 R.P.R. et 17 U.D.F. La Lorraine y a une place de choix ! François Guillaume, député de Meurthe-et-Moselle à l'Agriculture, André Rossinot, le maire de Nancy, aux relations avec le Parlement, Séguin élu dans les Vosges au Travail et Longuet député de la Meuse aux P. et T. J'ai l'impression de ne plus pouvoir ouvrir une porte chez moi sans tomber sur un ministre. A quand le conseil des ministres à Nancy ?

2 avril, rentrée du Parlement et élection des présidents. Chaban retrouve le perchoir. Chaban, toujours

la classe. Un grand monsieur qui s'accroche et refuse de dételer.

Le 10, Chirac vient à l'Assemblée nous demander la confiance. On sent qu'il veut donner un nouveau style à son gouvernement. Il veut aller vite. C'est un vrai bulldozer. Il a une puissance de travail incroyable, capable de tenir dix discours dans la journée et d'être plus frais à 2 heures du matin qu'au réveil. Il est en perpétuel mouvement. Aujourd'hui la Guyane, deux jours après la Corrèze et la semaine suivante la Réunion. Comment fait-il ? Quand a-t-il le temps de faire le point, de réfléchir ? Je lui dis au cours d'une réunion : « Monsieur le Premier ministre, vous me créez des complexes et le torticolis à vous voir ainsi virevolter... » On aime ou on n'aime pas Chirac et pourtant quel bilan, encore si jeune. Ministre de l'Agriculture à tout juste quarante ans, puis de l'Intérieur puis deux fois Premier ministre, deux fois candidat à la présidence de la République, un ensemble à la portée de deux ou trois hommes seulement sur plusieurs décennies. Chapeau, monsieur Chirac, vous êtes un des rois de cette jungle. Bon maire de Paris et bon lieutenant en Algérie, lors de votre court passage avec ceux de la brousse. Mais peut-on vous faire confiance ? Etes-vous fidèle ? Je vous appréciais lors des conseils des ministres sous Giscard. Il semblait en être de même pour vous. Quelques années plus tard, vous trahissez le roi Giscard. Vous savez aussi vous montrer si chaleureux. On sent que vous possédez une parcelle de cœur. Que penser ? A force de tourbillonner, vous ne savez plus où vous vous posez. Vous êtes un affectif. Vous aimez sentir l'adhésion autour de vous. A vos ministres, vous avez imposé le tutoiement. J'aime le tutoiement entre soldats mais la jungle n'est pas la brousse. Je le constate chaque jour avec regret. Se tutoyer en conseil des ministres... J'imagine mal le général de Gaulle, voire Giscard, diriger la France de cette façon. M. Marcellin, qui fut un grand ministre de l'Intérieur, assis à mes côtés à

l'Assemblée, me dit un jour du général de Gaulle : « Avec lui, nous la mettions en veilleuse et, à chaque remaniement ministériel, nous nous demandions si nous serions encore ministres le lendemain. » Enfin, chacun manie sa barque comme il le veut ou le peut. En tout cas, je souhaite profondément votre réussite. La France en a grand besoin.

Contre la cohabitation

Est-ce possible avec presque deux présidents à sa tête ? Cela me paraît bien compliqué. Au mois de mai, vous allez avec le président à Tokyo pour le sommet du G7. Que pensent Reagan, Thatcher, Kohl... de cette France atteinte de bicéphalite ? A qui de vous deux parlent-ils ? Lequel de vous deux répond-il ? Mitterrand a déjà dit qu'il ne serait pas un président au rabais. Ça ne va pas être facile et les premiers jours de cette fameuse cohabitation le montrent déjà. J'ai toujours été contre cette cohabitation et l'ai proclamé haut et fort lors de mes différentes réunions. La France a besoin aujourd'hui d'un chef et d'un seul. Notre pays est en crise. A chaque crise majeure, un homme l'a sauvée. Le dernier fut de Gaulle qui l'a portée à bout de bras pendant plusieurs années. Les Français se sont identifiés à lui et grâce à cette confiance, à cette union, notre pays a pu se redresser. Il nous faudrait un véritable torrent balayant tout sur son passage, bousculant les frileuses attitudes politiques et, à travers son grondement, résonneraient ces deux mots : union et confiance. Au lieu de cela, qu'avons-nous ? Un tandem avec dessus deux équilibristes. Un mélange frelaté d'espoir et d'inquiétude. Pas question dans ces conditions que la France retrouve sa grandeur. Le général de Gaulle avait prévu sa constitution pour une seule personne à la tête du pays, pas pour deux. Vous imaginez de Gaulle en train de cohabiter ?

Maintenant, il va falloir attendre les élections présidentielles de 1988 pour y voir plus clair. Et encore, l'espoir n'est peut-être même pas permis. Chirac et son équipe risquent fort de s'empêtrer dans la toile d'araignée tissée par Mitterrand, toujours plus machiavélique. Pour l'instant, Chirac fait ce qu'il peut. Il est partout et un peu nulle part. Il privatise, rétablit le scrutin majoritaire pour les législatives, annonce que la guerre se déroule sur le front de l'emploi. Mais il n'a pas les moyens de faire ce qu'il veut, ni le temps d'ailleurs, à peine quelques mois. Pour aller plus vite, il recourt aux décrets-lois à l'Assemblée, le fameux article 49.3. Parviendra-t-il à échapper aux chausse-trappes que Mitterrand place partout ?

Il peut se reposer sur certains membres de son gouvernement. Quelques-uns émergent du lot. Souvent des jeunes, qui feront leur chemin, seront ceux de la France de demain, mais aussi pour lesquels la gloriole est si vite arrivée et qui manquent peut-être un peu d'expérience. Pour l'instant, ils semblent surtout découvrir les joies du pouvoir en oubliant un peu pourquoi ils sont là. Il ne se passe pas une journée sans qu'un ministre raconte sa vie, ses états d'âme à la télé. Est-ce bien sérieux ? Ne perd-on pas trop de temps avec toutes ces paroles ? Si le gouvernement n'y prend garde, cette cohabitation va faire le lit du président Mitterrand, lui redonner une santé et en faire Dieu le Père. Sans s'en rendre compte, Chirac et sa bande risquent d'assurer l'avenir du vétéran de tous les combats, du grand professionnel qui aurait pu faire sienne ma devise « Être et durer ». Malheureusement, c'est ce qui semble se passer.

Fin juin, les sondages donnent déjà 61 % de bonnes opinions au président Mitterrand, qui pourtant ne fait rien si ce n'est critiquer et empêcher les réformes, contre 49 % seulement à Chirac. La cohabitation souhaitée par les Français semble aussi s'essouffler : 40 % sont pour et 44 % contre.

Eté 1986, Mitterrand va aux Etats-Unis. C'est le centenaire de la statue de la Liberté. Mitterrand sur tous les écrans, Mitterrand avec Reagan. Est-ce déjà trop tard ? Allons-nous être de nouveau condamnés à sentir la rose ? Cet été-là, Reagan semble au mieux avec Gorbatchev. Ils ne cessent de s'écrire, de se téléphoner, de se congratuler. Ils parlent de désarmement, d'enlever des missiles d'Europe. Tout ça, dans notre dos. Je me méfie. Si demain l'U.R.S.S. oriente ses efforts vers le bien-être de son peuple, si demain Gorbatchev retire ses troupes d'Afghanistan, si demain la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Pologne peuvent décider librement de leur sort, si demain le mur de la honte disparaît, si demain les Allemands de l'Est et de l'Ouest peuvent se rencontrer librement, si demain les milliers de prisonniers des goulags retrouvent la liberté, si demain les Vietnamiens ne meurent plus en mer de Chine pour retrouver la liberté, si demain l'U.R.S.S. n'exporte plus son marxisme à travers le monde... alors, je dirai bravo ! Mais pour l'instant, je reste méfiant.

En relisant ces lignes aujourd'hui, en 1994, je souris, tout cela s'est produit. Et malheureusement l'espoir ne semble toujours pas permis.

Début septembre, une vague d'attentats secoue la France. Comme toujours, les victimes sont innocentes. La jeune femme qui est défigurée, le jeune homme qui perd sa main ou sa jambe, la mère qui voit son enfant mourir sous ses yeux suite à une bombe sont de simples passants, des badauds. En moins de deux semaines, 11 morts et plus de 150 blessés, simplement pour Paris. La bombe lancée sur la foule du magasin Tati, rue de Rennes, reste dans la mémoire de tous.

Ces cris, ces blessures, cette lâcheté m'en rappellent d'autres. Les souvenirs de l'Algérie remontent à la surface. Après l'expédition de Suez durant l'été 1956, l'agitation croît fortement chez les partisans du

F.L.N. L'obligation pour les paras anglais et français de quitter le canal sous les pressions russe et américaine donne espoir aux indépendantistes. Ils décident de terroriser les Français là où ils vivent, c'est-à-dire en ville. Début septembre, les premières bombes explosent à Alger... Dans les terminaux d'Air France et dans deux cafés où va la jeunesse européenne, le *Milk Bar* et la *Cafétéria*. Bilan : 4 morts et 52 blessés dont plusieurs enfants qu'il faut amputer. Les bombes sont lancées à l'aveuglette et faites pour tuer. Cette belle et fascinante capitale est devenue un lieu de mort et de terreur. Début janvier, Massu est chargé par les autorités civiles de remettre de l'ordre. Au final, il me délègue tous les pouvoirs et ce sera moi qui vais mener et gagner ce qu'on appellera la première bataille d'Alger. Il faut agir vite et surtout s'adapter à l'ennemi. En fait, comme l'a dit le chef de la résistance algérienne, Ben M'Hidi, que mes hommes arrêteront, « le développement du terrorisme était dû à l'impunité que [nous] assurait la législation... ». Sans perdre une minute, nous allons nous faire donner les moyens nécessaires pour mener une action efficace. Autorisations de perquisitionner, de fouiller, d'arrêter comme on le veut... En quelques semaines, par un quadrillage systématique, une bonne collecte de renseignements, plusieurs perquisitions ou interrogatoires chanceux, nous avons réussi à démanteler le réseau terroriste.

Il faut agir exactement de la même manière aujourd'hui. En 1957, j'écrivais : « Le terrorisme ne se combat pas à visage découvert, à coup d'opérations dites de contrôle, de déploiement de forces aussi spectaculaires qu'inefficaces, de fouilles trop inopérantes parce que le fellagha, de par son organisation clandestine très noyautée, s'y soustrait aisément. »

Cela reste valable aujourd'hui, en 1986. La menace est trop grande. Nous sommes face à des gens qui cherchent à déstabiliser l'Occident. Pensez-y. Nous ne sommes qu'une vingtaine de démocraties dans le

monde, et tous les régimes totalitaires, dont les nouveaux et les plus dangereux, les intégristes, cherchent à nous détruire. Il faut clairement choisir notre camp : celui du monde libre ou celui de ce monde révolutionnaire que nous connaissons, qui forme et finance les terroristes et qui fixe leur mission. Donc, pas de discours ! Des actes ! Tout de suite et dans l'ombre pour que les coups portent ! Montrer d'une façon indiscutable que la nation est réveillée. Chacun d'entre nous peut se battre contre ce cancer – M. Chirac parle de la lèpre – en étant vigilant, en faisant attention. Car d'une certaine manière, la situation est plus facile qu'en Algérie. Les terroristes sont presque toujours des étrangers et nous savons de quels pays ils viennent. Qui, derrière les noms de Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (C.S.P.P.A.) ou Partisans du droit et de la liberté (P.D.L.), ne reconnaît pas ceux d'Iran ou de Syrie ? Les affiches avec des têtes de terroristes dans le métro et dans les rues sont une bonne chose. Comme ça, chacun est concerné, peut agir. La France doit être unie et forte face à ce nouvel ennemi. Le gouvernement doit aussi se donner les moyens nécessaires. Heureusement que les lois de mai sur la sécurité, concernant la répression du terrorisme et les contrôles et vérifications d'identité, sont passées ! Et toutes celles concernant les conditions d'entrée, de séjour et d'expulsion, qui ont tant fait crier les socialistes. Les visas récemment imposés à tous les étrangers sauf aux membres de la C.E.E. sont également indispensables. Sans tout cet attirail, notre police et nos services secrets seraient encore pieds et poings liés. Imaginez un membre des forces de l'ordre souhaitant arrêter un suspect et devant lui dire : « Monsieur, vous avez vingt-quatre heures pour venir nous présenter vos papiers au commissariat. » Il faudrait qu'il envoie sa deuxième convocation au quartier général des hezbollahs à Beyrouth ! Que pourrions-nous faire sinon ? Un beau discours comme celui de

M. Mitterrand après l'attentat contre les parachutistes français à Beyrouth. Il avait promis que le crime ne resterait pas impuni. En effet ! Les avions français sont allés bombarder une région désertique ! Quelle démonstration de force ! Bilan : un mort. Un malheureux berger qui traînait dans le coin...

Aujourd'hui c'est différent. Le gouvernement est vraiment décidé à enrayer ce fléau. Pasqua, en véritable professionnel, fait face. Aidé par la baraka et la confiance redonnée à nos policiers et gendarmes, il vaincra, j'en suis sûr. Dans ces moments-là, seule la fermeté peut payer. Israël, petit pays de quelques millions d'habitants, le dos au mur face à ceux qui veulent le détruire, rend coup pour coup. Qu'en serait-il s'il ne le faisait pas ? Israël serait gommé de la carte de ce monde depuis longtemps. Ne critiquons pas ses réactions : ce serait faire le jeu des terroristes. Le président Reagan, à la suite de l'assassinat de l'un de ses compatriotes dans un attentat, a démontré sa fermeté en bombardant la Libye. Il a rendu sa fierté à ce grand peuple bafoué par l'échec de l'opération des commandos armés pour libérer les otages de Téhéran. Dans tout ça, la seule chose que l'on puisse regretter c'est que les alliés ne se soient pas plus serré les coudes et que la France ait refusé aux bombardiers américains de survoler notre territoire.

Aujourd'hui, quelques semaines après, même si les attentats ont été stoppés, le combat n'est pas totalement fini. Il reste encore nos otages au Liban, détenus par les mêmes fanatiques. Jean-Paul Kauffmann, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa, Jean-Louis Normandin, Camille Sontag. Tous journalistes ou diplomates. Malheureusement, là encore chacun s'agite de son côté pour obtenir leur libération : Anglais, Américains, Français, alors que l'union permettrait d'imposer notre volonté. C'est triste de voir la façon dont ça se joue. Tous les jours, nos amis à la télévision au début du journal de 20 heures, les démarches, les contre-démarches. Et si on disait tout

simplement : nous, Américains, Français, Allemands, Anglais, nous voulons que ces gens soient libérés, sinon attention ! Les Russes n'en ont pas, d'otages. Quand ils en ont, ils sont vite relâchés. Pourtant les intégristes n'aiment pas tellement les marxistes. Mais les Russes savent se faire respecter.

Rapatriement des corps d'Indochine

Octobre 1986. La course aux présidentielles commence déjà. Le traumatisme des attentats est à peine passé que les politiciens reviennent vite à leurs petites affaires. Et la France là-dedans ? Probablement une nouvelle fois oubliée. Chirac se dit sûr de la victoire de la droite aux présidentielles et annonce que les signes de reprise commencent à se multiplier. Mitterrand jette le doute sur sa candidature. « Tout m'invite à me dire : non je ne serai pas candidat, mais il reste dix-sept mois. » Quel brillant stratège ! Pourquoi ne met-il pas cette intelligence au service de la France ?

A cette même époque, c'est le retour des premiers corps des combattants d'Indochine rapatriés du Viêtnam. C'est bien. Il est bon qu'on rende hommage à cette armée d'Indochine. Au cours de cette période 1945-1954, nous étions des renégats, nous avions fait la « sale » guerre. Nous n'avons même pas été accueillis lors de notre arrivée à Marseille après notre libération des camps viets ! Nous nous cachions presque ! Quand on voit ce qui s'est passé au bout de dix ans, quand on voit que 500 000 Vietnamiens ont fui et que beaucoup sont morts en mer de Chine, quand on voit ce qui se passe dans le monde, j'estime – et je le crie fort – que ce combat était juste et que nous défendions la liberté. C'était un combat pour protéger le monde libre contre le marxisme. Il est heureux qu'on rende hommage à ces gens-là ! M. Mitterrand a fait pour une fois un très beau discours. Il faut le reconnaître. Mais sur les 50 000 Français morts là-bas, on ne va

en rapatrier que 27 000 ou 28 000. Les autres ne reviendront jamais. Il y a eu ceux perdus sur la route de Cao Bang, ceux perdus dans les montagnes. Ou à Diên Biên Phu. On y creusait des trous au bulldozer et on mettait les corps dedans. Tous ceux-là ne reviendront pas. Plus aucune trace de leur sacrifice.

En cet automne 1986, je viens de recevoir une lettre qui m'a tout particulièrement touché :

> Général Bigeard,
> Je me permets de vous écrire car je viens de lire votre livre *Pour une parcelle de gloire*. J'ai dix-sept ans et j'ai toujours été intéressé par les récits de guerre où les hommes vont jusqu'au bout d'eux-mêmes, tentant sans cesse de repousser leurs limites. Aussi, c'est avec une grande joie que j'ai retrouvé dans une armoire un livre que mon père avait acheté autrefois. Je me suis donc plongé dans la lecture de ce livre, tout d'abord impressionné par sa grosseur, puis très vite passionné par son contenu.

Cette lettre, je l'ai lue et relue. Ce garçon écrit : « J'ai retrouvé ce livre que mon père avait acheté autrefois. » Pour ceux de ma génération, l'Indochine, l'Algérie, c'était hier, mais pour ces jeunes de dix-sept ans, c'est loin, très loin. C'est pour cela qu'il faut écrire, laisser des traces. La roue tourne si vite. Pour les jeunes générations, l'Indo est une guerre si lointaine, perdue dans la brume. Et pourtant la chute de Diên Biên Phu a été un véritable tournant pour notre patrie et l'Occident. Il ne faut pas l'oublier, même si les Français ont voulu effacer cette terrible et humiliante défaite.

Novembre 1986. Les étudiants sont dans la rue. Par dizaines de milliers. Ils veulent le retrait du projet de réforme universitaire d'Alain Devaquet. Ne nous faisons pas d'illusions. Ils veulent plus. On sent bien que cette loi n'est qu'un prétexte pour exprimer autre

chose, un malaise profond. D'une certaine manière, je les comprends. Ceux de ma génération ont beaucoup vu, beaucoup entendu, beaucoup souffert, et rien n'est plus alarmant que ce cancer du chômage qui fait souffrir tant de femmes et d'hommes mais surtout frappe de plein fouet 25 % des jeunes. Ils sont désarçonnés. Ne savent que faire, où aller. Ils sont sans espoir et sans idéal. A nous de leur en donner un. De canaliser leur énergie. Quand la jeunesse d'un pays est dans la rue, c'est que ce pays est bien malade.

1986 se finit donc dans la morosité. On voit déjà que le gouvernement n'a pas su redonner l'espoir, remobiliser. Il aurait fallu que Chirac tape un grand coup sur la table et dise : « Allons-y ensemble, retroussons nos manches, regardons dans la même direction et redressons la France. » Mais avec ces quatre malheureux députés d'avance, il n'a pas les moyens. Il est obligé de faire des compromis incessants avec tous les partis. Il nous faut un chef, un seul vrai chef.

Avec l'U.D.F. au Zénith

Janvier 1987. La France est en grève. Où allons-nous ? Le 21, le Conseil des ministres décide la dissolution du Mouvement corse pour l'autodétermination. Encore un mouvement légalisé par les socialistes alors que ce n'était qu'une façade pour les terroristes corses. Un mois plus tard, les dirigeants d'Action directe seront arrêtés. Ils avaient été amnistiés lors de l'arrivée de Mitterrand en 1981. Entre-temps ils auront assassiné le général Audran, le capitaine d'industrie Georges Besse, patron de Renault, fait sauter les locaux de la brigade de répression du banditisme.

2 février 1987. Convention nationale de l'U.D.F. au Zénith à Paris. Normalement, cet endroit accueille des concerts de rock mais ainsi va la politique. Le matin, à Toul, je finis mon jogging à 6 h 45 et décide

d'aller y faire un tour. Train, arrivée à Paris à 10 h 32. Le métro. A 11 h 15, je suis au Zénith pour écouter la fin du discours du président Giscard face à 6 000 congressistes. Suspension jusqu'à 14 h 30, le temps de regrouper sénateurs, députés, journalistes autour d'un lunch. Tout le gratin de l'U.D.F. est là. Le président Giscard, Lecanuet, François Léotard, Méhaignerie, Stasi et beaucoup de mes amis députés ou sénateurs. L'emploi du temps de l'après-midi est très minuté : baratin des chefs de partis, commissions diverses. Des amis députés vont trouver Gaudin : il faut absolument que le général parle, mais comment faire ? Gaudin répond qu'il essaiera de trouver un créneau. Pourquoi Bigeard, alors que je ne suis rien dans cet organigramme U.D.F. ? Vers 15 heures, à la fin d'un discours, Gaudin annonce au micro : « Je donne la parole quelques minutes au général Bigeard. » Je prolongerai sérieusement ces quelques minutes... Applaudissements nourris avant même d'arriver à la tribune. Je montre à la salle la feuille avec mon discours : un bout de papier avec cinq ou six points de repère. Je me lance. Bigeard, à toi de jouer.

> L'U.D.F., qu'est-ce que c'est ? En fait, c'est une brave fille qui cherche à contenter tout le monde, une fille de joie quoi... On l'aime, on lui fait la gueule, on revient, on pense même à la marier puis on lui lance de nouveau des petites flèches à droite, à gauche. Mais finalement, on se retrouve toujours dans ses bras... Lecanuet joue le protecteur. Ça arrange bien les choses. Faut dire que c'est un sacré tribun, un bon débatteur. Il a l'âge, il a le recul, il a la sérénité.

Toute la salle rit, y compris les délégués les plus coincés. Mon langage, mon discours de vieux soldat change un peu du style guindé de l'U.D.F. Je suis applaudi. En fait, les politiques aiment bien mes interventions. Ils sont toujours d'accord pour m'utiliser. Mais pas trop, juste sur les bords. Les articles de

presse seront nombreux le lendemain sur cette intervention totalement improvisée qui détendra sérieusement une ambiance électrique. En effet, la guerre des clans n'est pas près de finir dans le parti de Giscard. Pourtant, d'autres problèmes sont là et me semblent autrement plus importants. Après mon baratin au Zénith, j'arrive à sauter dans le train gare de l'Est à 16 h 31 pour arriver à Toul à 19 h 15 et ne voir que du Bigeard à la télé. Journée bien remplie alors qu'à 6 heures du matin, je ne songeais même pas à me rendre à Paris !

Quel avenir pour notre armée ?

Mars 1987, la D.S.T. démantèle un réseau terroriste rattaché à l'Iran, réseau à l'origine des attentats de septembre. Les gars de Pasqua ont fait du bon boulot.

Avril 1987, Le Pen annonce sa candidature officielle pour les présidentielles. Il risque de faire encore le plein des ras-le-bol.

C'est l'époque où le gouvernement présente sa loi de programmation militaire. C'est l'avenir de notre armée pour les cinq années qui viennent. Elle prévoit 3,79 % du P.I.B. marchand pour nos troupes ; ce n'est pas mal, mais 4 ou 4,5 % ce serait encore mieux. Je me souviens que lors d'un conseil de défense, le président Giscard d'Estaing avait estimé qu'il faudrait affecter à la défense 20 % du budget de la nation. Hélas, ce n'était qu'un rêve ! Cependant, cette loi est avant tout une loi de techniciens qui me semblent encore une fois ne pas bien saisir les vrais problèmes. Mes quarante années militaires, dont vingt ans de guerre, me donnent une autre vision que celle des politiciens. Eux ne parlent qu'en nombre de chars Leclerc, d'Awacs. C'est bien. Mais à la limite, on a tellement de retard que ce que prévoit cette loi, il faudrait qu'on l'ait déjà.

De toute façon, notre armée a toujours été mal

équipée. 1945-1954, dix ans d'Indochine. Oh, le matériel que nous avions ! Mon premier séjour : j'ai marché pieds nus pendant deux ans. Dans la section, il y avait trois ou quatre catégories de pistolets-mitrailleurs, de mitraillettes avec des munitions différentes. On a sauté sur Lang Son avec des parachutes réformés. Alors bien sûr, un ou deux hommes se sont tués parce que leur parachute ne s'est pas ouvert. L'Algérie aussi, on manquait de matériel. En effet, il faut maintenir le budget, absolument. Mais maintenant il y a à peu près consensus là-dessus. Ce n'est pas le vrai problème. Des armées de gueux peuvent bien souvent battre des armées excellemment équipées. Le Viêt-nam nous a battus. Il a aussi battu la puissante Amérique. Il y a donc autre chose que le matériel. Massu écrivait dernièrement dans un journal du R.P.R., *Résistance* : « Depuis 1945, nous sommes en guerre subversive et révolutionnaire. Alors que nos cerveaux étudient la guerre nucléaire. » C'est du Massu, mais il a raison. Maintenant qu'on a notre force stratégique, à la pointe de la technologie, gardons-la, améliorons-la et occupons-nous du reste. C'est-à-dire la guerre psychologique. Les Russes ont dit : nous n'avons pas besoin de faire la guerre avec des chars, des avions, nous avons une arme bien plus redoutable, notre idéologie. A nous de leur en opposer une autre ! La véritable force nucléaire, c'est vous, c'est moi, c'est la volonté d'un peuple tout entier, des gens bien décidés à résister. Le Viêt-minh nous l'a prouvé, bien d'autres aussi. S'il n'y a pas la force morale, il n'y a rien. Le matériel certes, mais presque en seconde position. La jeunesse de France ne demanderait qu'à faire autre chose. Quand on a vingt ans et qu'on entend la télévision ne parler que de l'indice 0,2 ou 0,9 du taux de commerce X ou Y, on s'en fout ! On a besoin de croire en quelque chose ! On a besoin d'un idéal ! Moi, j'en ai un à proposer : faire l'Europe et défendre la liberté. Le réarmement moral de la nation, c'est par là qu'il faut commencer !

Le matériel, ce n'est pas tout ! Les hommes d'abord ! Il y a 250 000 appelés par an. Ils font un an de service militaire. Cela veut dire qu'en dix ans, il y aura eu 2,5 millions d'hommes qui seront libérés et qui n'auront pas plus de trente ans. Ces simples chiffres nous montrent l'importance d'une Défense opérationnelle du territoire (D.O.T.). Que chacun apprenne à défendre son village, sa ville... Si on était capables d'avoir une résistance comme les Afghans, d'avoir des Français qui disent bien haut « Si vous venez chez nous, on se battra jusqu'au bout... », il n'y aurait pas d'inquiétude à se faire. Quand je suis allé en Chine, les Chinois m'ont dit : « La puissante Russie, elle rentrera chez nous, d'accord, nous serons bousculés, d'accord, mais il n'y aura pas un seul Russe qui sortira vivant du pays. » Je crois que c'est cela, la véritable force nucléaire. C'est la volonté du pays. Voilà pourquoi tous ces débats sur l'avenir de notre armée ne me semblent que peu pertinents. Revoyons d'abord nos forces morales et pensons à la D.O.T. !

Cabotin

Malgré ce nouveau gouvernement et mon titre de simple député, n'appartenant à aucun parti, je reste dans l'actualité. Journaux, télés et radios me contactent souvent... Pour ne pas se scléroser, il est bon de varier, d'accepter tous les exercices que proposent les journalistes. *France-Soir* vient me voir pour que je commente une semaine de programme télé, la première d'avril 1987. Quelques-unes de mes remarques : « Bourret est une force de la nature. Il connaît son boulot... » « Dechavanne est plein de finesse, souple et intelligent. » « Les jeunes chanteurs sont des modèles ronéotypés. » « Ah ! Mourousi... J'aime les gens qui durent... » « Anne Sinclair, c'est une belle tigresse... » Elle me pardonnera. C'est un compliment car elle est réellement très belle et, comme tous les Français, je

suis amoureux d'elle. Une grande dame heureuse lorsque les clients de *Sept sur Sept* ont un mot aimable pour la gauche et surtout pour le président Mitterrand. J'en suis jaloux, madame Sinclair...

Quelques jours après, déjeuner à Paris avec tous les députés U.D.F., une quinzaine de tables. Je suis à celle d'honneur avec Giscard, Barre et une douzaine de députés ministres. Après le premier plat, je leur dis : « Je m'excuse mais je dois passer au *Petit Théâtre* de Bouvard. » Peu d'entre eux accepteraient d'y aller. Leur langue de bois ne provoquerait guère l'hilarité du public... Ce n'est pas la première fois que je pratique Bouvard. En 1975, quand j'étais secrétaire d'Etat, lui dirigeait alors le journal de R.T.L. On m'avait prévenu que c'était un vicelard. J'avais donc préparé ma défense en me faisant communiquer son dossier militaire. Il était fort bien noté : secrétaire du colonel, toujours prêt à rendre service... En arrivant dans son bureau, je l'ai mis en garde. Vous avez vos petits papiers, j'ai aussi les miens. A l'armée, vous étiez le parfait fayot... Mais je n'en ai pas eu besoin. Ça s'est merveilleusement bien passé entre nous. Aujourd'hui encore, je lis à chaque fois que j'en ai l'occasion ses articles et regarde toujours avec plaisir ses émissions. Ce soir-là au *Petit Théâtre*, Philippe, ses acteurs et moi nous amusons bien. Philippe me demande de rempiler. Allons bon, me voilà devenu saltimbanque pour une semaine. Cela ne me déplaît pas. Merveilleux Bouvard, petit par la taille mais si grand par la classe... Et quelle puissance de travail. Chapeau !

Le Canard enchaîné ne me loupe pas, mais sans jamais être trop vachard : « Marcel Bigeard est tout azimuté en ce moment. Il se fait inviter par Bouvard sur Antenne 2 et commente dans *France-Soir* la semaine télévisuelle. A propos du film *Les femmes s'en balancent*, il déclare "Eddie Constantine a eu son heure de gloire, mais c'est vachement périmé". Bigeard aussi l'a eue, son heure de gloire... » *Le*

Canard a raison. Mon heure de gloire, c'était vers la quarantaine. Le physique d'abord, la jeunesse. Souple, félin, manœuvrier. Ces milliers de Parisiens applaudissant lors du défilé de mon bataillon : « Bigeard à Paris. Bigeard au pouvoir. » Aujourd'hui, l'essentiel est de durer en se faisant photographier de dos et par temps de brouillard. En effet, les jours, les semaines, les mois défilent à toute vitesse. Le repos, la vie de famille sont là pour mémoire. Mais Gaby, j'en suis certain, préfère me voir tourner à haut régime.

Gaby

Gaby, elle est toujours là quand je rentre. Elle s'occupe de la base arrière. Elle est mon équilibre, ma ceinture de sauvetage. Toujours là quand il faut. Elle me surveille, prend soin de moi. Des journalistes ont voulu lui faire raconter sa vie, elle a toujours refusé. En tout cas, je la remercie d'avoir partagé la mienne avec constance et cran. Ce n'était peut-être pas toujours évident, mais elle l'a fait de bonne grâce.

A vingt ans, elle s'est retrouvée avec moi en pleine brousse au Sénégal. Dans ma paillote sans porte, ni fenêtre. Ça la changeait de sa petite maison de Toul mais ça ne lui déplaisait pas pour autant. Puis Alger où elle me suit lors de mon entraînement commando. Débrouillarde et têtue comme une Lorraine, elle parvient même à retrouver l'endroit ultra-secret où nous nous exercions. Le responsable anglais du stage me virera presque : « Pas d'indiscrétion, je vous avais dit. » Mais il ne le fit pas. Dans sa tête, il devait se dire : « Quelle chance il a d'avoir une femme de cette trempe ! » Puis mon parachutage en France, nouvelle séparation... Autres retrouvailles et, quelques mois après, la naissance de notre fille Marie-France.

Je ne suis déjà plus là pour la voir arriver au monde ; en train de guerroyer dans la Haute Région... Qu'à cela ne tienne, Gaby me rejoint en pleine guerre

à la frontière de Chine. Elle est la seule femme dans une zone classée à haut risque. Elle aussi met en danger sa peau. Elle se déplace accompagnée de plusieurs de mes paras en cas d'embuscade.

J'aime rendre hommage à Gaby. Une nuit, elle dort sous sa moustiquaire. Un léger bruit la réveille. Ce sont des pas d'homme. Ils deviennent plus audibles. Trop tard pour crier, une grande ombre massive et inquiétante s'approche de son lit : « Ne t'affole pas, c'est moi et pour te revoir, j'ai voulu corser un peu mon retour. »

Plus d'une fois, elle me croira mort. On avait annoncé ma disparition à Diên Biên Phu. Quand finalement je reviendrai des camps viets, je verrai à quel point elle a souffert de ma prétendue fin. Durant toute cette période, nous ne nous retrouvons que pendant de brefs moments, généralement lors de mes retours en France. Mais malgré tout l'amour que je lui porte, j'étouffe dans ce pays et à chaque fois je repars, la laissant de nouveau seule avec notre petite fille. Elle demeurera pourtant toujours fidèle. Fière de mes victoires.

En Algérie, elle est plus souvent avec moi : le pays est moins loin et plus sûr, même si les attentats sont légion. Nous pouvons nous voir plus régulièrement. Quand je ne suis pas en opération, elle m'accompagne le matin lorsque je fais mon footing. Trente ans plus tard, c'est toujours le cas. A cette époque, elle commence à partager ma gloriole. Quand de Gaulle vient me voir à Saïda, il va à sa rencontre. « Mes hommages, Madame, j'ai l'honneur de vous connaître car je vous ai vue sur de nombreuses photos. » Gaby garde toujours sur elle la photo où le grand Charles lui serre la main.

Puis c'est Dakar, notre magnifique résidence et la villa dans l'île de Gorée, Madagascar dans le palais de Gallieni et de Lyautey et enfin Madame la Ministre coiffée chez Carita.

Quel chemin parcouru pour nous deux depuis Toul

où nous allions nous promener tendrement enlacés sur les remparts ! Elle a partagé avec moi cette parcelle de gloire. Et je sais combien elle aussi préfère ceux de la brousse lorsque, comme moi, elle constate les magouilles et les changements de cap incessants de ceux de la jungle.

A l'hôpital

En ce mois de mai 1987, ma santé m'inquiète. Fatigué à Boulogne, un peu plus à Strasbourg et très las lors de la réunion des clubs Avenir et Liberté à Paris. Alors que l'on me juge en excellente forme. Le dimanche 24, retour d'une cérémonie dans un des villages de ma circonscription. Je me sens mal puis je suis pris de douleurs terribles dans le ventre, je devine un nouveau calcul : hospitalisation, radio, l'opération est nécessaire. J'ai déjà vécu cela mais j'ignore encore ce qui m'attend ce coup-ci. Cinq heures d'intervention, quarante-huit heures en réanimation. Je me réveille cloué sur un lit de torture. Perfusion, redon côté gauche de l'abdomen, sonde. Dure, très dure épreuve pendant quinze jours. Durant ces deux semaines, je perds quinze kilos. En réanimation, dans le cirage, je demande à me raser alors que je ne suis même plus capable de reconnaître Gaby. Personne ne vient, je crie plus fort ! Une infirmière, crème à raser, rasoir, tente l'opération. Je refuse. C'est à moi de le faire. Je ferai semblant et tomberai dans le néant. Les toubibs ne comprennent pas mais Gaby a deviné. On meurt rasé de frais au bataillon Bigeard. Oui, dans mon subconscient j'y tenais. La brousse, ses règles ne me quittent pas !

Bien faiblard, retour à Toul. Trajet de 20 km en voiture qui me paraît très long, en ce mois de juin pluvieux et froid. Erwan Bergot vient de m'envoyer son livre-cassette *Bigeard*, dit par l'auteur. Pendant une heure, il raconte ma vie avec le ton de ceux qui

savent de quoi ils parlent. J'ai la larme à l'œil en l'écoutant. Gaby et Marie-France ne me reconnaissent plus, je ne peux dire trois phrases sans avoir la gorge serrée. Décidément, ces calculs ne me réussissent pas ! C'est bien la première fois que je suis dans cet état, j'essaie de réagir. Je marche doucement, un kilomètre puis deux ; une semaine après, quatre kilomètres et piscine où je nage doucement en tenant mon ventre dans la main droite de peur qu'il ne s'ouvre ! Il n'est pas encore cicatrisé. Je n'ai plus d'appétit et goût à rien ! Je dois à nouveau me rendre à l'hôpital pour enlever une sonde de dix centimètres laissée au cours de l'opération. En principe, une nuit à l'hosto et retour chez moi. Ce sera à nouveau une semaine chez les hommes en blanc : 42° de température, tremblements, le cœur qui bat fort, j'en ai marre. Gaby s'inquiète, il faut trouver le microbe et l'anéantir. Sinon, je vais y laisser ma peau. Puis ça passe. Enfin Toul. Remise en forme progressive. Un télégramme de l'Assemblée. C'est notre Jean-Claude Gaudin, la mère poule du groupe :

> Tous vos amis députés vous adressent leurs cordiaux souhaits de prompt rétablissement et attendent de vous retrouver très rapidement parmi eux. En vous renouvelant l'expression de ma fidèle amitié, bien cordialement.

Attention, Jean-Claude, il ne faut pas faire de sentiment pour réussir en politique. Un autre télégramme me touche particulièrement :

> Mon général,
> J'apprends que vous avez un petit ennui mais que ce n'est pas grave. Vous connaissant, j'imagine, du reste, que vous n'aurez pas de difficultés à terrasser le mal. Tous mes vœux très sincères de prompt rétablissement. Veuillez accepter, mon général, l'expression de mon très cordial souvenir et de mes amitiés.
>
> Jacques CHIRAC.

Très touché par cette lettre alors que notre Premier ministre est débordé. Ainsi va le grand Jacques... capable de coups de cœur !

Juillet, août. Je me retape à Toul. Le gouvernement continue à traquer les terroristes. Basques ou guadeloupéens. C'est bien. Malheureusement, le problème n'est pas encore réglé. Début août, un gendarme est tué en Corse.

Les 22 et 23 septembre, journées parlementaires U.D.F. à Nice ; remis à 80 %, je peux m'y rendre. Les présidentielles approchent, plus que huit mois. Barre est là mais reste discret. Chirac vient présenter son bilan et, en pointillé, cherche à s'affirmer comme le patron de toute la droite. A la fin de la session, Barre se déclare candidat à la présidence. Voilà l'U.D.F. éclairée. Giscard s'abstient de tout commentaire et ne nous rejoint qu'en fin de parcours.

Léotard doit quitter Nice pour passer à *L'Heure de vérité*. Il me dit : « Soyez présent, mon général ; je partirai dans le Mystère 20 de Longuet. » Je fais le voyage avec eux. Longuet toujours très fair-play à mon égard, une valeur sûre aux dents longues, si longues.

La jungle, il y en a marre...

Octobre 1987. A Toulouse, les paras ont cinquante ans. Grande manifestation. Présentation des drapeaux de toutes les unités paras. Défilé grandiose, en présence de M. Giraud, ministre de la Défense. Des retrouvailles, anciens généraux ou colonels, officiers, sous-officiers. Je revois beaucoup de mes anciens, des capitaines devenus généraux. Surtout des hommes de l'Algérie. De l'Indochine, il n'en reste pratiquement plus. Morts là-bas au combat, de privations dans les camps viets ou des séquelles à leur retour en France. J'avais quitté Paris en Mystère 20 avec le ministre et je rentrerai également avec lui et le général d'armée

Schmitt, patron des Armées, un de mes anciens lieutenants du 3e para pendant la guerre d'Algérie. Une journée si éloignée des magouilles. Quel réconfort !

15 octobre 1987. Krach boursier, un nouveau lundi noir. La panique. Des milliards perdus en quelques heures d'après les journaux. Toute la journée, on n'entend parler que de chiffres : 5,6 – 6 – 7,2... Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce si important ? Là aussi, dans ce monde de la finance, j'ai l'impression que c'est chacun pour soi, comme dans celui de la jungle. Celle-ci est également à la une de tous les journaux, plus particulièrement ses affaires. Depuis plusieurs mois : affaire du Carrefour du développement, du vrai-faux passeport de Chalier. Puis le dernier scandale, le plus grave. L'affaire Luchaire. Des armes vendues clandestinement à l'Iran, à ce pays qui a envoyé des tueurs en septembre 1986 pour massacrer des innocents dans notre capitale. Qui a empoché les commissions ? Et maintenant tous ces articles sur le financement occulte des partis politiques. Ce déballage est lamentable au moment où les Français devraient se serrer les coudes car ils ont des affaires plus importantes à régler. Il faudrait déjà une loi sur le financement des partis pour clarifier tout cela. Et qu'on arrête ce petit jeu où on donne un coup à droite, un coup à gauche. Les Français en ont marre. Je sens bien qu'ils s'interrogent. Je m'en rends bien compte quand je tourne. J'ai fait plus de 150 villes. Les Français sont perdus. Ils attendent. Oui, la France a besoin d'être prise par le cœur et par les tripes pour retrouver sa fierté et redonner confiance à sa jeunesse.

En campagne pour Barre

A la fin de cette année 1987, j'ai l'honneur de recevoir l'académicien Maurice Rheims qui déjeunera chez moi à Toul, accompagné de sa fille. Il vient pour une émission qu'il présente chaque mois avec Claude

Sérillon, *Haute Curiosité*. Ses questions sont en effet insolites. Il me demande ce que je ferais si je devenais ministre de la Culture. Imaginez ma surprise. Je lui répondrai : la vraie culture, c'est d'abord la liberté de l'esprit ; en peinture, j'aime ce que je comprends, et je suis persuadé que les plus beaux tableaux sont ceux que j'ai vécus : les nuits dantesques à Diên Biên Phu ou le lever de soleil sur la mer de Chine, la descente en pirogue sur la rivière Noire au Tonkin, à la tombée de la nuit. Merci, Monsieur l'Académicien, pour cet après-midi culturel.

Fin novembre, le coup est bien parti pour la campagne présidentielle. Je choisis la journée barriste de Meurthe-et-Moselle pour annoncer publiquement que je pars en campagne pour lui. L'U.D.F. n'a pas encore officiellement pris position. Toujours cette guerre des chefs... Léotard et Rossinot pour l'instant ne disent rien. Mais je suis sûr qu'ils me rejoindront dans ce nouveau combat. Giscard n'étant pas de la partie. Il est resté sur les starting-blocks, se réservant pour plus tard peut-être...

J'apprécie Barre. Comme ancien Premier ministre, en pleine tempête, il a su faire face. Et d'une certaine manière, c'est lui le plus gaullien de tous les candidats. Il ne se compromet pas avec les partis, cherche à rester au-dessus de la mêlée, en dehors du « microcosme », comme il aime à le dire. Il a une idée de la France assez proche de la mienne. Il fait passer l'intérêt de notre pays en premier, refusant les subtilités et autres « byzantineries » politiciennes... Comme moi, il pense que les programmes politiques ne sont que des paravents pour habiller les incertitudes. Bref, ce pourrait enfin être le chef d'Etat qui ne serait pas à la botte des partis et que l'on attend tous depuis le départ de de Gaulle.

Nouveau tour de France donc. Accueil toujours très chaleureux. Dans tous ces contacts, je sens que la droite prépare le lit de Mitterrand. Chirac et son gouvernement sont pris au piège de la toile d'araignée

mitterrandienne et les chefs incapables de s'unir. Réunion un soir à Toul. Philippe de Villiers est à mes côtés. Philippe, trop brillant pour que l'on puisse porter un jugement rapide sur lui. Il aurait sûrement fait un grand joueur de poker. On a le même avis sur les deux super Grands. Il y a en effet bien des raisons de s'inquiéter. En ce mois de décembre 1987, Français et même Européens sommes les bras ballants entre Américains et Soviétiques qui décident et imposent leur volonté. La rencontre Reagan-Gorbatchev à Reykjavik l'année dernière a manqué de réussir. Les dernières rencontres U.R.S.S.-Etats-Unis ont flanché un moment puis c'est reparti. Les deux Grands viennent de tout arranger à Washington sans nous consulter. L'option zéro, c'est réglé. L'option double zéro, c'est réglé et puis pourquoi pas, demain, les armes à courte portée au-dessous de 500 km ? Tout le monde applaudit. Je suis inquiet. Je demande à voir. Il faut se méfier du nouveau maître du Kremlin, de son sourire carnassier et de sa jolie dame. Dans mes réunions, je dis comment je vois la France à l'intérieur et dans le monde, c'est-à-dire ma vérité. Je suis inquiet. La page se tourne sur 1987, année sans grandeur, sans grand enthousiasme. Notre cher pays mérite mieux que tous ces scandales qui font la une des médias et éclaboussent les purs qui sont encore, et heureusement, une majorité.

Début janvier, je repars en tournée pour Barre, l'homme rond qui commande sans bruit. Bitche, Vichy, Villeneuve-sur-Lot... A peine le temps de souffler avec une soirée détente de jeunes étudiants à Nancy. Cela peut paraître idiot mais je me sens plus à l'aise avec les jeunes qu'avec ceux de mon âge. Peut-être prétentieux. Mais non, c'est le fait d'avoir été avec eux dans nos armées jusqu'à l'âge de soixante ans...

Je continue à tourner pour Barre : Belfort, Puteaux, Tourcoing, Fontainebleau, Hyères, Lille... Je me devais aussi de faire une réunion chez moi à Toul en invitant enfin et pour une fois un ministre qui m'ins-

pire de par sa classe, sa valeur, son avenir et sa gentillesse. Un de ceux qui font les choses sérieusement sans se prendre au sérieux. J'écris à Bernard Bosson, le ministre de l'Europe dans le gouvernement Chirac. Il vient sans problème et le lendemain, je l'accompagne dans sa ville d'Annecy, toujours pour soutenir Barre. Le 22 avril, je suis avec mon candidat pour son dernier grand meeting à Lille. Je pars en Mystère 20 et rejoins Paris dans l'avion de Raymond Barre, accompagné de son épouse. Annoncés par haut-parleur, nous pénétrons un à un dans l'arène. Environ douze mille personnes sous le grand chapiteau et les acclamations d'une haie d'honneur faite par des centaines de jeunes au coude à coude. Je rejoins ma place. Aux côtés d'Alain Delon, dévoré des yeux par les jeunes et les moins jeunes du beau sexe. Nous parlerons dans l'ordre : Alain Poher, Philippe Vasseur, Bruno Durieux, Simone Veil et moi, juste avant Raymond Barre. Curieux, les ministres et les lieutenants barristes sont simples spectateurs. C'est du délire dans la salle. Je suis très applaudi, fais mon laïus avec des mots qui en dérident plus d'un. Barre, quant à lui, rigole vraiment, plié en deux : « Ah, si ça avait été comme ça depuis le départ », me glisse-t-il à l'oreille. Puis il va à la tribune et c'est le miracle. Belle fin de campagne. Dommage que ses premiers meetings se soient déroulés sans cette chaleur, cette intensité que ne peuvent créer des ministres qui se succèdent. Monsieur le Premier ministre, dès le départ vous auriez dû utiliser votre vieux soldat.

Battu

Nous y sommes, le 24 avril, premier tour de l'élection présidentielle. Les résultats dans ma circonscription :

Mitterrand : 35,3 %

Barre : 20,26 %

Le Pen : 16,22 %
Chirac : 15,4 %
Lajoinie : 3,65 %
Et les autres pour mémoire.

Surprise de taille, en Lorraine et en Alsace, Le Pen devance Chirac. A l'échelon national, il fait 14,39 %, presque autant que Barre. Chirac est un peu devant avec 19,94 %. De toute façon, il n'y a pas de quoi pavoiser. Tout de suite, Barre se désiste pour Chirac. Giscard, fair-play et grand prince, déclare que Jacques Chirac devient le candidat unique de la majorité U.D.F.-R.P.R., et appelle à voter pour lui. La semaine suivante, un duel télévisé oppose les deux derniers candidats en lice. Je me souviendrai toujours de ce face-à-face.

Chirac : « Vous êtes un candidat comme moi et non Monsieur le Président. »

Mitterrand : « Oui, Monsieur le Premier ministre. »

Les coups sont durs. L'affaire de la grotte d'Ouvéa rend le débat très tendu.

Le 8 mai : deuxième tour.

Mitterrand l'emporte largement par 55,72 % des voix. Il atteint même 66,18 % des voix à Neuves-Maison, un canton d'ex-sidérurgistes appartenant désormais à ma circonscription après le découpage. Le président part rajeuni de sept ans. Qui l'eût cru en 1983, 1984, 1985 ou 1986 ? Il peut remercier cette cohabitation qui, d'un coup de baguette magique, a gommé le bilan catastrophique de la gestion socialiste et l'a remis sur orbite, tout en haut, à la place de Dieu le Père.

A droite, c'est la consternation. Mitterrand à nouveau pour sept ans, alors qu'il y a encore quelques mois la victoire semblait acquise. Puis les réunions se succèdent à Paris. Fébrilité dans tous les partis. Plusieurs questions se posent : Mitterrand va-t-il dissoudre l'Assemblée ? S'il propose l'ouverture, peut-on ou non accepter ? Comment restructurer l'U.D.F. qui a reçu une belle claque lors de cette consultation ?

Toutes ces palabres me fatiguent. J'en ai marre. Je veux raccrocher. Trop de temps perdu, de combines, de magouilles. Les politiciens jouent de plus en plus leur jeu en oubliant tout simplement la France. Je demande à Gaudin de prévoir un gabarit national en quête d'une circonscription pour venir me remplacer à Toul en cas de dissolution. Je dis à Giraud, l'ancien ministre de la Défense : « Venez à Toul, je ferai campagne pour vous si dissolution il y a... » Et elle ne manque pas d'arriver. Mitterrand, fort de sa nouvelle popularité, renvoie les Français aux urnes afin d'obtenir une majorité correcte. Je m'y attendais. Tout va aller très vite puisque le premier tour est fixé au 5 juin. Que faire ? J'ai envie à 100 % de décrocher. J'en parle à Gaby, à Marie-France. En plus, avec le nouveau découpage et ce canton de Neuves-Maison ultra-majoritaire à gauche dans ma circonscription, la bataille semble perdue d'avance. Alors que d'ici les prochaines élections, j'aurais eu le temps d'y prendre pied et de peaufiner une équipe de jeunes déjà détectée pour assurer ma relève. Gaby et Marie-France, en chœur : Tu es seul juge, tu as toujours agi selon ta conscience.

On vient me voir, on me téléphone, on m'écrit. Allez-y encore une fois. Dans ma circonscription, la rose se respire à nouveau à plein nez : un rapide examen du premier tour permet de constater que la droite, Barre et Chirac rassemblés, fait seulement 35,66 %. Certes il y a Le Pen avec ses 16,22 %, mais où iront ses voix et qui sont-elles ?

– Le noyau dur qui réalisait 1 % en 1978.

– Les mécontents de tous bords.

– Ceux qui en ont ras le bol de la langue de bois des politiciens.

– Ceux qui souhaitent que le problème des immigrés soit enfin réglé.

– Ceux qui n'ont pas eu le remboursement à 100 % des médicaments et tous ceux qui ont une raison ou une autre de râler...

Un général breveté de l'Ecole de guerre est venu me voir pour me dire : « Je voterai Le Pen, avec lui nous aurons assez de crédits et on ne nous marchera pas dessus. » Allez comprendre ! On cherche quelqu'un à qui se raccrocher, un homme fort oui, mais il faut qu'il soit aussi responsable. En ce mois de mai 1988, je sais que l'effet Le Pen s'essoufflera mais, pour l'instant, il est bien présent. Les Français ne savent plus que faire et Le Pen dit un certain nombre de vérités.

Finalement, une fois encore, je cède. Je vous fais grâce de cette campagne. Georges Husson est à nouveau mon suppléant et en avant pour la noria dans les villages. 5 juin, le premier tour : Bigeard 44,37 %, le socialiste 42 %, le Front national 8,37 % et le communiste 5,23 %. Je suis surpris. Je fais un meilleur score que prévu ! Abordons ce second tour avec confiance. A l'échelon national, la surprise est aussi bonne ; la droite se maintient. François Mitterrand s'inquiète, passe à la télévision, fait pression sur la campagne, galvanise les gars de gauche qui, effectivement, mettront le paquet au deuxième tour. Dans ma circonscription, M. Chereque, futur ministre de Rocard et très connu en Lorraine, vient soutenir le candidat socialiste. Ça pèsera dans la balance...

Deuxième tour : dimanche 12 juin.

A ma permanence, nous sommes confiants. Puis les chiffres tombent. Effectivement, plus grande mobilisation des socialistes. A Neuves-Maison, au premier tour je perdais 1 500 voix, cette fois-ci j'en perds 2 063. Et il me manquera au total 411 voix. C'est con mais c'est ainsi. Fallait pas y aller, comme dirait l'autre. Le socialiste : 50,44 % ; Bigeard : 49,56 %.

Le lendemain 13 juin, réveil à 6 heures, 7 km de footing comme tous les jours et piscine...

Allez, Bruno, tu en as vu d'autres !

7

SEUL AU SERVICE DE MON PAYS, POUR L'HONNEUR

Nouvelle fin

13 juin 1988, me voilà sans fonction officielle, sans aucun titre, aucune mission. Pour la première fois depuis cinquante ans, je ne dépends de personne et personne ne dépend de moi. Je ne suis qu'un vieux soldat avec ses souvenirs. Seule Gaby est là, à mes côtés. Un peu plus loin, ma fille Marie-France. Seul avec ce terrible mot résonnant tristement : retraite. Serait-ce vraiment la fin ? Cette idée de pouvoir un jour ne plus rien avoir à faire, à donner, m'a toujours obsédé. En Algérie, en pleine force de l'âge et au sommet, je songeais : « Si tu t'arrêtes un jour, tu vas en crever ! » Alors, que penser aujourd'hui à soixante-dix balais, avec quelque 200 000 kilomètres dans les jambes, vingt ans de guerre, trente-trois ans de sauts en parachute, cinq blessures, deux captivités ! Quand je croise un homme de cet âge, je me dis : « Quelle tronche il a ! » Puis quand je me regarde dans la glace, je m'aperçois que j'ai la même gueule. Jusqu'ici, j'ai eu la baraka. Je m'en suis sorti, j'ai fait toutes les campagnes et, à l'âge où normalement on quitte l'armée pour retrouver ses petits-enfants et leur en parler, Giscard m'a propulsé. Merci, président, vous m'avez donné quinze ans de rab et vous m'avez collé un cer-

tain virus. Grâce à vous, j'ai continué à servir ma patrie au-delà de mes espérances ! Mais maintenant, a priori c'est cuit. Ce n'est pas que l'expérience des pompes des palais nationaux me laissera des regrets. Elle n'a fait que me renvoyer à des heures d'une tout autre richesse vécues avec mes paras. En des temps où la République nous expédiait faire des guerres que nous n'avions pas voulues ; ni haine, ni goût de tuer mais la qualité des amitiés et le sens du devoir. Servir sa patrie, c'est bien à cette mission que je ne peux renoncer. Jusqu'à la fin, je me battrai pour mon pays. Non, Bruno, ne t'attendris pas ! La vie continue ! Au boulot : courrier, visites et surtout continue tes réunions à travers la France. Les socialistes sont de nouveau au pouvoir. La barque France risque de reprendre l'eau alors que la droite n'a pu écoper que quelques litres durant ces vingt mois de cohabitation. Fabius préside désormais l'Assemblée nationale. Rocard est le nouveau Premier ministre. Il manque d'allure, de grandeur. Ce n'est pas lui qui va redresser notre pays. Contentons-nous d'espérer qu'il n'accélère pas la décadence. Oui, Bruno, continue à faire passer ton message, à participer à ta manière au réarmement moral de la France. Elle en a plus besoin que jamais !

Sa situation n'est guère brillante. Ses dernières possessions sont en train de la lâcher. La Nouvelle-Calédonie est à feu et à sang. Que penser ? Il y a encore quelques années, je me réjouissais de la présence de la France à travers le monde grâce à ses départements d'outre-mer : Mururoa, la Polynésie, Mayotte, la Réunion, la Guyane. Aujourd'hui, le ver est dans le fruit. On s'est battus trop longtemps pour conserver nos colonies. A chaque fois, un échec. Je sais que l'on ne peut rien faire contre un peuple qui aspire à la liberté. Et puis il y a eu trop de morts, pour rien. Je crois qu'il faut donner la liberté aux pays qui le souhaitent. C'est la meilleure manière de conserver des liens étroits avec ces terres qui, à un moment de l'histoire, ont été la France. Le cas de l'Afrique noire est un bon exem-

ple. L'indépendance des pays africains a été réalisée en souplesse. Et aujourd'hui, notre patrie peut compter sur l'amitié fidèle de bon nombre d'Etats africains, le deuxième cœur de la France.

Ces réflexions, pour l'instant, sont personnelles. Après ma défaite aux législatives, je m'étais dit : je coupe, je serai présent seulement par le cœur aux diverses manifestations. Un silence radio nécessaire à une remise à neuf et à une nouvelle orientation s'impose. De juin à décembre 1988, j'ai regroupé, rédigé mes souvenirs en prévision d'un livre. Très vite les visites, les appels téléphoniques, un courrier de ministre, les nombreuses demandes pour animer des débats à travers l'Hexagone m'absorbent de plus en plus. Pourtant, la situation de la France s'aggrave de nouveau. Difficile de ne pas faire de commentaire, de ne pas crier ce que je pense. Les socialistes commettent les mêmes erreurs que par le passé. Une nouvelle loi d'amnistie remettant les criminels en liberté. Les lois de Pasqua sur le séjour des étrangers supprimées. Cela avait été une arme efficace dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine. Notre pays n'a malheureusement plus les moyens d'être généreux et d'accueillir tous les pauvres du monde. Le chômage croît plus rapidement, les performances économiques se détériorent. Les entrepreneurs n'ont pas confiance en ce gouvernement. Les grèves se multiplient dans tous les secteurs, y compris à la télévision pendant deux semaines au mois d'août. Les agriculteurs défilent contre cette Europe qu'il faut pourtant bâtir et vite ! En octobre, les infirmières protestent contre leur salaire de misère. Comme tous les Français, j'ai un petit faible pour ces femmes souvent si dévouées, prêtes à se sacrifier. Je me souviens du courage admirable de plusieurs d'entre elles lorsque j'étais dans la brousse. Comme Geneviève de Gallard, infirmière à Diên Biên Phu, qui est restée jusqu'à la fin et n'a pas voulu quitter la cuvette quand c'était encore possible. Ma joie de voir Valérie André promue général. Où

allons-nous ? Rocard crée en novembre le Revenu minimum d'insertion. Certes il est indispensable de combattre la pauvreté mais est-ce en faisant de notre France un pays d'assistés que l'on va lui redonner sa grandeur ? La barque France continue sa dérive au milieu d'un océan où elle n'est plus qu'un minuscule point.

Il faudrait que nous soyons unis. Le monde bouge vitesse grand V et si l'on n'y prend garde, si chacun d'entre nous ne pense pas d'abord à la France, notre pays pourrait être englouti par tous ces changements, cette redistribution incessante des cartes.

Aujourd'hui, quelles sont en effet les zones importantes ? En septembre, débutent les XXIe Jeux olympiques à Séoul. Un nombre record de pays présents ! Quel succès pour ce pays et pour cette région ! Le Pacifique, le prochain centre du monde, si ce n'est déjà fait ! Il faut aussi que nous soyons forts pour faire face aux changements à l'Est. Gorbatchev est dans le cœur de millions de personnes. Ses troupes se retirent progressivement d'Afghanistan depuis le mois de mai. Son ministre des Affaires étrangères a été reçu à Paris ! L'espoir devient-il permis ? Peut-être. Dans ce cas, il faut aider Gorby à sortir son pays du marxisme. Je continue à me méfier de cette diplomatie souriante. On sait qui les a formés, on sait d'où ils viennent, tous ces nouveaux dirigeants russes. Demeurons vigilants.

Mort d'Hernu

En 1988, j'avais fait quelques entorses au silence que je m'étais imposé. Fin octobre à Reims, j'avais eu l'honneur de présider l'Amicale des anciens de la Société Générale. Cette banque où je commençai dans la vie. Soixante ans après, la Société Générale à Toul n'a pas changé. Et c'est elle qui gère mes finances. A partir de janvier 1989, le rythme s'accélère. J'aime trop sentir une salle vibrer pour pouvoir m'en passer.

Je me trouve ainsi à Saint-Brieuc. Cette petite ville où, en 1948, j'avais formé une compagnie para, le 3e bataillon parachutiste colonial. Gaby et Marie-France, âgée de deux ans, à mes côtés dans un appartement minuscule. Jeune capitaine fier et heureux avec ma famille et les paras, ma seconde famille. Peut-être même la première. En effet, très vite, je repars pour deux ans en Indochine. J'ai l'impression d'abandonner ma maîtresse pour retrouver ma vraie femme, l'armée. Puis à nouveau Saint-Brieuc en 1952 pour y former le fameux 6e bataillon para. Ma nouvelle bandera pour mes deux dernières années en Indo. Séjour formidable pour venir, en fin de parcours, mourir à petit feu à Diên Biên Phu. Clôturé par une captivité inhumaine où les deux tiers d'entre nous mourront en quelques mois. Allez, pas d'attendrissement, Bruno. Pense à demain, pas à hier, mais n'oublie pas tes frères d'armes qui t'ont fabriqué ! Dans tous ces dîners, ces meetings, je sens l'inquiétude de mes compatriotes. Le monde bouge et ils ne savent qu'en penser. Les grands nous quittent. Reagan, au début de l'année, passe le relais à Bush. L'année d'après, Thatcher démissionne. Son pays ne la soutient plus. Comme souvent, les grands sont incompris. Cette image de de Gaulle seul sur une plage irlandaise battue par le vent m'obsède. Deux grands qui ont été fermes et ont su redonner espoir et fierté à leurs compatriotes. En 1982, Margaret Thatcher n'a pas hésité à envoyer les troupes britanniques aux Malouines après l'agression argentine. Quel homme d'Etat aurait eu ce cran ? Aucun. Les femmes ont plus de poigne que les hommes. Reagan a su se montrer intransigeant. Face à l'Iran, face à la Libye, face aux révolutionnaires marxistes en Amérique centrale. Il a apporté une nouvelle parcelle de gloire à son pays. La valse hésitation de Carter en matière de relations étrangères est bien loin. Avec lui, c'était deux pas en avant, quatre en arrière ! La samba brésilienne.

Mi-février, les Russes ont complètement quitté l'Afghanistan. Un pas dans la bonne direction. Au prin-

temps, c'est l'immense espoir en Chine. Des millions d'hommes dans la rue criant « Liberté, Liberté ». Vont-ils réussir à faire vaciller les vieux dictateurs communistes ? Malheureusement non. Le marxisme montre une fois encore son inhumanité par une répression atroce. La troupe ouvre le feu sur les étudiants et la foule, place Tiananmen, en ce début du mois de juin 1989. Suivent les tristement célèbres purges si fréquentes dans les pays marxistes. Brave et admirable peuple chinois, vous méritez mieux que ce régime dépassé, animé par un vieillard de plus de quatre-vingt-cinq ans ! Je suis sûr que vous réussirez ! Vous êtes trop fier pour pouvoir supporter le joug. Pour l'instant, je retiens cette image : l'un de vous arrêtant à lui seul une colonne de chars. Oui, vous réussirez. C'est dans des pays comme le vôtre que demeurent les notions de courage, de patriotisme, de dévouement.

La marche victorieuse de la liberté continue. En novembre 1989, c'est la chute du mur de Berlin. Les Allemands enfin réunis après avoir été séparés presque trente ans par ce mur de la honte. Quelle joie ! C'est le combat que nous menions en Indochine pour la liberté et contre le marxisme qui se termine par un K.-O. en notre faveur. A Diên Biên Phu, nous avions perdu une bataille locale. Trente-cinq ans plus tard, nous sommes en train de gagner cette guerre internationale ! Je suis heureux que le docteur Grauwin, le médecin de Diên Biên Phu, ait pu voir cette victoire. Quelques jours plus tard, le 31 décembre 1989, il s'éteint à l'hôpital du Val-de-Grâce, à soixante-quinze ans. Durant le siège, il fut admirable, ne dormant presque pas et réalisant miracles sur miracles avec son équipe. Passant ses journées à scier, couper des membres, opérer, à faire l'impossible. Sauvant des dizaines d'entre nous. Vers la fin du mois d'avril, il était venu me voir pour me demander si je ne pouvais pas faire pression sur Castries pour que l'on cesse le carnage. Je lui avais répondu : comme je vous comprends, docteur ! Mais au nom de notre patrie, il nous faut tenir

un jour, encore un jour. Le monde libre ne peut nous laisser tomber. Adieu, admirable Grauwin. Vous êtes gravé dans le cœur de ceux de Diên Biên Phu en lettres d'or.

Début 1990, Hernu nous quitte, lui si amoureux de nos armées. Un homme pour lequel j'ai toujours eu une profonde estime. Entre 1978 et 1981, quand je présidais la commission de la Défense nationale, le maire de Villeurbanne était le chef de file des socialistes qui travaillaient avec moi. J'ai rapidement apprécié sa rigueur et son honnêteté. Nous avons très vite sympathisé. J'ai même souhaité qu'il devienne mon vice-président. Lorsqu'il a été nommé ministre de la Défense, en 1981, il a rapidement su se faire apprécier par l'armée. Hernu était certainement le seul socialiste à réussir dans cette tâche. Il arrivera à empêcher les socialo-communistes de casser notre armée. Durant son ministère, Hernu se rendra en inspection en Centrafrique. Il insistera pour aller visiter le camp de Bouar, à 400 kilomètres de Bangui, pour voir ce que j'avais réalisé il y a trente ans. A son retour, il m'offrira un album photo en couleurs où on le voit marcher dans l'avenue Bigeard, avec comme couvre-chef la casquette Bigeard. Quand on m'a rappelé d'Algérie, on a interdit à mes paras de la porter. C'était devenu un symbole ! Et Hernu n'a pas hésité à se promener avec. Puis ce fut l'histoire du *Rainbow Warrior*. Il a préféré sauter afin de protéger des supérieurs que je ne citerai pas. Bref, il a encaissé le coup. Il a payé la facture et il n'a rien dit. Hernu, c'était un homme fidèle en amitié. Il est mort debout à un meeting devant 600 personnes. Au diable les partis, cher Hernu, vous étiez mon pote et vous le saviez.

Guerre du Golfe

De nouveau sur les routes. Marseille, Mont-de-Marsan. J'y retrouve les gars du 6e R.P.I.M.A. Pas moins d'une quinzaine de généraux sont à mes côtés pour

cette journée. Je suis heureux de revoir ces hommes, toujours aussi valeureux. Ici l'esprit demeure. Puis de nombreuses autres villes encore. Au retour courrier, téléphone, visiteurs, sans jamais oublier le footing et la natation. J'étais moins sous pression étant secrétaire d'Etat, président de la Commission ou même député ! J'avais mon brain-trust qui m'aidait, me balisait le terrain alors que là, pour la première fois, je suis seul. Parfois, je dis à Gaby : « J'en ai ras le bol ! » Elle sourit, ne me croit pas ; elle me connaît trop bien. On me sollicite de partout pour remettre une Légion d'honneur ou un Ordre du mérite national, voire un mérite agricole. J'accepte neuf fois sur dix. Finalement, je suis fier et heureux de me retrouver autour d'un pot avec des amis.

Avril 1990. Le général Gaget m'envoie son beau et émouvant livre sur le *Commando Georges* et ses harkis. Gaget, un de mes merveilleux lieutenants de Saïda. Il rappelle plusieurs des instructions que je donnais alors : « Notre rayonnement doit s'exprimer par notre cœur, notre allure, notre confiance, et s'orienter plus particulièrement vers la jeunesse, les femmes, la formation professionnelle, l'information, les relations publiques et l'action générale des S.A.S. (Sections administratives spécialisées dans les affaires indigènes). Opposez à la politique de terreur du F.L.N. une force tranquille et une politique de clémence. » Merci, cher et fidèle para, de rappeler que les tueurs étaient de l'autre côté. Là aussi, quel triste bilan pour nos deux pays, trente ans après Evian ! Chez nous, des enfants de harkis se sentant exclus et en pleine révolte. Dire que nous ne sommes pas capables d'accueillir ceux qui se sont battus pour notre patrie ! Et sur l'autre bord, la ruine économique à cause de l'incapacité de dirigeants F.L.N. et de la corruption. Des milliers de gens dans la rue, des émeutes, les policiers tirant sur la foule et les fanatiques du Front islamiste du Salut apparaissant comme les sauveurs.

1990, c'est avant tout la guerre du Golfe. Nuit du mercredi 1er au jeudi 2 août 1990, les chars lourds irakiens de Saddam Hussein envahissent le Koweit. Ils atteignent rapidement la capitale. La résistance est pratiquement nulle. La famille régnante a tout juste le temps de s'enfuir en hélicoptère. Les chars ne s'arrêtent pas là. Ils continuent direction sud-est, l'Arabie saoudite. Saddam Hussein est en train de réaliser le plus grand hold-up de tous les temps : rafler presque 10 % des réserves mondiales de pétrole !

3 août, Bush et Gorbatchev appellent les autres pays à prendre des mesures concrètes, bref à envisager une guerre contre l'Irak. Bush a bien conscience du danger. Il ne perd pas de temps. Il annonce ce même jour l'envoi de forces navales dans le Golfe. Dès le 7 août, des troupes en Arabie saoudite. L'O.N.U. bouge enfin et, pour une fois, ne passe pas des semaines à papoter avant de condamner cette agression ! Dès ce moment je dis : « Tous avec Bush. » Si l'on ne fait rien, l'autre là-bas va devenir un dieu vivant pour le monde arabe. Ce serait alors très grave pour l'avenir à court et moyen termes. Il faut que les chefs d'Etat aient le courage de prendre les décisions qui s'imposent.

Concernant la position de la France, c'est bien mou. J'ai l'impression qu'on y va sans y aller vraiment, tout en y allant. Mitterrand a d'abord une position très ferme et le Parlement en session extraordinaire l'applaudit. Puis en septembre, alors que Saddam Hussein montre toute sa barbarie en annonçant qu'il transformera les « hôtes étrangers » en « bouclier humain », Mitterrand se met à céder. Devant l'O.N.U., il déclare : « Si l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, s'il libère les otages, tout devient possible. » Quand nous déciderons-nous enfin à avoir une diplomatie ferme ? Quand cesserons-nous de tergiverser ? C'est peut-être habile du point de vue politique mais guère satisfaisant concrètement. Les Arabes respectent les hommes forts, ceux qui ne louvoient pas. Il faut donc se montrer ferme. Il n'y a pas d'autre solution. Je cite

une fois encore ce petit et brave Etat d'Israël. Si, en 1980, ses avions n'avaient pas détruit une centrale nucléaire construite par nos soins, où en serions-nous aujourd'hui ? Cessons donc de baisser pavillon et allons de l'avant. De nombreux journaux me demandent mon avis et je ne manque pas de le leur donner. Suite à un article paru dans *Le Figaro*, je reçois une lettre d'un musulman :

> Ô mon bouillant général, un peu plus de sagesse. Ils sont arabes et musulmans, vous êtes occidental, vous ne raisonnez pas de la même façon, nous avons une autre psychologie. Oui, ils respectent les hommes forts. La galerie des grands hommes de Kadhafi ne comprenait en 1967 que deux héros non arabes : Abraham Lincoln, qui avait aboli l'esclavage, et le général Bernard Montgomery, pour l'ascétisme de sa vie privée et pour ses qualités de soldat. Vous devez être le troisième, et Saddam Hussein ne doit pas vous ignorer.

Mi-août, le grand déploiement commence, les soldats américains arrivent par bataillons. Trois cent mille en tout, plus qu'au Viêt-nam ! Le pétrole, ça les fait courir ! Puis nous qui arrivons à petits pas avec nos 4 000 malheureux hommes. On n'a pas été capables d'en aligner plus pour l'instant. Pourtant nos forces conventionnelles, terre-air-mer-gendarmerie, en principe, c'est 545 000 hommes. Retirez les 250 000 appelés, il devrait quand même nous rester 295 000 gars. Mais pas possible d'en rassembler plus de 4 000. Nous ne sommes rien à côté des Américains. Le reste c'est pour la frime. Des troupes d'autres pays arrivent aussi : Grande-Bretagne, Italie, Maroc, Egypte. Une belle pagaille en perspective. Vous vous rendez compte, douze nations sur le sable. Il faut harmoniser tout cela. A partir de ce moment et pendant sept mois, le cœur de la France bat au rythme de la guerre du Golfe. Le Golfe, le Golfe, encore le Golfe du matin au

soir et du soir au matin. Des tonnes d'écrits dans toute la presse.

Pendant tous ces mois, l'opposition demeure cloîtrée dans un silence respectueux face au seul décideur, le président de la République. Comme à son habitude, il manœuvre diaboliquement bien. On a l'impression qu'il est seul face au diable, face à Saddam Hussein ! Alors que chacun sait que, sans les Etats-Unis, l'Europe n'aurait pas réagi. Saddam serait devenu le roi du pétrole et le caïd du monde arabe. D'ailleurs, très vite on se remet à faire carpette devant Saddam. S'il vous plaît, libérez les otages, quittez le Koweit. Tous les jours, on voit à la télé son émissaire Tarek Aziz. On dirait une jeune fille qui minaude. Peut-être que oui, peut-être que non. Bush finit par taper du poing sur la table. Si le 16 janvier à minuit, vous n'avez pas quitté le Koweit, les hostilités débuteront. A la télé, l'excitation est au comble chez les superspécialistes ; ils inventent quotidiennement des scénarios : parachutage, débarquement et j'en passe. Chacun persuadé de détenir la vérité. Et les pelletées de commentaires dans la presse ! A la radio, à la télé ! Nous aurons 100 000 morts. Le monde arabe va se soulever. Nous interviendrons au seul Koweit. Pas question d'agir en Irak ni de répondre à une frappe chimique. L'embargo suffira. La France n'est pas en guerre. L'armée irakienne est invincible. Elle s'est enterrée et ce sera pire qu'en 1914 pour les déloger. Toutes ces géniales considérations alors que Saddam Hussein vient de commettre la pire erreur stratégique en enterrant une grande partie de son armée dans le désert. Le Koweit a à peine la superficie de deux départements français. Le 16, les Irakiens sont toujours là !

L'opération « Tempête du désert » commence vraiment. Je suis toutes les manœuvres devant mon poste de télé. Cela aurait été plus facile pour moi d'être sur le terrain. Le général américain Schwarzkopf, pendant cinq semaines, va écraser sous des milliers de tonnes de bombes les invincibles Irakiens. Le

24 février, les troupes passent à l'assaut. En quatre jours, c'est fini. Le Koweit est libéré. Les Irakiens ne se battront pas. Ils se contenteront de sortir de leur trou les bras en l'air. Quelle mascarade ! Le bilan des pertes alliées est mince pour une opération aussi importante : 127 morts. En face, les pertes irakiennes sont qualifiées de fortes par les Américains mais aucun chiffre n'est cité. Pendant la campagne aérienne, les alliés auront perdu 42 avions (31 américains, 7 britanniques, 1 italien, 1 koweitien, 2 saoudiens). Aucun français ! Chevènement annoncera avec fierté que 4 de nos avions ont été touchés en opération mais qu'ils ont pu rentrer à la base par leurs propres moyens. Que leur est-il arrivé ? Ils ont croisé une nuée d'oiseaux ? Enfin, saluons nos merveilleux pilotes de chasse de Toul. Durant l'offensive terrestre, nous aurons 2 morts et 27 blessés chez les Français. Ces pertes françaises situent notre engagement dans la bataille. Alors qu'à la télé tout le monde plastronne, se bat la poitrine : les Français font ci, la division Daguet a remporté une grande victoire... Au maximum, nous n'étions que 12 000 ! Le contingent le plus faible derrière les Saoudiens, les autres Arabes, les Egyptiens, les Syriens ! Cette guerre n'a fait qu'étaler nos faiblesses au grand jour : deux porte-avions à bout de souffle, des avions qui ne « voient » pas la nuit et un mal fou à envoyer ces 12 000 hommes sur le théâtre des opérations. Sans l'intervention américaine, la France n'aurait rien fait car elle n'aurait rien pu faire. Notre présence là-bas n'avait aucun sens, militairement parlant ! Une fois encore, nos soldats ont joué le jeu et les politiques en ont tiré les profits. Mitterrand a même réussi à apparaître comme le sauveur du monde libre ! Mais de toute façon, chapeau à vous, soldats de la division Daguet ! Votre présence en terre sainte et votre comportement auront eu le mérite de réveiller la tripe nationale. J'en ai été réconforté et je vous remercie.

Je me devais de m'étendre sur ce conflit afin de rétablir certaines vérités... Quelques semaines après, le général d'armée Schmitt, le patron des Armées responsable de nos forces pendant cette guerre, part à la retraite. C'est tout un symbole car c'était le dernier militaire encore en activité à avoir sauté sur Diên Biên Phu. Long article pour son départ dans *Le Figaro* et interview de lui :

– Quels ont été vos grands patrons ?
– J'ai beaucoup d'estime pour Massu. Mais j'étais capitaine. Il commandait la division. Je ne l'ai vu que deux ou trois fois. Mon vrai patron, ce fut Bigeard, mon colonel. Un chef dans tous les sens du terme. Etudiant son terrain, économe de ses hommes, sachant utiliser les appuis, sachant manœuvrer. Un chef, quoi ! En plus, il savait bien faire et le faire savoir. C'était important pour le moral des hommes.

Oui, j'avais eu l'honneur d'être le colonel du lieutenant Schmitt, adjoint au capitaine Chabane, dit « le chat-tigre », dans mon 3e para pendant la guerre d'Algérie. Merci, cher général, pour vos compliments. J'espère que votre passage au 3e para restera un de vos meilleurs souvenirs. A cette époque-là, vous faisiez vraiment partie de la brousse. Mais pour la guerre du Golfe, vous connaissez mieux que d'autres le rôle discret, prudent, joué par la France. Et tous vos problèmes pour envoyer les renforts minimum, les porte-avions fatigués et j'en passe. Personnellement, j'aurais râlé mais vous avez encaissé. C'est ce qui vous a permis d'être toujours présent, droite ou gauche au pouvoir. Aujourd'hui encore, vous êtes conseiller militaire du Premier ministre, ou du président. Peu importe.

Premier semestre 1991, la mort, cette grande faucheuse, va m'enlever encore un ami, je dirai un véri-

table frère. Un vrai, un pur de la brousse, un qui n'aurait accepté aucun compromis avec ceux de la jungle. Le commandant Botella, notre « Dédé », n'est plus. Tu es parti, comme ça, discrètement, sans nous prévenir. Ta mort reflète parfaitement ta vie faite de courage, de volonté, d'abnégation et d'une très grande modestie. Quel parcours sans faille ! Evadé de France après la défaite, tu cherches à rejoindre l'Angleterre. Tu échoues une première fois et c'est l'internement en Espagne. Mais tu ne renonces pas et tu finiras quand même par rejoindre la Grande-Bretagne et les fameux S.A.S. Puis te voilà parachuté pendant la nuit du 5 au 6 juin 1944, avec les premiers héros du débarquement, tu es un des premiers Français à revenir sur sa terre pour la délivrer. Grièvement blessé le 12 juin, tu continues pourtant à donner des ordres en attendant d'être soigné. Après de nombreuses affectations, tu rejoins l'Indochine en 1946, malgré ta jambe raccourcie. A nouveau l'Indo en août 1953. Le 1er janvier 1954, tu prends le commandement du 5e bataillon para vietnamien avec lequel tu sautes sur Diên Biên Phu à un moment où tout va mal. La garnison vient de perdre les points d'appui de Béatrice et Gabrielle. Terrain d'aviation inutilisable. Evacuations impossibles. Immédiatement, on t'engage dans une contre-attaque meurtrière et sans résultats pour dégager Gabrielle. Peu de temps après, tu viens te placer avec tes hommes sous mon commandement pour qu'on se batte ensemble. C'est la première fois que je te vois et c'est le début d'une longue amitié. Puis va suivre cette captivité inhumaine de mai à septembre 1954. Nous sommes dans le même camp et notre affection mutuelle va encore se renforcer, elle se prolongera ensuite dans cette longue guerre d'Algérie. Ce sont dans ces épreuves, ces tranches de vie inégalables, où l'on se révèle tel qu'on est, dépouillé de tout artifice, que toi commandant Botella confirmes ta grandeur d'âme. Plus tard ton franc-parler, ton appréciation sans détour sur certains de nos chefs t'empêcheront, j'en suis per-

suadé, de terminer avec les étoiles de général que tu méritais tant. Mais pour toi, le problème n'était pas là. Au revoir, Dédé, à bientôt peut-être pour une nouvelle fois ensemble, fiers de notre passage sur cette terre de France.

Le 2 mars, un autre s'en est allé : Serge Gainsbourg. A priori, pas grand-chose à voir avec ceux de la brousse. Les paras étaient même intervenus à l'un de ses concerts pour le faire taire alors qu'il chantait notre hymne national sur un air de musique africaine. Mais il avait continué à chanter sa *Marseillaise*. Il avait du cran. Un jour, j'ai dit de lui : « Je l'aime bien parce que ce n'est pas un dégonflé. Bien rasé, bien entraîné, sans alcool pendant dix jours, j'en aurais fait, pourquoi pas, un vrai parachutiste. » Je le pense vraiment.

Juillet 1991
Castries, le chef de Diên Biên Phu, meurt

Quelques mois après, Christian de Castries nous quitte lui aussi. La brousse continue à se dépeupler. Castries, c'est bien sûr Diên Biên Phu. La première fois que je l'ai vu, c'était à Nam Dinh, un secteur pourri que Navarre nous avait envoyés nettoyer. C'était en octobre 1953. Il dirigeait cette zone. Cinquante et un ans, grand seigneur, un des anciens de de Lattre avec une croix de guerre à rallonge, quelque vingt citations. Très séduisant, il sut me dire le mot qu'il fallait et tout de suite j'ai eu plein d'admiration pour ce beau cavalier, ex-champion du monde. Six mois plus tard, quand je le revois à Diên Biên Phu, l'ambiance est tout autre. Il a les traits tirés, l'air maussade. Pourtant, il demeurera toujours très fair-play avec moi, d'une extrême gentillesse. Jeune commandant, on n'aurait jamais dû entendre parler de Bigeard. C'est lui qui n'hésitera pas à me donner un maximum de responsabilités, à me mettre en avant. Il me nomme à la tête des groupes d'intervention, bras droit de Langlais. Plusieurs fois,

il me dit : « A toi de jouer, Bruno, mets ton affaire en musique, prends tous les moyens qu'il te faut. » Je lui dois beaucoup. Il recevra ses étoiles de général lorsque tout fut considéré comme perdu. Diên Biên Phu, quelque 15 000 hommes, aucun général ! Ménageons les élites ! Après la défaite dans cette cuvette tristement célèbre, on n'a plus parlé de lui. C'est sur lui qu'on a rejeté le déshonneur alors que c'est le haut commandement qui nous avait mis là. Je continue à défendre Castries comme je défends tous ceux qui se sont battus en Indochine. C'était un cavalier, né pour foncer, parfait pour les fulgurantes offensives. Il est tombé dans une guerre de tranchées, s'est retrouvé enterré sous les obus. Il n'était pas fait pour ce genre de combat.

La fin de l'U.R.S.S.

Eté 1991, après la guerre du Golfe en carton pâte, le monde regarde maintenant en retenant son souffle ce qui se passe en U.R.S.S. Tout va très vite. Gorbatchev a fait le forcing pour donner un nouvel élan à son pays mais on a l'impression qu'il est emporté par ses propres réformes, que ça va plus loin que ce qu'il souhaite vraiment. On sent aussi l'armée et le K.G.B. tapis dans l'ombre, prêts à intervenir. En tout cas pour l'instant, c'est la star. Aller voir Gorbatchev est devenu nettement mieux que passer ses vacances à Saint-Tropez ! Tonton y est allé début mai et lui a donné sa bénédiction. Peu importe que Gorbatchev vienne d'ordonner à ses troupes de prêter main-forte aux Azeris pour massacrer les Arméniens.

Puis ça se gâte pour notre vedette internationale. Des centaines de milliers de personnes régulièrement dans la rue pour demander sa démission. Les unes après les autres, les républiques se déclarent indépendantes. Pays Baltes, Géorgie, Arménie. Gorby est visiblement dépassé. Il a ouvert la porte à une explosion qu'il devinait mais pas à ce point. Balayer faucille et

marteau n'a jamais été son objectif. En attendant, l'Occident continue à l'aimer ; il est sur tous nos écrans et reçoit même le prix Nobel de la paix au mois de juin. Puis c'est le putsch d'août alors que notre Gorbatchev international est en vacances. Les conservateurs reviennent. Mitterrand, toujours aussi politicien, ne condamne pas vraiment les rebelles, au cas où ils l'emporteraient. La bénédiction du mois de mai est déjà oubliée. Ainsi va la fidélité dans la jungle. Mais comme dans les westerns, la cavalerie surgit. Eltsine. Debout sur son char, entouré de milliers de Russes, il fait reculer les marxistes purs et durs. Gorby est fini. Il revient même à Moscou, fait une petite allocution tristounette à la télé mais c'est trop tard. Il a essayé de colmater les brèches, de redresser un pays ruiné, de mieux faire passer l'information. Pompier volant, il aurait voulu éteindre les incendies. Pas facile ! Il est forcé de démissionner et arrive Eltsine. Le président de la fédération de Russie est élu avec 60 % des voix. A partir de ce moment, ça ne chôme pas. Le Parti communiste est interdit, le soviet suprême dissous. Les idoles marxistes sont déboulonnées. Eltsine a osé. Gorby ne l'aurait pas fait. L'U.R.S.S. meurt officiellement le 21 décembre 1991.

Cette puissance marxiste me donnait le frisson comme à la planète entière. J'assistais au duel entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, tous deux capables de vitrifier la planète avec leur colossale force nucléaire. Aujourd'hui, c'est fini. Le marxisme contre lequel, à mon modeste échelon, je me suis battu en Indochine pendant dix années est agonisant. Qui aurait pu imaginer un effondrement aussi spectaculaire et aussi brusque ? Malgré cela, le danger reste grand. La misère du peuple russe peut engendrer des catastrophes. La percée récente de Jirilnovski, l'ultranationaliste qui affirme vouloir raser toute l'Europe, en est la preuve. Les anciennes républiques se battent entre elles et cette zone est devenue plus dangereuse que jamais. Géorgie contre Abkhazie, Russie et pays

Baltes où ce n'est pas encore tout à fait clair, guerre civile au Tadjikistan. Plus toutes ces petites républiques où finalement les communistes parviennent à se maintenir. Reste surtout le problème du formidable arsenal de l'ex-U.R.S.S. Même si ce pays se lance sérieusement dans la destruction de son armement, il lui restera quand même de quoi pulvériser la planète. Sans compter l'inquiétude relative à une partie de l'armement. Où peut-il atterrir ? Peut-être entre les mains d'un aventurier gabarit Saddam Hussein, en Ukraine ou ailleurs.

La France aujourd'hui

Face à ces changements radicaux, chez nous, notre petit monde politique continue à s'agiter ; c'est la valse des ministres, pire que sous la IV^e^ République ; Jean-Pierre Chevènement avait déjà quitté son poste à la Défense au moment de la guerre du Golfe, à cause d'un désaccord avec le président. Il faut un certain cran pour abandonner cette fonction si enviée. Je le croiserai quelques mois plus tard, lors d'un 14 Juillet à Belfort. En lui serrant la main, je lui dirai : « Nous ne sommes pas du même bord, mais comme moi vous ne faites carpette devant personne. » J'ai toujours eu un faible pour ce Jean-Pierre pas comme les autres. Un des rares à ne pas se coucher devant le président. Réintroduire l'éducation civique et faire apprendre *la Marseillaise* à nos enfants, il fallait le faire.

En mai, c'est Michel Rocard qui démissionne. Edith Cresson lui succède. Pourquoi pas, elle semble avoir du pétrole. Margaret Thatcher a bien su redresser son pays. Elle aussi avait du punch mais elle savait l'utiliser. Cela va-t-il être le cas pour Edith ? Non, les socialistes ne vont pas tarder à la larguer. Au tour de Bérégovoy de prendre les commandes. Je ne me prononcerai pas.

Je continue toujours mes conférences, changeant

même de terrain. Plusieurs hommes d'affaires me demandent d'intervenir dans leurs réunions. Les hommes d'affaires, nos paras de temps de paix. Et si on prenait les six meilleurs d'entre eux et qu'on les mettait au gouvernement, ça irait peut-être mieux. A l'invitation d'Europe n° 1, je me rends à Paris. C'est l'émission de l'ancienne équipe de *L'Oreille en coin* qui sait durer dans l'efficacité et la décontraction. Tout est simple, spontané face à cette merveilleuse équipe : Garetto le tôlier, Mailhot tout en finesse, Saka plein d'esprit et notre Françoise Morasso, du punch à revendre. Une émission humoristique de ce genre me permet toujours de faire passer un message. Comme d'habitude, je reçois beaucoup de lettres : « On a besoin de vous entendre mon général, vous devriez passer plus souvent à la radio, à la télé. » Ce n'est pas si simple pour ceux qui crient leur vérité, mon ami. Pourtant, je ne chôme guère. Le temps défile vite à parcourir la France. C'est dur mais dopant. 1991 et 1992 passent sans que je m'en aperçoive.

Cresson s'agite, parle beaucoup ; elle aussi a son langage mais quand on est à la tête d'un pays, une certaine tenue s'impose. Que d'énergie gaspillée ! Certes, elle fait parfois preuve de courage. Délocaliser l'E.N.A. à Strasbourg c'est heurter de front la majeure partie des politiciens. C'est toucher à un symbole dont beaucoup sont issus et qui leur a permis d'accéder si jeunes et sans aucune expérience aux postes les plus hauts. Mais est-ce la priorité, madame Cresson ? Vous occuper de changements locaux et de déménagements, est-ce là votre fonction ?

En effet, le bilan aujourd'hui est accablant pour notre pays. Les scandales en tout genre se multiplient. Affaire Péchiney impliquant les proches de Bérégovoy, scandale du sang contaminé transfusé aux hémophiles, financement occulte des partis. Etre pur et honnête finira par devenir ridicule et arriéré. La justice. Combien de procès en cours depuis des mois, voire des années, non achevés et qui en fait s'estomperont

au profit d'autres scandales ? L'affaire Luchaire, ce trafic d'armes au profit de l'Iran, se termine par un non-lieu. Nos policiers finissent par être moins considérés que les truands. Ils sont régulièrement assassinés. L'autre jour, une femme membre des forces de l'ordre, alors qu'elle poursuivait un voleur de voitures. Comment défendre un idéal alors que toutes les valeurs sont battues en brèche ? Les socialistes prétendaient devenir les chantres de la morale. On sait ce qu'il est advenu. Dans cette situation de déliquescence, que faire ? Même l'armée, pourtant le corps le plus sain de la nation, n'est plus sûre de rien. Les vrais officiers, les non-carriéristes n'hésitent pas à faire part de leurs inquiétudes. Le général Delaunay a quitté l'armée. Le général Salvan dit ce qu'il pense.

Cette dérive de notre pays est bien sentie par nos partenaires. 62 % des Américains, 53 % des Israéliens, 55 % des Allemands et 70 % des Britanniques considèrent que la France n'est plus dans la cour des Grands. Sauf en matière culturelle. Une image extraite du *Sunday Times* est un bon résumé. Ce journal anglais ne nous fait pas de cadeau. Sur sa couverture, un cliché choc : une 2 CV bleu, blanc, rouge repose sur ses essieux dans une banlieue industrielle. Borgne, sans toit, pare-brise éclaté, sièges éventrés, le pare-chocs avant plié à la manière d'une moustache arverne, cette « deudeuche » réduite à l'état d'épave symbolise notre France de 1992. Une France pitoyable, privée de ses moyens de locomotion.

Quelle est la solution ? Quelles sont les solutions ? Quitte à me répéter, je pense et gueule qu'il nous faut un chef. Un homme de trempe, cela repartirait pour notre pays. Ce n'est pas sous de Gaulle qu'auraient fleuri les fausses factures. Regardez Reagan : les intellectuels français se sont exclamés : « Un cow-boy à la tête des Etats-Unis ! », mais le cow-boy en question a réalisé de l'excellent boulot. Il a su inculquer un idéal, il a reconstruit l'armée, il a redonné un esprit.

Ce qu'il faut c'est faire l'Europe. Allemands, An-

glais, Français, Portugais, Espagnols, Italiens et les autres nous avons marqué l'Histoire. Nous avons, chacun avec nos qualités et nos défauts, contribué à faire ce qu'est le monde aujourd'hui. Recommençons, unissons-nous et allons de l'avant. Et d'abord avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui doivent former avec nous le noyau dur de cette puissance capable de rayonner à nouveau sur le monde ! L'Allemagne a ses problèmes à la suite de la réunification, mais elle en sortira : c'est d'abord avec elle qu'il faut travailler sans oublier la Grande-Bretagne, notre alliée si efficace durant la Seconde Guerre mondiale. En cette fin d'été 1992, nous n'entendons plus que ce nom imprononçable : Maastricht. C'est l'occasion pour l'Europe des Douze, avec ses 300 millions d'habitants, ses richesses et sa matière grise, de poursuivre avec force et passion son mouvement en avant. Malheureusement, cela ne semble pas être le cas, et chacun de faire des effets de manche. Je suis pour. Je suis contre. Que de temps perdu ! Ce traité, il faut qu'il passe. Allons plus loin encore. Faisons du concret, du solide et non des textes incompréhensibles repoussant toujours à des échéances plus lointaines les décisions, parlant de taux X ou Y. Commençons par des choses simples. Développons une vraie armée européenne, grossissons la brigade franco-allemande. Une Europe stabilisée sur le plan économique, avec une force militaire vraie et la même politique étrangère, serait une force qui imposerait la justesse de ses vues. Malheureusement, nous en sommes encore loin et cette Europe bancale ne fait que frissonner.

Au fil de l'actualité

Même si le marxisme européen ne semble plus être une véritable menace, les échos de l'Est ne sont pas excellents. Gorbatchev est en prison. Les problèmes demeurent : la misère du peuple, l'armée toujours pré-

sente, les doctrinaires mis K.-O. feront tout pour faire patiner le mouvement de réformes et l'armement nucléaire et conventionnel qui risque de s'éparpiller dans des pays peu recommandables. L'ex-U.R.S.S. a besoin d'argent et est prête à tout pour en obtenir. Nous voilà aujourd'hui devant une mosaïque bien inquiétante : 15 républiques, 121 nationalités, des ethnies qui ne parlent pas la même langue. Quelque dix religions. Des conflits qui s'allument un peu partout. La Russie et l'Ukraine qui se disputent la flotte de la mer Noire. La Russie qui se querelle avec presque toutes les nouvelles républiques pour récupérer les armes nucléaires.

A l'Ouest, le président Bush, le héros du Koweit, a livré un combat en quinze rounds contre Clinton. Il était déjà largement mené aux points au douzième round. Il s'est retrouvé au tapis. Chez nous, Monory pénètre sans bruit par l'interstice de la porte d'entrée au Sénat et se retrouve deuxième personnage de l'Etat. Chic à ceux qui partent de zéro, s'accrochent et durent. J'en suis président. Et une nouvelle guerre. Celle contre le sida qui nous envahit.

Au Sud, rien de bien non plus. La Libye, l'Irak avec Kadhafi et Saddam Hussein toujours debout. Le Maghreb et la montée de l'intégrisme, l'Afrique noire ravagée par la faim, le sida et les guerres. Madagascar qui s'enfonce aussi dans la misère... Dans ces pays, où nous avons joué un rôle, nous aurions dû former des élites, prêtes à diriger avec intégrité et professionnalisme leur pays. Nous aurions dû apprendre à tous ces peuples ce qu'est la liberté, pas celle du mirage socialiste. A chaque fois, cela a conduit à la ruine économique et à la corruption. Pourquoi les intégristes remportent-ils aujourd'hui tant de succès ? Ils sont les seuls à sembler encore purs. Ces peuples du Sud, comme nous, ont besoin d'un idéal, d'une cause. C'est un peu notre faute, s'ils se laissent aujourd'hui tenter par un idéal frelaté, par un idéal au nom duquel on élimine intellectuels, journalistes, et étrangers.

A quand un nouveau souffle ?

Depuis la fin de l'année 1992, les prochaines élections législatives se profilent. Mitterrand risque une fois encore de s'accrocher, incapable de dire : « Pouce, je m'arrête »... Alors quoi, une nouvelle cohabitation ? J'y suis encore plus opposé qu'en 1986. Ce sera un nouveau piège pour la droite qui n'aura pas assez de temps pour faire respirer un bol d'air pur à cette France manquant si cruellement d'oxygène. En tout cas, il faut maintenant préparer le bilan exact laissé par les redresseurs de tort de 1981. Il sera sûrement catastrophique. Mais il faut que les Français en aient clairement conscience, sinon ce sera un nouveau piège pour la droite. Il faudra le leur crier, l'écrire, la presse, la radio, la télé. Leur révéler le véritable état de la France et le répéter sans cesse.

Giscard réapparaît sur les écrans. Il est l'invité de *Sept sur Sept*. Il est 10 sur 5 : détendu, sûr de lui, parlant vrai. Bravo, président, avec le recul, l'âge aidant, la sérénité, l'expérience et la forme intellectuelle et physique, vous restez vraiment le meilleur. Je crois qu'Anne Sinclair a dû se dire : « Ce Giscard, finalement, il est très fort et plus doué que mon idole, Dieu le Père. » Anne Sinclair au regard toujours félin. L'autre fois, face à Madonna, pour moi la vraie vamp était notre Anne nationale.

Début 1993, la campagne pour les législatives bat son plein. Dans ma circonscription, trois candidats sérieux. Aloys Geoffroy U.D.F. le garçon B.C.-B.G., mon premier comité de soutien déjà cité et que je soutiendrai par reconnaissance et par fidélité à Giscard, Eric Germain R.P.R. et le socialiste. De toute façon, si j'ai toujours situé mon admiration pour le général de Gaulle, je conçois mal comment on peut faire du gaullisme sans lui. Giscard, toujours aussi chic, viendra soutenir mon poulain à Toul. Mon ami Geoffroy, avec de tels appuis, peut partir confiant. Le 21 mars, il est en effet élu député haut la main.

La roue tourne ; au niveau national, c'est un raz de marée pour la droite. Balladur est nommé Premier ministre. Rien ne va être simple mais je sens déjà que ce ne sera pas ce souffle qui nous rendra notre fierté. Avec lui c'est la ligne droite, le sérieux. Léotard devient ministre d'Etat, ministre de la Défense. J'en suis fier. Léo c'est un des rares à avoir une parcelle de cœur, du panache. Quelques semaines après son arrivée rue Saint-Dominique, il m'appellera pour me voir, discuter de la situation, savoir ce que je pense. Un an plus tard, Léotard m'invitera de nouveau pour la première édition du concours national de photographie du ministère de la Défense. Le nom de ce prix : Marc Flament. Mon photographe pendant plusieurs années, mon coauteur pour *Aucune bête au monde* et *La Piste sans fin*.

14 juillet 1993, j'accepte de commenter le défilé sur France 2. Un peu comme les anciens footballeurs qui commentent les matches de l'équipe de France qui ne manque pas de se faire battre. Mais moi, je n'ai pas mes petites fiches, j'improviserai et, comme à mon habitude, je ramènerai ma science. Pas de chance, cette année les paras ne sont pas là. Je me rattraperai sur la Légion où j'ai aussi pas mal de camarades. Le 25 juillet, je suis le parrain de la promotion d'élèves de l'Ecole militaire interarmes de Coëtquidan qui portera le nom de « Combat de Tulé » mené par mon 6^{e} bataillon parachutiste en 1952. Dure journée, mais combien émouvante, où je revois deux de mes officiers qui ont vécu cette galère, les colonels Laizé et Ferrari. En septembre, on se retrouve avec les gars du 6^{e} à Epinal, dans la ville de Séguin. J'avais soutenu sa candidature en 1978. Lui aussi, je l'aime bien. Aujourd'hui, il a du poids, de l'avenir, il est jeune. Une ambition égale à son volume. Il a raison.

Je n'accompagnerai pas Mitterrand en Indochine...

Début 1993, un coup de fil de l'Elysée. Mitterrand veut que j'aille avec lui en Indochine. Belle occasion de renouer les contacts avec ce pays. Je refuse net. Il ne faut pas aller trop vite même si, comme tous ceux qui ont vécu là-bas, j'ai le mal jaune. C'est un pays que j'aime. Il y a cette race, cette atmosphère que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Je n'ai rien contre les combattants du Viêt-minh qui nous ont battus. Giap a commandé en chef pendant trente ans. Quel est le général occidental capable de le faire ? Mais je ne peux m'empêcher de songer à tous ceux qui sont restés là-bas. Bréchignac, Botella, Tourret, Langlais, tous ces héros, ces chefs de bataillon, sont morts. Des suites de cette captivité où l'on nous laissait crever de faim. Je n'oublierai jamais. Je n'irai pas au Viêt-nam en visite officielle avec le président Mitterrand. Mitterrand prend plutôt mal mon refus : « Bigeard n'est pas la loi ni les prophètes, même s'il a de grands mérites lorsqu'on évoque Diên Biên Phu. » Je ne répliquerai pas. Il est politique, moi je suis militaire, c'est tout. Ce président, je l'ai toujours combattu. L'histoire jugera plus tard son action. Mais sportivement, je reconnais son habileté et son art de durer. Nous sommes du même âge et il continue son combat. Intellectuellement, il est toujours là et fait face avec cran, même avec ses ennuis de santé.

Quelques jours plus tard, je reçois de nombreuses lettres d'anciens d'Indo, voire d'officiers vietnamiens s'étant battus avec nous, vivant aujourd'hui à Hanoi et ayant réussi à échapper aux purges du Viêt-minh. Toutes m'approuvent. Le 17 février, je suis à Fréjus pour l'inauguration du mémorial de Fréjus où reposent plus de 20 000 anciens d'Indo. J'y suis allé pour être un moment avec tous ceux tués au combat, morts en captivité, ayant donné le meilleur d'eux-mêmes sans jamais rien demander, si loin de leur mère patrie.

Léotard m'avait personnellement écrit. Si Bigeard n'est pas là, ce ne sera pas une vraie cérémonie. Dans les semaines qui suivent, j'inaugurerai une rue Ceux-de-Diên-Biên-Phu en Lorraine, une place des Anciens-Combattants-d'Indochine à Saint-Maur. On dirait que la France retrouve sa mémoire et ses soldats.

Février 1994, déjà. Il me faut terminer ce livre. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Les médias se réveillent. La Yougoslavie, ils ont raison de s'y intéresser, c'est à nos portes. L'ultimatum pour que les Serbes s'éloignent de Sarajevo a réussi, ou du moins c'est ce qui semble. Mais là encore, on voit notre impuissance. Qu'est-ce que c'est que 6 000 casques bleus ? Je vois mal ce qu'on est capable de faire avec ça. Il faut voir les choses telles qu'elles sont. La France n'a pas les moyens d'envoyer son armée contre les Serbes. Là encore, seuls les Etats-Unis peuvent faire quelque chose ou la Russie qui semble revenue dans la partie. Il faut être lucide, jamais les Américains ne mettront un G.I. dans ce combat de montagne. Ils viendront avec leur aviation, s'ils viennent. Bref, c'est un guêpier. Les militaires en ont bien conscience et ils le disent. Ce qui n'est pas forcément souhaitable puisque c'est le pouvoir politique qui commande. Mais d'un autre côté, ce qu'ils disent est vrai ! Enfin, il va falloir trouver une porte de sortie politique. Je pense qu'il faudra profiter de cette occasion pour revoir notre armée française. Elle n'a pas les moyens de jouer le pompier ou la Croix-Rouge un peu partout. Après la chute de l'U.R.S.S., le gouvernement socialiste a sauté sur l'occasion pour diminuer les crédits de notre armée. Moins de moyens, moins d'effectifs. Ils ont annulé le projet de missile sol-sol S45, mis un terme au programme Hadès, et la dissuasion ne figure plus au rang des priorités. A mon avis, c'était aller un peu vite en besogne. Transformer nos militaires en secouristes ne me semble pas une solution, même si nous avons des actions du type

Rwanda. C'est d'ailleurs mon 3e para d'Algérie qui vient de remplir cette mission.

Dans ce monde en mutation, la question est bien : « Qu'allons-nous devenir ? »

Quitte à me répéter

Je regrette de terminer ce livre dans une France à la recherche de sa vérité, de sa grandeur et qui s'interroge beaucoup.

L'ambiance politique avec ses affaires, ses luttes de chefs si nuisibles.

L'insécurité de jour en jour aggravée.

L'inquiétude d'une jeunesse qui ne sait plus, ne comprend plus, et se voit contrainte de descendre dans la rue.

Le spectacle lancinant, inquiétant des manifestations.

Les défilés pour l'enseignement.

La révolte sanglante des pêcheurs à Rennes.

Les centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes envahissant Paris et les villes de France avec le triste spectacle des casseurs et toutes nos valeurs qui fichent le camp, c'est grave.

Une situation mondiale mouvante dont on ne parle pas suffisamment : l'avenir des pays de l'Est.

L'intégrisme en Algérie et ailleurs.

La Yougoslavie, où l'Europe ne peut rien, et dont le problème devrait trouver une solution politique imposée par les Etats-Unis et la Russie.

L'Afrique incertaine à la recherche de son équilibre, de son futur.

Notre France qui veut être présente mais qui ne peut qu'aboyer en attendant le bon vouloir des Etats-Unis.

Celui qui oserait crûment crier ce qu'il faudrait faire en France, c'est-à-dire gommer la facilité, cette mentalité d'assistés, se prendre à bras-le-corps, souffrir pendant une certaine période pour repartir du bon

pied, ne pourrait le faire que lorsque tout irait plus que mal. Ce superman ne sera jamais président de la République. Peu importe d'ailleurs s'il nous rend fiers d'être français. L'essentiel est qu'il fasse comprendre que la France c'est chacun de nous.

Nos politiques, gauche, droite, sans cesse en embuscade, le Premier ministre qui voit sa cote s'effriter dangereusement... Chacun veut jouer son jeu. Ils sont au moins cinq ou six à se demander : pourquoi pas moi président de la République ?

Alors qu'en cette année 1994, dans ce monde incertain, notre patrie manque de punch, de grandeur, avec cette hantise du chômage, que peut-il arriver demain chez nous, entre nous ? L'incroyable et lâche assassinat de Mme le député Piat, mère de deux fillettes.

La jungle de 1975 à 1988, treize années dans ce monde politique... J'ai voulu être seul à nouveau, ne dépendre d'aucun parti, le mien étant la France. Ce qui m'a permis de dire ma vérité parfois en souriant, parfois en jouant les novices, pour mieux faire passer mon message, parfois aussi en m'amusant, « pour durer, il faut savoir rire de soi ».

Je me suis refusé à toute ambition politique et pourtant, à l'âge de la retraite, après tant d'épreuves, j'étais propulsé secrétaire d'Etat à la Défense, puis député, président de la commission de la Défense nationale.

Dans l'opposition de 1981 à 1986, j'ai pu souvent intervenir à l'Assemblée nationale et ces tournées dans les villes de France. Avec des salles combles, accueils chaleureux, où j'ai défendu nos valeurs, essayé de redonner confiance.

Dans *De la brousse à la jungle*, suite de *Pour une parcelle de gloire*, j'ai suivi la même ligne et je continuerai jusqu'au bout pour mon pays, pour tous ceux qui m'ont fait confiance et m'ont permis de durer.

Ce que j'ai pu dire, crier, écrire au cours de cette vie vécue sans détente, s'adresse à notre jeunesse afin qu'elle comprenne que la vie est courte, qu'elle ne fait

pas de cadeau. Aussi faut-il rester digne de soi, avoir le courage de faire face aux difficultés qui se présentent. Pendant quarante années, rien n'a été facile. J'ai démarré seul dans la vie à quatorze ans, j'ai dû faire de la corde à nœuds, les jambes à l'équerre : un nœud, encore un nœud pour grimper le plus haut possible. Je n'ai jamais rien sollicité et on ne m'a fait aucun cadeau.

Ce livre est pour le moins chaotique, l'essentiel rédigé en 1988, puis 1992, pour me dire il faut en finir ; d'où cette accélération en 1993 pour le terminer dans ma soixante-dix-huitième année.

Finalement, peu importe les années, ce que j'ai toujours crié reste valable : notre patrie a besoin d'un bol d'air pur, de comprendre que nous ne sommes pas le nombril du monde, que la France c'est chacun de nous et qu'il nous faudrait un grand chef qui nous prenne par le cœur et par les tripes et qui nous quitte deux ans plus tard, en nous disant : mission accomplie.

Je forme des vœux pour que la France se réveille et aille de l'avant.

Je termine *De la brousse à la jungle* par une lettre merveilleuse d'un jeune étudiant reçue au moment où je rédige ces dernières pages. C'est en fait un message lancé à vous les jeunes et à moi le vieux soldat. Elle m'incite à crier une fois encore : Allez, Bruno, accroche-toi. La vie continue. Demain, tu auras vingt ans.

Mon général,

Permettez-moi d'abord de vous présenter tous mes vœux de bonheur pour cette nouvelle année. Je suis étudiant à Strasbourg en sciences politiques. Si je me permets de vous écrire, c'est que j'éprouve pour vous la plus grande admiration. Rien que de penser que ma lettre va être lue par le héros le plus illustre de la guerre d'Indochine et d'Algérie suffit à me donner le frisson. J'ai fait l'été dernier une préparation militaire parachutiste. Expérience formidable ! J'ai encore des

images plein la tête : l'attente angoissante dans le Transall, le saut dans l'inconnu, le spectacle grisant des parachutes blancs ou vert sombre qui se balancent mollement dans un ciel bleu, et surtout le dernier jour, la remise des brevets, tous alignés au garde-à-vous dans une tenue impeccable, béret rouge sur la tête.
Dans des moments pareils, on se sent fier, fier d'avoir dompté sa trouille au ventre, fier d'être para et heureux d'échapper un temps à la médiocrité et aux bassesses humaines.
Je pars au service en octobre. En tant qu'appelé et volontaire pour le service outre-mer. J'ai un rêve : être affecté au 6e R.P.I.M.A., le régiment issu du légendaire bataillon Bigeard, votre bataillon, celui qui s'illustra à Tulé, qui sauta sur Diên Biên Phu quand tout était déjà fini, qui endura les pires souffrances dans les camps viets.
Faire son service au 6e R.P.I.M.A., c'est pour moi marcher sur les traces des aînés, ces héros de la jungle et des rizières tonkinoises, ces braves parachutistes coloniaux qui combattirent avec courage et désintéressement ; c'est retrouver un esprit où tout est pur et spontané ; c'est éviter de subir, c'est lutter contre l'abandon et la médiocrité pour aspirer à un noble dépassement en partageant des idéaux, comme la foi dans la patrie, le sens du devoir et de l'honneur, la fraternité et l'esprit de camaraderie, toutes ces valeurs qui, hélas, sont parfois oubliées aujourd'hui dans la vie quotidienne.
En attendant d'être incorporé, peut-être au 6e R.P.I.M.A., permettez-moi de conclure cette lettre en sollicitant de votre part une faveur, celle de m'envoyer un mot d'encouragement et d'espérance.
Au revoir, Bruno, avec toute mon amitié et le respect que je vous dois, avant d'avoir la joie de vous rencontrer un jour peut-être.
Et par saint Michel, vivent les paras, vive le 6e !

ÉPILOGUE

Maintenant que j'ai un peu de recul sur ces quarante ans de vie de brousse et ces treize ans de vie de jungle, je me pose toutes ces questions : à quoi toutes ces guerres ont-elles servi ? Tout ce cortège de souffrances, tous ces disparus, ces blessés, ces veuves, ces orphelins, tous ces combats ont-ils donc été utiles ?

1940-1945. Il fallait abattre ce monstre, Hitler. La facture a été lourde : 100 000 morts durant la débâcle, 1,5 million de prisonniers qui resteront dans les stalags allemands pendant cinq longues années. Ceux de ma classe. Incorporés en 1936 donneront huit années de leur jeunesse à la France. Ensuite les camps de concentration, la lugubre Gestapo, les fusillés, les torturés. Les chiffres résonnent tristement : 400 000 morts dans notre pays et, avec le Pacifique, 50 millions pour la planète. Jeunes de France, souvenez-vous ! N'oubliez jamais !

En Indochine, particulièrement au Tonkin, nous étions des bêtes qui traquaient d'autres bêtes : le Viêt-minh. Tout cela pour terminer à Diên Biên Phu. Nous avions l'impression d'être abandonnés par ceux du monde libre. Nos milliers de morts dans les camps viets. Notre retour en France, malades, délabrés, squelettes ambulants. Pour nous accueillir un pouvoir gêné qui n'osait se manifester. Il fallait nous expédier, nous camoufler, faire qu'on nous oublie au plus vite.

Le Viêt-nam, nous y sommes encore. Pour nous ni haine, ni rancune. Le pays nous a collé le mal jaune, l'amour de ce peuple dont personne n'a pu nous gué-

rir. Cochinchine, Tonkin. Nous vous avons dans la peau et vous le savez.

Vietnamiens, votre pays ouvre aujourd'hui ses portes. La France, les Etats-Unis et d'autres encore essaient de renouer les liens passés. Il reste beaucoup à faire. Nous le devons, car nos pays ont une histoire commune.

Vous marchez aujourd'hui encore avec les charges et le balancier sur l'épaule pour transporter vos marchandises, et si le vélo est toujours le véhicule roi, ce n'est pas pour longtemps.

A chaque fois qu'elle le pourra, la France continuera à construire avec vous.

Le ménage franco-vietnamien après ce long divorce renouera ses anciennes relations, renaîtra même. Nous sommes faits pour vivre ensemble. Ceux des vôtres qui s'installent chez nous s'intègrent sans problème. Toujours sans bruit, avec une grande finesse, ils ont su s'imposer en France.

J'aime, nous vous aimons, peuple vietnamien avec vos qualités multiples, votre puissance de travail, votre savoir-faire... Votre véritable fourmilière de 72 millions d'habitants ne va pas manquer de nous surprendre encore. Elle sera probablement la perle de cette partie de l'Asie.

Les périodes les plus dures de mon existence je les ai vécues sur votre terre. Mais ce sont à la fois mes plus chers souvenirs.

Mon plus vif désir, après mon dernier saut dans l'inconnu, est de me faire incinérer et que mes cendres soient larguées sur la cuvette de Diên Biên Phu. Rejoindre ainsi mes paras ensevelis n'importe où, enterrés sans sépulture.

Et alors, une dernière fois avant que ma poussière ne se disperse, à tous, Vietnamiens, mais aussi hommes du monde entier, je vous crierai : « Vive la liberté ! »

TABLE

1. Trente ans de brousse 9
1916. Toul, une jeunesse étriquée mais non sans grandeur 9
1939. Baptême du feu dans les groupes francs 12
1944. Première mission para : libérer l'Ariège 14
Oct. 1945-sept. 1947. La route coloniale 20
Oct. 1948-oct. 1950.
Avec les bataillons vietnamiens 24
Juil. 1952-sept. 1954.
Avec le 6e bataillon para à Diên Biên Phu . 33
L'Algérie, l'hélico, les deux batailles d'Alger, Sentenac, mes deux renvois en France ... 38

2. La fin de la piste 52
Mon commandement dans l'océan Indien .. 52
Que faire de Bigeard ? 58
De Gaulle 59
Sept. 1973-févr. 1974.
A Paris, avec le gouverneur militaire 62
Mars 1974-févr. 1975.
Bordeaux : commandant de la 4e Région militaire 65
Mission : faire passer le courant 67
Inquiétudes 71

3. Première mission en jungle 76
Un para ministre 76
Mon brain-trust 79
Vive la presse ! 82

A marche forcée dans la jungle 84
Un monde à part 88
Devant mon ministre, au hit-parade politique 93
La tournée des popotes 96
L'affaire des comités de soldats révolutionnaires 100
Dans le Pacifique 102
Le voyage en Arabie saoudite 103
L'impossible démission 105
L'empreinte Bigeard 111
Bilan 114

4. Mon premier mandat de député 117
Brève retraite et souvenirs 117
« Bigeard à Verdun » 122
Ma campagne de Lorraine 125
Président de la commission de Défense 130
Chine, Etats-Unis, Afrique 135
Au service des Toulois 141
L'Assemblée, une autre cuvette 143

5. Réagir 146
Juin 1981. Rescapé 146
Face à Mauroy 149
Pourquoi tous ces changements ? 152
« Monsieur le Président, rectifiez le tir » 157
Sauver l'armée 161
Pour une vraie politique extérieure 164
Chez les paras, à Beyrouth 168
Star de l'audiovisuel 171
Juin 1984. Contre l'Europe pantouflarde 172
Juillet 1984. Fabius, joker du président 175
Salan, Langlais ; l'adieu aux armes 178
Giscard à la villa 182
Sur les routes 184
L'affaire Greenpeace : adieu Charles, bonjour Quilès 186

6. De nouveau député sous la cohabitation 189
Nouvelle campagne 189

Chirac 192
Contre la cohabitation 195
Les attentats de septembre 197
Rapatriement des corps d'Indochine 201
Avec l'U.D.F. au Zénith 203
Quel avenir pour notre armée ? 205
Cabotin 207
Gaby 209
A l'hôpital 211
La jungle, il y en a marre 213
En campagne pour Barre 214
Battu 217

7. Seul au service de mon pays, pour l'honneur 221
Nouvelle fin 221
Mort d'Hernu 224
Guerre du Golfe 227
Adieu Dédé 233
Juillet 1991. Castries, le chef de Diên Biên Phu, meurt 235
La fin de l'U.R.S.S. 236
La France aujourd'hui 238
Au fil de l'actualité 241
A quand un nouveau souffle 243
Je n'accompagnerai pas Mitterrand en Indochine 245
Quitte à me répéter 247

Epilogue 251

Photocomposition Assistance 44-Bouguenais
Achevé d'imprimer en Europe (France)
par Brodard et Taupin à La Flèche (Sarthe)
le 25 août 1995. 1664M-5
Dépôt légal août 1995. ISBN 2-277-23995-X
Éditions J'ai lu
27, rue Cassette, 75006 Paris
Diffusion France et étranger : Flammarion

De la brousse à la jungle

Général Bigeard

Né en 1916 à Toul. Prisonnier en 1940, il s'évade et assure la libération de l'Ariège. Il part pour l'Indochine et devient une figure légendaire. Puis, c'est l'Algérie, l'Afrique noire et enfin l'océan Indien. Nommé secrétaire d'État à la Défense, il est élu député de Meurthe-et-Moselle. Grand Croix de la Légion d'honneur, il est l'officier le plus décoré de l'armée française.

7 mai 1954, Diên Biên Phu tombe. Après deux mois d'une résistance acharnée. Parachuté dans cet enfer, le lieutenant colonel Bigeard incarne l'âme de cette résistance française. Puis il s'aventure sur les chemins marécageux de l'Indochine, les pistes arides de l'Algérie, de l'Afrique... Enfin, c'est la jungle. Non pas celle des forêts équatoriales mais celle de la politique.

En 1975, il troque son treillis pour le costume sombre de secrétaire d'Etat lorsque Giscard d'Estaing l'appelle au gouvernement.

Marcel Bigeard raconte, sans détour, la transformation du baroudeur en homme politique. Le parcours d'un soldat, d'un citoyen engagé qui a quitté les champs de bataille militaires pour ceux moins mortels mais plus assassins de la politique : le passage de la brousse à la jungle.

Vécu
Texte intégral

En couverture : SIRPA/ECP Armées

9 782277 239956

FJ 3995 ISBN 2-277-23995-X IX 95 Catégorie 4